

John Adams Library.



IN THE CUSTODY OF THE
BOSTON PUBLIC LIBRARY.

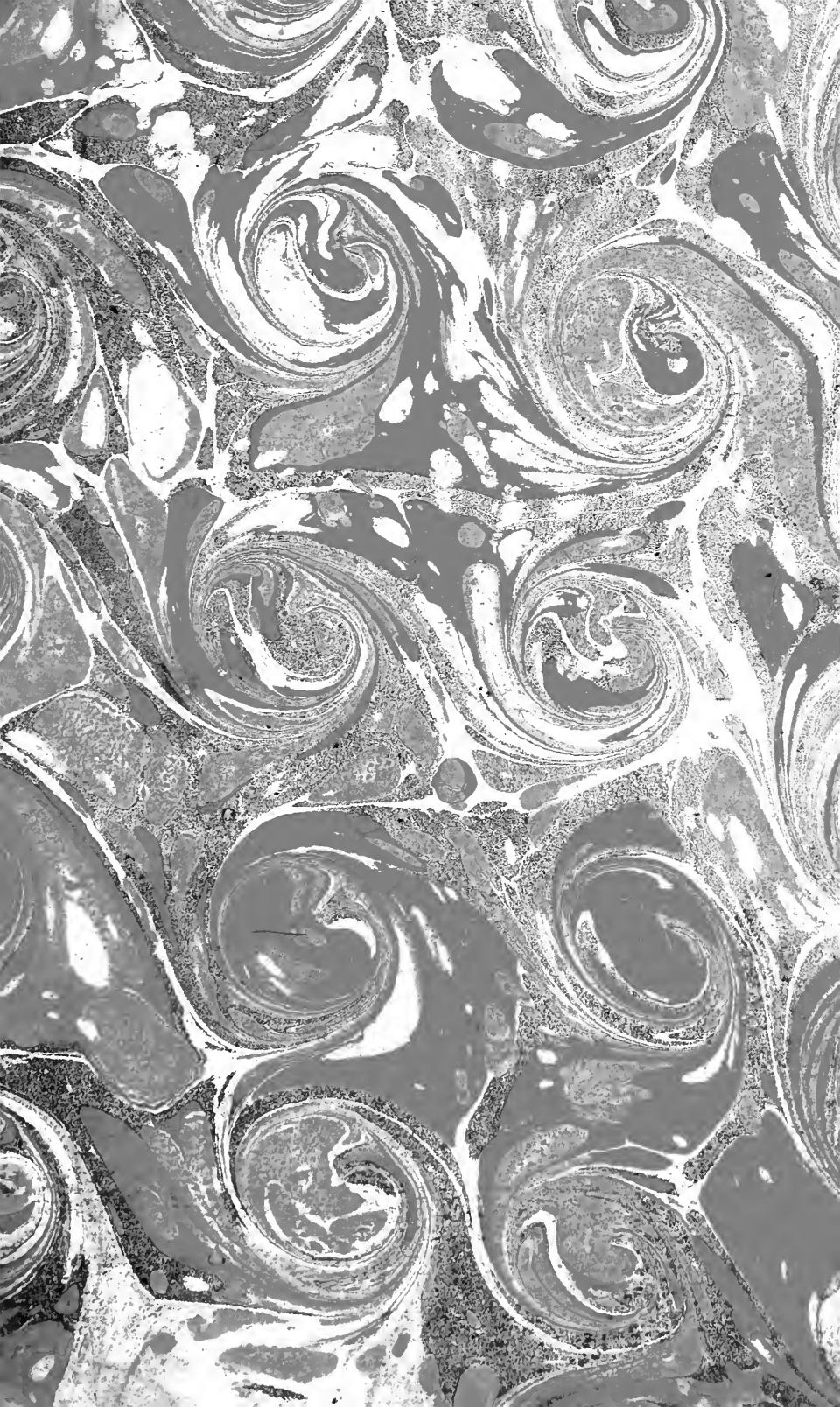


SHELF NO

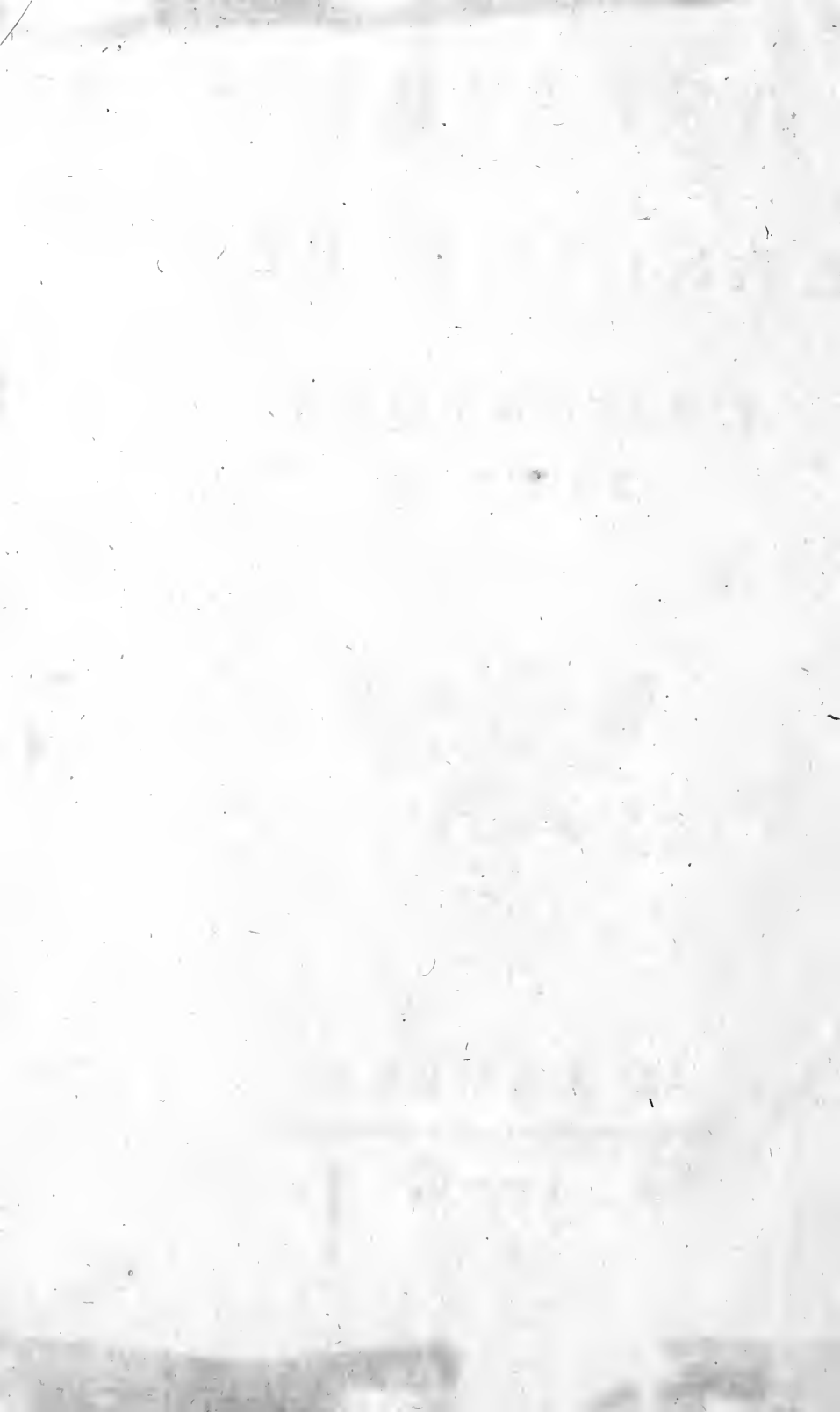
★ ADAMS

233.1

v. 2







AFFAIRES
DE
L'ANGLETERRE
ET DE
L'AMERIQUE.
TOME II.



A A N V E R S.

1776.

ADAMS 233.A

012



AFFAIRES DE L'ANGLETERRE ET DE L'AMÉRIQUE.

1776.

Suite des débats de la Chambre des Pairs.

L E LORD MANSFIELD déclare que son avis est que la duchesse de Kingston doit être 2 Avril, remise à la garde de l'Huissier; mais qu'il convient que la Chambre attende, pour décider cette question, que le moment du jugement soit arrivé; ce qui est agréé par la Chambre.

Le Roi se rend à la Chambre, & les Communes y ayant été appelées, sa Majesté donne son consentement au Bill pour procurer des Matelots plus facilement à la marine tant marchande que militaire, & à plusieurs autres Bills.

Cette loi ordonne qu'à compter de ce jour
N^o. VI. A

2 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

2 Avril. jusqu'au 25 Mars 1777, & non pas plus long-tems (excepté pour les vaisseaux marchands & autres bâtimens qui auront fait voile avant le 25 Mars 1777, lesquels auront la liberté de revenir en Angleterre avec l'équipage mentionné ci-après); il sera permis à tout vaisseau marchand &c. de former son équipage de matelots étrangers, mais de maniere que ces matelots n'excedent pas en un même tems les trois quarts des matelots employés sur ce vaisseau; & qu'un quart au moins de la totalité devra en tout tems être formé de sujets natifs ou naturalisés de la Grande-Bretagne (excepté dans le cas de mort subite ou d'autres accidens) non obstant l'acte de la douzieme année de Charles II, pour l'encouragement & l'augmentation de la navigation, & tous autres actes qui pourroient y être contraires. Mais cet acte ne portera aucune restriction aux proclamations royales que sa Majesté est autorisée à publier par l'acte de George II, pour se procurer avec plus de facilité des matelots pour servir à bord des vaisseaux de guerre de Sa Majesté.

Chambre des Communes.

M. WALDEN HAMMER propose un Bill aux fins d'obliger les Inspecteurs des pauvres dans les provinces qui ne sont, en ce qui concerne les pauvres, sous le regime d'aucun acte du Parlement, de répondre sur serment à certaines questions qui leur seront faites concernant l'état

de leurs pauvres, & de charger les Juges de
paix de recevoir ces réponses, & de les faire
parvenir au Clerc de la Chambre. Il est ar-
rêté qu'on fera une seconde lecture du Bill.

2 Avril,

La Chambre arrête qu'elle se formera le 22
en comité, pour délibérer sur un acte de la
treizieme année du regne actuel, relatif aux
ports ou autres lieux dans lesquels les grains
peuvent être débarqués sans payer de droits.
Elle ordonne qu'il sera dressé un Bill pour dé-
clarer les sujets natifs du Royaume d'Ecosse,
habiles à hériter des biens de leurs ancêtres
en directe comme en collatérale dans ledit
Royaume, quoique leur pere ou leur mere
n'ayent pas été eux-mêmes sujets natifs de la
Couronne, (*quoiqu'ils fussent aliens.*)

Le Bill proposé aux Communes par M.
MACKWORTH en faveur des débiteurs insolvables,
porte une grace plus ample qu'aucun
autre Bill précédent de même nature. Non-seu-
lement les débiteurs actuellement en pays
étrangers, ou ceux qui sont dans les prisons
du Royaume pourront en profiter; mais il
s'étendra jusques sur ceux qui feront l'aban-
don de leur personne & de leurs biens avant
le premier Juin prochain.

Deux vaisseaux chargés de grains étrangers
arrivent à Londres. Il y a long-tems qu'on n'a
vu une aussi grande quantité de grains sur la
Tamise.

3 Avril,

Une allège part du quai de la tour de
Londres avec vingt-deux volontaires pour

4 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

2 Avril.

les remettre à Lenore, sur le vaisseau de ligne le *Conquistador*. On prétend que c'est tout ce qui s'est présenté pendant quinze jours aux divers lieux assignés dans Londres pour les enrôlemens de matelots. S'ils ne se font pas ailleurs avec plus de succès, le service de la marine du Roi ne doit pas être des mieux assurés.

On apprend de Glasgow que tous les bâtimens qui faisoient avec cette ville le commerce du tabac de l'Amérique, sont frettés par le Gouvernement pour y transporter des troupes. Ce sont les focs de charrues convertis en lances & en boucliers.

Il se tient à Portsmouth un Conseil de guerre sur le *Barfleur* pour juger un Lieutenant de marine qui a quitté son vaisseau aux îles, & est revenu sans congé en Angleterre. On le trouve coupable de désertion, & il est cassé.

Chambre des Pairs.

La Chambre des Pairs entend les Avocats du duc d'Hamilton. Le lord Mansfield demande que ce mineur puisse se pourvoir devant les Tribunaux inférieurs; mais que s'il ne se déclare point partie intervenante dans la cause, ou que par des délais inutiles il élude les fins de sa propre requête, alors le comte de Selkirk & M. Douglas seront admis à demander à la Chambre de les juger après les causes actuellement au rôle. La Chambre adhère à cet avis.

Les Pairs accordent à M. Liardet le privilège qu'il a sollicité pour le nouveau cimetière de son invention.

3 Avril.

Le Roi fait distribuer les charités ordinaires du Jeudi saint à trente pauvres des deux sexes. Ces charités consistent pour chacun en trois aunes de toile d'Hollande, une pièce d'étoffe de laine, une paire de souliers & de bas, trente shellings dans une bourse, avec trente pièces de deux deniers, un pain & un plat de poisson.

4 Avril.

James Gibson, ancien marchand d'eau-de-vie à Londres, meurt en Essex âgé de quatre-vingt-trois ans. Il faisoit un commerce si étendu que dans le cours de quarante années il a payé pour la valeur de deux millions sterl. de droits au Gouvernement. Dans sa jeunesse il avoit été pris par des pirates, & s'étant échappé de leurs mains il avoit passé quatre ans sur une île déserte.

Assemblée des Juges de paix du comté de Middlesex au sujet des *Resusciteurs*. C'est le nom sous lequel sont connus à Londres les gens qui se chargent de procurer des sujets pour les amphithéâtres de chirurgie. Il y a quelque tems qu'un de ces malheureux fut cruellement fouetté autour du cimetière d'Islington. Après avoir subi la prison pendant un mois aux termes de la loi, il fut rendre visite aux chirurgiens qui l'employoient. Un d'eux lui ayant témoigné qu'il étoit vraiment touché de la rigueur des Juges de paix à son

6 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

4 Avril. égard : oh ! pour ce qui est de cela , lui répondit le *Resusciteur* , je le leur rendrai bien : vous pouvez être sûr d'avoir le corps du premier Juge de paix de Middlesex qui sera enterré ». Cette réponse n'ayant pas tardé à se répandre , ces juges ont arrêté qu'ils présenteroient requête au Parlement pour que la peine du fouet portée par la loi contre les *Resusciteurs* fût changée en celle de transportation outre mer.

Soulevement des ouvriers des mines d'étain dans la province de Cornouailles , sur ce qu'ils apprennent que quelques marchands du pays ont fait venir de la porcelaine de Staffordshire. Ils vont en troupe à Redruth & brisent toute la porcelaine & fayance qui étoit exposée sur le marché. De là leur fureur ne faisant que s'accroître , ils courent à Falmouth : la halle s'y trouvant fermée , ils menacent d'y mettre le feu. Les principaux de la ville ne parviennent à les calmer qu'en les assurant qu'on persuadera aux habitans de ne plus se servir d'autres vases que d'étain , & pour preuve de leur sincérité , ils en font acheter sur le champ des quantités considérables en présence de ces soulevés. L'étain trouve aujourd'hui si peu de débit que ces journaliers manquent absolument d'ouvrage.

Le Romney de 50 canons & la corvette le Cignet commandés par l'amiral Montagu appareillent de Spithead pour Terre-neuve. Ils sont suivis de douze bâtimens de transport , chargés des troupes de Brunswich au nombre de

4,300 hommes & d'un détachement de l'artillerie Angloise destinés pour Quebec. Les frégates *la Blonde* & *la Junon* mettent aussi à la voile, ayant à bord le général Burgoyne & le colonel Philipps.

Le vaisseau *le Duc de Cumberland* appareille pour Madraff.

La corvette *le King'sfisher* expédiée de la Virginie le 2 Mars par le lord Dunmore, arrive à Spithead. On apprend que le général Clinton, détaché de l'armée de Boston, est arrivé à la Virginie : qu'il ne reste plus aucune maison sur pied à Norfolk ; que les Américains se sont retirés à neuf milles dans les terres & qu'ils ont détruit tout ce qu'ils ne pouvoient pas emporter.

Des nouvelles de Philadelphie portent que les Américains y ont établi une fonderie de grosse artillerie & qu'ils mettent sur leurs canons l'inscription suivante : *Domine labia mea aperies & os meum annuntiabit laudem tuam.*

La Compagnie des Indes apprend que son vaisseau *le Northumberland* a été contraint de relâcher à Lisbonne, ayant été très-fatigué dans sa navigation. On l'attendoit depuis plusieurs mois ; il étoit parti des Dunes le 8 Mars 1774. Il ne ramene que dix matelots de son équipage ; tous les autres sont morts de fatigue après avoir travaillé nuit & jour pendant tout le voyage. Lorsqu'il est parti de Bengale on y avoit commencé le procès criminel d'un riche marchand accusé de par-

8 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

5 Avril. jure, & les juges paroissoient déterminés à le traiter avec la même rigueur que le Raja Nur-comar, qui a été condamné à mort & exécuté comme coupable de faux & de parjure, & pour avoir répandu plusieurs accusations calomnieuses contre le sieur Hastings, Gouverneur général. On assure que cet Indien avoit commis, il y a dix ans, le délit pour lequel il a été condamné, & qu'on a donné un effet rétroactif à la loi passée il y a trois ans.

On apprend aussi qu'il y a eu un duel au Bengale entre le général & le second assesseur: qu'ils se sont battus au pistolet: que le général ayant tiré le premier & manqué, l'autre avoit tiré son coup en l'air & que les seconds avoient réussi à les reconcilier.

Il ne reste plus à Gravesend de vaisseaux pour l'Inde, ils sont tous partis au nombre de quinze. Le général Carnac se dispose à s'embarquer sur l'*Hector* qui l'attend à l'entrée de la Tamise.

On double en cuivre à Deptford le vaisseau de guerre le *Perfée*.

Suivant diverses lettres d'Amsterdam le gouvernement Anglois y a frété vingt vaisseaux sur le pied de trois mille six cent florins par mois.

6 Avril. Le Roi donne son approbation au Bill passé en Irlande pour réprimer les excès des enfans blancs. Cette loi défend les attroupe-mens, le port d'armes & les vêtemens singuliers sous peine d'amende, de prison ou de

souet, & les voyes de fait sous peine de mort, ainsi que les menaces par lettres anonymes. Elle assure le pardon pour tous délits de cette espèce, commis avant la fin de Décembre dernier, excepté le meurtre, l'incendie, &c. à tout enfant blanc qui avant le premier Août prochain sera venu faire sa confession aux Magistrats.

La frégate du Roi le *Greyhound*, capitaine Diklon, part du port de Cork pour se rendre à Boston, ayant sous son convoi dix bâtimens avec des troupes & des munirions.

Les gazettes donnent une lettre du S. Wallace commandant la frégate la *Rose* à l'île de Rhode-Island. Voici un précis de ce qu'elle contient : « J'ai eu ordre de l'amiral de prendre ici des bestiaux. Les Rebelles ont prétendu m'en empêcher. J'ai tiré un certain nombre d'hommes de mon vaisseau & sous le feu de son canon j'ai livré l'assaut à un petit fort où ils s'étoient retranchés. Je l'ai pris & il y en a eu quatre-vingt passés au fil de l'épée. Tout le peuple du pays est venu fondre sur nous. J'ai soutenu un combat sanglant dans lequel j'ai perdu seize hommes & je me suis retiré sur mon vaisseau ». On assure que le gouvernement avoit reçu cette lettre il y a déjà quelque tems; mais qu'on l'a tenue secrète de peur d'effrayer les matelots qui n'ont pas déjà trop de volonté pour le service contre l'Amérique, & qui ne savent pas qu'on les mene se battre dans un pays où il ne faut point attendre de quartier.

6 Avril.

10 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

7 Avril. Les payemens des gages de la maison du Roi sont arriérés de cinq quartiers ; il n'est rien dû à celle de la Reine que le courant.

L'amiral Montagu sur le *Romney* accompagné du *Cycnet*, relâche à Plimouth.

Lettre à milord Sandwich sur les explications données à la Chambre des Pairs touchant l'état de la marine dans les débats du 5 & du 14 Mars.

» Tout ce qui s'est dit, Milord, dans la Chambre des Pairs sur l'état de la marine, doit inquiéter les Anglois qui ne sont pas instruits du vrai état des choses & qui jugent par les circonstances actuelles qu'on devrait donner la plus grande attention à un objet de cette importance. On s'est beaucoup étendu sur l'article des vaisseaux de garde «.

» Est-ce qu'ils ne devraient pas toujours être en état de servir ; desorte qu'on n'eût que la peine d'y faire embarquer le nombre suffisant de matelots ou foldats, ou d'autres gens de terre bien portans ? Vous avez dit, Milord, qu'il manquoit cinq cents hommes pour compléter leurs équipages sur le pied de paix ; vous pouviez ajouter qu'il en faudroit cinq mille pour les mettre en état de servir. Il n'est pas même vrai qu'on n'ait eu besoin que de cinq cents hommes pour le pied de paix ; il en manquoit cinq cents parce que cinq est compris dans sept, & c'étoit réellement sept cents qu'il falloit ; non pas d'hommes ordi-

naires, mais de bons matelots pour faire un fonds d'équipage à ces vaisseaux qui auroient été ensuite complétés par des hommes de terre «.

7. Avril.

S'il falloit actuellement mettre vos vaisseaux de garde en état de servir, comment y parviendriez-vous? Les soldats de marine qui font partie des équipages servent comme troupes de terre en Amérique. Ils ne pourroient donc pas équiper vos escadres comme cela devoit être suivant leur institution. Avez-vous des soldats? non; pouvez-vous lever cinq mille matelots? non. Le pourriez-vous dans un besoin urgent? l'expérience du passé vous démontre que non. Vos équipemens se font toujours faits avec lenteur; & aujourd'hui ils seroient plus longtems à se former que jamais. N'a-t-on pas enlevé à notre marine plusieurs milliers d'hommes, en faisant partir, sans discontinuer, des soldats pour la Compagnie des Indes & des recrues pour l'armée d'Amérique? N'avez-vous pas fait passer toutes vos troupes de marine en Amérique? N'avez-vous pas perdu plusieurs milliers de matelots Américains qui aidoient à faire votre commerce en tems de guerre? Toutes ces circonstances ne nuiroient elles pas infiniment à l'équipement d'une escadre «?

Qu'avez-vous fait pour les contrebalancer? quelle précaution avez-vous prise pour écarter les embarras qui ont toujours accompagné les équipemens? A-t-on pris

12 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

7 Avril. quelques mesures pour adoucir le sort cruel des enrôlés dans les barques employées à la presse ? a-t-on désigné quelques vaisseaux dans les ports pour recevoir les matelots ? non ; bien loin de cela ; tous les vieux vaisseaux qui auroient pu y servir ont été vendus au profit du bureau de l'Amirauté , & c'est un fait généralement reconnu que dans ce nombre il s'en trouvoit plusieurs sur la Tamise qu'on auroit très bien pu réparer « ?

Pendant la durée de la paix a-t-on donné quelque encouragement aux matelots pour servir à bord de nos vaisseaux ? Ne les a-t-on pas au contraire congédiés dans les ports extérieurs d'où on les a laissés retourner chez eux comme ils ont pu ? Les talens supérieurs de nos Ministres se sont-ils manifestés par aucun acte d'utilité ? a-t-il été adopté quelque plan pour mettre la marine sur un meilleur pied ? aucun. Si c'est par des assertions hardies que l'on équipe une flotte , la nôtre le fera bien sûrement « .

» Dans un tems où tout ce qui nous environne n'annonce que la guerre : où notre foiblesse invite les puissances jalouses de nos forces maritimes , à nous attaquer ; n'est-on pas impardonnable de négliger nos vaisseaux de garde dont le complet des équipages devrait augmenter plutôt que de diminuer ? Il ne s'agit pas ici d'examiner combien il y a d'hommes sur tel ou tel vaisseau (quoiqu'il soit essentiel de veiller à ce que le déficit ne soit pas

trop fort) mais il faut s'assurer s'ils sont ou 7 Avril.
 s'ils peuvent être mis en état de servir au premier ordre: je prétens que cela n'est pas possible, & que par conséquent ils ne peuvent pas nous protéger aussi efficacement qu'ils sont destinés à le faire. Je ne demande pas qu'on m'en croye sur ma parole. Il y a peu de personnes en Angleterre qui ne connoisse quelque officier de marine ou quelque matelot intelligent; que chacun interroge son ami; car l'objet en mérite la peine, & je suis sûr qu'on ajoutera foi à ce que j'ai avancé, & qu'on sera convaincu que je ne me suis pas écarté de la vérité «.

De Portsmouth ce 7 Avril.

Signé un Officier de Marine.

Fête annuelle du lendemain de Pâques dans le palais du Lord-Maire de Londres. Milady 8 Avril.
 Mairesse en fait les honneurs; le duc de Manchester ouvre le bal avec la comtesse d'Effingham. Tous les membres du parti de l'opposition dans les deux Chambres y avoient été invités.

Le bureau de la guerre reçoit de l'adjudant général d'Irlande un état des corps de troupes qui sont dans ce Royaume. Leur montant est de dix mille deux cents trente hommes dont quatre mille sont commandés pour l'Amérique. Il n'est pas question ici de l'effectif.

La frégate l'*Allarme* arrive de Gibraltar à Spithead avec des sommes considérables d'argent pour la banque.

14 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

8 Avril.

On apprend à Londres que le comte de Strathmore, un des seize Pairs d'Ecosse, est mort le 7 Mars sur le vaisseau qui le transportoit à Lisbonne où il alloit pour le rétablissement de sa santé. Il laisse deux fils & plusieurs filles de son mariage avec miss Bow la plus riche héritière qu'il y eût en Europe. Il avoit succédé à son pere en 1755, & s'étoit marié en 1767.

Suivant les nouvelles arrivées de Lisbonne, la frégate *l'Active*, partie de Portsmouth le 27 Janvier, a été obligée d'y relâcher en très-mauvais état après vingt un jours d'une pénible navigation. Les papiers publics se remplissent de murmures contre l'administration de la marine. On lui reproche la perte récente d'une corvette de guerre & les dangers auxquels a été exposé le *Triton* de vingt-huit canons & divers autres bâtimens de l'expédition d'Amérique. On prétend que ces malheurs viennent de l'obstination des Commissaires de la marine, qui malgré tout ce que les pratiques ont pu leur représenter, persistent à n'observer aucune proportion entre la mâture & le corps du vaisseau. On se plaint de la confiance aveugle que l'administration met dans leur théorie. On observe que plusieurs frégates de vingt canons construites à Deptford & actuellement en armement, étant d'un moindre port en tonneaux & plus foibles que les anciennes, si elles sont mâtées suivant le système actuel, périront toutes de

la même manière avant la fin de la guerre d'Amérique. Enfin, on exhorte les Capitaines à élever leurs plaintes sur ce qu'il est arrivé à beaucoup de vaisseaux qui ont mis depuis peu à la mer de chavirer ou de perdre leurs mâts.

8 Avril.

De Bristol le 8 Avril.

Le senaut le *Dickenson*, ci-devant commandé par le Capitaine W. Meston, est arrivé ce matin en cette ville venant de Philadelphie. Ce bâtiment, destiné pour Nantes, devoit y décharger sa cargaison, & prendre en retour des armes & des munitions de guerre pour le service de l'armée des Américains. Il a été construit & frété par ordre du Congrès, & adressé à Messieurs Montandouin & freres, Marchands à Nantes, ainsi qu'il appert par l'ordre que le Capitaine avoit reçu, & dont on donnera ci-après une copie littérale.

Le pilote & l'équipage apprenant qu'ils alloient charger des munitions de guerre pour le service des Américains, & ayant été forcés ainsi qu'ils l'ont déclaré, de prendre service, se sont rendus maîtres du navire; & au lieu de continuer leur voyage, ils résolurent d'entrer dans le premier port Anglois qu'ils pourroient atteindre. En conséquence ils ont conduit le navire dans notre port après avoir lutté, pendant une quinzaine de jours, contre les vents contraires à l'embouchure du canal. Dès que le vaisseau a eu pris fond à notre quai, le pi-

Avril. Lote a pris la route de Londres pour aller remettre au Gouvernement les papiers qui se trouvoient à bord. Le navire, qui est très-bien construit, peut contenir environ 250 tonnaux, & restera ici jusqu'à ce qu'on sache la résolution du Gouvernement. C'est le premier navire Américain qui ait été conduit dans ce Royaume depuis l'acte Parlementaire, par lequel on a promis certaines récompenses aux équipages qui s'empareront d'un bâtiment Américain.

La charge de ce bâtiment consiste en deux milles deux cents vingt & un barrils de farine, 260 boîtes de chandelles de cire, 13 caisses & un sac de cire, & 5,600 pieces de futailles, le tout évalué à environ 6,000 livres sterl., & le bâtiment à 1,500 liv. Suivant les lettres particulières les marchands François devoient fournir en échange 1,500 fusils complets, avec des bayonnetes & baguettes d'acier, quinze barrils de la meilleure poudre à canon; mais s'ils ne leur étoit pas possible de fournir ce dernier article, ils devoient livrer une pareille quantité de salpêtre & quinze livres de souffre par chaque centaine de livres de salpêtre; enfin, s'ils étoient dans l'impossibilité de fournir le salpêtre, le Capitaine devoit rapporter en especes la valeur de sa cargaison.

L'équipage de ce navire a rapporté qu'indépendamment du Dickenson, il étoit parti dans le même-tems du port de Philadelphie plusieurs autres navires destinés & chargés pour

pour différens port de la France, entr'autres le *Sully*, le *Neptune*, l'*Aurore* commandés par les sieurs Rowland, Collins & Chechg; de plus trois brigantins aux ordres des Capitaines Montgomery, Bethel & Martin. L'équipage a oublié les noms des autres navires & ceux des patrons. Comme le Dickenson est un très-bon voilier il les avoit tous devancés. L'équipage a ajouté que trois semaines avant son départ un François de distinction, qui, avec un autre étranger de la même nation, a eu pendant quelques tems des conférences avec des membres du Congrès-général, & a visité le camp général à Cambridge, dans la Nouvelle-Angleterre, s'étoit présenté pour retourner en France sur le Dickenson, mais ayant vu que le bâtiment étoit trop chargé, il a fait reconduire à terre ses bagages qui étoient déjà embarqués, & les a fait charger sur un autre navire qui venoit d'arriver en lest, & devoit aussi être employé à un semblable voyage, & qu'il le croyoit actuellement en route vers les côtes de France. Enfin, qu'au moment que le Dickenson descendoit le Delaware, un bâtiment François chargé de poudre, de balles & de petites armes, remontoit ce fleuve pour se rendre à Philadelphie.

Les ordres que le Capitaine Meston avoit reçus étoient conçus en ces termes :

A Philadelphie le 13 Janvier. Au Capitaine Will-Meston.

MONSIEUR, notre senaut Dickenson ayant
N^o. VI. B

18 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

8 Avril.

sa cargaison prête pour la mer; nous vous chargeons de procéder le plus promptement qu'il sera possible à votre départ de ce port pour celui de Nantes en France : vous ferez votre trajet autant que le vent & le tems le permettront , avec la plus grande diligence afin de l'abreger ; & vous éviterez soigneusement de vous aboucher avec aucun bâtiment. A votre arrivée à Nantes vous irez trouver MM. Montaudoïn & freres, Négocians dans cette ville, à qui vous êtes adressé ; ils recevront votre cargaison que vous leur délivrerez sans perdre de tems. Vous prendrez à bord les marchandises qu'ils ont ordre de vous donner en échange ; après quoi vous remettrez sur le champ à la voile, en observant exactement les instructions que l'on vous a prescrites ci-dessus. De retour à la hauteur de nos caps, vous vous y tiendrez à une certaine distance, & donnerez le signal en hissant la banderolle jusqu'au haut de la hune de votre mât de misaine. Alors on répondra du fanal ou du cap Mai en faisant flotter un étendard blanc. A la vue de ce signal, vous pourrez conclure que vous n'avez rien à risquer dans votre route, & que vous pourrez vous avancer dans la baie. Mais si, après avoir fait le signal convenu, on ne vous répond pas dans l'intervalle de sept à huit heures, ni du cap Mai, ni du fanal, alors vous longerez la côte jusqu'au cap de la Virginie, & vous ferez votre possible pour débarquer votre cargaison de la maniere la

plus sûre, la confiant aux soins du comité du lieu où vous aborderez, ou à des personnes qui occupent des magasins à l'usage du Congrès; & vous expédirez immédiatement un exprès pour nous annoncer votre arrivée. Nous mettons la plus entière confiance dans la vigilance & l'activité que vous mettrez en usage pour faire ce trajet. Si vous réussissez, ainsi que nous prions Dieu qu'il vous en fasse la grace, non-seulement vous aurez acquis un droit sur notre attention pour la suite; mais vous serez considéré comme ayant rendu un service essentiel à votre patrie. Vous devez être persuadé que le bon succès de ce voyage dépend en grande partie de votre conduite; nous ne doutons nullement que vous ne vous en acquittiez d'une manière convenable. En vous souhaitant un heureux & agréable voyage & un prompt retour; nous sommes &c.

8 Avril.

» P. S. Acceptez les marchandises que MM. Montaudouin & freres, vous donneront pour les prendre en échange de votre cargaison. Vous embarquerez aussi autant d'armes & de munitions de guerre que vous pourrez, & qui pourroient vous être présentées pour le compte du Congrès par telle personne que ce puisse être. Nous sommes, &c.

Bayard, Jackson, & Compagnie.

Le lord Stormont, Ambassadeur d'Angle- 9 Avril.

9 Avril, terre en France, de retour par congé, a une audience du Roi.

Le comte de Sandwich informe le Roi que les différends qui s'étoient élevés entre les maîtres des bâtimens de transport & les officiers de la marine, se sont terminés par un arrangement qui satisfait les deux parties.

On se plaint dans la marine que les pensions de veuves d'officiers sont mal payées; tandis que le fonds en est prélevé rigoureusement sur la paye. On demande ce que devient l'argent retenu, même sur les matelots pour le payement des Chapelains, puisqu'il est notoire qu'il n'y a point de Chapelains sur les vaisseaux au-dessous de soixante canons.

La souscription ouverte, sous le bon plaisir du Roi, à la taverne de Londres, le 16 Octobre dernier, en faveur des soldats employés en Amérique pour le maintien des constitutions Britanniques & pour assister leurs veuves & leurs orphelins, se monte jusqu'ici à 16,412 l. sterl. Les contributions pour le Clergé d'Amérique se montent à 4,044 l.

Le lord Maire ordonne que le prix du pain sera diminué d'un denier sterling par peck de dix-sept livres.

Le drot sur le Houblon, qui dans l'année 1773 n'a rendu que 45,737 l. 18 s. 10 d. s'est monté en 1774 à 138,878 l. 1 s. $\frac{3}{4}$. Le seul article de la différence entre ces deux années a porté au surplus du fonds d'amortissement une somme de 93,140 l. 2 s. 2 d. $\frac{1}{4}$.

On apprend par une lettre d'un officier du quatorzième régiment dans la Virginie, que ce régiment, ainsi que le reste des troupes du Roi, avoit reçu ordre de s'embarquer & de joindre la flotte & les troupes aux ordres du général Clinton qui étoit alors dans le voisinage, & que ces corps étant réunis devoient tenter une expédition secrète.

9 Avril.

Il paroît par cette lettre que le général Clinton n'a pas eu dessein de s'établir dans la Virginie. On en infere qu'il est allé à la Caroline méridionale. On croit que le Gouvernement a beaucoup de partisans dans les parties les plus reculées de cette province qu'on fait d'ailleurs être moins en état de défense que la Virginie.

Extrait d'une Lettre d'un particulier de Norfolk à son ami à Glasgow, datée de dessus le brigantin le Betsey dans le havre de Norfolk, du 13 Février 1776.

» Le 6 de ce mois notre ville a été entièrement détruite par les Rebelles. On assure qu'ils sont dans le dessein de dévaster les comtés de Norfolk & de la Princesse Anne, & de se retirer sur les derrières de la Colonie. Leur armée porte la ruine & la désolation avec elle en tous lieux «.

» 16 Février. Une grande partie de ceux qui étoient sur la flotte avec quelques soldats ont débarqué à Mill-point. Ils sont occupés à s'y retrancher, sans être interrompus en

9 Avril. aucune façon par les Rebelles, & leurs travaux seront bientôt achevés «.

» 17 Février. Nous voyons à quelque distance du port un vaisseau de guerre avec plusieurs bâtimens de transport. Nous présumons que c'est le général Clinton, & qu'il relâchera ici «.

Extrait d'une autre Lettre du même lieu.

» Les Rebelles après avoir brûlé plusieurs villes du comté de Norfolk, d'où ils s'étoient retirés, sont revenus & ont détruit le peu de maisons qui leur avoient échappé. Ils ont gagné ensuite leurs retranchemens, en chassant devant eux les habitans & le bétail. Ils ont aussi brûlé plusieurs plantations dans les comtés de Norfolk & de la Princesse Anne, & menacé de destruction les comtés qui sont dans la partie basse du pays «.

Tous les habitans affectionnés au Gouvernement ont gagné les vaisseaux où ils sont en toute sûreté & ne manquent de rien. Le lord Dunmore ayant prévu l'événement y avoit amassé toute sorte de provisions. Il a donné ordre de fortifier Tuckers Point où on construit beaucoup de fours & de moulins. On a pris aux Rebelles plusieurs vaisseaux venant du Nord & chargés de sel, de farine & de grain. La frégate le *Ræbuck* vient d'amener ici le général Clinton. Elle est accompagnée d'une allege qui doit aller jusqu'au cap Fear, dans la Caroline Septentrionale, pour y lever

un corps de volontaires. Elle y trouvera mille hommes tout prêts à joindre les troupes du Roi & convenablement équipés. Les Rebelles sont réduits à la plus grande détresse. Ils manquent d'habits, de munitions & de logement. Leur malpropreté est cause qu'ils sont couverts de vermine, ce qui en Été leur occasionnera bien des maladies. Ils ont déjà beaucoup des leurs à l'hôpital: l'on en compte pour le moins sept cents tant tués que blessés, malades & prisonniers. Ils sont malgré cela résolus à tout & se retranchent sur les derrières pour assurer leur retraite. Les Colons des plantations les plus reculées consentiroient bien à fournir au lord Dunmore des provisions fraîches, mais ils ne peuvent envoyer que ce que les negres fouragent pendant la nuit. Tous les Emigrans montagnards tiennent pour le Gouvernement.

On apprend par l'équipage le *Dickenson* qu'en effet, ainsi que M. le duc de Grafton l'a annoncé le 14 Mars dans la Chambre des Pairs, deux Voyageurs François ont conféré avec les membres du Congrès après avoir été à l'armée de Washington à Cambridge, & qu'ils se sont embarqués sur un autre bâtiment aussi pour le port de Nantes. On trouve parmi les papiers des états des forces navales de la province de Philadelphie & d'une escadre de cinq frégates partie vers le milieu de Février sous le commandement du sieur Hopkins pour

9 Avril.

10 Avril.

10 Avril. une expédition secrète. (Voyez ces états ci-dessus n°. 2. pages 46, 47 & 48.)

A l'occasion de la rumeur que la nouvelle concernant les deux François paroît causer, un anonyme observe dans une gazette qu'aucune loi n'a défendu aux étrangers de promener leur curiosité dans les colonies Angloises ; & quant à M. de Montaudouin, que si ce négociant a payé les droits de son prince pour ce qu'il a reçu ou expédié, il semble que personne n'a le droit de raisonner sur ses correspondances.

Voici quelques uns des raisonnemens du parti anti-Américain sur la commission du vaisseau le *Dikenson*.

» Notre Royaume déchiré comme il l'est par des factions opposées, tirera beaucoup d'avantage de la capture du vaisseau le *Dickenson*, qui a été conduit à Bristol. On peut juger actuellement de la force & de la foiblesse des Américains. On a la preuve que le Congrès s'étoit déterminé à commencer les hostilités avant d'avoir eu connoissance de l'acte de restriction passé dans la présente session du Parlement. D'après la connoissance des liaisons des Rebelles, notre Gouvernement se plaindra certainement à la Cour de France, qui malgré tout ce qu'on peut en dire, n'est pas en état, quand elle le voudroit, d'agir offensivement pour les soutenir. Les Princes qui voudront suivre une saine politique évite-

ront toujours d'exciter des troubles dans les états des autres Princes voisins, devant bien sentir que bientôt l'état offensé trouve toujours à prendre sa revanche. C'est pourquoi, la découverte du nom des François avec qui le Congrès a traité secrètement est incontestablement un coup de parti. On voit aussi que les Américains manquent de poudre & de munitions de guerre. On a connoissance de leurs signaux; & l'empressement avec lequel ils ont recommandé au capitaine de leur rapporter de l'argent, fait voir combien ils font peu de cas eux-mêmes de leur papier monnoye «.

10 Avril.

Le parti de l'opposition se félicite de son côté d'avoir appris par ce même brigantin qu'aussitôt que le Congrès a été informé de la mort du général Montgomery, un renfort de troupes étoit parti pour le Canada: que lorsque le général Clinton a paru devant Newyork, le général Lée en avoit donné avis au Congrès qui avoit fait marcher mille volontaires pour Newyork: que le Congrès avoit envoyé à la Caroline un vaisseau chargé de canons, & que la plus parfaite union regnoit dans cette assemblée.

Le *Latham*, vaisseau de la Compagnie des Indes, appareille de Spithead pour Bombay, ayant à bord le général Carnac.

Les lettres apportées de l'Inde par le *Northumberland* sont du 19 Mai 1775: elles parlent de grandes dissensions entre les membres

10 Avril.

du Conseil de Bengale. M. M. Hastings & Barwell sont à la tête du parti populaire contre le général Clavering, le colonel Monson & M. Francis qui sont tout ce qu'ils veulent, ayant une voix de plus de leur côté.

Le Gouverneur & le Conseil de Madraff ont ouvert une souscription au profit de la société de marine. Il y a quelques années que cette société a reçu du même pays des secours abondans. On assure qu'on va établir une pareille souscription dans le Bengale & à Bombay.

11 Avril.

L'amirauté fait doubler en cuivre les frégates la *Daphné*, la *Licorne* & le *Persée*. On suppose que c'est pour une campagne dans l'Inde.

Six vaisseaux chargés de grains de Dort & de Groningue arrivent à Londres ; mais faute de place dans les magasins, on ne peut point mettre leur chargement à terre.

Extrait d'un discours prononcé par le docteur Franklin en l'honneur du Major - Général Warren, tué le 17 Juin 1775, dans un combat près de Boston.

« Warren a déployé dans le cours de trente trois années de vie tous les talens & toutes les vertus d'un grand homme, d'un patriote, d'un sénateur & d'un héros : Il ne lui a manqué que de mourir dans les bras de la victoire ».

» Si nos jouissances sont précieuses en raison de notre amour pour les hommes, comment dépeindre la volupté du héros qui donne le

témoignage le plus éclatant de ce sentiment en mourant pour défendre la liberté de son pays? «

11 Avril.

» Apprends nous , ombre illustre ! quelle nouvelle ardeur s'est allumée dans ton sein lorsque tu as vu l'instant où tu allois tirer vengeance des ennemis de la liberté ? Quels ont été les transports de ta joie , *lorsque l'ennemi repoussé deux fois a fui devant tes armes victorieuses.* Mais hélas lorsqu'écrasé par le nombre tu as été forcé de te retirer & que tu t'es senti atteint du trait fatal , dis nous si dans ce moment encore tu n'as pas tressailli de plaisir à l'aspect de la couronne du martyr patriotique qui descendoit sur ton front glorieux ? Et vous braves Américains qui avez vu tomber votre héros , dites nous si ses dernières paroles n'ont pas été l'expression de sa fidélité constante pour la Couronne Britannique & de ses vœux accoutumés pour la prospérité de son pays ? Les accents de sa voix expirante n'ont ils pas été des prières à ses soldats d'oublier sa mort & de ne venger que les outrages faits à sa patrie ? Mais hélas ! il rend les derniers soupirs ! saints Ministres du ciel qui vous pressez autour de son ombre , ne l'environnez pas entièrement ; laissez approcher d'elle cet autre esprit céleste : c'est celui de l'illustre Hampden qui vole pour l'embrasser. Il y a plus d'un siècle qu'il a perdu la vie en combattant vaillamment contre le pouvoir arbitraire. Il montre à Warren sa

28 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

11 Avril.

blessure ; c'est son titre pour obtenir l'honneur de conduire notre héros aux Régions de la liberté & de la prospérité parfaite «.

« Quel noble spectacle offre le corps d'un héros qui a donné sa vie pour servir de rançon à son pays ! Approchez, Ministres de la vengeance & contemplez les premiers fruits de vos édits sanguinaires. Quelle satisfaction pourrez vous donner aux enfans de Warren pour la perte d'un tel pere ! Comment rendrez vous au Roi & à votre patrie un tel sujet, un tel citoyen ? »

Venez aussi, ô vous Sénateurs Américains assemblés pour la sureté & la liberté des colonies unies ! Il me semble l'entendre vous adresser ces mots. Gardez vous, ô mes concitoyens, de prêter l'oreille à aucune offre d'accommodement avec la Grande Bretagne, tant que vous ne conserverez pas tous les privilèges de Citoyens Anglois J'écouterai avec ravissement vos sages délibérations, mais je troublerai dans le silence de la nuit le sommeil du traître qui, sous le tranchant de l'épée, osera parler de paix & de liberté, ou suspendre pour un instant les effets de votre vengeance contre les ennemis de votre patrie «.

Venez braves défenseurs de la liberté & de la gloire de l'Amérique, venez contempler un spectacle qui vous inspirera de nouveaux sentimens de courage & d'ambition . . . N'oubliez jamais que l'ombre de Warren, qui erre parmi nous, n'a point encore été vengée. Nos

ennemis ont osé tremper leurs mains dans son sang. C'est un attentat que la mort de dix mille hommes des troupes ministérielles ne pourroit pas expier. Que le souvenir de vos anciennes liaisons avec eux n'énerve point votre courage ; qu'il n'étouffe point dans vos cœurs le cri de la justice qui demande des victimes. Les ennemis de la liberté cessent d'être les freres des hommes libres «.

11 Avril.

» Venez enfin , vous peres & meres de famille , & voyez l'ouvrage du pouvoir arbitraire Mais ne vous arrêtez pas trop long-tems à baigner de vos pleurs ce corps inanimé. Retournez chez vous raconter à vos enfans les circonstances de ce douloureux spectacle. Peignez leur la cruauté des tyrans & les suites affreuses de l'esclavage , & qu'en vous écoutant leurs cheveux se dressent sur leurs têtes. Montrez leur l'ancienne chartre de leurs privilèges , la maison où ils ont passé leurs premiers mois , & soudain donnez leurs des armes & tout l'équipage militaire ; & que votre dernier vœu pour eux soit qu'il reviennent victorieux , ou qu'ils meurent comme Warren dans les bras de la gloire & de la liberté «.

Proclamation du Roi concernant la monnoye d'or. Elle fixe le poids de chaque piece d'or frappée avant le premier Janvier 1772 , savoir , des guinées à cinq pennys , huit grains , & des demi-guinées & quarts de guinées à proportion elle décrédite toutes les pièces d'or d'un poids inférieur , & elle autorise les seuls officiers

12 Avril.

30 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

12 Avril. de la banque & des revenus du Royaume à recevoir les pieces inférieures jusqu'au 19 Août prochain , pourvu qu'elles ne soient pas respectivement au-dessous de 5 - 6 , 2 - 14 & 1 - 7 avec quelques délais pour les receveurs dans la province & en Ecosse.

Une seconde proclamation contient les mêmes reglemens pour le Royaume d'Irlande avec quelques différences aussi pour les délais.

Les vaisseaux de guerre le *Romney* & le *Cygnét* , partent de Plymouth pour Terre-Neuve.

Environ vingt vaisseaux chargés de grains arrivent à Londres des Ports de la mer d'Allemagne. Ils resteront chargés quelque tems , tous les magasins étant remplis.

Le port de Londres arme vingt-six vaisseaux pour la pêche de la baleine en Groënland. C'est un effet de la continuation de la gratification que le Parlement a assignée à cette branche de commerce.

13 Avril. Diverses gazettes rapportent les adresses des deux Chambres du Parlement d'Irlande au Lord Lieutenant de ce Royaume , & le discours de ce Seigneur pour la clôture de la session.

LA Chambre des Pairs du Parlement d'Irlande ayant résolu de témoigner sa reconnaissance de la sage administration de Simon, Comte Harcourt, Lord Lieutenant-général de ce Royaume, lui présenta, le 30 Mars dernier, l'adresse suivante.

QU'IL PLAISE A VOTRE EXCELLENCE; 13 Avril.

» Nous les très-fidéles & humbles sujets de Sa Majesté, les Lords spirituels & temporels, assemblés en Parlement, demandons la permission de féliciter V. E. sur la prochaine & heureuse clôture de la présente Séance du Parlement, & de faire à V. E. nos remerciemens sincères de son administration constamment active pour le bien-être de ce Royaume «.

» Nous ne pouvons jouir de notre satisfaction, en voyant le rétablissement du crédit, l'augmentation des revenus, la sûreté ultérieure de la liberté publique par la franchise des Elections, les canaux de notre commerce étendus & encouragés par le Parlement Britannique, & l'assistance donnée par ce pouvoir législatif pour prévenir tout risque que pourroit courir notre manufacture d'Etape, sans réfléchir en même temps combien à tous ces égards nous sommes redevables à la sagesse de V. E. & à ses puissantes représentations. «

» Dans le tems que nous faisons mention des actes publics de votre administration, n'oublions point la justice due à cette candeur & à cette honnêteté de caractère, que Votre Excellence a uniformément montrées avec la persévérance & la modération les plus distinguées, ni celle que nous devons à ces autres aimables vertus, qui vous ont rendu cher aux citoyens de tous les rangs «.

» Nous nous assurons que la reconnoissance de ce Pays lui conservera constamment l'affection de votre Excellence, & que nous trouverons toujours dans le comte d'Harcourt un ami constant qui représentera à S. M., sous les plus vives couleurs, la loiauté inébranlable & l'attachement de son fidèle peuple «.

Le Comte d'Harcourt répondit en ces termes :

MILORDS,

» JE n'ai pas moins agi par inclination que par devoir, en faisant tout ce qui étoit en mon pouvoir pour avancer le bien-être général & la prospérité de

32 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

13 Avril. ce Royaume; & si ma conduite à merité le glorieux témoignage que vous venez de me donner de votre approbation, j'ai droit de regarder cette époque comme une des plus heureuses de ma vie «.

» Les preuves aussi nombreuses que distinguées que vos Seigneuries ont données de leur attachement au Roi, & de leur zele pour le maintien de son Gouvernement dans les tems les plus critiques, sont déjà trop connues à Sa Majesté pour qu'elles ne tendent pas à cultiver & à raffermir cette confiance mutuelle, qui, à ce que j'espère, subsistera toujours entre Sa Majesté & vos Seigneuries «.

» Je serai toujours prêt à m'employer de toutes mes forces pour le service de ce Royaume, comme l'unique retour, que je puisse vous donner, Milords, de l'opinion favorable que vous voulez bien avoir à mon sujet. «

M. FRENCH, qui avoit proposé, le 2 de ce mois, dans la Chambre des Communes, de présenter aussi une adresse au Vice-Roi, pour le remercier de la justice, de la sagesse & de la douceur de son gouvernement, n'ayant pu se trouver à la Séance du 3, à cause de la mort de son fils, arrivée la veille au soir, le Chevalier Lucius Obrien se chargea de remettre cette affaire sur le tapis : il dit : » que la Chambre étoit obligée, par le devoir de la reconnoissance, à témoigner à milord Harcourt sa gratitude pour la maniere dont il s'étoit employé en faveur de ce pays, en lui procurant nombre de loix excellentes, qui avoient servi à raffermir la constitution, à encourager la navigation & les manufactures, à étendre le commerce, & à lui ouvrir des canaux qui lui avoient été inconnus jusqu'à présent ». Il fit une mention circonstanciée de chacun de ces actes, s'étendit sur leur utilité, & conclut en disant que : *rien n'étoit plus juste que de louer ce qui effectivement méritoit des éloges.* Après ce discours, il lut l'adresse telle qu'il l'avoit projetée.

M. Bushé convint du respect qu'il portoit avec tous les

les citoyens, au caractère particulier du comte d'Har- court; &, d'après ce sentiment pour ses qualités personnelles, il consentit volontiers à lui faire des remerciemens généraux dans les termes d'usage; mais il s'opposa au projet de M. Obrien comme trop particularisé. MM. *Yelverton* & *Barry* soutinrent son avis: ils récapitulèrent les actes auxquels on applaudissoit avec tant d'émphase dans leur adresse, & leur opposèrent, par contraste, d'autres mesures qui ont été l'objet de leurs plaintes, & de celles des autres membres de l'opposition dans les deux dernières Séances. M. *Grattan* poussa la sévérité de ses réflexions encore plus loin: il les porta sur les actes même qu'on venoit de louer: il en déprima la valeur, prétendit que c'étoient des faveurs trompeuses, & appuya sur les torts que, selon lui, le Gouvernement avoit faits à l'Irlande; enfin, il traça tous ces griefs dans un paragraphe qu'il proposa d'ajouter à l'adresse.

M. *Provost* répondit à ces trois Membres, & observa que c'étoit à l'administration actuelle que l'on étoit redevable de l'accroissement du crédit public & particulier: ajoutant que, » quand même les faveurs accordées par la Grande-Bretagne au commerce de l'Irlande, ne seroient pas aussi immédiatement utiles qu'on le croyoit, elles méritoient de la reconnaissance, comme des preuves que la Grande-Bretagne commençoit à regarder ce pays sous un point de vue plus avantageux que ci-devant; que ce n'étoit qu'un crépuscule, mais un crépuscule qui annonçoit la fin de la nuit, & l'aurore d'un jour serein & brillant». Malgré ses raisons, MM. *Yelverton*, *Barry* & *Grattan* n'abandonnerent point leur sentiment: ils entrèrent dans de longues plaintes sur les affaires de l'Amérique & sur les anciens griefs du Royaume sous l'administration du Vicomte *Townhend*. M. *Provost* & le colonel *Brown* parlèrent en faveur de ce dernier Seigneur, & dirent que, malgré les désagrémens qu'il avoit essuyés pendant sa Vice-Royauté, il soutenoit constamment les intérêts de l'Irlande au Par-

N^o. VI.

34 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

43 Avril. lement Britannique. Le chevalier Obrien confirma cette assertion comme témoin oculaire.

Le chevalier JEAN BLAQUIERE prit alors la parole ; justifia les mesures du Gouvernement, & combattit le changement proposé par M. Grattan. Le chevalier Edouard *Newenham* voulut lui répondre, en se plaignant de l'état sans défense où le Royaume se trouvoit par le départ des troupes, & le refus de l'établissement d'une milice ; mais l'on demanda de toutes parts à en venir aux voix. Le changement fut rejeté, & le projet de M. Obrien approuvé dans toute son étendue, sans même lever les suffrages.

Le chevalier Blaquiere a refusé de s'expliquer avec M. *Ogle* sur les causes qui ont fait échouer le Bill de la milice.

M. *Bu,he* a proposé une adresse au Roi, où, après avoir rappelé tout ce qui s'est passé dans cette session & dans la précédente ; il faisoit voir qu'il seroit impossible à l'Irlande, de se soutenir si on ne diminueoit point les dépenses de son établissement. Le chevalier Blaquiere a fait renvoyer cette motion à huitaine, pour qu'il n'en fût plus question dans la session actuelle.

Le 4, la Chambre résolut, sur la proposition du chevalier Blaquiere, de faire des remerciemens à M. Edmund Sexton *Pery*, son Orateur, pour la conduite prudente & intégrè qu'il a tenue durant la Séance. Ensuite la Chambre se rendit au château pour présenter au Vice-Roi l'adresse dont on a parlé, & qui ne diffère en rien d'essentiel de celle des Pairs. Lorsque la Chambre fut de retour, le comte d'Harcourt se rendit à celle des Seigneurs, ou ayant mandé les Communes, & donné le consentement royal à vingt-deux Bills, il fit la clôture de la Séance par le Discours suivant.

*Discours prononcé par le Comte d'Harcourt, 13 Avril.
le 4 Avril à la clôture du Parlement d'Irlande.*

MILORDS ET MESSIEURS.

LE travail de cette Séance étant terminé, vous devez souhaiter d'être déchargés du devoir d'y assister; & vous étant acquittés avec tant d'habileté & si dignement de la confiance qu'on a mise en vous, vous pouvez retourner avec d'autant plus de contentement aux devoirs & aux jouissances de la vie privée.

Les preuves multipliées que vous avez données de votre inébranlable fidélité au Roi, de votre zèle ardent pour l'honneur & la dignité de ce Gouvernement dans chaque partie de l'Empire Britannique, & de votre attention non interrompue au bien-être de votre Patrie, sont très-agréables à Sa Majesté, & vous donnent droit à l'approbation & au respect de tous vos Concitoyens.

La bonté & la sagesse de vos délibérations ont assuré ce succès signalé, par lequel vos efforts courageux pour le bien public ont été récompensés, & distingueront honorablement cette Séance dans les Journaux du Parlement.

Messieurs de la Chambre des Communes,

JE dois vous remercier au nom de S. M. des subsides que vous avez accordés si libéralement, & d'une manière si bien réfléchie, qu'elle augmente le crédit de la nation, & qu'en même-temps elle est avantageuse aux créanciers du public.

Milords & Messieurs,

DANS la situation où se trouve actuellement l'Empire Britannique, votre fidélité & votre dévouement inviolable à votre Souverain, ainsi que votre attachement vif & affectionné à l'honneur & aux intérêts de la Grande-Bretagne, ont éclaté avec un

13 Avril.

lustre distingué, & ont donné un exemple aussi louable que digne d'être imité. Tout ami de sa Patrie doit trouver un plaisir sincère à réfléchir que tandis qu'une grande partie des domaines de S. M. en Amérique est déchirée & ébranlée par la rébellion la plus dénaturée, ce Royaume persévérant avec sagesse & avec affection dans son devoir, jouit des bénédictions de la tranquillité & de l'abondance, cultivant les arts de la paix, & s'appliquant à l'accroissement du Commerce, de l'Agriculture & des Manufactures,

Ces malfaiteurs cruels, qui ont commis tant d'excès barbares dans un petit nombre de Comtés (les Enfans blancs) ont été intimidés efficacement, à ce que nous espérons, & réprimés par la vigueur par laquelle on a poursuivi leurs délits, & par les exemples qui ont déjà été statués. Je m'assure que la loi passée aujourd'hui, prévendra de pareils crimes à l'avenir, si vous continuez votre conduite sage, courageuse & vigilante à cet égard, en qualité de Magistrats.

Je ne puis prendre congé de vous dans cette dernière session de Parlement, sans reconnoître, dans les termes de l'approbation la plus vive, les grands objets que vous avez remplis pour l'accroissement du bonheur & des avantages de votre patrie, & pour le maintien du gouvernement de Sa Majesté. Les réglemens sages & bien réfléchis que vous avez faits pour la levée des revenus publics; la manière dont vous avez éteint les arrérages onéreux sur les établissemens de S. M.; le retranchement généreux de vos propres privilèges pour l'avantage de vos concitoyens, la perfection que vous avez donnée au système d'une durée limitée des Parlemens, par les différentes loix utiles, faites pour expédier, régler & décider les élections; les arrangemens pris pour rendre les loix, pour l'encouragement de l'agriculture, plus étendues & plus complètes, votre attention pour la manufacture d'étape de ce Royaume, par un règlement prudent concernant les primes, qui lui ont été accordées; votre sage concours avec la politique généreuse de la Grande-

Bretagne, pour encourager les pêcheries de ce Royaume ; ce sont là autant d'acquisitions importantes que l'Irlande doit à la faveur de S. M. & à la bonne conduite de ce Parlement. 13. Avril.

Enfin, je ne puis finir sans vous remercier avec la plus grande cordialité, de la bonté & des égards que vous m'avez témoignés constamment & sans interruption, particulièrement de vos adresses qui me font autant d'honneur que de plaisir. En justice, je suis obligé dire que si le crédit public, l'amélioration du revenu, & la liberté des Elections ont été avancés par mes soins, si, durant mon administration, il a été ouvert quelques nouvelles sources pour étendre votre commerce & encourager vos manufactures ; les succès de ces soins sont dûs principalement à vous, qui m'avez mis en état d'envoyer à la Cour les représentations les plus pressantes en votre faveur. Je trouverai dans tous les tems le plus grand plaisir à exposer au meilleur des Rois la loyauté & l'attachement de ses sujets très-fidéles & affectionnés en Irlande, & d'avancer de tout mon pouvoir tout ce qui pourra contribuer à l'honneur, au bien-être & à la prospérité de ce Royaume.

Après ce Discours, le Chancelier a prorogé le Parlement jusqu'au 7 Mai. Mais par une proclamation rendue le 5, le Vice-Roi a dissous cette Assemblée & déchargé les Membres de l'obligation de se rassembler audit 7 Mai.

Hier à la salle de spectacle de Covent-Garden à Londres où on représentoit *l'amour à la mode*, farce de Macklin, lorsque le petit maître Mardochée se moque d'Obrallaghan sur ce qu'il a dit : *les héros vivent après leur mort*, Obrallaghan reprend la parole & dit ; *oui ils vivent & de la vie la plus glorieuse. Ce vaillant Général ainsi que tous ceux qui viennent de périr devant* 14 Avril.

14 Avril. *Quebec vivront dans notre mémoire, tant que l'amour de la liberté regnera chez les Bretons.*

Ce passage, dans lequel l'auteur avoit en vue le général Wolf & ceux qui ont été tués à la prise de Quebec sur les François, ayant été appliqué à la mort du général Montgomery, toute la salle a retenti d'applaudissemens.

JACQUES WILSON ; membre du Parlement d'Irlande, Capitaine dans les Troupes de Marine, envoye à milord Germaine un mémoire pour le Roi, dans lequel, à l'exemple de milord Effingham, il supplie le Roi de recevoir sa démission, persuadé que sa conscience ne lui permet pas de porter les armes contre les Américains. En 1760 M. Wilson avoit levé cent trente hommes sur ses terres en Irlande, & il a servi avec beaucoup de distinction avec cette troupe jusqu'à la fin de la guerre. Sa lettre à Milord Germaine est datée de Gilgorm en Irlande, le 17 Mars.

Mémoire au Roi.

SIRE.

» Le Suppliant a non seulement servi V. M. pendant plus de quinze ans comme Capitaine dans les troupes de la Marine, & il s'est toujours efforcé de remplir son devoir avec fidélité ; mais il a eu aussi l'honneur d'occuper une place dans la Chambre des Communes en Irlande pendant la session actuelle. En cette qualité, comme serviteur du peuple, sa con-

duite a toujours eu pour base le bien de ce Royaume qui , selon lui , est très-essentiel à l'honneur & au soutien du Gouvernement. Le Suppliant , par inclination & par devoir , sera toujours prêt à risquer sa vie & sa fortune pour soutenir les principes inestimables qui ont fait obtenir à l'illustre famille de V. M. la souveraineté de ces Royaumes. Mais c'est avec la plus vive douleur qu'il se voit forcé par les mesures pernicieuses des Ministres de V. M. & par le cri de sa conscience de vous demander , Sire , de le dépouiller du rang & de l'honneur dont il jouit comme Capitaine réformé. Le Suppliant croit qu'il est incompatible avec sa fidélité envers V. M. , comme sujet , & en vers le peuple comme représentant , de recevoir des gages qui le soumettroient à des ordres de Ministres dont l'exécution seroit pour lui plus affreuse que la mort , qu'il bravera toujours quand il s'agira du vrai bonheur & de la véritable gloire de V. M. La seule récompense qu'il demande pour ses services , est de supplier très humblement la clémence royale de V. M. de prendre en considération ce mémoire respectueux , & de le délivrer de la crainte accablante dont il est saisi en voyant les préparatifs contre l'Amérique. Il craint d'être réduit à l'horrible alternative de désobéir aux ordres de son Souverain , ou d'étouffer les impulsions de l'humanité & de baigner ses

40 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

14 Avril. mains dans le sang de ses parens , ses concitoyens & ses compatriotes «.

M. Wilfon a reçu les remerciemens de ses constituans pour sa conduite patriotique , tant dans le Parlement que dehors. Il a reçu aussi des invitations de plusieurs Bourgs indépendans qui lui ont offert de le choisir pour leur député lors de la prochaine élection.

Première séance de la Cour des Pairs pour le jugement de la Duchesse de Kingston.

15 Avril. Les Pairs se sont rendus vers les onze heures du matin , de leur chambre dans celle de Westminster , où ils sont entrés dans l'ordre & le cérémonial accoutumés.

Les Pairs placés , le Clerc de la Couronne a lu , par ordre du Grand Sénéchal , le *Certiorary* (a) &c.

Le Sergent d'armes a ordonné à l'Huissier à verge noire d'amener sa prisonniere à la barre. La Duchesse est entrée. Elle étoit accompagnée de trois de ses femmes de chambre , de son chapellain , d'un medecin & d'un apothicaire. En s'approchant elle fit trois reverences & se mit à genoux.

Le grand Sénéchal lui a dit : » Madame , vous pouvez vous lever «.

Alors la Prisonniere s'est levée ; elle a fait un salut au grand Sénéchal & à la Chambre , tous les Pairs le lui ont rendu ainsi que le grand Sénéchal.

Le grand Sénéchal lui a parlé en peu de mots sur le crime de bigamie dont elle étoit accusée , sur les conséquences qui résultoient de ce crime tant pour les individus en particulier que pour la société en général , & il a fini en l'assurant que quelque'alarmante

(a) Terme de loi ; c'est une lettre de la Chancellerie adressée à une Cour inférieure , pour faire remettre les procédures d'un procès pendant devant cette Cour inférieure.

que fût sa situation elle avoit tout à espérer de l'honneur, de la justice & de l'intégrité de ses juges. 15 Avril.

La Duchesse de Kingston s'est adressée à la Chambre & a lu un écrit dans lequel elle assuroit modestement qu'elle étoit innocente du crime qu'on lui imputoit ; qu'ainsi elle n'avoit d'autre crainte que celle que lui inspiroit la présence d'un tribunal si redoutable ; que si elle manquoit à quelque forme d'usage , elle supplioit qu'on voulût bien l'imputer à sa situation actuelle , & qu'on ne l'interprêtât pas en manque de respect pour l'assemblée la plus auguste qui soit au monde & devant laquelle elle avoit tant d'impatience de paroître , qu'elle étoit venue de Rome en litière , très-dangereusement malade , bien persuadée que sa vie , son honneur & sa fortune ne pouvoient être en des mains plus justes & plus sacrées.

Le grand Sénéchal : Madame vous ferez bien d'être attentive lorsqu'on vous interrogera sur votre accusation.

Alors on a fait faire silence ; après quoi la Duchesse , à qui la Chambre avoit donné la permission de s'asseoir , s'est levée & a lu un autre écrit par lequel elle informoit la Chambre qu'il lui avoit été prescrit par son conseil d'alléguer que la sentence de la Cour Ecclesiastique , rendue en sa faveur par le Docteur Bettersworth en 1759 , la dispensoit de répondre à toute information intentée contre elle pardevant la Chambre. Cependant le grand Sénéchal lui a déclaré qu'elle devoit répondre à l'accusation , & en conséquence le Clerc de la Couronne lui ayant demandé si elle étoit coupable ou non du crime dont elle étoit accusée , elle a répondu avec beaucoup de fermeté : je ne suis point coupable , Milord.

Le Clerc de la Couronne. — Comment voulez-vous être jugée ?

Elizabeth Duchesse de Kingston. — » Par Dieu & par mes Pairs «.

Le Clerc de la Couronne. — » Dieu vous donne une heureuse issue «.

42 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

15 Avril. *Le Clerc de la Couronne.* — » Sergent d'armes, faites la proclamation «.

Le Sergent d'armes. » Oyez, oyez, oyez. Qu'on laisse approcher toutes personnes quelconques qui fourniront preuve du côté de notre souverain maître le Roi, contre Elisabeth, Duchesse de Kingston, prisonnière à la barre, & que ces personnes soient entendues ; car elle est aujourd'hui à la barre pour sa justification «.

Le grand Sénéchal. — Milords, il y a si loin de ma place à la barre, que je vous prie de me permettre de m'approcher du bureau pour être plus à portée d'entendre «.

M. Dunning a ouvert alors la plaidoyerie & a parlé contre la Duchesse.

Le Docteur Calvert l'a défendue pendant deux heures.

Le lord Gower ayant proposé d'ajourner ; le grand Sénéchal est allé reprendre sa place sous le dais & a ajourné la Cour à la Chambre du Parlement où les Pairs sont retournés dans le même ordre qu'ils étoient venus. Aussi-tôt la Duchesse de Kingston s'est retirée avec sa suite, & accompagnée du Sergent d'armes, &c.

La Cour rendue dans la Chambre des Pairs s'est ajournée au lendemain 16.

La Reine, le Prince de Galles & deux des Princes ses freres, ont assisté à cette séance dans une lanterne particulière.

16 Avril. Le Roi nomme le sieur Horace SAINT PAUL pour être Ministre Plénipotentiaire à la Cour de Versailles pendant l'absence du lord Vicomte Stermont son Ambassadeur extraordinaire & plénipotentiaire à la même Cour.

Il se débite que la Banque a promis au Gouvernement de lui prêter deux millions.

sterling sur des billets de l'Echiquier à 3½ 16 Avril.
pour cent d'escompte.

Seconde séance de la Cour des Pairs.

Le Grand Sénéchal s'étant rendu à la Chambre haute, les Pairs sont allés dans le même ordre que le 15 à Westminster-hall où avec les mêmes cérémonies, le Grand Sénéchal a pris sa place sur le trône. Alors un des Hérauts a ordonné à l'Huissier de la verge noire d'amener sa prisonnière à la Barre. La duchesse de Kingston ayant paru, le Grand Sénéchal a ordonné aux Avocats des accusateurs de répliquer aux moyens que ceux de l'accusée avoient employés la veille pour détruire toutes les preuves sur lesquelles l'accusation étoit fondée.

L'Avocat général s'est levé, & dans un Discours de près de deux heures il a rappelé toutes les raisons alléguées par le Conseil & les Avocats de la Duchesse, faisant voir qu'elles étoient frivoles & mal appliquées.

Le Procureur général s'est levé ensuite, & ayant récapitulé toute l'affaire, il a conclu en disant qu'il étoit d'avis que tout jugement de Cour Ecclésiastique étoit sujet à la révision de la Cour suprême de législation.

M. Dunning & le docteur Harris ont appuyé cet avis du Procureur général, & ont parlé pour les accusateurs.

Après leurs plaidoyers le Grand Sénéchal a ordonné à M. Wallace de répliquer, mais le lord Growenor ayant observé que peut-être le Conseil de la Duchesse seroit bien aise d'avoir du tems pour examiner les moyens fournis contre son attente par ses adversaires.

Le grand Sénéchal s'est adressé à M. Wallace & lui a dit : » M. Wallace, demandez-vous du tems, ou voulez-vous poursuivre. » ?

M. Wallace a répondu qu'il demandoit à parler. Mais le Lord Talbot a représenté à la Cour que si la Séance étoit encore prolongée, il ne seroit pas pos-

44 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

16 Avril. sible de retenir tout ce qui s'y seroit dit, que par conséquent il propoisoit que la Cour se retirât à la Chambre du Parlement.

Le Lord Coventry ayant appuyé cette proposition, le Grand Sénéchal est retourné au trône, & a demandé à la Cour si elle étoit d'avis de s'ajourner, ce qui ayant passé à l'affirmative, le Grand Sénéchal est retourné avec les Pairs à la Chambre du Parlement où la Cour s'est ajournée au 19 Avril.

La duchesse de Kingston s'est retirée sous la garde de l'Huissier de la verge noire. Ni la Reine, ni aucune personne de la Famille royale n'ont assisté à cette Séance.

17 Avril. On lit dans la Gazette de la Cour une adresse des Maire, Shériffs, Conseil commun, Marchands, Négocians & principaux habitans de la ville de Corke, au Roi, pour assurer sa Majesté du plaisir avec lequel ils contribueront de tous leurs efforts à la poursuite de la guerre contre les Américains.

On croit avoir découvert que cette adresse à l'appui des mesures prises par le Gouvernement contre les Américains, a été concertée entre les ministres & les Entrepreneurs des vivres de la ville de Corke qui n'ont eu l'entreprise pour l'Amérique qu'à cette condition. Il paroissoit en effet difficile à croire que cette adresse contint les sentimens des principaux habitans de cette ville, & même de la majeure partie de ses habitans. Sur quarante mille personnes qui l'habitent on n'a eu que cent cinquante signatures, & ceux qui les ont données sont des Entrepreneurs, des Papistes, des Commis, des Marchands de

bœufs, de beurre, de poudre à canon, &c. On voit par-là combien peu cette adresse est propre à faire connoître les dispositions réelles des habitans d'une aussi grande ville que Corke. Elle rappelle l'idée de ce pédant de l'antiquité qui portoit une brique dans sa poche comme un échantillon de sa maison.

17 Avril.

Suivant une lettre de Corke, du 13 Avril, les habitans de cette ville ont résolu de faire connoître leurs sentimens dans une autre adresse absolument contraire à la précédente, & par laquelle ils supplieront Sa Majesté de n'employer que les voyes de conciliation dans l'affaire d'Amérique.

Avis du comité pour le soulagement des soldats, de leurs veuves & de leurs orphelins en Amérique.

Le Comité a eu la satisfaction de rendre compte aux souscripteurs de l'emploi qui a été fait de leurs contributions montant déjà à plus de huit mille livres sterling ».

» Après avoir consulté le Lord Townshen, le Chevalier Jéfféry Amherst, les Généraux Harvey, Gage & Burgoyne & autres qui ont indiqué les secours qu'ils ont jugé les plus nécessaires à nos braves soldats actuellement en Amérique; le Comité a ordonné l'acquisition de différens articles montant à environ 8000 liv. qui ont été adressés au général Howe pour être distribués suivant sa prudence & sa discrétion. Le Comité a en même-tems en-

46 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

17 Avril. voyé à ce Général 500 liv. en especes; & il a fait passer une pareille somme de 500 liv. au général Carleton pour la garnison qui a si vaillamment défendu Quebec. »

» On a aussi donné aux soldats qui s'embarquent actuellement pour l'Amérique, les choses dont ils pourroient avoir le plus pressant besoin; & cette fourniture fait un objet d'environ 4000 livres. Il a été pareillement pourvu aux besoins des pauvres soldats malades & blessés, ainsi que des veuves & des orphelins. »

» Le Comité ose espérer que jusqu'à ce que l'Amérique se soit soumise comme elle le doit à la suprême autorité de la Grande-Bretagne, & que les hostilités aient entièrement cessé, les amis du gouvernement légal continueront de soutenir les droits constitutionnels de la Métropole en persévérant dans des actes de bienfaisance fondés sur les principes généraux de liberté, d'honneur national & d'humanité. »

Par ordre du Comité.

Signé Samuel Smith, Trésorier.

18 Avril. Le prix de l'or de Portugal hausse de six deniers par once.

Le Gouvernement attribue la baisse graduelle des fonds qu'on remarque depuis quelque tems aux reviremens des agioteurs qui ont acheté des billets de marine pour tirer quatre pour cent de leur argent.

D'autres assurent que le Pamphlet du doc-

teur Price a fait retirer de grandes sommes de la Banque, & qu'on place aujourd'hui plus volontiers sur le particulier. L'argent est si commun que les courtiers ont baissé leurs droits de cinq pour cent.

18. Avril.

Extrait d'une lettre de Portsmouth.

Il y a eu ici une très-vive altercation entre les maîtres des bâtimens de transport de l'artillerie destinés pour l'Amérique, & les Officiers nommés par l'Amirauté pour commander ces bâtimens. Les premiers ont prétendu ne pas devoir être commandés par des Officiers de marine, cette clause n'étant pas dans leurs marchés; & les autres ont soutenu qu'ils y étoient suffisamment autorisés par l'Amirauté. Enfin, les maîtres de bâtimens ayant déclaré qu'ils protesteroient contre leurs marchés, & qu'ils n'iroient plutôt point à la mer; on s'est déterminé à ordonner aux Officiers de revenir à Portsmouth, & ils partiront sur les bâtimens des vivres.

Malgré ce qu'on a dit de la diligence avec laquelle on a équipé *l'Eagle* commandé par le lord Howe; il est cependant certain que ce vaisseau a reçu deux cents matelots des vaisseaux de garde à Chatham, & cent trente soldats de marine de cette même division. Par conséquent il est facile de calculer combien il avoit d'hommes avant de recevoir ce renfort. Son complet étant de cinq cents hommes, il n'en avoit que cent soixante & dix.

48 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

18 Avril. Le Congrès de la Virginie a établi pour cette province une Cour d'Amirauté, & il a nommé Juges de cette Cour les sieurs John Blair & Edmond Randolph. Ils ont déjà condamné plusieurs bâtimens Anglois enlevés par des corsaires Américains, ce qui fait juger que les Américains pensent sérieusement à établir chez eux une nouvelle forme de gouvernement.

Troisième séance de la Cour des Pairs.

19 Avril. Les Pairs assemblés & la Duchesse de Kingston amenée à la barre, le grand Sénéchal a appelé M. Wallace & lui a dit de repliquer en faveur de la prisonnière.

Le lord Ravensworth s'est levé & a dit : » Je demande la permission de proposer une question au Conseil qui est à la barre, avant d'aller plus loin dans cette affaire. La sentence de la Cour Ecclésiastique est-elle ou n'est-elle pas définitive & décisive dans ce procès ?

Le lord Mansfield a répondu : » le noble lord demande si l'on peut s'appuyer de quelque exemple pour n'avoir pas égard à cette sentence ? Non certainement il n'existe point d'exemple. Quant à la question de ce Lord, elle a été discutée pendant trois jours par le Conseil qui est à la barre, & elle fait encore aujourd'hui le sujet de sa plaidoïerie.

M. Wallace étant appelé une seconde fois pour repliquer, il a repris toute l'affaire & l'a traitée beaucoup plus à fond qu'il n'avoit encore fait.

Le Conseil de la Prisonnière ayant terminé sa réplique, le lord Gower a proposé de s'ajourner à la Chambre du Parlement, & le grand Sénéchal a ajourné la Cour à trois heures & demie de relevée. En attendant, la Duchesse a eu la permission de se retirer dans sa chambre.

Les

Les Pairs ayant pris leur place dans la Chambre le lord Cambden s'est levé & a fait ces questions aux Juges : » pensez-vous que la Cour puisse examiner l'affaire, où que la sentence de la Cour Ecclesiastique soit définitive & décisive ? Et selon votre opinion le poursuivant peut-il ou ne peut-il pas procéder contre la Prisonniere en cette Cour, pour la faire convaincre de fraude & collusion lorsqu'elle a obtenu cette sentence ? »

Les Juges ont répondu : nous sommes d'opinion que dans les deux cas la Couronne ou le poursuivant est autorisé par la loi à examiner la preuve de l'accusateur. D'après cette réponse la Chambre s'étant retirée pendant une heure, elle est retournée à la Cour où le grand Sénéchal s'adressant à l'Avocat Général lui dit, qu'il étoit chargé de la part des Pairs de lui ordonner de poursuivre l'affaire.

Alors l'Avocat général a passé en revue tous les faits & circonstances depuis 1742, époque antérieure au mariage supposé de la prisonniere avec Monsieur Hervey, jusqu'à son mariage avec le feu duc de Kingston. Il a insisté sur les moyens de fraude & de collusion dont il présuinoit qu'on s'étoit servi pour obtenir la sentence de laquelle on comptoit tirer un si grand avantage. Il a dit que malgré sa répugnance à supposer que la prisonniere fût la seule personne impliquée dans cette fraude, elle ne pouvoit pas avoir été effectuée sans la participation d'un tiers, qui par conséquent étoit complice du crime, & qu'il ne savoit point si la Cour Ecclesiastique n'abandonneroit peut-être pas ceux de ses membres qui avoient participé à ce fait. Il a conclu, en observant que si le fait se trouvoit tel qu'il venoit de l'établir, comme il avoit raison de le croire, il ne doutoit point que les Pairs ne fussent obligés de rendre leur jugement contre la Prisonniere, quelque inclination qu'ils eussent à la traiter avec douceur.

Le Procureur général s'est levé pour entrer dans l'examen de la preuve,

50. AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Le comte Derby a proposé à la Cour de s'ajourner
19 Avril. au 20, & la Chambre a adhéré à cette proposition.

La gazette de Dublin, du 13 Avril, contient une note datée du château du Dublin le 27 Mars 1776, par laquelle il est annoncé que l'intention de Sa Majesté est que dorénavant la gazette de Dublin soit mise, autant qu'il sera possible, sur le même pied que la gazette de Londres, & qu'il n'y soit inséré d'autres articles de nouvelles que ceux qui seront autorisés par le Gouvernement de Sa Majesté en Irlande. Le Lord Lieutenant de ce Royaume a nommé M. W. Roseingrave pour rédiger cette gazette.

En exécution de cet ordre du Roi, à commencer du 6 de ce mois, la gazette de Dublin n'annonce plus d'autres nouvelles que celles qui sont avouées par le Gouvernement à l'instar de celle de la Cour de Londres qui porte pour titre *Landon Gazette*. A cette occasion, on a beaucoup ri à Dublin de la naïveté d'un Irlandois, qui, en lisant l'ordre du Conseil à ce sujet, s'est écrié, » par Jésus (c'est le juron des Irlandois) si on suit le même plan à Dublin qu'à Londres pour les nouvelles publiques, & que de chaque côté on en supprime la moitié, nous n'aurons plus de nouvelles du tout ».

Les frégates la *Pearl* de trente-deux ca-
20 Avril. nons, & le *Carisfort* de vingt-huit ayant sous leur convoi une flotte de bâtimens de transport à bord desquels étoient embarqués les

9.^{me} 20.^{me} 24.^{me} 31.^{me} 34.^{me} 53.^{me} & 62.^{me} 20 Avril.
régimens pour le Canada, ont appareillé le 8
de ce mois de Corke en Irlande avec un bon
vent.

Extrait d'une Lettre écrite de Madrafs
le 13 Juin 1775.

21 Avril.

» Le Gouverneur & le Conseil de Bengale
n'ont aucun égard aux derniers reglemens re-
latifs à la ligne que la Compagnie a tirée entre
le département civil & le département mili-
taire ».

» Les membres du Conseil supérieur ne
s'accordent pas autant qu'on le souhaiteroit.
Le général Clavering & M. Barwell ont eu
une affaire ensemble qui heureusement n'a pas
été poussée aux extrémités.

*Sentence prononcée par le Chevalier Elijah Impey,
Chef de Justice des assises tenues à Calcutta
dans le Bengale, pour le jugement du Rajah
Nancomar, déclaré coupable par le rapport du
Juré.*

» Vous informerez le prisonnier qu'il a été
convaincu du crime capital pour lequel la
Loi le condamne à perdre la vie, & qu'il en
a été convaincu après un long examen par
son Conseil, de ses défenses relativement à
tous les points sur lesquels il croyoit prou-
ver son innocence, & de ses objections contre
le decret.

» Le Juré l'a trouvé coupable du crime

21 Avril.

dont il est accusé; & la Cour est d'opinion que la Loi est entièrement contre lui: qu'il a été convaincu d'un crime très-grave dans toutes ses circonstances: que son rang & sa fortune lui ont inspiré le desir d'extorquer de l'argent par des moyens injustes, plus atroces de sa part que de celle d'un homme qui se trouveroit dans l'indigence: qu'il s'est rendu coupable de ce crime envers la personne même qui lui avoit confié sa fortune: qu'il a voulu frustrer les parens & amis de cette personne qui, de son vivant s'étoit mise sous sa protection, & qui à sa mort, ainsi qu'il conste par le procès, avoit imploré, de la maniere la plus touchante, ses bons offices pour sa veuve, ses parens & tout ce qu'il avoit de plus cher: qu'il a fait un scandaleux & infâme usage de la fortune que la mort de son ami a fait passer dans ses mains; que ce crime très-grand en soi, est devenu beaucoup plus grave par la maniere dont il a été commis: que le Juré, en le trouvant coupable, a déclaré que toute sa défense ne portoit que sur les faux témoignages de gens corrompus: que non content d'avoir cherché à défendre son innocence par le parjure, il en avoit accusé ses accusateurs: qu'il avoit ajouté crime sur crime, parjure sur parjure; qu'en conséquence il devoit entendre la sentence de la Loi à son égard comme une sentence définitive; & qu'il n'avoit point de grace à espérer; qu'il y auroit de la cruauté de la part de la Cour de le flater de quel-

qu'espérer de grâce, lorsqu'elle n'avoit pas intention de lui en faire. Ainsi, je suis dans la triste nécessité de lui prononcer la sentence ».

21 Avril.

» *Jugement.* Retournez d'ici au lieu d'où vous êtes venu, d'où vous serez conduit à celui de l'exécution, où vous serez pendu par le cou jusqu'à ce que mort s'ensuive. Et Dieu vous fasse miséricorde »...

*Quatrième séance & cloture de la
Cour des Pairs.*

22 Avril.

Le grand Sénéchal. — M. Wallace, vous reste-t-il quelque nouveaux moyens à produire.

M. Wallace. — Je n'ai plus rien à répondre.

Le Procureur général. — Nos preuves sont si claires & si supérieures aux moyens du Conseil de l'Accusée, & la défense qu'elle a lue est si vague & si foible, que je crois inutile de faire aucune nouvelle réplique.

Le grand Sénéchal. — Milords, vous plaît-il de vous ajourner à la Chambre du Parlement.

La Cour ayant répondu, oui, la Cour s'est ajournée en conséquence, & peu de tems après la Chambre s'est ajournée de nouveau à Westminster-hall.

Le grand Sénéchal. — Milords, vous avez entendu les deux plaidoiries. » La solennité de vos formes exige qu'en l'absence de la Prisonnière, & en commençant par le Baron le plus jeune, vous répondiez l'un après l'autre sur la question de *coupable* ou *non coupable*, & qu'ensuite la Prisonnière soit instruite par moi du résultat de vos opinions. Voulez-vous, Milords, commencer à présent à donner chacun votre avis sur la question de *coupable* ou *non coupable* ».

Les Lords ayant répondu, oui, le grand Sénéchal s'est levé & découvert, & ayant commencé par le Baron le plus jeune, il dit : Jean lord Sundridge (duc d'Argyle) (quelle est votre opinion ? La Prisonnière est-

22 Avril. elle coupable du crime dont elle est accusée ?

Sur quoi le lord Sundridge, levé & découvert, & portant la main droite sur son cœur, a répondu : *coupable, sur mon honneur.*

La même question ayant été faite à tous les autres Pairs (à l'exception des Evêques qui s'étoient excusés de retourner à la Cour, se réservant en même tems leur *salvo jure*) ils ont répondu tous de la même manière ; excepté le duc de Newcastle qui a dit : *coupable par accident, mais non avec intention, sur mon honneur.*

Le grand Sénéchal. — Milords, mon opinion est que la Prisonnière est coupable du crime dont elle est accusée, sur mon honneur. Etes-vous d'avis qu'elle paroisse & qu'elle soit instruite de son jugement.

La Cour ayant répondu affirmativement & la prisonnière ayant été amenée à la barre, le grand Sénéchal lui a dit : » Madame, les Pairs ont examiné les charges & les preuves contre vous ainsi que tout ce que vous avez allégué pour votre défense, & le tout considéré, les Pairs vous ont trouvée coupable de la félonie dont vous êtes accusée. Qu'avez vous à repliquer contre le jugement qui est prononcé contre vous ? »

Aussitôt la Prisonnière a remis au Clerc de la Couronne un écrit qui a été lu par lui & qui contenoit ces mots : *je réclame le privilege de la Pairie.*

L'Avocat général & le Procureur général se sont élevés tour-à-tour contre la réclamation de la prisonnière, prétendant que comme femme elle ne pouvoit jouir du bénéfice du Clergé, & ils citerent plusieurs preuves à l'appui de leur opinion. M. Mansfield a parlé à l'appui de la réclamation & a prouvé clairement qu'elle devoit être admise.

La question ayant été discutée, le grand Sénéchal a ajourné la Cour à la Chambre du Parlement où l'opinion des Juges a été que la réclamation de la prisonnière étoit légale. Sur quoi la Cour est retournée de nouveau à Westminster, & la Prisonnière a été amenée à la barre.

Alors le grand Sénéchal lui a dit : Madame, les Pairs ont examiné votre réclamation, & ils consent à l'admettre. Je dois cependant vous avertir que si vous vous rendez coupable par la suite d'un seul crime quelconque, vous ne pourrez plus faire valoir le même privilège, & qu'ainsi le délit sera désormais capital. La loi, Madame, n'ordonne dans ce moment aucune punition; mais les remords de votre conscience suppléeront amplement à son défaut. Vous pouvez, Madame, sortir de prison en payant les droits «.

22 Avril.

Ensuite le Grand Sénéchal s'adressant à la Chambre, à dit : Milords, cette affaire étant jugée il ne reste plus qu'à dissoudre la commission. En conséquence la verge blanche ayant été posée sur les genoux du Grand Sénéchal par l'Huissier de la verge noire, le Grand Sénéchal s'est levé, & découvert, & prenant la verge des deux mains, il l'a rompue en deux, & a déclaré que sa commission étoit dissoute. Aussitôt il a quitté le fauteuil & a proposé à la Cour de s'ajourner à la Chambre du Parlement.

Alors les Pairs sont retournés à la Chambre du Parlement dans le même ordre qu'ils en étoient sortis, excepté que le duc de Cumberland a pris son rang après le Lord-Chancelier, la commission étant finie.

Pendant toutes ces quatre Séances la duchesse de *Kingston* n'a cessé de montrer une fermeté très-décente. Seulement à l'instant où elle a entendu sa sentence, elle est tombée en foiblesse, & l'on a été obligé de la transporter hors de la salle. De ce moment elle a cessé d'être duchesse de *Kingston*; elle reprend le nom de comtesse de *Bristol*. On assure que le Comte son premier & nouveau mari veut faire annuler son union avec elle. Cette Dame nous rappelle *l'Infelix Dido nulli bene nupta marito.*

22 Avril. Tout ce curieux procès avec les plaidoyers, défenses & interrogats a été imprimé en un seul recueil, & se trouve à Londres chez tous les Libraires.

Lettre du Pilote qui a amené à Bristol le vaisseau le Dickenfon destiné pour Nantes.

» Quoique je ne me croye point obligé de répondre à tous les champions anonymes de la rébellion Américaine, qui pourroient juger à propos de me faire des questions, cependant comme un écrivain dans le *Public Ledger* de samedi dernier, sous la signature d'un Anglois, m'a accusé d'avoir faussé ma parole, je pense que pour me justifier & pour empêcher qu'à l'avenir on ne me fasse plus aucune question à ce sujet, il est nécessaire que je réponde à tout le contenu de sa lettre «.

» Il demande: si j'ignorois la destination du *Dikenfon* avant son départ de Philadelphie, & si je ne devois pas être payé par les propriétaires de ce vaisseau. Me demande-t il si je savois que ce vaisseau fût destiné pour la France? A cela je réponds qu'oui. Mais si par le mot *destination* il entend aussi le retour de ce vaisseau en Amérique avec des approvisionnemens de guerre, je lui proteste que je l'ignorois totalement, jusqu'à l'arrivée du vaisseau à une certaine hauteur où le Capitaine avoit ordre d'ouvrir ses ordres & où il eut lui-même la première connoissance du but de ce voyage. Quant au salaire, je répons, sans hésiter, que

22 Avril.

je m'attendois bien certainement à en recevoir ; & qu'en effet j'en aurois demandé comme m'étant dû , si les sentimens & les résolutions de mes compagnons ne m'eussent pas fourni les moyens de me soustraire au service tyrannique des Rebelles «.

» Je n'imagine pas que ce soit un crime de recevoir le prix de ma peine dans quelque situation où je me trouve ; & je puis vous assurer qu'il y a en Amérique très peu de volontaires , excepté les Commandans en chef «.

» Après avoir prouvé à l'écrivain de la lettre , signée *un Anglois* , que j'ignorois absolument la destination du Dickenson (dans le sens où il l'entend) & après m'être excusé du crime de trahison , je me flatte qu'il me permettra de lui faire voir que quand même j'aurois su avec quelle intention on avoit armé ce vaisseau , avant mon départ de Philadelphie je n'aurois pas encore mérité une censure aussi sévère. Si j'eusse hasardé de faire des représentations sur la nature de ce service , c'eût été m'exposer à une punition immédiate , aussi bien qu'au ressentiment éternel du peuple. J'aurois été enlevé de mon vaisseau & forcé de servir dans l'armée de terre ; or la profession de soldat ne peut jamais être agréable à un homme de mer. Il y a long-tems que le Congrès a arrêté qu'il n'y a que lui qui ait raison , & nier ou disputer sa sagesse ou son pouvoir c'est vouloir se faire accuser sur le champ de

22 Avril. haute trahison. Il n'y a point d'appel des décisions de gens qui se sont mis au-dessus de toutes les loix & qui se vantent de n'avoir d'autre droit que celui du plus fort. Sous un gouvernement ainsi constitué (si on peut donner le nom de gouvernement à une assemblée comme celle des Américains) c'eût été le comble de l'extravagance de faire des objections contre le service demandé de moi, même si j'eusse été honoré de leur confiance «.

» Dans cette position où l'on n'a pas même la liberté d'avoir une opinion à soi, j'aurois été très-excusable d'opposer l'artifice à la force. Je suis sujet d'Angleterre & obligé de respecter mon souverain & les loix de mon pays. Je n'ai promis aucune fidélité à M. Hancock, & je ne me suis engagé dans aucun acte d'hostilité contre la Grande-Bretagne. C'est par un pur hasard que j'étois à Philadelphie. En général les gens de mer voyagent où ils trouvent à gagner. J'avois préféré le commerce Américain & j'y étois accoutumé depuis six ou sept ans. Devois-je pour cela m'engager avec l'Amérique dans une rébellion contre mon Prince ? Non, assurément. Je devois encore moins m'attendre que la force me feroit oublier tout sentiment moral, & me dispenseroit de toute obligation naturelle & politique «.

» Je n'ai pas cru que je fusse obligé d'obéir aux ordres du Congrès lorsqu'il me forçoit de me mettre en mer pour son service. Je

regarde les Américains comme des rebelles auxquels je ne pouvois échapper qu'en me sauvant en France. Que tout autre, avant de me condamner, se mette dans ma position & parte des mêmes principes que moi. Heureusement je n'ai point eu occasion de trahir la confiance de ceux qui m'ont employé ; ils ne m'ont confié aucun de leurs secrets. J'espère que ceci servira de réponse à toutes les questions qu'on pourroit me faire ; du moins voici la dernière & la seule que je ferai «.

22 Avril.

John Sands, Contre-maître du vaisseau le Dickenson.

A Londres le 22 Avril 1776.

Les Ministres & Ecclésiastiques du Synode provincial de Glasgow & d'Ayr en Ecosse ont fait présenter à Sa Majesté par le lord CAMPBELL, Membre du Parlement pour la ville de Glasgow, l'adresse suivante :

23 Avril.

TRÈS-GRACIEUX SOUVERAIN.

» Nous les fideles sujets, &c. prenons la liberté d'approcher de votre trône avec les témoignages de la plus vive affection, & d'une fidélité inviolable pour votre Majesté, & en remerciant le ciel de la liberté, de la paix & du bonheur dont nous & le peuple, confié à nos soins, jouissons sous votre gouvernement ».

» Heureux, comme sujets de la Grande-Bretagne, de vivre sous une constitution admirée des Puissances voisines, & qui à plusieurs

23 Avril.

égards, a été perfectionnée sous votre regne ; protégés par des loix sages dans la jouissance, non seulement de nos droits civils, mais encore de notre religion, nous serions indignes de ces avantages inestimables, si nous n'en remercions pas le Dieu du ciel, & si nous n'éprouvions pas en même tems une reconnoissance éternelle pour les bienfaits de votre Majesté que nous considérons comme son ministre placé sur le trône pour notre bien & pour être à jamais le défenseur, le protecteur & le pere d'un peuple immense.

» Pénetrés de ces sentimens, quelle douleur n'avons nous pas ressentie en voyant l'esprit de rébellion se répandre tout-à-coup dans vos colonies, y conserver sa pernicieuse influence & résister aux sages mesures que votre Majesté, de concert avec votre Parlement, a prises pour l'étouffer ? Et comment ne déplorerions nous pas la conduite de quelques uns de vos sujets, assez aveugles pour renoncer aux avantages réels de la liberté, de la protection & du bonheur dont ils ont joui si long-tems sous l'autorité fondamentale du Gouvernement, & pour se soumettre à toutes les miseres d'une tyrannie démocratique ? Faut-il qu'encouragés par des factieux dans le sein de ce Royaume, ils soient séduits par des idées de liberté qui nous paroissent être incompatibles avec la soumission due aux loix, & tendre évidemment à renverser toute administration régulière ? α

» Nous avons aperçu longtems avec plaisir la répugnance de votre Majesté à tirer l'épée, à faire prendre les armes à la nation pour le maintien de la loi & d'une autorité légale qui ont été traitées avec tant de mépris dans vos domaines en Amérique. Vous avez souffert ces premiers écarts avec une douceur & une patience qui n'a d'exemple dans aucun regne «.

» Nous partageons avec Votre Majesté les peines que doit éprouver son cœur bienfaisant & compatissant, à la vue des malheurs que se sont attirés ces hommes trompés, & plus encore celles qui occasionnera la perte de tant de braves sujets qui tomberont peut-être en sacrifice avant que la paix & l'ordre puissent être rétablis «.

» Nous croirions manquer à notre devoir envers Votre Majesté, & à la justice que nous devons au peuple que nous dirigeons, si nous ne profitions pas maintenant de l'occasion de vous assurer de sa fidélité à la Personne & au Gouvernement de Votre Majesté, de son attachement inviolable à notre heureuse constitution, & de son horreur pour la rebellion présente. La plus importante de nos occupations a toujours été & sera toujours d'inculquer dans l'esprit du peuple de notre congrégation, les principes & les devoirs du Christianisme, le respect pour les Loix de notre Patrie, & une affection sans bornes pour le meilleur Souverain «.

» Nous implorons l'Etre suprême qui dispose

62 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

23 Avril. de tous les événemens. Puisse-t-il dans sa grande miséricorde abrégér ces cruelles calamités! Puisse-t-il diriger vos conseils, favoriser vos entreprises dans le cours de sa Providence, & couronner par un succès éclatant, les desseins généreux que vous avez formés pour établir l'harmonie, la liberté & le bonheur dans toutes les parties de votre puissant Empire! Tels sont les vœux des sujets très-fidèles & très-obéissans de votre Majesté, les Ministres & Ecclésiastiques assemblés dans le Synode provincial de Glasgow & d'Ayr ».

» Signé en notre nom, en notre présence & par notre ordre; Jacques Baillet, Directeur.
à Glasgow le 10 Avril.

24 Avril. Le baron de Juel, nouveau Ministre de Dannemark, présente au Roi ses Lettres de créance.

Le baron Diede de Furstenstein, son prédécesseur, prend congé Sa Majesté pour retourner à sa Cour.

Le Commodore Hotham arrive à Portsmouth pour prendre le commandement des bâtimens destinés à transporter les troupes Hessoises en Amérique. Il arbore son pavillon sur le *Preston* de 50 canons.

Plusieurs circonstances se réunissant avec le rapport d'un vaisseau de l'Inde qui a vu des signaux de détresse dans une des îles de Madagascar, & qui n'a pu, à cause du mauvais tems, donner aucun secours aux malheureux qui le demandoient, il y a tout lieu de

croire que c'est l'équipage de la frégate l'*Aurore* perdue il y a cinq à six ans. En conséquence, le Gouvernement a ordonné, dit-on, d'équiper un sloop de guerre chargé de provisions, pour aller au secours de ces infortunés.

24 Avril.

Extrait d'une Lettre du Colonel (aujourd'hui Brigadier général) Arnold, datée du camp devant Quebec, le 6 Janvier 1776.

» JE ne doute pas qu'avant de recevoir la présente, vous n'ayez appris notre malheureuse aventure du 31 du mois dernier, & que vous ne soyez fort inquiet sur mon sort. Je vous aurois écrit plutôt sans le tourbillon d'affaires qui m'a entraîné. Je me trouve chargé du commandement de l'armée par la mort de mon intime & respectable ami le général Montgomery. Cette tâche me paroît bien forte dans les circonstances actuelles. Au moment que j'emportoïis la batterie de la basse ville, je fus blessé à la jambe gauche par une balle, & la quantité de sang que je perdois m'affoiblit extraordinairement. Aussitôt que le principal corps de l'Armée fut arrivé, je m'en retournai à l'hôpital, traînant la jambe, & je fis ce trajet sous le feu continuel de l'ennemi qui tiroit sur nous, des murailles à la distance de cinquante verges. J'échappai heureusement, tandis que plusieurs de ceux qui étoient au même rang que moi furent tués. J'appris aussitôt la mort de notre Général qui avoit attaqué la ville du côté opposé. Il s'étoit comporté en Héros, il avoit marché droit au canon de l'ennemi, & il venoit d'emporter le passage lorsqu'il reçut le coup fatal. Sans cet événement, la ville étoit à nous. C'est ce qui a aussi occasionné le désastre arrivé à mon détachement, qui, après la déroute générale de l'autre corps, eût à combattre toute la garnison avec le désavantage du terrain. Il nous étoit impossible de re-

64 AFFAIRES DEL' ANGLETERRE

24 Avril.

venir sur nos pas, puisqu'il nous auroit fallu passer à cinquante verges de l'ennemi, & que nous aurions été exposés au feu de toute la garnison qui avoit fait sortir quelques pieces de campagne par une des portes devant lesquelles nous devions passer. Malgré cela, mon détachement se soutint pendant trois heures; mais enfin, accablé par le nombre, il fut obligé de mettre bas les armés. Il y eut environ 300 hommes faits prisonniers, entre lesquels le capitaine Lamb de la Nouvelle-York; & soixante tant tués que blessés, autant que j'ai pû en juger. Partie de notre artillerie a été prise. Le capitaine Oswal est aussi du nombre des prisonniers. Il faisoit avec moi partie de vingt-cinq hommes choisis qui avoient attaqué la premiere batterie. Il a montré beaucoup de bravoure, & s'est singulièrement distingué. L'ennemi a fort bien traité ceux des nôtres qu'il a faits prisonniers, & la garnison leur fournit tout ce qu'elle peut. Le gouverneur Carleton m'a fait savoir que je pourrois, si je le voulois, leur envoyer leur bagage, & c'est ce que je ferai incessamment. Quoique les ennemis soient le double de nous en nombre, ils n'ont cependant point encore tenté de sortie. Je ferai en sorte de les recevoir d'aussi bonne grace qu'il nous sera possible dans notre présente situation, étant séparés les uns des autres par la distance de deux miles. J'attends dans peu de jours le général Wooster qui doit venir de Montreal avec un renfort. J'espere aussi que le Congrès nous enverra des troupes. Je suis déterminé à ne point quitter ces fiers habitans sans en triompher. Ma plaie a été fort douloureuse: elle va beaucoup mieux à présent, & les Chirurgiens me répondent que je serai tout-à-fait guéri dans deux mois. Je sais que vous devez être fort allarimé sur mon compte. Mais la Providence qui m'a soutenue parmi tant de dangers, me protégera toujours. Je fais mon devoir, & je ne connois point la crainte.

La suite au N.º VII.

Let tre

*Lettre d'un Banquier de Londres,
à M *** à Anvers.*

De Londres le 1 Août 1776.

Le gouvernement a fait annoncer, Monsieur, qu'il avoit des avis certains que l'amiral Howe étoit arrivé le 23 Juin devant Halifax, d'où le général son frere avoit appareillé le 10 avec son armée, & qu'il alloit aussitôt se remettre en route pour le joindre. Comment ce Lord parti d'Angleterre le 12 Mai n'a-t-il pas atteint Halifax avant le tems même où son frere en étoit parti? C'est une navigation très-courte & qui se fait communément en moins de trois semaines. Si ce n'est pas pour s'être inutilement présenté devant quelques parties des côtes de l'Amérique, qu'il a mis un tems si long à cette traversée, on a droit d'augurer qu'elle aura été des plus fatigantes, & qu'il lui auroit été difficile d'agir avec efficacité, si la descente devoit s'exécuter dans quelque lieu important pour le succès futur des opérations.

L'Amiral étoit donc le 23 Juin dans le port d'Halifax. Vous savez que sa flotte transporte la premiere division des Hessois & le bataillon des gardes, & qu'elle étoit sortie le 6 Mai de Portsmouth sous l'escorte du Comodore *Hotham*. Elle avoit au 23 Juin quarante-sept jours de route depuis l'Angleterre.

66 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Ajoutez y pour les Hessois le tems qu'ils ont passé à botd devant Portsmouth, & leur voyage depuis le Weser, & vous trouverez qu'ils comptoient le 23 Juin deux mois & demi de navigation, & qu'il leur restoit encore une campagne à faire pour joindre l'armée partie d'Halifax le 10 Juin. Or, cette armée, à compter du jour de l'évacuation de Boston, avoit mis près d'un mois pour gagner Halifax, à la vérité, vers le tems de l'équinoxe. Mais dans une saison plus favorable cette navigation ne peut être moindre de quinze jours, ce qui le prouveroit, c'est qu'on assure que la flotte du général Howe a été vue portant sur *Long-Island* près de *New-York* le 26 Juin. Voilà donc trois grands mois de traversée pour les troupes Allemandes, desquelles on attend de si grandes choses, qu'on les a forcées de partir, contre la lettre des Traités, avant que le reste de leur corps eût pû les joindre.

Songez, Monsieur, aux incommodités sans nombre que ces pauvres Hessois ont dû souffrir dans de mauvais bâtimens de transport, pris sans choix, parce qu'on en manquoit, équipés & approvisionnés à la hâte, & où on a été obligé d'entasser les hommes les uns sur les autres. Que votre imagination vous les représente au moment de prendre terre dans les chaleurs excessives des mois de juin & de juillet, soupirant après les douceurs dont une côte amie s'empresse de prévenir

le navigateur altéré. Où sont les bras secourables qui soutiendront leurs pas chancelants sur une grève brulante ? Sont-ils descendus auprès de quelque grande ville ? il faut livrer un assaut , il faut escalader , tandis qu'à peine leur reste-t-il assez de forces pour s'élancer à terre de dessus le bateau. Que dis-je , la rive est peut-être bordée d'ennemis furieux qui massacrent tous ceux que le flot y apporte.

Est-ce sur quelque plage écartée que cette armée souffrante veut d'abord essayer de se refaire & de se former , son camp n'est qu'un grand hôpital d'où s'écartent tous les secours. Des légions d'insectes viennent aussitôt l'assaillir. Ordonne-t-on une marche , point d'animaux pour les charrois. Il faut que les hommes portent & traient tout. L'ennemi ne paroît point & le sang coule de toutes parts. Point de combats & l'armée se fond. Que sera-ce si un coup de vent écarte les vaisseaux de la côte , où si un corps d'Américains se met entre deux ? Les horreurs de la faim peuvent donc se joindre encore à celles de la plus cruelle guerre. Quelles incertitudes , quelles alarmes confondent sans cesse les desseins des chefs & énervent tout le courage qui pourroit rester aux troupes !

Voilà , Monsieur , l'affreux tableau que se sont faits , au moment de leur embarquement , les officiers & les soldats de l'armée d'Halifax , lorsqu'ils en sont partis le 10 Juin , pour

68 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

l'opération , dont nous ne devons point tarder à apprendre la nouvelle , mais qui n'aura pû que difficilement se combiner , avec l'amiral Howe , arrivé à Halifax treize jours après , avec des troupes qui doivent être si fatiguées de leur longue navigation.

L'armée partie d'Halifax le 10 juin , que l'on dit forte de huit mille hommes , est celle qui a évacué Boston , renouvelée en partie par quelques corps venus d'Angleterre , mais considérablement diminuée par la désertion. Si cette armée a sur les Hessois l'avantage d'être plus fraîche & plus en état d'agir , il faut lui croire aussi un sentiment plus vif du danger , par les épreuves qu'elle a déjà faites de la bravoure des Américains : par la connoissance qu'elle doit avoir de leur résolution & de leurs préparatifs de défense ; par le souvenir de toute la misère qu'elle a soufferte pendant deux ans dans la ville de Boston ; par l'affreux spectacle enfin qui a frappé sa vue au moment même où elle s'embarquoit , la mer ayant englouti aux yeux de toute la flotte deux bâtimens de transport chargés de plus de trois cents hommes , officiers & soldats , dont il ne s'en est pas sauvé un seul. Tout cela rend très-croyable les murmures qui se sont fait entendre au milieu de ce rembarquement & dont la Cour a fait contredire les bruits autant qu'il lui a été possible.

Je fais que les deux généraux doivent se montrer d'abord la branche d'olivier à la main ;

mais si l'épée qu'ils tiendront de l'autre n'est qu'un tronçon de lame sans tranchant & sans pointe, de quel poids sera leur mission. Jusqu'ici les Américains ont trop bien fait voir qu'ils connoissoient le prix des instans, pour qu'ils s'exposent à perdre en négociations infructueuses un tems dont leurs ennemis tireroient avantage pour se rétablir. Jugeons les d'après tout ce que nous savons de leurs résolutions antérieures à ce moment de crise. Est-ce toujours une *soumission absolue* qu'on nous demande, diront-ils? Nous sommes résolus à n'y point consentir. Ils s'interdiront toute espèce de pourparlers, avant qu'on les ait satisfaits sur ce préliminaire; & c'est ce qu'un quart d'heure doit décider.

On assure que la Grande-Bretagne a compté qu'un parti nombreux se déclareroit pour elle aussitôt que ses armées paroîtroient, & que la proposition de *soumission absolue* serviroit à justifier une guerre de conquête. Son unique ressource est donc dans l'espoir dont elle se flatte que ses desseins seront fortement secondés par une considérable défection dans le parti Américain. Je n'alleguerai point pour l'affoiblir les récentes assurances qui sont venues du Congrès général ainsi que de la Nouvelle York, & de diverses autres Colonies, de la parfaite unanimité des Conseils Américains; mais j'observerai que déjà plus d'une fois le ministère s'est trompé dans de semblables calculs, & notamment pour la Nou-

velle York qu'il avoit exceptée des premiers châtimens infligés aux Colonies réfractaires, se fiant sur le grand nombre des amis qu'il croyoit y avoir, & qu'il a été obligé ensuite de comprendre dans l'anathème général.

Encore une conjecture & je finis. Le Général Howe avoit attendu l'Amiral jusqu'au 10 Juin & il est parti à cette époque sur la connoissance qu'il a eue que son frere l'Amiral étoit à une certaine hauteur où il l'alloit joindre. C'est ainsi que les Ministres ont fait présenter la nouvelle authentique de son départ. Aujourd'hui il nous apprennent que l'Amiral est arrivé le 23 Juin à Halifax, & que trouvant son frere parti, il alloit remettre en mer sur le champ pour le joindre. Voilà d'abord deux freres & deux armées qui courent l'un après l'autre, dans le moment le plus précieux de la campagne. Si l'Amiral n'eût par crû son frere encore à Halifax, la Gazette nous fait entendre qu'il n'y auroit pas été. Leurs opérations étoient donc combinées. L'étoient-elles, leur coup est manqué; car le Général n'aura pas pû effectuer seul ce qu'il ne devoit tenter qu'avec l'assistance de son frere. S'il a proposé la *soumission absolue* avec son armée de mécontents, on se fera moqué de lui. S'il a voulu attaquer il se fera trouvé trop foible. Il se consume peut-être sur quelque côte écartée en attendant l'armée de *malades* de son frere, dont on ne nous annonce point le départ d'Halifax.

Mais voulez-vous une solution plus claire & plus propre à justifier le plan des Ministres. La voici : c'est qu'il n'est pas vrai que l'Amiral ait remonté à Halifax, dans l'espoir d'y trouver son frere ; & qu'il faut croire plutôt qu'il a cherché un asile pour reposer & rafraîchir sa pauvre armée, dont on aura voulu nous déguiser le triste état. Mon opinion s'appuie sur ce que l'on vient d'apprendre de la flotte du Chevalier Parker. Elle a débarqué le 2 Mai au Cap-Féar, où le général Clinton l'attendoit. Elle étoit partie de Corke le 13 Février. C'est un peu plus de deux mois & demi de navigation. Les troupes embarquées sur les quatorze bâtimens qui s'y étoient joints (du nombre de cinquante) étoient encore si fatiguées le 15 Mai, que le général Clinton n'a pas voulu permettre qu'on les débarquât pour venir renforcer son camp, quoiqu'il eût journellement des affaires avec des partis Américains. La lettre que je vous cite, Monsieur, porte que la flotte n'avoit souffert du gros tems que dans le golfe de Biscaye, & que depuis l'île de Madere sa marche n'avoit été retardée que par des calmes. Concluons-en que la flotte des Hessois devant être au moins aussi fatiguée, l'amiral Howe n'aura pas pû remettre sur le champ à la mer, comme on nous annonce qu'il en avoit le dessein ; & qu'il sera resté à Halifax peut-être une grande partie du mois de Juillet. Si contre tous mes calculs il a ap-

pareillé sur le champ pour *New-York*, il n'aura pû y arriver que vers le 12 Juillet, à en juger par le tems que son frere a mis à cette traversée qu'il doit avoir faite en très-bon ordre, puisqu'on prétend l'avoir vû le 26 Juin dans ce parage avec toute sa flotte. Au reste les Ministres disent eux-mêmes que ce n'est pas de l'expédition de l'amiral Howe qu'ils comptent recevoir le plutôt des nouvelles, mais que les prochaines seront vraisemblablement du camp du général Clinton au cap *Féar*, & de l'armée du général Howe.

Ces détails, & ces combinaisons vous rendent compte, Monsieur, de l'appréhension où les Ministres commencent à être que leur opération ne soit manquée pour cette campagne. Leurs inquiétudes à cet égard doivent les tourmenter d'autant plus que les moyens de poursuivre la guerre n'augmentent pas à beaucoup près en raison de l'ardeur qu'ils y ont mise. On assure que le produit du dernier quartier du fonds d'amortissement est de deux cents quatre-vingt mille livres sterling au dessous des précédens. Si le revenu souffre d'aussi fortes diminutions dans les trois autres quartiers, la taxe du cinquieme des biens, celle de la dreche, & le produit total du fonds d'amortissement, objets qui ont été octroyés pour fournir environ cinq millions six à sept cents mille livres sterl. ne rendront pas quatre millions, ce qui sera considérablement au-dessous & de l'accroissement de la dette de la Marine.

& des dépenses excessives de l'Amérique pour l'année 1776. Vous avez annoncé, Monsieur, cette diminution du fonds d'amortissement, sous la date du 7 Mars, dans votre Recueil chronologique ; & vous y avez fait voir comment le bon état apparent de ce fonds, au commencement de cette année, pouvoit avoir donné un faux & trompeur espoir. Il se vérifiera pareillement que les dépenses de l'année 1776 ; ainsi que l'ont calculé M^{rs}. Hartley, Price & autres, seront de quinze millions sterling, sans compter l'intérêt des dettes & la liste civile, objets qui feront monter la dépense totale à vingt millions sterl.

Les pertes que vient d'essuier le commerce de la Jamaïque, par les riches captures que lui ont faites les Américains, portent aussi un coup fatal aux finances & au crédit. Les fonds sont baissés depuis cette affligeante nouvelle. Les assureurs refusent leur signature même à quarante & cinquante pour cent, tant on est effrayé ici du nombre presque infini de corsaires qui courent les mers d'Amérique. Le Corps des Marchands demande à grands cris que le commerce soit plus efficacement protégé, & des vaisseaux s'arment pour aller faire la course, vers les Iles de Bahama & les Bermades. Tout cela doit se compter en perte pour l'Echiquier. Et je ne vous parle point de la détresse affreuse des autres îles Angloises, où les magasins sont fermés, où les especes ne circulent plus, où les subsis-

74 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

tances manquent, ainsi que les bois, les bestiaux, &c. &c. depuis l'interruption du commerce avec le Continent.

Les chargemens des neuf bâtimens de la Jamaïque qui ont été enlevés, sont estimés trois cents mille livres sterling, & il y en aura bien d'autres qui auront le même sort avant la fin des troubles. Il y avoit sur ces vaisseaux dix-neuf passagers très-riches, dont les Américains ont tiré une rançon en proportion de leur fortune qu'ils connoissoient à merveille. Tout ce mal a été fait par deux Corsaires, l'un nommé la *Revenge* & l'autre le *Montgomery*. Le Capitaine de l'un d'eux, en montant sur sa prise, a dit à l'équipage; » mes amis, j'en suis bien fâché pour vous, mais les troupes du Roi ont brûlé ma maison. J'ai voulu faire le commerce, les loix prohibitives me l'ont interdit. Ma famille étoit ruinée si je n'eusse pris le parti de la course. Si je rentre heureusement mes prises, ma fortune est faite. Quantité d'autres, ruinés ainsi que moi par les troupes, ou par les prohibitions, ont armé de petits bâtimens, & sont répandus dans le passage au vent, & dans le golfe, où ils attendent les vaisseaux de la Jamaïque pour la Grande - Bretagne. Je vous répons qu'il ne leur en échappera gueres «.

Ajoutez, Monsieur, à cette fâcheuse perspective les nouvelles désagréables qu'on ne cesse de recevoir des diverses colonies du

Continent, On apprend de la Virginie que cent douze des principaux habitans s'y sont assemblés le 15 Mai, & ont dressé de nouvelles instructions pour les Délégués de la province au Congrès général. Ils y recommandent à ces Délégués de proposer au Congrès de déclarer que les Colonies unies sont des Etats parfaitement libres, & hors de toute dépendance de la Couronne ou du Parlement Britannique. Ils ajoutent qu'ils donnent le consentement de leur Colonie à cette déclaration & à toutes les mesures que le Congrès pourra prendre pour former des alliances étrangères & une confédération des Colonies. Du côté de la Georgie, les Américains font filer des corps de troupes pour empêcher l'armée du Roi d'y pénétrer; & ils ont, dit-on, envoyé quinze cents hommes jusques dans la Floride Orientale, pour s'assurer de la ville de Saint-Augustin. Il est toujours constant, & il se confirme par toutes les lettres du pays, que les forces des Américains à New-York sont de 20,000 hommes bien armés & bien disciplinés, avec une nombreuse & forte artillerie, dont les munitions s'augmentent tous les jours par les prises que font les Corsaires. Putnam occupe la ville & les faubourgs avec douze mille hommes & les milices. Le lord Sterling commande un camp de six mille hommes, sans compter les milices, l'un & l'autre sous les ordres du général Washington.

76 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Vers le 10 Mai, le général Clinton, qui est toujours au cap Fear, a fait une tentative infructueuse sur le camp Américain à Brunswick, où la Virginie vient d'envoyer un renfort de 1,200 hommes. Le Général avoit formé son attaque avec deux régiments. Tout le camp Américain a disparu, après un feu très-vif qui a fort maltraité le quarante-quatrième régiment. Voilà un échantillon de la guerre qui se fera cette année en Amérique.

Le Congrès de la Virginie a fait imprimer plusieurs lettres du Lord Germaine, Secrétaire d'Etat des Colonies, au sieur Eden, Gouverneur de la province de Maryland, qui ont été interceptées par les Américains. Ils ont appris par ces lettres le projet de l'expédition du Chevalier Parker avec le Général Cornwallis pour la Caroline, conjointement avec le Général Clinton, qui en conséquence y ont fait jusqu'ici très peu de progrès. Le Secrétaire d'Etat remercioit dans une de ces lettres M. Eden des portraits qu'il lui avoit faits de plusieurs des principaux habitans, surtout de ceux qui étoient passés en Angleterre en même tems que ses dépêches, & il lui promettoit le plus grand secret sur cette confidence. D'après ce tableau général de la situation des choses en Amérique, jugez, Monsieur, si les esprits peuvent être disposés autant que le Gouvernement paroît s'en être flatté, à accueillir la proposition de *soumission indéfinie* dont les deux Généraux sont chargés.

Quant aux embarquemens qui continuent de se faire en Europe, on est fort impatient ici d'apprendre le départ des quatre mille Hefsois. Leur flotte où sont embarqués aussi deux mille chevaux de trait, est partie de Portsmouth le 27 Juin, sous le convoi de la frégate le *Diamant*. Elle a été neuf jours contrariée par les vents, & obligée de rentrer le 6 Juillet à Plimouth. Depuis ce tems-là elle a fait plusieurs tentatives pour en sortir. On croit qu'elle étoit encore rentrée à Torbay le 30 Juillet, après avoir appareillé de Plimouth le 27. Elle est de 60 voiles : la plupart sont de lourds vaisseaux Hollandois qui n'arriveront en Amérique que dans la saison des orages, ainsi que le Régiment de Cavalerie du Général Burgoyne, qui étoit parti sous le convoi de la *Daphné*, & qui est rentré à Falmouth après avoir fait 40 lieues.

Les chevaux, que les chaleurs étouffent, sont assurés sur le pied de 8 l. sterl. la piece. On en a déjà jetté à la mer un si grand nombre, qu'on croit que les assureurs seront ruinés. On parloit ces jours-ci de faire débarquer ce qui en restoit, pour les revendre. On a fait une remarque très-singulière, c'est qu'il y a deux mois que sont partis le charrois pour lesquels ces chevaux étoient destinés. Si jamais charue a été mise devant les bœufs, c'est bien en cette occasion.

La consommation de la poudre est immense. On assure que les quantités qui viennent

encore d'être commandées, excèdent tout ce qui a été consommé dans sept années de la dernière guerre. Les marchés extraordinaires qui se sont faits; jusqu'ici pour le service de l'Amérique, se montent déjà à deux millions six cents mille livres sterling, & l'article des bâtimens de transport excède les plus fortes années de la guerre dernière. Tous ces marchés sont extrêmement désavantageux pour la nation. Le colonel Johnstone mettra sous les yeux du Parlement, dans la prochaine session, un calcul par lequel il fera voir que les profits sont de plus de cinquante-sept pour cent; & que la plupart des entrepreneurs sont des membres du Parlement. Au milieu de tant de pertes & de contrariétés comment le parti de la Cour ne perdrait-il pas tout courage, si de tems à autre quelque heureux événement ne lui fournissoit la matière d'une longue & pompeuse relation pour la gazette? C'est le général Carlton, qui jusqu'ici a semblé destiné à soutenir par quelque lueur passagère de bonne fortune l'espoir des Ministres & la confiance de leur parti. Malheureusement pour son crédit on observe que le Canada est la partie de l'Amérique dont il est le plus facile au Gouvernement d'intercepter toutes les nouvelles. En effet, il n'en est pas encore venu de directes de la levée du siège de Quebec. C'est par une relation apportée par un capitaine le Maître, & publiée dans la gazette des Ministres du 27 Juillet, qu'on apprend

ce qui est arrivé depuis le 6 Mai à l'armée Américaine. Voici en substance le contenu de cette relation qui est très-longue & très embrouillée, & dont divers papiers publics ont fait aussitôt d'assez plaisantes parodies, mais dont le fonds tiré des marches & manœuvres de la milice de Londres, n'est gueres susceptible de traduction.

Cette relation est une lettre du général Carlton à Milord Germaine. Elle est datée de Montréal le 20 Juin. Ses troupes y étoient parvenues après avoir soutenu le 8 Juin aux Trois Rivières une attaque très-vive des Américains. Voici ses termes : le 8 de ce mois les Rebelles hazarderent un coup bien hardi, ils partirent de Sorel à bord de cinquante bateaux, au nombre de deux mille hommes & prirent terre avant le jour à la pointe du Lai. De là ils marcherent pour attaquer nos troupes aux Trois Rivières, bravant le vaisseau le Martin, quelques autres bâtimens armés & des bateaux de transport qui étoient couverts de troupes, & se tenant seulement hors de la portée du canon, ils mouillèrent à trois miles au-dessus de la ville & ils essayèrent de forcer le soixante-deuxième régiment. Il ajoute que tout-à-coup ils se retirèrent dans les bois, & qu'il ne fut pas possible de leur couper la retraite, ni de prendre leurs bateaux. Il ignore, dit-il, combien les Rebelles ont eu de tués & de blessés, mais environ deux cents se sont rendus ou ont été faits prisonniers, & de ce nombre sont deux chefs M^{rs}. Thompson &

80 AFFAIRES DE L'ANGLÈTERRE

Irwin. Le nombre des tués ou blessés dans l'armée du Roi ne s'est monté qu'à douze ou treize soldats. Comme il paroissoit , poursuit le chevalier Carleton, de la plus grande importance dans le cours de cette malheureuse guerre, de déloger le plutôt possible les Rebelles de la partie supérieure de la Province, le vent étant devenu favorable. la flotte a mis à la voile & est arrivée le 14 Juin près de Sorel d'où les Rebelles s'étoient retirés quelques heures auparavant. Le général Burgoyne eut ordre de remonter jusqu'à Saint Jean, mais sans rien hasarder. Le reste fit voile pour Longueil à quatre lieues de Chambly (ce poste est à quinze lieues de Sorel, sur la rivière de ce nom) mais le vent ayant manqué à cette colonne de la flotte elle ne put arriver que le soir à Longueil, en même tems que M. Arnold se retiroit de Montreal. Le 15 Juin les troupes marcherent par la prairie vers Saint Jean. L'avant garde commandée par le Major-général Philipps, & suivie de deux régimens de Brunswick & de celui de Hanau, aux ordres du Major-général Riedfel, arriva le 19 Juin auprès de Saint Jean où elle apprit que la tête de la colonne, aux ordres de Burgoyne, s'étoit emparée des redoutes le 18 au soir. Mais M. Burgoyne avoit trouvé tous les édifices embrasés, & tous les vivres & provisions consumés, ainsi que les bateaux de toute grandeur auxquels les Rebelles n'avoient pas pû faire remonter le courant de

de Chambly. J'entens dire, ajoute ici le chevalier Carlton, qu'ils ont laissé vingt-deux piéces de canons dans les bois. Il dit quelques mots de l'effroi qu'il croit leur avoir causé, & il finit par ce singulier éloge des troupes nationales & étrangères. *Je ne doute pas, dit-il, qu'elles n'eussent donné toutes les preuves possibles de fidélité & de valeur, si l'ennemi eût un peu différé sa retraite.* Il se loue beaucoup aussi du corps de l'artillerie, sans oublier le porteur de la lettre.

Au moyen de l'abattis que j'ai fait dans cette relation, je crois l'avoir un peu éclaircie, & vous pourrez suivre plus facilement sur la carte les mouvemens des deux armées. Il est visible que celle des Américains n'ayant plus aucun poste assez sûr dans ces parties, a dû se replier en détruisant tout ce qui pouvoit servir d'azile à l'ennemi. Elle ne l'a fait qu'après un *coup hardi* sur l'événement duquel vous aurez observé que M. Carleton ne s'est pas expliqué bien clairement. Enfin elle se rapproche d'Albany, des Sauvages ses alliés, & du centre des forces Américaines. C'est jusques-là qu'il doit être très-difficile à l'armée Angloise de parvenir. Le projet de la campagne est de pénétrer par Albany jusqu'à la ville de New-york. C'est une route d'environ cent trente lieues. Je ne me permets pas aisément de prédire, mais je crois ne rien hazarder en vous assurant que la campagne pourra se terminer avant que vous appreniez que l'armée du Roi a fait des progrès

ultérieurs bien considérables dans ces parties. Nous verrons ce que l'hiver amènera. Les Américains paroissent persuadés que quand on leur prendroit la Nouvelle York & dix autres grandes villes (ce qui ne pourroit être que par stratagème , car vous voyez qu'ils sont décidés à tout bruler) les troupes du Roi seroient obligées de les évacuer.

J'apprends dans le moment de la Pensylvanie, qu'on n'y fut pas plutôt informé que les deux vaisseaux de guerre le *Roebuck*, Capitaine Hammond, de 44 canons, & le *Liverpool*, Cap. Bellew, de 20 canons, étoient arrivés à la Riviere de Christiana, éloignée d'environ dix lieues de cette ville ; que les treize chaloupes provinciales armées en guerre à *Fort-Island*, avoient eû ordre d'aller attaquer ces vaisseaux, ce qu'elles ont exécuté ainsi le 8 Mai. L'attaque commença vers trois heures après midi, & fut suivie d'une forte canonnade de part & d'autre qui dura trois ou quatre heures. Le *Roebuck* n'ayant pû éviter de s'échouer, le *Liverpool* vint jeter l'ancre devant lui pour le couvrir. Le feu n'a cessé qu'à l'entrée de la nuit, dont le *Roebuck* a profité pour se relever. Pendant le combat le *Wasp*, senaut du Roi commandé par le Cap. Alexandre, est sorti de la Crique où il s'étoit réfugié la veille. Le 9 à cinq heures du soir, les chaloupes armées ont renouvelé leur attaque avec tant d'adresse & de vigueur, que les vaisseaux qu'elles poursuivoient ont été obligés de descendre la riviere à

fix miles au-dessous de Newcastle où les chaloupes ont passé la nuit. Les vaisseaux de guerre ont continué depuis à descendre la rivière, & les Charpentiers ont travaillé pendant deux jours à les rétablir.

La Gazette de la Cour a publié le 30 une lettre du Capitaine Douglas, Commandant de l'*Ifis*, qui explique de quelle maniere les troupes se sont portées aux Trois Rivières & à Montréal. Ces détails manquoient à la relation du Chevalier Carlton; d'après laquelle on se demandoit si les troupes avoient remonté le fleuve à gué ou à la nage, en volant ou en courant. M. Douglas articule bien clairement qu'il y avoit des frégates, des vaisseaux armés & des pilotes, placés dans les lieux convenables pour transporter les troupes & les escorter. Plus discret que le Chevalier Carlton, il évite de parler du dessein qu'on avoit de couper la retraite des Américains. Il ne dit mot non plus du *coup hardi* que ces *fanfarons* ont osé tenter aux Trois Rivières, ni des 22 pièces de canon que le Chevalier Carlton avoit *entendu dire* qu'ils avoient caché dans les bois, & qu'il paroît qu'il auroit bien voulu tenir. Il ne fait point l'aveu, comme le Chevalier Carlton, que faute de vent, on a manqué le moment de joindre Arnold à Longueuil lorsqu'il se retiroit de Montréal. Ces divers détails dans la relation du Chevalier Carlton, ont fait dire ici que c'étoit une expédition manquée. Il résulte simplement de la lettre de M. Douglas.

84 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

que les troupes du Roi occupent tout le pays au-dessous du lac Champlain & Montréal qui n'est point une place de guerre, mais que Saint Jean, le seul poste important dans cette partie, est brûlé. C'est ce qui ne seroit point arrivé si on eût coupé la retraite aux Américains, ou si on eût atteint Arnold à son passage par Longueuil. M. Douglas termine sa lettre en disant qu'il cherche, avec le Général Carlton, les moyens de rétablir la navigation sur les lacs, pour accélérer les progrès de l'armée. On paroit persuadé ici que ces deux officiers écriront encore plus d'une lettre avant qu'ils aient gagné la rivière d'Hudson, & que si aux approches de l'hiver ils ne se sont pas rendu maîtres de la pointe de la Chevelure (*fort Frédérik*) ils seront obligés de se rapprocher de Québec pour les subsistances.

La même Gazette annonce qu'il est très-certain que l'Amiral Lord Shuldham a été vu le 26 Juin avec sa flotte portant ouest-quart-de-sud, sur New-York, à dix-sept lieues de *Block-Island*, & que la veille on avoit rencontré le Général Howe sur la frégate le *Greyhound*.

Voici ce qui se débite aujourd'hui du plan de la campagne: — Le Général Howe débarquera dans la Nouvelle Jersey, province très-fertile, où l'armée subsistera aisément; & aussitôt il ordonnera de la part du Roi, au Congrès continental de se séparer. Lorsque les Hessois, conduits par l'Amiral, seront venus le joindre, ses vaisseaux couperont la communication de

cette province avec la Pensylvanie, qui, par ce moyen, souffrira une grande disette de provisions. Toutes ses forces étant rassemblées, il publiera la Proclamation du Roi, qui enjoint la soumission. En cas de désobéissance, il attaquera l'ennemi avec ses forces de terre & de mer, partout où il pourra, & il s'attachera à soumettre les Provinces du milieu, tandis que le Général Burgoyne, assisté des sauvages du Canada, tâchera de pénétrer dans la Nouvelle-York, dévastant & sacageant tous les lieux où on n'implorera pas la clémence du Roi. — Le Général Clinton est chargé de réduire les parties méridionales qui seront affaiblies par les renforts qu'elles auront été obligées d'envoyer à la grande armée américaine. C'est ainsi qu'on espère de triompher de la rébellion, & de faire rentrer l'Amérique, sans nouvelle effusion de sang, sous l'obéissance de son légitime Souverain.

Voici, suivant le parti de l'opposition, quelle sera l'issue de ce superbe plan.

Le Général Howe exécutera son débarquement à l'aide de ses vaisseaux, qui vont plus vite sur la mer, que les Troupes américaines ne peuvent aller sur la terre. Il trouvera quelque coin sans défense, où il placera son camp, & où il sera bientôt environné par une armée double de la sienne. Tandis qu'il nourrira ses troupes, de bœuf envoyé de Londres, à deux guinées la livre, ses auxiliaires désertent par centaines. Lorsque la seconde division, qui est

86 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

encore à Torbay, (30 Juillet) arrivera pour le joindre , il sentira déjà les incommodités de l'hiver , & il donnera une seconde représentation de sa farce de l'*Evacuation*. Clinton pillera quelques plantations de tabac sur les rivières de la Virginie , & il enlèvera quelques Nègres au profit du Lord Dunmore. Burgoyne fera le plaisir aux Canadiens de dépenser chez eux une bonne partie du million sterling de vote de crédit : il s'avancera bravement jusqu'au lac du S. Sacrement ; & là les bateaux lui manqueront pour continuer sa route ; mais la vraie raison sera , parce que les forces de la Nouvelle Angleterre lui auront dit : *jusqu'ici , & pas plus loin*. Il posera en cet endroit là les limites de la domination britannique , & il écrira aux Ministres des dépêches , où on lira cette phrase usée : *Il faut encore des Troupes ; vous ne nous avez pas envoyé des forces suffisantes*. Et on lui répondra : *redde mihi legiones , Vare ; Varus , rends-moi mes légions*.

J'ai l'honneur d'être , &c.

P. S. Voici , Monsieur , une proclamation du général Carlton à la suite de l'affaire du 8 Juin aux Trois Rivières , qui mérite d'être rapportée en son entier : » D'autant que je suis informé que plusieurs des sujets abusés de S. M. des provinces voisines , souffrant de leurs blessures & de diverses maladies , sont dispersés dans les bois & paroisses des environs , & en grand

danger de périr, faute des secours nécessaires; il est enjoint par la présente, à tous les Capitaines & autres Officiers de milice, de faire de promptes & exactes recherches pour trouver tous ces *pauvres blessés*: de leur donner l'assistance dont ils ont besoin; & de les faire transporter à l'hôpital général, où on aura le plus grand soin d'eux. Toutes les dépenses raisonnables qui auront été faites pour remplir le présent ordre, seront rendues par le Receveur général «.

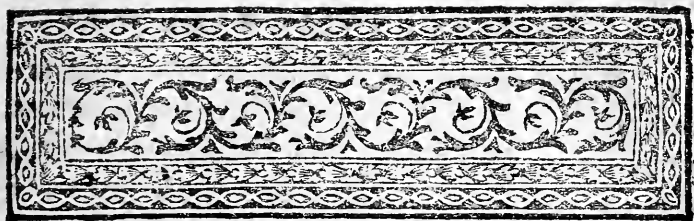
» Si le reproche de leurs consciences pour leurs fautes passées, détourner ces malheureux de profiter des secours dont leur triste situation peut avoir besoin, je leur fais savoir par les présentes, qu'aussitôt que leur santé sera rétablie, il leur sera libre de retourner dans leurs provinces respectives «.

» Donné sous mon seing & cachet de mes armes, au Château de Saint Louis de Québec, ce 10 Juin 1776. Signé Guy CARLTON «.

Sans doute cette généreuse attention du Général fait le plus grand honneur à ses sentimens. On doit être surpris qu'elle n'ait pas produit le moindre effet: qu'elle ne lui ait pas fait retrouver un seul blessé; car il avoue dans sa lettre du 20 Juin, *qu'il ne sait pas le nombre des tués & des blessés du côté des rebelles*, & il ne dit point qu'on lui en ait ramené aucun. Mais son bon cœur ne sera pas rebuté pour avoir eu si peu de succès; & il ne faut pas douter que

depuis il ne lui ait suggéré encore une proclamation charitable pour faire retrouver ces vingt-deux pauvres canons qu'il a entendu dire que les Rebelles avoient laissés dans les bois.

N. B. Il y a des éditions de cette proclamation où la date est du 10 Mai, mais ce doit être une faute d'impression copiée sur la gazette de la Cour, qui n'est pas plus qu'une autre exempte d'erreurs. Car la relation envoyée par le même général Carlton, de la retraite des Américains, lorsqu'ils ont abandonné Québec, le 6 Mai, atteste qu'on ne s'étoit point approché & qu'il n'y avoit eu ni tués ni blessés en cette occasion. Les Ecrivains Anglois qui ont copié cette proclamation, la jugent relative au coup hardi frappé le 8 Juin par les Américains, & dans lequel il doit y avoir eu des tués & des blessés du côté des Rebelles, puisque le général Carlton a dit qu'il n'en savoit pas le nombre.



AFFAIRES DE L'ANGLETERRE ET DE L'AMÉRIQUE.

1776.

Extrait d'une Lettre de la Virginie du 6 Mars.

Nous apprenons de Cross-creek que deux milles Montagnards du Cap Feare ont joint le Capitaine Martin qui s'avançoit avec environ trois mille hommes des derrieres de la Virginie. On attendoit cette jonction depuis long-tems, & le bruit court qu'il y a déjà eu deux ou trois escarmouches dont on ne fait pas encore les détails.

24 Avril.

Chambre des Pairs.

On propose de demander au Roi de faire mettre sous les yeux de la Chambre les vraies

N°. VII.

A

2 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

— 24. Avril. copies des certificats accordés par les Commissaires de l'Amirauté pour l'exportation des provisions, & d'autres articles en Amérique, depuis l'acte pour défendre tout commerce & toute communication avec les Colonies mentionnées dans l'acte. Cette motion est admise.

Chambre des Communes.

LE LORD NORTH développe son plan de finances pour l'année présente, & pour la poursuite de la guerre en Amérique. — Après avoir lu un état des subsides déjà octroyés qui se montent à 9,097,000 liv.

Voici, dit il, comme je calcule les moyens. La taxe des terres 2,000,000. La drèche 750,000 liv. Les épargnes sur l'ordinaire des guerres 23,000 liv. La vente des terres dans les îles cédées 30,000 livres. Cet article ne peut être porté à cette somme que par supposition. Nous y avons souvent été trompé; mais comme on vend les effets du dernier Receveur, pour payer ses dettes, il y a lieu d'espérer que nous saurons plus positivement désormais à quoi nous en tenir. La gomme de Sénégal 2,000 livres, & quelques autres petits droits 11,444 livres. Il y a dans l'Echiquier 2,000 livres des droits levés sur l'Amérique. Il poursuit ainsi.

» Jamais le fond d'amortissement ne s'est trouvé dans un état aussi florissant qu'aujourd'hui. Dans la

session précédente ce fonds avoit été chargé de 2,800,000 l. indépendamment des 100,000 l. octroyés à Sa Majesté pour l'achat du Palais de Sommerfet, ce qui montoit à la somme prodigieuse de 2,900,000 l. Malgré cette charge, la plus considérable qui ait jamais été mise sur ce fonds, il restoit dans l'Echiquier à la fin du quartier de Noel dernier un surplus de 17,000 l. qui entrera aujourd'hui dans le compte des moyens. On ne manquera pas d'observer, relativement à cet état de prospérité, que les troubles actuels en Amérique ayant été prévus, les importations de l'Amérique peuvent avoir été plus fortes que de coutume dans le cours de l'année dernière, ce qui aura produit une augmentation naturelle de douanes; mais j'assure tout le contraire à la Chambre. Dans le cours du dernier quartier, quelque étonnant que cela puisse paroître, le produit du fonds d'amortissement se montoit le 4 du présent mois à 960,000 l. de sorte que le produit des cinq derniers quartiers ensemble a été de la somme presque incroyable de 4,000,000 l. ou de 3,877,000 l. «

» Quoique cet état du fonds d'amortissement puisse faire croire que le commerce avec les Colonies n'est de nulle importance, je ne prétends point tirer de ce que je viens d'exposer aucune conséquence de cette nature. Je suis convaincu de la grande importance de cette branche très-précieuse de commerce, mais en même tems cet état florissant du fonds d'amortissement m'autorise à en tirer une autre induction très-intéressante, c'est qu'il prouve l'opulence, la grande consommation privée, la prospérité publique & les ressources immenses de l'Angleterre. J'avoue que j'en ai été moi-même très-étonné. J'ai soupçonné que les importations de l'Amérique devoient avoir été beaucoup plus considérables qu'en tout autre tems, du moins au commencement de l'année dernière; mais j'ai vérifié, à mon grand étonnement, que cela n'étoit pas, & j'en suis convaincu par le produit du dernier

4 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

quartier. J'ai fait des recherches pour savoir si cela
24. Avril. ne provenoit point de ce que la douane paye beaucoup moins de gratifications & de remises de droits, mais j'ai encore été désabusé, car quoique les gratifications & les remises ayent éprouvé une diminution, ces articles n'ont point diminué en proportion suffisante pour compenser la perte de notre commerce Américain. Mais d'après d'autres informations j'ai découvert bien autre chose : ce n'est pas par les douanes seulement que le fonds d'amortissement s'est enrichi, mais par les accises sur la consommation intérieure, ce qui est la preuve la plus incontestable de l'opulence propre du peuple qui est le consommateur des articles sujets à l'accise «.

A l'égard des fonds & de la dette, nous ne sommes donc pas dans une situation aussi déplorable que quelques personnes le veulent faire croire. Sans la malheureuse guerre des Colonies, je ne doute pas que je n'eusse payé cette année encore un million de la dette nationale «.

» D'après ces apparences flatteuses, je me crois autorisé à charger le fonds d'amortissement de la somme de 2,900,000 l. que je propose d'autant plus volontiers que ce fonds me paroît accroître avec une merveilleuse rapidité. En prenant le terme moyen des deux dernières années, le produit de ce fonds a été de 2,800,000 l. & celui des trois dernières années de 2,700,000 l. au lieu que l'année moyenne des cinq années précédentes a été à peine de 2,500,000 livres. Avant le commencement de la dernière guerre il ne produisoit tout au plus que la moitié de cette somme. Je répète donc ce que j'ai déjà dit que notre commerce est immense, que nous avons les plus grandes ressources & que notre opulence intérieure ne se peut presque pas imaginer. Quoique la dette nationale soit considérable, & nos charges énormes, les commerçans, les artisans & les cultivateurs dans la Grande-Bretagne vivent d'une manière tout-à-fait

inconnue à tout autre pays. Voyez le genre de vie d'un laboureur , examinez sa nourriture , ses habits , & même le luxe qui lui est propre , & comparez cet homme avec les hommes de la même classe en Irlande , dans toute autre partie de l'empire ou en Europe , & vous serez dans la plus parfaite conviction que malgré l'énormité de nos taxes & de nos charges , il n'y a point d'endroit sur la terre où l'on puisse se procurer aussi aisément que dans la Grande-Bretagne les nécessités & même les douceurs de la vie «.

« Je vais présentement expliquer une autre opération qui consiste en 1,500,000 l. de billets de l'Echiquier. Elle a beaucoup de rapport à un objet qui n'est pas immédiatement sous les yeux du comité , c'est l'état actuel de la Compagnie des Indes & ses arrangemens avec la banque. En 1772 le Gouvernement prêta à cette Compagnie 1,400,000 l. en billets de l'Echiquier pour la tirer de l'état de détresse où elle se trouvoit : depuis ce tems-là cette Compagnie en a remboursé 1,100,000 l. il ne reste donc de ces billets que 300,000 l. Rien n'empêche par conséquent qu'on ne puisse mettre en circulation 250,000 l. de plus de ces billets que l'année dernière , sans courir le risque d'une surcharge. C'est d'après ces principes que je porte les billets d'Echiquier de 1,250,000 l. à 1,500,000 l. Vous voyez , Messieurs , par ce détail des moyens , qu'il restera un vuide d'environ deux millions. Je proposerai de le remplir par un emprunt sous hypothèque d'une somme de 2,000,000 l. & par ce moyen il se trouvera un surplus de moyens de 56,000 l. Voici de quelle maniere on leverá cet argent. Pour chaque 100 l. souscrite on donnera au souscripteur une action de 70 l. dans les annuités consolidées à 3 pour cent , ce qui fera une somme de 1,400,000 l. & trois billets dans une loterie de 600,000 l. à 10 l. le billet avec une prime de 7 l. 10 s. sur chaque 100 l. souscrite. La somme hypothéquée sera de 2,150,000 livres & les intérêts se monteront à 64,500 l. par an. Dans cette opération j'ai deux points de vue , le pre-

6 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

24. Avril. — mier de faire le meilleur marché possible pour la nation, & l'autre de donner aux Actionnaires un profit raisonnable pour les encourager à souscrire. Je me flatte de pouvoir remplir l'un & l'autre objet. Il est vrai qu'il y aura une perte évidente de 15 pour cent pour la nation, mais il n'est pas possible de faire autrement ; car le souscripteur n'aura pas un gain réel, attendu le très-bas prix des fonds, puisque la prime & le bénéfice qu'il fera sur les billets de loterie ne lui produiront d'autres avantages que la sûreté de placer sa souscription sans y perdre «.

» Les intérêts de ces nouveaux fonds monteront à 64,000 l. par an, & comme je ne prétens par morceler le fonds d'amortissement, il faut qu'ils soient levés par de nouvelles taxes «.

» Dans tous les pays où la nécessité ne fait pas loi, il faut, autant qu'il est possible, que le luxe porte les taxes, sur-tout lorsque le crédit & la force d'une nation dépendent principalement de son commerce. Dans les moyens que je vais proposer au Comité je ne perds point de vue ce grand objet. Il y a des circonstances où ce genre d'impôt ne seroit pas convenable. Lorsqu'il faut se procurer de grandes sommes, le fardeau doit être réparti généralement sur toute la masse du peuple qui seul est capable de le supporter. Dans une opération comme celle dont il s'agit ici, c'est le luxe qu'il faut taxer, d'abord parce que le premier poids doit tomber sur l'opulence, & ensuite parce qu'il faut éviter autant qu'il est possible toute taxe, qui dans ses conséquences peut tendre à affecter nos manufactures au point de rencherir leur prix pour l'acheteur étranger «.

» La taxe sur les voitures à quatre roues porte sur une chose qui, quoique commode & utile, peut être d'un autre côté regardée comme un objet de luxe, parce qu'il n'y a que les gens réellement riches qui aient équipage. La taxe sur les voitures à deux roues est dans le même cas, quoiqu'au second degré. En examinant le produit de cette dernière taxe, on

voit qu'elle décroît tandis que l'autre augmente tous les ans. Le nombre des voitures à quatre roues qui payoient la taxe l'année dernière étoit de 18,600 l. Mais comme il peut arriver que les particuliers qui en ont plusieurs en suppriment une à cause de la taxe, ou que d'autres causes fassent diminuer le nombre des voitures à quatre roues ; admettons cette supposition & fixons le nombre de ces voitures à 17,000. A 1 l. chacune de droit nouveau, elles produiront une somme de 17,000 l. «

» Les voitures publiques me paroissent un autre objet susceptible de taxe. Les particuliers qui en payent pour leurs voitures trouvent un peu étrange que celles de louage en soient exemptes sur-tout lorsqu'ils se voyent tous les jours dépassés sur les routes par des voitures chargées d'une quinzaine de passagers en dedans ou en dehors sans qu'elles contribuent en rien aux dépenses publiques. Je porte le nombre de ces voitures à quatre cents, quoique je le croie beaucoup plus considérable. Or, à 5 l. chacune elles produiront environ 2,000 l. par an «.

On a déjà mis des taxes sur les actes & sur le papier pour les affaires ; mais la facilité avec laquelle se fait la perception de ce droit & les avantages que les parties retirent de leurs transactions, permettent, je crois, qu'on charge les actes d'un contrôle additionnel. Ce contrôle, établi en 1736, a produit l'année dernière 32,000 l. Je suppose qu'il ne rende année moyenne que 30,000 l. & je demande qu'on mette une taxe additionnelle d'un shelling sur les 30,000 actes, ce qui produira de plus 30,000 l. sterling «.

» Les cartes & les dez sont des objets réels de luxe ; & en conséquence ils doivent être taxés. On a timbré l'année dernière cent soixante-quatre mille jeux de cartes qui ont rendu entre trois & quatre mille livres ; un nouveau droit de six deniers produira une pareille somme. le droit d'un demi-écu sur les dez, environ quatre cent, & la totalité de ces deux nouveaux impôts montera à plus de 4,000 l. «

8 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

— Je regarde les gazettes en général , comme un objet
•4. Avril. très-susceptible de taxation. Plusieurs personnes pensent qu'elles font plus de mal que de bien , tandis que d'autres y voient un grand avantage pour le public. Je ne prétends point décider cette question , mais je ne puis m'empêcher d'observer que toutes ces gazettes répandent des bruits qui ne méritent aucune créance. Suivant elles des Ministres cruels , ambitieux & tyranniques mettent dans le plus grand danger les libertés de l'Angleterre ; & cependant c'est sous ce gouvernement despotique qu'on laisse impunément les Gazetiers calomnier tous les jours les opérations & les personnes de ces mêmes Ministres , qu'ils représentent comme les ennemis de la liberté. Je suis en état de vous apprendre que ces calomnies & ces faussetés circulent & sont répétées au moins dans douze millions deux cents trente mille gazettes pendant le cours d'une année. Il est difficile de déterminer d'où peut provenir une si grande avidité pour la lecture des gazettes. On ne peut certainement pas l'attribuer au desir de se rendre plus savant ou meilleur. L'ennui de soi-même, le besoin de se débarrasser du poids d'un quart-d'heure, une curiosité vague & puérile , telles sont , je crois, les véritables causes de cet inconcevable attrait. Mais quoiqu'il en soit , les gazettes sont toujours une sorte de luxe , & d'après le goût du public pour leur lecture , il n'est pas douteux qu'elles ne soient très-susceptibles d'une taxe. On voit par les derniers états que le produit de la taxe d'un denier de timbre s'est monté à 50,000 l. Je propose de taxer cet article d'un demi denier additionel , lequel , si la vente se soutient au même taux , produira 25,000 l. Mais comme il est possible qu'il y ait quelque diminution dans la vente qui en occasionnera dans la recette de l'impôt, je ne porterai le produit de l'augmentation qu'à 18,000 l. par an. Ces différentes sommes réunies font environ celle de 70,000 l. par an. Cette somme sera appliquée au paiement de l'intérêt de 2,150,000 l. lequel est de 64,000 l. Il restera donc sept à huit mille livres

par an pour le fond d'amortissement, j'entends toujours —
pourvu que le produit de ces différentes taxes soit tel 24. Avril.
que je viens de le faire voir «.

» Il est à propos de parler ici du crédit public ; il y a des politiques chagrins & mal informés qui se le représentent dans l'état le plus dangereux. Sans doute la dette est beaucoup plus considérable qu'on ne voudroit ; mais je ne conviens nullement qu'il doive en résulter les funestes effets qu'on se figure. La partie de cette dette, qui appartient aux étrangers, est une charge très-onéreuse pour nous, & il est constant que l'accroissement des dettes entraîne celui des impôts qui écrasent celui de l'industrie : ce sont de grands maux ; mais ils ne sont pas encore ce qu'on les croit ; & tant que le Parlement soutiendra la confiance des créanciers, le crédit national fleurira «.

» On ne peut pas nier que la nation ne soit dans la situation la plus riante ; elle supporte des fardeaux considérables avec beaucoup plus d'aisance qu'elle ne supportoit les plus légers, il y a une centaine d'années. Ne regardons point les taxes comme oppressives ; mais arrêtons plutôt nos regards sur les richesses qui nous restent après les taxes payées, & nous aurons de quoi nous convaincre de l'état florissant de la nation. Parcourez tout le Royaume ; où trouverez-vous les marques de la pauvreté ? Dans quelle partie l'Etat panche-t-il vers sa ruine ? Dans la décadence d'une nation chacun cherche à se retirer. Mais voyez-vous des riches prendre ce parti ? Les voyez-vous se retrancher les moindres plaisirs ou superfluités pour embrasser une vie plus frugale ? Comparez le paysan de l'Angleterre avec celui de toutes les autres nations du monde ; où en trouverez-vous de plus heureux ? Où les pauvres sont-ils mieux nourris, mieux vêtus ? Ne leur comparez pas au moins ceux d'Irlande. En général, Messieurs, soyez certains, d'après la richesse & la propriété de la nation, que si des taxes encore plus fortes sont nécessaires, l'état y suffira «.

10 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

24. Avril. » On veut encore donner une fausse idée du résidu du fond d'accroissement. On a prétendu qu'à peine il excédoit 2 à 300,000 l. par année ; mais, Messieurs, c'est une assertion fausse & ridicule , qui ne peut être que l'effet de l'ignorance. Si la paix eût duré & qu'on n'eût levé que seize mille matelots , ce qui est l'établissement de paix , je suis certain que le Gouvernement auroit été en état de continuer à rembourser un million par année du capital de 3 pour cent «.

» La petite quantité des espèces en circulation & la surcharge du papier monnoye inquiètent encore beaucoup certaines gens. Ils affirment que les especes ne montent qu'à douze millions ; mais la refonte a prouvé clairement leur erreur. Les seules espèces d'or montent à plus de douze millions que ces calculateurs nous donnent pour être la totalité. Mais toutes leurs conjectures sont mal fondées. On a frappé depuis 1772 pour 13,194,215 l. d'espèces qui certainement sont restées dans le Royaume. En outre il y a présentement 70,000 l. à la Monnoye. La nouvelle proclamation pourra faire rentrer quatre millions de la totalité ; mais comptons sur trois. Nous avons encore le vieux Or qui avoit le poids. Mettez le tout ensemble & jugez avec quel peu de fondement ces visionnaires ont pu dire que les especes d'or & d'argent ne font qu'une somme de douze millions «.

» Il se trouve aussi peu de justesse dans leur opinion sur le papier monnoye. En 1772 nous avions trop de divers papiers ; mais il n'y a pas le sens commun à mettre le papier de la banque dans cette classe. Le secret de la banque est connu de beaucoup de négocians de la cité. Tour-à-tour il leur est confié , & après avoir géré ses affaires , ils retournent chez eux , aux leurs propres , avec une aussi haute idée de la stabilité du crédit de la banque qu'avant qu'ils eussent été initiés dans ses affaires. Il n'y a point de mystère. Le public paye annuellement à l'administration de la banque 50,000 l. & les actionnaires n'en partagent que 240,000 l. en dividende «.

» Une autre objection qu'on nous fait sur la circulation est toute aussi frivole. On prétend qu'en améliorant les espèces nous avons invité l'étranger à les enlever. Mais on ne prend nos espèces que par poids & non par compte «.

» Si toutes ces plaintes étoient justes, la Grande-Bretagne se trouveroit réduite à un tel état d'affoiblissement, qu'elle ne pourroit pas plus se défendre contre ses ennemis naturels que contre les Américains. Je suis porté pour une réconciliation avec les Américains, si cette réconciliation pouvoit mettre fin à la guerre. Mais je ne puis de sang froid entendre dire que les habitans de la Grande-Bretagne sont dégénérés en comparaison de ce que sont les Américains «.

» La puissance & la prospérité de la Grande-Bretagne ne sont point déchues de leur ancienne splendeur; ses habitans ont toujours le même courage & les mêmes prétentions, malgré toutes les peines qu'on a prises pour établir l'opinion contraire. Quoique les Anglois aient été décriés aux yeux de toute l'Europe comme des peuples sans vigueur, sans courage & sans ame : quoique l'on assure que la Grande-Bretagne est épuisée, consumée par les taxes & à la veille d'une banqueroute générale : quoiqu'on ait qualifié du beau nom de défaites, les événemens d'une campagne où nous n'avons pas eu tout le succès que nous nous en promettons : quoique sous les mêmes pinceaux l'Amérique soit représentée comme le siège de la vertu, de la liberté, du courage & du héroïsme ; je crois cependant que ce Royaume si dégradé, si avili, si injurié, a assez de courage pour faire valoir ses droits, pour punir les insultes qu'on lui a faites & pour convaincre ses ennemis étrangers & domestiques qu'il ne lui manque ni la volonté ni les moyens de venger son honneur offensé. C'est ce qu'il n'a jamais manqué de faire envers ceux qui ont abusé de sa patience & de sa modération : & quelques ménagemens qu'il ait pu d'abord avoir pour eux, l'expérience les a toujours

12 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

instruits, à leurs dépens, qu'on ne l'irritoit pas impunément «.

24 Avril.

» On peut se rappeler les fausses prophéties du docteur Browne à la fin de la guerre dernière. Selon lui les Anglois n'étoient que des hommes efféminés, & ils ne devoient s'attendre qu'à des malheurs & à des disgraces. Les rêveries du Docteur se renouvellent actuellement, & je ne crains pas d'annoncer que les prédictions des frondeurs auront le même sort que celles de cet écrivain. Peut-être aussi comptent-ils sur la même ressource. En effet, comme on reprochoit au Docteur Browne la fausseté de ses prophéties démenties par les succès les plus brillans : » mais répondit-il, » sans se démonter, ces succès là n'ont eu lieu que de- » puis que mon livre est écrit «.

» On n'a pas fait moins d'efforts pour décrier la banque & diminuer son crédit, mais tout cela n'a rien produit. On s'est donné beaucoup de peine pour prouver la dépendance où elle est du gouvernement, leur connection réciproque & le pouvoir qu'elle procure au Ministère. Si par le Ministère on entend le premier lord de la Trésorerie, j'assure le Comité que je n'ai aucun pouvoir. Si j'en avois, j'en ferois le meilleur usage possible, & il ne serviroit qu'au bien public. On a dit aussi que la banque s'étoit ligüée avec le gouvernement contre le peuple. Rien n'est plus faux ; car, en faisant cause commune avec le gouvernement, la banque a rendu un service essentiel aux peuples. Ce qui le prouve bien, c'est que si le peuple retiroit au gouvernement sa confiance, ne fût ce qu'un jour, dès le lendemain toutes les personnes qui composent l'administration actuelle, n'auroient pas plus d'influence sur la banque que tout autre classe de particuliers quelconque. En général je n'hésite point à déclarer que je ne connois point un seul exemple où la banque ait aidé le gouvernement, ou pour parler plus vrai, la nation, autrement qu'en faisant circuler les billets de l'Echiquier & de la Marine : ce qui les a mis dans le commerce & a fait baisser l'intérêt d'un demi pour cent «.

» Au moindre événement , le parti de l'opposition nous menace toujours d'une banqueroute très-prochaine. 24 Avril.
 Pour en donner un exemple dans le genre le plus absurde , je vous rappellerai que quelqu'un qui étoit alors membre du Parlement & qui ne l'est plus aujourd'hui (M. Crosby) ayant déplu à la Chambre fut renfermé à la Tour. Ce fut alors un cri général élevé par son parti , que tout le monde alloit porter son papier à la banque , qui n'auroit pas assez d'espèces à rendre , & que la nation alloit être ruinée puisque le Lord-Maire de Londres étoit à la Tour. On imagina toutes sortes d'artifices pour faire manquer la banque , mais quel mal cela lui fit-il ? Les Directeurs attentifs à soutenir leur crédit ne seront jamais renversés par une catastrophe subite. Les convulsions qu'essuya le commerce en 1772 , loin de leur porter aucune atteinte , leur donnerent occasion de se distinguer & de se faire honneur. Aujourd'hui on dit & on croit que la banque a prêté de l'argent au Gouvernement pour faire la guerre , & que sans cela il n'auroit pu la faire. C'est une assertion bien ridicule. La banque a toujours été prête à assister le gouvernement , & cela doit être , puisqu'elle en retire de si grands avantages. Mais les Directeurs de la banque sont trop sages pour avancer de l'argent sans une sûreté suffisante , & même au moment présent ils ne prêteroient pas un shelling sur les taxes projetées , si elles n'étoient pas revêtues de la sanction de la Chambre. Ils n'auroient pas plus d'égards pour les demandes de l'administration que la Bourgeoisie de Londres n'en a montré pour les jeremiades de son Lord-Maire , lors de la dernière élection. C'est sans fondement qu'on voudroit prétendre qu'un Ministre a de l'influence sur la banque. Comme compagnie marchande elle doit avoir des liaisons avec le gouvernement ; mais ce n'est pas une raison pour que le Ministre ait aucune influence sur elle ».

Disons un mot sur le papier monnoye qu'on a prétendu devoir ruiner la nation. Dans tous les pays puis-

14 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

24 Avril.

sans & commerçans , il se trouvera toujours des gens qui voudront vivre sur le genre - humain & qui , au moyen d'un crédit artificiel , chercheront à se procurer tous les plaisirs de la vie ; mais leur carrière sera courte. Le propre d'une bulle d'eau , est de s'évaporer promptement. Comme leur système est une vraie bulle d'eau , il doit se dissoudre de lui même. Ce n'est point du tout là le cas de la banque , & Pope a bien dit :

« Ici s'élève une bulle d'eau , & là un monde. »

Si la banque n'a pas la stabilité de l'univers , il est du moins probable qu'elle ne manquera pas. La prudente administration des Directeurs , leurs fréquentes mutations , la modicité des dividendes , tout tend à affermir son crédit qui a sur-tout redoublé quand on a vu payer avec autant d'exactitude que d'aisance ceux qui effrayés par de fausses allarmes étoient accourus à la banque pour reprendre leurs fonds qu'ils croyoient dissipés. Enfin , soyez bien convaincus , Messieurs , que c'est pour l'intérêt mutuel de la nation & de la banque , qu'il doit subsister entre le gouvernement & la banque une liaison telle qu'elle est aujourd'hui ».

» Ce que le Docteur Price a dit de la quantité du numéraire qui circule actuellement en Angleterre , son assertion que le paiement des taxes feroit verser dans l'Echiquier la totalité de ces espèces , après quoi il ne resteroit plus que du papier en circulation , tout cela est dénué de fondement. Il se trouve présentement dans le Royaume quinze cents mille livres sterling en espèces d'or au-delà du montant total auquel divers écrivains on fixé la totalité du numéraire courant en argent & en or ».

» Indépendamment de cela , toutes les guinées de poids d'entre cinq deniers six grains & cinq deniers huit grains sont encore en pleine circulation. Il est bien vrai que si toutes les taxes se payoient en un seul jour , l'Echiquier absorberoit la plus grande partie du nu-

méraire, mais la recette des taxes ne se fait que par petites portions à la fois & en divers tems, ainsi cette 24 Avril.
assertion perd toute sa consistance «.

» Au surplus, Messieurs, l'emprunt a beaucoup mieux tourné qu'il n'auroit fait il y a trois ou quatre jours. Les annuités consolidées à trois pour cent sont tombées de demi ou trois quarts pour cent à l'occasion des prétendues lettres apportées par un vaisseau récemment arrivé de la Jamaïque, dans lesquels il est question de préparatifs de guerre par les François & les Espagnols dans ces contrées, & de la proclamation de la loi martiale dans cette île. Quelque favorable que soit une telle nouvelle pour les opérations actuelles de finances, (en ce que le gouvernement trouve à meilleur compte les effets qu'il s'est engagé à donner aux prêteurs) je ne puis me résoudre à autoriser, en quelque sorte par mon silence, un bruit aussi dénué de fondement. En effet, s'il avoit le moindre motif, je suis très-assuré que le Gouverneur n'auroit pas laissé partir pour l'Europe le bâtiment chargé d'un tel avis sans informer le Gouvernement de la Grande-Bretagne d'un événement aussi important. «.

» Au sujet de la guerre contre les Américains, je serois fâché qu'on me supposât, moi ou mes collègues, dans l'opinion qu'il ne faut pas traiter les Américains avec douceur & modération, & même avec autant d'affection qu'il seroit possible. Les bruits qu'on a fait courir concernant la décadence du courage national & la répugnance générale du militaire pour la guerre en Amérique, sont de toute fausseté. Ce sont des propos qu'on doit attribuer au fiel des membres de l'opposition, qui se plaisent à déprécier ainsi leurs compatriotes. Pour moi je ne vois rien qui annonce un pareil éloignement général pour le service en Amérique. Il est vrai que plusieurs personnes d'après leurs principes particuliers, ont refusé de prendre les armes contre les Américains; & si quantité d'autres n'eussent montré l'empressement le plus vif à les

16 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

24 Avril. remplacer, j'aurais peut-être pu penser que le courage nous manquoit ; mais cet empressement pour servir ne me laisse aucun sujet de changer d'opinion sur la bravoure naturelle de mes compatriotes & sur leurs dispositions à servir la patrie par-tout où leur secours peut être nécessaire ».

» Je finirai par observer encore que c'est une grande absurdité de dire que l'opération pour donner à nos espèces le poids requis & les tirer du discredit où elles étoient avant 1773, les rend plus sujettes à sortir du Royaume. Nos espèces passent chez l'étranger non comme espèces courantes d'Angleterre, mais comme matières d'or & d'argent qu'on ne reçoit que sur le pied de leur poids. Il n'y a donc aucun avantage à les acheter leur prix courant pour les exporter comme simple matière. L'opération par laquelle on a arrêté la circulation des guinées légères est on ne peut pas plus sage & plus conforme à la saine politique ; elle a rétabli l'honneur du coin du Roi, & elle tend au maintien des bonnes mœurs parmi les sujets, puisqu'elle empêche qu'ils ne se trompent les uns les autres ».

TOUTES LES PROPOSITIONS du lord North ont été agréées, & l'opposition n'a fait que de foibles efforts pour les combattre. Le COLONEL JOHNSTONE a même paru approuver quelques-unes des nouvelles taxes. Sur celles des gazettes il a seulement observé que le gouvernement devoit bien mettre un impôt particulier sur tous les pamphlets qu'il fait écrire à l'appui de ses prétentions & dont il envoie des cargaisons entières en Amérique. Il a remarqué aussi que les voitures publiques, loin d'être des objets de luxe, étoient de la plus grande nécessité pour le commerce. — M. CHARLES FOX est venu

venu que les papiers publics étoient la peste de la société; mais il a accusé le Gouvernement de faire écrire des Pamphlets injurieux à la Chambre; & il en a cité un intitulé : *Histoire du treizieme Parlement de la Grande Bretagne*. M. Johnstone a soutenu au Ministre que les allarmes du côté de la Jamaïque n'étoient point fausses; & il a parlé des armemens des Espagnols & des forces qui sont à l'île de France. Mais Milord North a dédaigné de le convaincre autrement que par l'assurance qu'il n'y avoit rien à appréhender.

24 Avril.

LE COLONEL BARRÉ a sommé les Ministres de déclarer si le lord Howe partiroit enfin ou ne partiroit pas, & si on pouvoit compter que le Ministère fût parfaitement d'accord dans la résolution d'exiger de l'Amérique une soumission indéfinie, puisque Milord North se disoit rempli de sentimens de modération & d'affection pour l'Amérique; tandis que d'autres membres du Ministère insistoient pour une guerre à outrance.

LA SOMME levée par la souscription, doit se monter à deux millions, pour chaque cent livres, desquelles les souscripteurs ont droit à 77. $1\frac{1}{2}$ des annuités à 3 p. $\frac{5}{8}$. & à trois billets de loterie.

Les 77. $1\frac{1}{2}$ en annuités à 3 p. $\frac{5}{8}$.
 étant évalués sur le pied de 85 " " "
 pour cent, font. 65 17 6

Les trois billets pour achever
 les 100 liv. que les souscripteurs

N°. VII.

B

18 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

ont payés en argent, font..... 34 2 6
 24. Avril. Total appelé *Omnium*... 100 0 0

Il est donc clair que chaque billet est compté aux souscripteurs sur le pied seulement de 11 l. 7 s. 6 den. & non 12 liv. ni 11 liv. 10 sols, comme on l'a dit par erreur dans quelques écrits publics.

Les billets gagnans montant à 600,000 liv. ne seront pas payés en argent, comme dans les précédentes loteries; mais après le tirage, chaque billet gagnant sera converti en annuités de 3 p. $\frac{0}{100}$. de sorte qu'un lot de 20,000 liv. sur le pied de 85 p. $\frac{0}{100}$. ne vaudra pas dans cette loterie plus de 17,000 liv. en argent, & tous les autres lots ne rendront pour chaque 20 liv. que 17 liv.

PLAN DE LA LOTERIE D'ÉTAT.

Nombre des lots.	Valeur de chaque lot.	Total.
1	de 25,000 liv. sterl.	25,000 l. st
2	de 15,000	30,000
2	de 10,000	20,000
4	de 5,000	20,000
10	de 2,000	20,000
20	de 1,000	20,000
40	de 500	20,000
200	de 100	20,000
580	de 50	29,000
19,150	de 15	383,000

Pour le Billet tiré le premier, dans chacun }
des trois premiers jours, 1000 liv. chacun. } 3,000 24. Avril.

Pour le Billet tiré le dernier de tous. 10,000

L'annuité des Billets de loterie, ne courra que du 5 Janvier 1777.

Celle des 1,400,000 l. à compter du 5 Avril 1776 ; & le premier quartier sera payable au 4 Juillet, mais non transférable & remboursable.

Les arrhes avant le 30 Avril..... 15 p. $\frac{6}{10}$

Sur la Souscription des 1,400,000 l.

Avant le 30 Mai..... 15

le 28 Juin..... 20

le 31 Juillet..... 15

le 10 Septembre..... 15

le 24 Octobre 20

Sur la Loterie de 600,000 l.

Avant le 14 Juin..... 25

le 10 Août..... 30

le 3 Octobre..... 30

Décompte de 3 p. $\frac{6}{10}$, à ceux qui payeront le total de la contribution pour les 1,400,000 l. avant le 5 Juillet ; — pour la Loterie, avant le 8 Août ; — respectivement jusqu'au dernier terme prescrit, pour le payement de chacun.

L'intérêt de l'emprunt est de 64 m. l. & le revenu des nouveaux droits doit être de 73 m.

Voitures..... 19,000 l.

Contrôle..... 30,000

Gazettes..... 18,000

Cartes & Dez..... 600

Total..... 73,000 l.

B ij

20 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Les Courtiers ont fait à la Bourse des marchés pour des billets de loterie à 11 liv. pour le premier Juillet, & à 12 liv. pour le tirage.

La plus forte prime sur l'*omnium*, c'est-à-dire sur la loterie & la souscription ensemble, a été de $1\frac{1}{2}$ p. cent, & avant la conclusion du marché, il y avoit force vendeurs à $\frac{3}{4}$ p. cent de prime, c'est-à-dire à 100 l. 15 s. 0 d.

Pour réunir sous le même point de vue toute l'affaire des finances angloises, nous placerons ici un calcul très exact des diverses taxes que payent en Angleterre le pain & la bière, ces deux premiers besoins de la vie, ces deux élémens de toute richesse & de toute puissance. Il est bon qu'il se trouve dans le même cadre, avec le riant tableau que Milord North vient de faire des riches facultés de sa nation.

Pour le Pain, on paye en Angleterre : Une taxe des terres pour le sol où croît le froment ; une taxe des terres pour le moulin ; une taxe des terres pour le bois ; une taxe des terres sur la boulangerie où il est cuit ; une taxe des terres sur l'eau qui entre dans le pain ; une taxe sur le levain avec lequel on le travaille ; une très-lourde taxe sur le sel qu'on y met ; ajoutez à cela une rétribution raisonnable pour dédommager le Boulanger de l'entretien de son ménage, qui monte au triple de ce qu'il étoit avant la Révolution en 1688.

Pour la Bière on paye : Une taxe des terres pour le sol où croît l'orge 1 taxe.

Dito. Sur la maison où on fait la Bière . . . 1

Dito. Sur la maison où on la brasse 1

Dito. Sur la maison où on la vend 1

ET DE L'AMÉRIQUE. 21

<i>Dito.</i> Sur les chaises où on i pourla boire.....	1	24 Avril.
<i>Dito.</i> Sur le sol où croit le houblon....	1	
<i>Dito.</i> Sur l'eau nécessaire pour la braffer..	1	
Trois différentes taxes sur la dreche, à trois différentes fois, pour trois différens usages....	3	
Trois différentes taxes sur le houblon, à trois différentes fois, pour trois différens usages....	3	
Trois différentes taxes, assises sur la biere comme ci-dessus.....	3	
Trois différentes taxes sur le charbon neces- saire pour la braffer.....	3	
Une taxe sur la cuve dans laquelle on la cuit.	1	
Deux taxes sur les douves pour les barils où on la met.....	2	
Une taxe sur les cerceaux qui servent à lier les barils.....	1	
Une taxe sur le levain pour la biere....	1	
Une taxe sur les chandelles dont se servent les Brasseurs en travaillant.....	1	
Quatre taxes pour la permission de vendre accordée aux détaillans.....	4	
Un Soldat logé chez un Détaillant, peut passer à juste titre pour une taxe.....	1	
Deux taxes sur le pot.....	2	
Cinq taxes sur le jour qui éclaire & sur l'air que respirent par leurs fenêtrés ou lucarnes, les Brasseurs & les Détaillans.....	5	
Total.....	37 taxes	

Observations sur l'impôt relatif aux voitures.

On vient de supprimer la loi de George II

22 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

24. Avril. qui réduisoit à quatre le nombre de voitures à quatre roues, pour lequel l'impôt seroit payé par un particulier ayant plusieurs voitures. Cette loi en effet étoit injuste ; car le Loueur de voitures en étoit excepté, & on lui faisoit payer l'impôt pour toutes les voitures qu'il pouvoit avoir, quelque quantité qu'il en eût ; tandis que le riche particulier ne payoit que pour quatre, même quand il en auroit eu vingt. L'augmentation de ce droit étant du double, va faire doubler aussi les frais de voyage en Angleterre ; & il s'en faut bien que les voyages soient toujours un article de luxe. On assure que les grands & les gens riches, ne font pas scrupule d'éluider la loi, & qu'ils ne payoient rien pour leurs voitures, même quand ils auroient pû y satisfaire en ne payant que pour quatre. Est-il à croire que désormais ils seront plus exacts, parce que leurs obligations sont plus onéreuses ? Il en est de même de l'impôt sur la vaisselle d'argent, pour lequel chacun doit renouveler sa déclaration tous les ans : c'est ce que les gens riches ne songent pas même à faire. La taxe ne se lève guères que sur ceux qui n'en ont pas considérablement, & qui sont plus à la portée des Officiers de l'assise : aussi le revenu de cette branche d'impôt, est-il très-modique.

25 Avril. LA REINE accouche vers les sept heures du matin, d'une princesse, dans son palais au Parc de Saint James. L'Archevêque de Cantorbery, plusieurs Lords, membres du Conseil privé de

Sa Majesté, & les Dames de la Chambre de la Reine, s'y sont trouvés. Les canons de la Tour ont aussitôt annoncé cet heureux événement au public. La Reine & la jeune Princesse se portent aussi bien qu'on peut le désirer.

25. Avril.

On reçoit la nouvelle que les bâtimens de transport où sont embarquées les troupes Hessoises, sont arrivés devant l'Isle de Whigt.

La frégate de guerre le *Tartar*, Capitaine Omaney, part de Spithead, ayant à bord un exprès pour l'Amérique.

Il arrive encore dans la Tamise plusieurs bâtimens chargés de froment venant de l'étranger.

Dans la session de 1774—5, on n'a point demandé au Parlement d'ouvrir le port de Londres, pour l'importation du bled & des grains, en payant le petit droit, attendu que les prix au marché de *Marcklane*, sont toujours restés beaucoup au-dessous de ce qu'ils auroient dû être pour justifier la demande : en conséquence, le gros droit se perçoit à la Douane.

Chambre des Pairs.

On entend le rapport des Juges sur le Bill du duc de Saint Alban ; & son Agent est examiné à la Barre, sur les mesures qu'il a prises conformément aux ordres de la Chambre. Il expose que cet ordre a été signifié aux différentes branches de la famille de Beauclerc ; que M. Topham Beauclerc l'a assuré qu'il ne s'opposeroit pas à la demande, & qu'il a reçu

24 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

les mêmes assurances de l'Evêque d'Hereford.
25. Avril.

La Chambre demande s'il y a quelque Avocat ou Agent pour la famille Beaupclerc ; & comme il n'en paroît aucun , le Lord Cambden propose qu'il soit permis de dresser un bill conformément à ladite requête ; & qu'après qu'il aura été lû pour la première fois , il sera renvoyé aux Juges qui ont fait leur rapport. Cette proposition est reçue.

Chambre des Communes.

La chambre approuve les résolutions du 24 , pour lever les subsides ; savoir :

Qu'il sera levé 2,000,000 l. st. de la manière suivante : 1,400,000 l. par annuités à 3 p. cent, & 600,000 l. par une loterie dont les billets seront de 10 l. chacun.

Qu'une somme de 980,441 liv. produit du fonds d'Amortissement , sera appliquée au subside ; ainsi que 1,837,428 liv. restant dans l'échiquier , à la disposition du Parlement ; & 11,444 liv. produit des droits sur le riz.

Qu'il sera mis une taxe additionnelle d'une livre sterling , sur tous les carosses , excepté les carosses de place.

Une taxe additionnelle de 5 liv. sur toutes les voitures publiques.

Une taxe additionnelle d'un shelling sur toutes les feuilles de parchemin , velin , actes , contrats , &c.

Une taxe additionnelle d'un demi denier , sur toutes les gazettes.

Une taxe additionnelle de 2 s. 6 d. sur chaque paire de dez, & enfin :

25. Avril.

Une taxe additionnelle de 6 den. par jeu, sur chaque paquet de cartes.

Le Chevalier LOWTHER, fait la motion suivante : » La Chambre pense que l'introduction de troupes étrangères dans telle partie » que ce soit des Domaines de la Grande Bretagne sans le consentement préalable, ou » l'approbation du Parlement de la Grande-Bretagne est contraire aux principes de la » Constitution, & n'est point autorisée par la » loi. « Cette proposition est rejetée à la pluralité de 149 voix, contre 88.

Il est entré dans un détail historique, par lequel il a fait voir, » que depuis les premiers » tems de la Monarchie, l'introduction d'Etrangers dans le Royaume, sans le consentement » de la Nation dans son grand Conseil ou Parlement, avoit été toujours regardée comme » illégale & contraire à la Constitution. « Et il a conclu que, si, *sur le fondement de la Prérogative, on permettoit ou on soutenoit l'introduction des Troupes étrangères, la liberté angloise ne seroit plus qu'une ombre.*

Le Gouverneur JOHNSTONE a secondé la proposition, à laquelle M. COSME GORDON s'est opposé, vu les circonstances où l'on se trouve, quoiqu'il fût bien éloigné d'approuver l'introduction d'Etrangers. Il a donné en même tems de grands éloges au Chevalier Lowther, & a dit, » qu'il seroit à souhaiter que la Cham-

5. Avril. » bre possédât plusieurs membres aussi versés
 » dans l'histoire du pays, dans la connoissance
 » de ses loix & de la constitution, que l'étoit
 » le Chevalier, qui, par sa conduite & ses
 » connoissances, faisoit voir qu'au milieu de
 » ses grandes richesses, il ne passoit pas son
 » tems de la maniere si ordinaire parmi les
 » gens de naissance ou de fortune. «

M. Th. TOUNSHEND a soutenu la motion avec beaucoup de vivacité, & il a fait observer qu'en appelant dans la conjoncture présente des Etrangers dans les Etats Britanniques, on n'alléguoit pas la *nécessité* ou l'*exigence des affaires*, mais qu'on l'appuyoit sur la *Prérogative illimitée*, inhérente à la Couronne. Il a fait aussi quelques réflexions sur la façon de compléter les Troupes Britaniques par des recrues faites dans les villes Anséatiques, qui sont l'asile de tous les brigands de l'Allemagne. Le Lord MULGRAVE a répondu que le Roi pouvoit, à ce qu'il pensoit, sans contrevenir à la grande Charte ou au Bill des Droits, introduire des troupes étrangères dans toutes les parties de ses Etats, excepté la Grande-Bretagne.

M. Henry DUNDAS, Avocat Général d'Ecosse, a dit : Que la proposition n'étoit pas
 » de nature à être rejetée purement & simple-
 » ment, quoique la Couronne eût eu de tout
 » tems le *Pouvoir indéfini*, que le Chevalier
 » Lowther lui contestoit : que pour le présent,
 » il ne vouloit point déterminer le sens de la

» loi, mais qu'il pensoit qu'un Ministre seroit
 » inexcusable & digne de blâme, si, dans des
 » circonstances où les possessions les plus pré-
 » cieuses de la Patrie, sont en danger, il ne
 » hafardoit de passer même au-delà des bornes
 » de la loi; & qu'en tel cas, il étoit sûr que le
 » Parlement lui accorderoit toujours l'indemnité
 » sans hésiter.

24. Avril

Il a ajouté que, » si faute de défense suffi-
 » sante, pour n'avoir pas osé introduire des
 » troupes étrangères à Gibraltar & à Port-
 » Mahon, ces deux Places fussent tombées
 » entre les mains des François ou des Espa-
 » gnols, il auroit été un des premiers à donner
 » sa voix pour punir du dernier supplice le
 » Ministre qui auroit négligé d'avoir recours à
 » un secours étranger. « Dans ce sentiment il
 croyoit devoir renvoyer à quelque tems plus
 propre, la délibération sur ce que M. Lowther
 avoit proposé.

Première lecture du Bill de M. BURKE, pour
 réprimer la cruelle & injuste pratique des habi-
 tans des côtes d'Angleterre, de piller les vais-
 seaux en détresse, sous prétexte que ce sont
 des varechs.

Chambre des Pairs.

LE LORD CLIFFORD propose de présenter au
 Roi une Adresse, pour féliciter sa Majesté sur
 l'heureux accouchement de la Reine, & sur la
 naissance d'une Princesse. Cette Adresse ayant
 été lue par le Lord Chancelier, il est ordonné

26 Avril.

26 Avril. qu'elle sera présentée par les Lords qui ont des fonctions auprès de sa Majesté.

Chambre des Communes.

LA CHAMBRE délibérant en comité, sur les moyens du subside, prend les arrêtés suivant.

Qu'il sera levé 500,000 livres par emprunt sur des billets d'Echiquier.

Qu'il sera octroyé 1,250,000 livres, pour rembourser les billets d'Echiquier de l'année dernière.

1,000,000 livres pour rembourser les dettes de la Marine, 37,348 livres, pour remplir les déficit des octrois en 1775, auxquels il n'a pas été pourvu par le Parlement,

Que l'acte de la vingtième année du règne du feu Roi, qui exempté de payer plus de 4 l. par an pour plus de cinq voitures, sera révoqué.

Les Arrêtés ci-dessus doivent être rapportés le 29.

La Chambre admet le rapport de l'Arrêté du 25, sur les grains; portant que les bleds, grains & farine pourront être importés à Preston francs de droits, Elle ordonne qu'il sera fait un bill conformément audit arrêté.

La Chambre prend l'arrêté suivant.

« Qu'il sera présenté une humble adresse au Roi, pour féliciter Sa Majesté sur l'heureuse délivrance de la Reine & la naissance d'une nouvelle Princesse, & pour assurer Sa Majesté que tout ce qui peut ajouter à son bonheur per-

sonnel, cause la plus vive satisfaction à ses fidèles Communes. «

26 Avril.

La Chambre s'assemble en comité relativement à la liberté des élections. Après quelques débats sur cette affaire, le comité prend différens arrêtés & s'ajourne au 3 Mai.

M. GRENVILLE propose un Bill pour punir plus efficacement les candidats qui cherchent par eux mêmes ou par d'autres, à corrompre les suffrages, aux élections de Membres du Parlement.

On lui oppose que la saison est trop avancée pour un Bill de cette importance : on consent au Bill, mais à condition qu'il ne pourra être présenté qu'à la prochaine session.

M. VILKES informe la Chambre que le 30 il fera une motion relativement aux droits de tous les Electeurs de la Grande-Bretagne & à l'élection de Middlesex.

LA GAZETTE de la Cour annonce que la flotte des Bâtimens de transport ayant à bord la première division des troupes Hessoises, sous le commandement du Lieutenant Général Heister, sortie du Weser le 17 Avril, est arrivée le 26 à Spithead; que les troupes sont en très-bon état & se préparent à partir incessamment pour l'Amérique septentrionale.

27 Avril.

Suivant les nouvelles de Boston du premier Mars, il ne s'y étoit passé rien de nouveau. On disoit seulement que le Général Washington avoit reçu des ordres pressans du Congrès pour attaquer Boston.

27 Avril.

*Extrait d'une Lettre de l'Isle d'Antigua,
du 21 Février.*

» Il y a ici deux Bâtimens de transport avec des détachemens des 46^e & 55^e Régimens, & plus de trente Bâtimens munitionnaires. Il ne se passe point de jours qu'il n'arrive différens Vaisseaux qui étoient destinés pour l'Amérique septentrionale. Ce dérangement & les prises faites par les corsaires Américains, ne peuvent manquer de mettre la disette parmi les troupes de terre & de mer qui sont à Boston. Pendant quelque tems elles ont manqué de bœuf. Dès le commencement de ce mois l'Amiral Yonge a reçu du Général Howe des dépêches d'après lesquelles on a enlevé de cette Isle tout le bétail qui s'y trouvoit, ainsi que le pain & le riz destinés à la vente. Tous les vaisseaux munitionnaires qui étoient en état, sont partis sous le convoi de la corvette la Vipere. Les autres les suivront aussitôt qu'ils seront réparés. «

» Dieu fait quand cette querelle finira. Si les Provinces continuent d'être unies, il sera impossible de les subjuger; car les Américains sont plus nombreux, mieux disciplinés & plus intrépides que ne l'imaginoient non-seulement leurs ennemis, mais encore leurs plus chauds partisans; & la querelle sera vive, car il y a parmi eux beaucoup d'enthousiastes, & ils sont tous remplis de résolution. «

» L'offre qui a été faite aux Nègres de la Virginie de leur donner la liberté & des armes, a soulevé les esprits sur tout le continent: le courage s'est changé en fureur, & des gens qui paroissent auparavant disposés à la paix, sont devenus les plus animés pour la guerre. Si la Grande Bretagne desire sincèrement une réconciliation, je crains bien qu'elle ne s'y soit prise trop tard.

Chambre des Pairs.

Le Lord HINCHINBROKE rend compte à la Chambre du message de félicitation que Sa

Majesté avoir reçu; & il l'informe que Sa Majesté la remercie de cette nouvelle preuve de son attachement pour elle & pour sa famille. 27 Avril.

UNE FLOTTE de dix vaisseaux ayant à bord le 42e. Régiment appelé Royal Montagnard, appareille de Greenwich pour l'Amérique, sous l'escorte de la frégate *la Flora* de 36 canons. Tout le convoi est de 33 voiles, dont plusieurs montent 10 & 16 canons. 28 Avril.

Chambre des Pairs.

Un Officier envoyé par les Commissaires de la Douane, s'est présenté aux portes de la Chambre, & ayant été admis, il a remis à la Barre un état des vaisseaux & bâtimens partis du port de Londres pour l'Amérique & des permissions qui leur ont été données, conformément à un acte de la présente session pour empêcher tout commerce & toute communication avec les Colonies de Sa Majesté en Amérique. Il a été ordonné que ces Etats seroient mis sur le Bureau.

Chambre des Communes.

Rapport des arrêtés du 26, sur les moyens du subside. La Chambre reçoit aussi celui du comité sur les grains, lequel a arrêté qu'il sera permis d'exporter du froment, de la farine, du pain, du biscuit, &c. aux Colonies à sucre de Sa Majesté en Amérique pendant un tems limité.

Que le froment, la farine, le seigle, l'orge

28 Avril.

& la dreehe jusqu'à la concurrence de mille quarters, pourront être exploités en tout tems à l'Isle Sainte Hélène, pour le compte de la Compagnie des Indes.

On ordonne de dresser un Bill conformément aux arrêtés-dessus.

Seconde lecture du Bill pour défendre le pillage des bâtimens naufragés.

La Chambre admet le Bill pour obliger les Inspecteurs des différentes provinces de la Grande-Bretagne de faire des états de leurs pauvres sous serment.

Cette affaire terminée, il est ordonné de faire sortir tout le monde de la galerie, & la Chambre se forme en comité de subsides pour l'établissement de la marine.

Sur les six heures, les portes ouvertes de nouveau, le CHEVALIER GEORGE YOUNG produit une liste de cent soixante & trois électeurs de Shaftsbury, auxquels il impute d'avoir été à la fois les objets & les agens de la corruption, & de s'être rendus coupables de tous les délits propres à porter la Chambre à effacer pour toujours leurs noms de la liste des électeurs des membres du Parlement. Il dit que d'après le vu des charges & l'audition des témoins qu'il étoit en état de produire, il ne doutoit point que la sagesse du comité ne le déterminât à donner des preuves éclatantes de l'horreur que lui inspiroient des pratiques aussi coupables.

La Chambre ayant consenti à entendre les témoins, on a fait venir différens électeurs qui
ont

ont été interrogés relativement à ce qu'ils fa-
voient des moyens de corruption réellement
partiqués, ou que l'on a tenté de pratiquer. 28 Avril.

Le Capitaine Millet, arrivé de Madere à 29 Avril.
Falmouth, apporte la nouvelle que les fré-
gates de guerre l'*Adéon* & le *Solebay*, &
plusieurs bâtimens de transport tous destinés
pour l'Amérique, qui étoient partis de Corke
le 8 Mars, ont touché à Madere où ils se sont
arrêtés cinq jours pour faire de l'eau.

Assemblée du Conseil commun de Londres.

M. Saxby observe à la Cour que la réponse
du Roi à l'adresse de la Cité au sujet de la guerre
de l'Amérique, n'étoit en aucune maniere sa-
tisfaisante; il propose » que le Lord Maire,
comme un des Députés de la Cité, soit requis
de faire la motion suivante dans la Chambre
des Communes; *savoir, que les sujets de Sa Ma-
jesté dans les Colonies d'Amérique, donneront
leur argent par la voie de leurs représentans, com-
me le font & l'ont toujours fait les sujets de Sa
Majesté en Irlande, & que les membres du
Conseil commun qui sont aussi députés à la
Chambre, soient requis d'appuyer ladite mo-
tion.*

Cette proposition combattue par M. Jones,
mais soutenue par les Aldermans *Oliver & Lée*
& par M. *Hurfort*, passe à une pluralité consi-
dérable.

Le Greffier de la Ville présente une Lettre
du Docteur *Price*, sur un arrêté pris par la
N^o. VII. C

34 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE.

29. Avril. dernière assemblée, pour remercier cet écrivain de son Traité sur la liberté civile. Sa Lettre est portée sur les registres de la Cité.

On arrête de présenter à Sa Majesté une adresse de félicitation sur la naissance d'une Princesse.

On agite de nouveau la question d'augmenter les appointemens du Lord Maire.

Discours de M. Horton à ce sujet.

» J'avoue que j'ai été jusqu'ici dans la commune erreur que les émolumens dont jouit le Lord Maire en vertu de sa place, sont bien supérieurs aux dépenses qu'il est obligé de faire. Cependant en examinant mieux les choses, j'ai reconnu d'après des faits incontestables, que la dépense certaine & nécessaire passe 8000 liv. st. indépendamment de plusieurs articles dont le total se monte encore à plus de 2000 liv. lesquels, quoiqu'ils ne soient pas absolument d'obligation, sont en quelque sorte inévitables; à moins que le Lord Maire ne se conduise de manière à choquer généralement tous les esprits, & à blesser la dignité de la Ville. J'ai en main la preuve que son revenu fixe ne monte pas à 3600 livres par an. Je sais bien qu'il arrive quelquefois que le profit d'une Mairie augmente de mille ou de deux mille livres par la vente des places, mais aussi il se peut faire qu'un Lord Maire ne gagne que cent livres par ces événemens fortuits, ou même qu'il ne gagne rien du tout. Enfin j'observe qu'il est démontré qu'un particulier, quelque heureux qu'il soit dans la vente des places, ne peut remplir la place de Maire sans dépenser au moins quatre mille livres de plus qu'elle ne rapporte, & je crois que c'est un objet sur lequel la Ville doit délibérer; attendu qu'il suffit bien qu'un particulier consacre tout son tems pendant une année entière au service de ses concitoyens, sans qu'il soit encore obligé de retrancher de son propre revenu une somme de 4000 liv. st. Je pro-

pose donc de nommer un comité pour examiner l'état de la caisse de la Ville, ainsi que les recettes & dépenses de celui qui fait l'office de Maire, & ce Comité donnera son opinion sur cet objet à la Cour. » 29. Avril.

M. JONES s'élève contre cette proposition, qui est appuyée ensuite par M. Hurford & par d'autres. Après quelques débats elle passe presque généralement à l'affirmative, par la raison que la Cour estime qu'il ne convient point à la dignité de la Ville qu'un Officier de l'importance du Lord Maire soit obligé de dépenser une somme aussi considérable dans une place où il est tenu de donner tout son tems au service de ses concitoyens.

La proposition de M. Horton est renvoyée au comité des finances de la Ville.

Etat de caisse de la Mairie en 1775, M. Wilkes étant Lord Maire.

	£	s	d
Dépense.....	8226	13	
Recette.....	4889	0	6 $\frac{1}{4}$
Perte pour le Lord Maire.	3337	12	6 $\frac{1}{2}$

Chambre des Communes.

Les arrêtés du comité pour prendre en considération les requêtes des villes de Poole, de Darmouth, &c. pour avoir la permission d'exporter à Terreneuve des grains, de la farine & d'autres provisions sont agréés; & il est ordonné de faire dresser un Bill en conséquence.

36 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

La Chambre s'est assemblée en Comité de
29. Avril. subside, & elle a pris les arrêtés suivans.

Que l'allouance d'un matelot qui, par un acte de la 24^e. année du règne de George II, a été permise sur les livres de chaque vaisseau en paye de mer, sur chaque centaine d'hommes formant son complet pour le tems seulement que le nombre d'hommes employés dans la marine n'excéderoit par 20,000 hommes, soit étendue jusqu'au tems où le nombre d'hommes employés dans la marine n'excédera pas 30,000. outre le matelot alloué par un acte de la 6^e. année du règne de sadite Majesté, & que le produit des gages de ce matelot, & la valeur des vivres alloués pour son entretien, soient appliqués au soulagement des pauvres veuves des officiers de la marine, conformément aux ordres que donnera Sa Majesté sur cet objet.

Qu'il sera octroyé 3,086 liv. pour défrayer l'établissement civil de la Georgie, pour le service de l'année 1776.

4,950 liv. pour l'établissement civil de la Floride orientale.

4,950 liv. pour l'établissement civil de la Floride occidentale.

4,226 liv. 10 sols 5 den. pour l'entretien de l'établissement civil du gouvernement de la nouvelle Ecosse.

5,550 liv. pour l'entretien de l'établissement civil de Senegambie sur la côte d'Afrique.

1,885 liv. 4 sols pour défrayer les dépenses

d'arpentage en Amérique pendant la même période.

29 Avril.

La Chambre se forme en comité sur le bill pour *incapaciter* certains électeurs de Shaftesburg ; après quoi elle s'ajourne au 1^{er} Mai.

Le Chevalier John Fielding & le comité des Magistrats de la ville & franchises de Westminster, font leurs remerciemens au Duc de Northumberland de plusieurs embellissemens qu'il a fait faire à leur Hôtel de ville, & lui demandent le portrait du LORD PERCY son fils, actuellement en Amérique où il défend avec tant de valeur les droits de sa patrie, & qui s'est rendu cher à toutes les classes de citoyens, autant par son courage & ses talens, que par les belles qualités de son ame.

30 Avril.

On assure que le Lord Howe va en Amérique avec les pouvoirs les plus étendus qui aient jamais été donnés à un Amiral Britannique. Il doit régler ses opérations uniquement sur les circonstances, sans être obligé d'attendre les instructions des Lords de l'Amirauté ; & ce n'est qu'à ces conditions qu'il a accepté le commandement. Mais il se dit aussi que ce Général n'a pas dissimulé la crainte où il étoit qu'on ne pût faire cette année aucune opération décisive contre les rebelles.

Le *Worcester*, vaisseau de ligne de 64 canons, appareille de Spithead avec des ordres cachetés.

Les Capitaines de vaisseau donnent un repas splendide aux Généraux Anglois &

38 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

~~30. Avril.~~ Allemands qui passent en Amérique, & auquel sont invités plusieurs Seigneurs Anglois & Etrangers.

On apprend que le vaisseau de guerre l'*Aréthuse*, parti de Portsmouth pour Sainte Hélène avec ordre d'escorter les vaisseaux de la Compagnie qui reviennent en Angleterre, a mouillé le 12 Mars à Madere, d'où il a dû repartir le 18 du même mois.

Article remarquable de diverses Gazettes.

» Quoique la Gazette de la Cour, du 27 Avril, ait assuré que les troupes Hessoises arrivées à Portsmouth, étoient toutes prêtes à partir pour l'Amérique septentrionale, il est très-faux que ce fût alors leur résolution. Un exprès est arrivé de Portsmouth le 28, avec la nouvelle que les Hessois refusoient de poursuivre leur route jusqu'à ce que le reste de leur armée fût arrivée d'Allemagne. Il est stipulé dans le traité avec la Hesse, *que ce corps de troupes ne sera point séparé.* L'exprès est retourné vers le Général Hessois, pour le presser de partir pour l'Amérique, ainsi qu'il lui est ordonné, & lui dire que le Roi prendroit l'affaire sur lui & s'arrangeroit avec son Maître. Le 28 au soir le Général Harvey a été envoyé à Portsmouth. Le Roi a fort à coeur la guerre Américaine. Dans quelques jours on vera si le Hessois s'est prêté au desir du Roi, où s'il s'en est tenu à la stricte observance des termes du traité.

M. VYNER fait remarquer à la Chambre que le Lord Grand Chambellan a manqué d'égards envers elle, dans les dispositions qu'il a faites pour le jugement de la Duchesse de Kingston. Voici la substance de son discours.

« Quelque soit la condescendance de la Chambre à d'autres égards, j'espère qu'elle ne souffrira pas qu'on passe sous silence une violation de ses privilèges aussi directe & aussi notoire que celle du Lord Grand Chambellan, pendant le procès qui a fait assembler quatre fois la Cour des Pairs. Tout accès pour arriver à la Chambre a été fermé; les députés n'ont pu se procurer ni leurs papiers ni leurs lettres; il ne leur a pas été permis d'entrer dans la Chambre pour prendre lecture des pièces mises sur le bureau. Non-seulement c'est une grande insulte, mais elle peut être d'un pernicieux exemple pour la suite; & si la Chambre passe sous silence un tel abus par considération pour le Lord Grand Chambellan, je crois que du moins il faut nommer un comité qui prenne les résolutions nécessaires pour empêcher ce Lord, ou aucun de ses successeurs, d'envahir à l'avenir les privilèges de la Chambre. »

Le Chevalier GILBERT ELLIOT lui répond ce qui suit,

« J'ai eu un entretien avec le grand Chambellan à ce sujet, & il m'a assuré que ses ordres n'étoient que pour fermer le passage entre la

30. Avril. Cour des Requêtes & la Salle de Westminster ; mais qu'il n'en avoit jamais donné aucun pour fermer l'ancien escalier qui conduit à la Chambre, lequel, si on l'eût ouvert, auroit laissé aux députés l'accès libre qu'ils pouvoient desirer ; que le premier ordre étoit usité & nécessaire ; & que s'il n'avoit pas été exécuté, les Lords auroient été arrêtés & foulés en passant de leur Chambre à la Salle de Westminster, & de cette Salle à la Chambre.

L'affaire en reste là.

M. SEYMOUR observe que le Lord *Barington*, membre de la Chambre, a été sommé de paroître devant les Lords, pour être entendu comme témoin dans le procès de la Duchesse de Kingston ; qu'il désiroit savoir si cela étoit dans l'ordre & si un membre de la Chambre pouvoit convenablement comparoître à la Salle de Westminster, ou devant toute autre Cour, pendant que le Parlement siège, sans en avoir obtenu préalablement la permission de la Chambre.

M. TOWNSHEND répond que cette sommation s'étoit faite irrégulièrement, & il cite les registres de la Chambre de l'année 1715, par lesquels il appert que c'est l'usage constant du Parlement, par rapport aux députés des deux Chambres, qu'un message soit envoyé pour demander que le député comparoisse, ou que la permission en soit demandée par le député lui-même.

L'affaire en reste là

M. WILKES propose à la Chambre, Premièrement, de biffer de dessus les registres son expulsion. 2°. D'établir la représentation sur un pied plus égal. 3°. De réduire la durée du Parlement de sept ans à trois. 30. Avril.

Il fait voir combien il est impossible que la Chambre soit composée de membres également ennemis du despotisme & contraires aux desseins d'un gouvernement arbitraire, tant que la faculté d'y siéger ne sera pas restreinte à une période plus courte.

Tel a été en général le texte de sa motion. — Il a dit aussi que la situation actuelle des affaires demandoit le concours le plus décidé de la part des amis de la liberté, attendu que d'après le système actuel, on ne devroit point être surpris que la Chambre fit tous ses efforts pour se rendre perpétuelle, & par ce moyen s'emparer des rênes du gouvernement qu'elle ôteroit des mains de ceux qui l'ont formée elles-mêmes. « Sa proposition appuyée par l'Avocat GLYNN, a donné lieu à des débats très-longes & très-animés, après lesquels elle a été rejetée à la pluralité de 186 voix contre 92

Voici ce qu'on a retenu de son discours.

» La corruption & la vénalité de la Chambre des Communes du dernier Parlement, & ses attentats contre la liberté, ont rendu sa mémoire odieuse aux peuples. Différentes violations des droits des sujets deshonnorent les annales de la Grande Bretagne. Je me contenterai d'en rapporter un exemple. On y lit que » le 17 février 1769, Jean Wilkes, écuyer, ayant été expul-

42 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

30. Avril. » *se de la Chambre dans cette session du Parlement ,*
 » *étoit & est incapable d'être élu membre du Parlement*
 » *actuel.* « Selon moi , cette déclaration transporte le
 droit d'élection du peuple à cette Chambre , & en pas-
 sant toutes les bornes dans l'exercice du pouvoir négat-
 if , la Chambre s'arroge en effet le droit positif de don-
 ner à qui il lui plaît la place de Représentant du Peuple
 dans le Parlement. Je conviens qu'il y a différentes *in-*
capacités naturelles & légales , & que la personne qui se
 trouve dans un de ces cas , n'est point éligible. Les
 Etrangers , les mineurs , les Evêques sont incapables
 d'être élus membres de la Chambre des Communes. Il y
 a encore d'autres *incapacités* , dont les unes proviennent
 de circonstances , & les autres de dispositions particu-
 lières. Par conséquent dans tous les cas où il n'y a point
 d'*inhabileté* naturelle ou légale , l'habileté à être élu est
 un droit inhérent à tout citoyen libre de ce Royaume , &
 il ne peut en être dépouillé sans une injustice égale pour
 lui & pour les constituans qui ont le pouvoir de déter-
 miner quelle personne ils jugent à propos de charger de
 leurs intérêts dans le grand Conseil de la Nation. La
 Chambre en déclarant qu'un sujet quelconque , dûement
 qualifié par la loi , n'aura point la permission de siéger
 au Parlement comme Représentant des Communes du
 Royaume , s'est donc arrogé le droit de faire une loi nou-
 velle qui ne pouvoit être l'ouvrage que des trois Etats
 réunis : c'étoit ôter à un Comté entier ses franchises , &
 par conséquent les ôter à tout le Royaume. »

» Tant que des résolutions aussi arbitraires que celles
 qui regardent les élections de Middlesex existeront sur
 nos registres , je croirai que le Ministre tient le glaive de
 la vengeance suspendu sur la tête de chaque membre de
 cette Chambre. Il est ici le bras étendu , & armé d'un
 fouet terrible pour punir les réfractaires ; & en effet pres-
 que tous les procédés de la majorité de la Chambre dé-
 celent bien qu'elle est maîtrisée par la crainte , ou qu'elle
 se laisse corrompre par l'espoir de la récompense. Nous
 sommes gouvernés suivant le système de Solon , *præmio*
 & *pœnâ* , comme Ciceron l'a dit en deux mots. Remar-

30. Avril

que-t-on un député rétif ? Accusez-le d'un libelle ou de quelque autre crime ; votez contre vos propres privilèges pour vous débarrasser de lui. Avant que l'affaire puisse être jugée par Jurés , entendez deux ou trois témoins subornés , & procédez tout de suite à l'expulsion. Alors vous le déclarerez incapable d'être ré-élu , & vous donnerez sa place à l'homme du Ministre, que vous déclarerez Représentant du Peuple. De cette manière une Chambre des Communes peut être si artificieusement composée , qu'elle n'ait pas un seul Représentant honnête & loyal, élu selon la loi du pays. «

» Quelques-uns croiront peut-être que c'est une opération violente que de biffer sur nos registres les résolutions dont je me plains. Je conçois en effet que l'affaire exige la plus vigoureuse forme de redressement ; mais je desirerai qu'on fasse à la Nation toute la réparation qu'elle a droit d'attendre. Le dernier Parlement nous a donné un pareil exemple de radiation , qui n'auroit jamais dû être proposé dans cette Chambre , au sujet des remerciemens qui avoient été adressés , suivant l'usage , à un personnage Torry , pour un libelle contre la révolution & le présent établissement , dans un sermon prêché à l'anniversaire de la mort de Charles Premier, mort que méritoit ce tyran. Si une affaire aussi peu importante que l'est un impertinent sermon , lu ou entendu par une vingtaine de personnes , a demandé une opération aussi vigoureuse , cette même opération seroit elle déplacée lorsque les droits de tous les Electeurs du Royaume ont été ouvertement violés & notoirement usurpés par les Grands Officiers de la Couronne ? La circonstance est vraiment allarmante, & elle demande les derniers efforts du plus pur patriotisme. «

» Je ne suis ni assez délicat , ni assez scrupuleux pour ne pas oser toucher à une seule ligne de nos immenses registres , qui au fond ne sont que les registres des édits du Ministre. Mon cœur saigne d'y voir toutes les résolutions injustes & inhumaines prises contre nos freres de l'Amérique , ainsi que les flottes & les armées votées

44 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

30 Avril. pour le vain projet de soumettre l'esprit indomptable de liberté parmi les descendans des Anglois. Lorsque je réfléchis sur les procédés ultérieurs, sur la manière sauvage & barbare dont on a fait la guerre, & sur des entreprises qui ne tendoient qu'à affamer des milliers de pêcheurs industrieux & de pauvres artisans avec toutes leurs familles, à brûler des villes & des villages sans murailles & sans défense; je souhaite pour l'humanité & pour l'honneur de la Nation, que d'aussi détestables résolutions soient pour jamais effacées des registres de cette Chambre, de ce Royaume & de la race humaine «.

M. Wilkes s'est aussi appuyé de l'exemple de ce qui s'est passé pour la ville d'Abingdon. On avoit décidé que le député en possession de séance dans la Chambre, étoit inhabile par la loi; mais comme son compétiteur qui n'avoit point eu la pluralité des suffrages n'étoit point légitimement élu, il fut déclaré que l'élection étoit nulle. Cette décision est diamétralement opposée à celle qui a expulsé M. Wilkes comme inhabile, en donnant sa place à M. Luttrell, qui n'avoit eu qu'un très-petit nombre de voix. Elle a été prise dans la dernière session, environ quinze jours après que M. Wilkes eût fait vainement la tentative qu'il vient de renouveler.

1^{er}. Mai. Publication de l'ordre donné par le Roi en son Conseil, qui prolonge jusqu'au 30 Juin le tems limité pour les encouragemens promis aux matelots qui s'enrôleront volontairement.

Proclamation du Roi qui enjoint à tous les Pairs d'Ecosse de s'assembler le 13 Juin, pour choisir un Pair d'Ecosse qui remplacera le feu Lord Jean, Comte de Strathmore, dans la Chambre des Pairs du Parlement de la Grande Bretagne.

Trois Commissions passent au grand Sceau. La première constitue William Howe Général

& Commandant en chef dans l'Amérique septentrionale, depuis la Nouvelle Ecosse au nord, jusqu'à la Floride occidental au sud. — Une autre constitue Guy Carleton Général & Commandant en chef des troupes qui sont ou seront employées à Quebec & sur les frontieres des Provinces américaines qui y confinent. — La troisième autorise le Lord grand Amiral de la Grande Bretagne & de l'Irlande, & les Commissaires qui exercent cette charge, de requérir la Grande Cour d'Amirauté & les autres, de procéder judiciairement à la condamnation de toutes les prises déjà faites sur les habitans des Colonies réfractaires.

1er. Mai.

Le Cononel Guy *Johnson*, Surintendant des affaires des Sauvages en Amérique, prend congé du Roi pour se rendre à sa destination.

Le Lord *Howe* ayant reçu sa commission, prend congé de Sa Majesté, & il part sur le champ pour Portsmouth.

Chambre des Pairs.

Le Lord *Sulffolk* remet à la Chambre une copie du Traité conclu par le Roi avec son Altesse Sérénissime le Prince de Waldeck, pour prendre au service de Sa Majesté, un corps de troupes de ce Prince : cette copie est laissée sur le bureau pour être lue par les Lords.

1^{er}. Mai. *TRAITÉ entre le Roi de la Grande Bretagne
& le Prince de Waldeck, signé à Arolsen
le 20 Avril 1776. (*)*

SOIT notoire à tous ceux qu'il appartiendra, que S. M. le Roi de la Grande Bretagne ayant jugé à propos d'accepter un corps de troupes

(*) On a cru faire plaisir aux personnes qui conserveront ce Recueil, de rapporter ici, dans toute leur étendue, les trois autres Traités dont on n'avoit pû donner qu'un précis à la tête du premier cahier.

*TRAITÉ entre le Roi de la Grande Bretagne & le
Duc régnant de Brunswick, signé à Brunswick
le 9 Janvier 1776.*

Soit notoire à tous ceux qu'il appartiendra ou peut appartenir, que S. M. le Roi de la Grande Bretagne ayant jugé à propos de proposer à Son Altesse Sérénissime le Duc de Brunswick & de Lunenbourg, de lui céder un corps de ses troupes pour être employé au service de la Grande Bretagne ; & Son Altesse Sérénissime s'étant prêtée avec zèle & empressement aux intentions de Sa Majesté, les Hautes Parties contractantes ont donné des ordres à cet effet à leurs Ministres respectifs ; savoir, Sa Majesté Britannique au Colonel Williams Faucitt, Capitaine aux Gardes ; & le Sérénissime Duc de Brunswick & de Lunenbourg au Conseiller Privé de Feronce, qui, après l'échange de leurs pleins pouvoirs, sont convenus des articles suivans.

ARTICLE PREMIER.

Le Sérénissime Duc de Brunswick cède à S. M. Britannique un corps d'infanterie de ses troupes de trois mille neuf cent soixante-quatre hommes, lequel corps

d'infanterie de S. A. S. le Prince regnant de Waldeck, pour être employé au service de la Grande Bretagne; les Hautes Parties contrac-

1^{er}. Mai.

fera entierement à la disposition du Roi tant en Europe qu'en Amérique

I I.

S. A. S. cède pareillement à S. M. Britannique un corps de cavalerie légère de trois cents trente-six hommes; mais comme S. M. Britannique n'aura pas besoin des chevaux de ce corps, ledit corps servira comme corps d'infanterie; & si le service demande qu'il soit monté, S. M. s'engage à le faire à ses dépens.

I I I.

Le Sérénissime Duc s'engage à équiper complètement ces deux corps, excepté les chevaux pour la cavalerie légère. Son Altesse Sérénissime fera tenir en état de marcher vers le 15 février prochain au plus tard, la première division de ce corps consistant en deux mille deux cents quatre-vingt-deux hommes, de manière que cette première division puisse arriver vers le 25 février, au lieu de l'embarquement qui sera désigné par les Ministres respectifs: quant à la seconde division dudit corps de troupes montant à deux mille dix-huit hommes, Son Altesse Sérénissime ordonnera qu'ils se mettent en marche dans la dernière semaine du mois de mars au plus tard. Ces deux corps passeront en revue au lieu de leur embarquement devant le Commissaire de Sa Majesté Britannique; & pour prévenir la désertion dans leur marche, Sa Majesté Britannique fera donner les ordres les plus précis dans ses Etats Electoraux, afin qu'il soit pris toutes les mesures nécessaires pour arrêter tous ceux qui désertent de ce corps de troupes, & les conduire sans délai au lieu de l'embarquement où ils joindront leurs régimens. Sa Majesté Britannique fera écrire aux Gouverneurs ou Commandans des Places, Baillis & autres, d'exécuter ces ordres avec la même exactitude qu'ils observent relativement aux troupes electorales de Sa Majesté.

48 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

1^{er}. Mai. tantes ont donné leurs ordres à ce sujet à leurs Ministres respectifs, savoir, Sa Majesté Britannique au Colonel William Fauccitt, Capitaine

I V.

Ce corps d'infanterie & de cavalerie légère sera composé de cinq régimens & de deux bataillons, conformément aux états annexés au présent Traité. Les valets d'Officiers portés sur lesdits états, seront fournis d'armes & de tout l'équipement nécessaire comme soldats : ils feront le service comme eux, si l'occasion le requiert, & seront payés comme eux.

V.

Le Sérénissime Duc s'engage à fournir les recrues qui pourront être annuellement nécessaires pour ce corps. Ces recrues seront remises disciplinées & équipées après une demande préalable, faite quatre mois auparavant au Commissaire de S. M. Britannique. Lesdites recrues arriveront au lieu de leur embarquement au tems qui sera convenu avant l'ouverture de chaque campagne.

V I.

Le service du Roi & la conservation des trouppes requérant également que les Officiers commandans & subalternes soient des sujets capables, son Altesse Sérénissime apportera l'attention convenable dans son choix.

V I I.

Le Sérénissime Duc promet de mettre ce corps sur le meilleur pied possible, & il n'y sera admis que les sujets propres au service de campagne, & reconnus tels par les Commissaires de Sa Majesté Britannique.

V I I I.

Ce corps sera fourni de tentes & de tout l'équipage nécessaire.

I X.

Le Roi accorde à ce corps la paye ordinaire & extraordinaire, ainsi que tous les avantages en foura-
aux

aux Gardes; & S. A. S. le Prince de Waldeck, à son Conseil Privé, & Président de Régence Frédéric-Louis Wiepert de Zerbst, qui

1er. Mai.

gés, provisions, &c. dont jouissent les troupes du Roi; & le Sérénissime Duc promet de laisser ce corps jouir de tous les émolumens de paye que Sa Majesté Britannique lui alloue. Les malades & les blessés dudit corps seront traités dans les hôpitaux aux dépens du Roi, comme les troupes de Sa Majesté Britannique: les blessés qui ne seront plus en état de servir, seront transportés en Europe aux dépens du Roi, & débarqués dans un port sur l'Elbe ou sur le Weser. Quant au corps de cavalerie légère, il sera mis sur le pied de la cavalerie légère Britannique, quand elle est démontée; mais à compter du jour qu'elle servira à cheval, elle aura la même paye tant ordinaire qu'extraordinaire, que la cavalerie de Sa Majesté.

X.

Il sera payé à Son Altesse Sérénissime, sous le titre d'argent de recrue, pour chaque fantassin ou cavalier non monté, trente écus de banque, l'écu évalué à cinquante-trois sous de Hollande & quatre shellings neuf deniers trois farthings; un tiers de cet argent de recrue sera payé un mois après la signature du Traité, & les deux autres tiers seront payés deux mois après la signature. Le paiement de cet argent de recrue sera fait cependant à condition que trente écus de banque seront retenus pour chaque soldat dudit corps qui, sans cause de maladie, sera absent le jour qu'il passera en revue devant le Commissaire de Sa Majesté Britannique: lesquels trente écus de banque seront néanmoins payés aussitôt que les soldats absens joindront leurs corps respectifs.

X I.

Suivant l'usage, trois blessés passeront pour un tué. Un homme tué sera payé sur le pied de l'argent de recrue. S'il arrive qu'aucun des régimens, bataillons ou

50 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

après l'échange de leurs pleins-pouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivans.

1er. Mai.

ARTICLE PREMIER.

Ledit Sérénissime Prince cède à Sa Majesté

compagnies de ce corps souffre une perte assez considérable, dans une bataille, ou à un siège, ou par une maladie contagieuse extraordinaire, ou enfin par le naufrage de quelque bâtiment de transport dans la traversée en Amérique, Sa Majesté Britannique remplacera de la manière la plus équitable, la perte de l'Officier ou du soldat; & les recrues nécessaires pour le rétablissement du corps qui aura souffert cette perte extraordinaire, seront aux dépens de Sa Majesté.

XII.

Le Sérénissime Duc se réserve la nomination aux emplois vacans, ainsi que l'administration de la Justice. En outre Sa Majesté Britannique fera donner des ordres au Commandant de l'armée dans laquelle le corps servira, de ne point exiger de ce corps aucun service extraordinaire, ou qui excède ses forces comparées avec celles du reste de l'armée: ce corps prêterait serment de fidélité à Sa Majesté Britannique, sans préjudice de celui qu'il a prêté à son Souverain.

XIII.

Pour défrayer la dépense extraordinaire que l'équipement précipité de ce corps de troupes occasionne, Sa Majesté Britannique accorde deux mois de paye avant la marche desdites troupes; & à compter du temps que les troupes auront quitté leurs quartiers pour se rendre au lieu de leur destination, toutes les dépenses de leur marche & transport seront à la charge de Sa Majesté Britannique.

XIV.

Sa Majesté Britannique accorde à Son Altesse Sérénissime un subside annuel qui sera réglé de la manière suivante. Il commencera du jour de la signature du

Britannique, un corps d'infanterie de fix cents
soixante-dix hommes, qui seront entièrement
à la disposition du Roi de la Grande Bretagne,

1^{er}. Mai.

présent Traité, & sera simple, c'est-à-dire, du montant de soixante-quatre mille cinq cens écus d'Allemagne, aussi longtems que ces troupes jouiront de la paye; mais du moment que la paye cessera, le subside sera double, c'est-à-dire, de cent vingt-neuf mille écus d'Allemagne. Ce double subside sera continué pendant deux années après le retour desdites troupes dans les Etats de Son Altesse Sérénissime.

X V.

Ce Traité sera ratifié par les Hautes Parties contractantes, & les ratifications seront échangées le plutôt possible.

Ainsi conclu & signé par le Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de la Grande Bretagne, d'une part; & par le Ministre Plénipotentiaire de Son Altesse Sérénissime le Duc de Brunswick & de Lunembourg, de l'autre part.

Fait à Brunswick le 9 Janvier 1776.

WILLIAM FAUCITT. (L. S.) J. B. DE FERONCE. (L. S.)

Note concernant l'argent de recrue.

Par l'état annexé à la présente note, il appert que le total des hommes pour lesquels on paye l'argent de recrue, monte à quatre mille quatre-vingt-quatre. Par le dixième article du Traité, il est convenu qu'on payera trente écus de banque de cinquante-trois sols de Hollande, l'écu de banque est évalué à quatre shellings neuf deniers trois quarts, ce qui fait pour le tout 2948 1 liv. 7 sols 6 den. Par ce même dixième article, il est convenu qu'un tiers de cette somme sera payé un mois avant, & les deux autres tiers deux mois après la signature. En conséquence Sa Majesté Britannique voudra bien ordonner qu'il soit payé le 9 Février prochain au Banquier dûment autorisé, le tiers de l'argent de recrue, faisant

52 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

1er. Mai. pour être employé à son service sur le même pied que les autres troupes Allemandes , tant en Europe que dans l'Amérique septentriona-

9827 liv. 2 sols 6 den. Les deux autres tiers montant à 19654 liv. 5 sols , seront payés le 9 Mars prochain.

Fait & signé à Brunswick le 9 Janvier 1776.

WILLIAM FAUCITT. J. B. DE FERONCE.

ÉTAT du nombre d'hommes pour lequel l'argent de recrue doit être payé.

ÉTAT MAJOR GÉNÉRAL.

- 1 Valet du Lieutenant Quartier-Maître Général.
- 1 Valet du Caissier.
- 11 Travailleurs.
- 2 Valets pour la voiture de la caisse militaire.

15

REGIMENT DE DRAGONS.

ÉTAT MAJOR.

- 3 Valets de Capitaines-Lieutenans.
- 1 Valet de l'Aide de Camp.
- 1 du Quartier-Maître Général.
- 1 de l'Aumônier.
- 1 de l'Auditeur.
- 1 du Chirurgien Major.
- 1 Trompette de l'Etat Major.
- 1 Prevôt.
- 1 son Aide.
- 4 Travailleurs.

15

COMPAGNIE.

- 3 Valets d'Officiers.
- 6 Bas Officiers.
- 2 Tambours.
- 60 Dragons.

le. En outre le Régiment fera pourvu de deux pièces d'artillerie de campagne, de deux bombardiers, de douze canoniers & autres hommes, ainsi que du train qui en dépend.

I I.

Le Sérénissime Prince promet d'équiper

1er. Mai.

1 Chirurgien.

2 Batsmen.

74 hommes font pour quatre Compagnies...	296
Etat major...	15
	<hr/> 311 h.

BATAILLON DE GRENADIERS.

ÉTAT MAJOR.

1 Valet du Capitaine-Lieutenant.

1 de l'aide de Camp.

1 de l'Aide du Chirurgien.

1 Prevôt.

1 son Aide.

5 hommes.	316
-----------	-----

Une Compagnie de Grenadiers.

4 Valets d'Officiers.

10 Bas Officiers.

1 Chirurgien.

3 Tambours.

2 Fifres.

6 Charpentiers.

106 Grenadiers.

2 Batsmen.

134 hommes qui font pour quatre Compagnies	
dont ce Bataillon est composé.....	536 h.
Etat-major.....	5
	<hr/> 541

§4. AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

~~1er. Mai.~~ ce corps complètement , & de faire en sorte qu'il soit prêt à marcher le 6 mai prochain au plus tard. Ledit corps passera en revue au lieu de l'embarquement , devant le Commissaire de Sa Majesté Britannique.

RÉGIMENT D'INFANTERIE.

ÉTAT MAJOR.

- 2 Valets de Capitaines-Lieutenans.
- 1 Valet de l'Aide de Camp.
- 1 de Chirurgien major.
- 1 de l'Aumônier.
- 1 de l'Auditeur.
- 1 du Quartier-Maître major.
- 1 du Commis.
- 1 Tambour major.
- 4 Hautbois.
- 1 Prevôt.
- 1 son Aide.
- 2 Batſmen.

17 hommes.

COMPAGNIE.

- 4 Valets d'Officiers.
- 10 Bas-Officiers.
- 1 Chirurgien.
- 3 Tambours.
- 106 Soldats.
- 2 Batſmen.

126 hommes.

Total de cinq Compagnies..... 630
Etat major..... 17

647

Second Régiment..... 647
Troisième Régiment..... 647
Quatrième Régiment..... 647

III.

Le Sérénissime Prince s'engage à fournir 1er. Mai

BATAILLON D'INFANTERIE LÉGÈRE.

ÉTAT MAJOR.

- 1 Valet de Capitaine-Lieutenant.
- 1 de l'Aide de Camp.
- 1 du Quartier-Maître.
- 1 Prevôt.
- 1 son Aide.
- 1 Valet de la caisse.
- 1 Valet pour la voiture de la caisse de pharmacie.

7 hommes.

Une Compagnie de Chasseurs.

- 4 Valets d'Officiers,
- 1 Chirurgien.
- 10 bas-Officiers.
- 2 Corps de chasse.
- 123 Chasseurs.
- 2 Batfmen.

142 hommes.

Une Compagnie ordinaire.

- 4 Valets d'Officiers.
- 1 Chirurgien.
- 10 bas-Officiers.
- 3 Tambours.
- 100 Soldats.
- 2 Batfmen.

120 hommes.

Quatre Compagnies de cette Troupe.. 480

Une Compagnie de Chasseurs..... 142

Etat major..... 7

629

Total..... 4084 hom.

56 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

les recrues qui seront nécessaires chaque année. Ces recrues seront remises au Commissaire de S. M. B. disciplinées & complètement équipées; S. A. S. fera tous ses efforts pour que

*TRAITÉ entre le Roi de la Grande Bretagne, & le
Landgrave de Hesse-Cassel, signé à Cassel
le 15 Janvier 1776.*

SA MAJESTÉ BRITANNIQUE desirant d'employer à son service un corps de douze mille hommes des troupes de Son Altesse Sérénissime le Landgrave Régnant de Hesse-Cassel; & ce Prince, qui est rempli d'attachement pour Sa Majesté, ne desirant rien tant que de lui en donner des preuves; Sa Majesté voulant régler les objets relatifs à cette alliance, a jugé à propos d'envoyer à Cassel le sieur William Faucit son Ministre Plénipotentiaire & Colonel à son service; & Son Altesse Sérénissime a nommé de son côté pour le même objet le Baron Martin Ernest de Schlieffen son Ministre d'Etat, Lieutenant Général de ses Troupes & Chevalier de ses Ordres; lesquels étant munis des pleins-pouvoirs nécessaires, sont convenus que les Traités ci-devant conclus entre la Grande Bretagne & la Hesse feront la base du présent Traité, qu'on en adoptera les articles qui pourront s'appliquer aux circonstances actuelles; ou qu'il sera fait de nouveaux articles pour les points qui devront être réglés autrement. Tous ceux pour lesquels il n'y aura rien à statuer de nouveau, seront censés subsister dans leur pleine force, tels qu'ils paroîtront avoir été convenus par les Traités ci-dessus mentionnés. Et comme il n'est pas possible de spécifier chaque cas particulier, tout ce qui ne se trouvera pas réglé d'une manière précise, ou par le présent Traité, ou par les Traités précédens, devra l'être avec justice & bonne foi, conformément aux mêmes principes qu'on est convenu des deux parts de suivre, pour déterminer tous les cas semblables, pendant ou après la dernière guerre.

le tout arrive au lieu de l'embarquement dans le tems désigné par Sa Majesté.

1er. Mai.

IV.

Le service de Sa Majesté, & la conser-

ARTICLE PREMIER.

C'est pourquoi, en vertu du présent Traité entre Sa Majesté le Roi de la Grande Bretagne, & Son Altesse Sérénissime le Landgrave de Hesse-Cassel, leurs successeurs & héritiers, il y aura une amitié étroite & sincere, une union ferme & constante, de sorte que l'un regardera les intérêts de l'autre comme les siens propres, & s'attachera de bonne foi à les faire prospérer autant qu'il sera possible, & à empêcher & détourner mutuellement tout trouble & toute perte.

II.

A cette fin, il est convenu que tous les Traités antérieurs, & principalement ceux de garantie, seront censés être renouvelés & confirmés par le présent Traité, dans tous leurs points, articles & clauses, & ils auront la même force que s'ils étoient insérés ici mot pour mot, autant qu'il n'y sera point dérogé par le présent Traité.

III.

Ce corps de douze mille hommes de troupes de Hesse, qui doit être employé au service de Sa Majesté Britannique, devra consister en quatre Bataillons de Grenadiers de quatre Compagnies chacun, quinze Bataillons de cinq Compagnies chacun, & deux Compagnies de Chasseurs, avec un Général & les autres Officiers nécessaires. Ce Corps sera complètement équipé & pourvu de tentes & tous acoutremens dont il pourra avoir besoin. En un mot, il sera mis sur le meilleur pied possible, & l'on n'y recevra que des hommes propres au service & reconnus comme tels par le Commissaire de Sa Majesté Britannique. Ci-devant il étoit d'usage que la signature des Traités précédât de quelque

1^{er}. Mai. vation des troupes exigeant également que les Officiers commandans & subalternes soient parfaitement instruits du service, S. A. S. apportera une attention particuliere dans le choix desdits Officiers.

tems la réquisition pour faire mettre les troupes en marche ; mais comme dans les circonstances actuelles , il n'y a pas de tems à perdre , le jour de la signature du présent Traité est aussi censé être l'époque de ladite réquisition ; en conséquence , trois Bataillons de Grenadiers , fix d'Infanterie & une Compagnie de Chasseurs devront être en état de passer en revue devant le Commissaire de Sa Majesté Britannique le 14 Février prochain , & le lendemain 15 , ils commenceront à marcher pour se rendre au lieu de leur embarquement. Le reste devra être prêt dans l'intervale de quatre semaines, s'il est possible , & se mettra également en marche de la même maniere.

Ce corps de troupes ne pourra point être séparé , à moins que des raisons de guerre ne l'exigent ; mais il restera sous les ordres du Général à qui Son Altesse Sérénissime en aura confié le commandement , & la seconde division ne pourra être conduite que dans les mêmes lieux où sera actuellement la premiere , à moins que cela ne soit contraire au plan des opérations de la campagne.

I V.

Chaque Bataillon de ce Corps de troupes aura deux pièces d'artillerie de campagne , avec les Officiers , les Canonniers , & autres personnes , ainsi que le train d'artillerie en dépendant , si Sa Majesté le désire.

V.

Pour défrayer la dépense à laquelle sera engagée Son Altesse Sérénissime le Landgrave , pour armer ledit corps de douze mille hommes , Sa Majesté le Roi de la Grande Bretagne promet de payer à Son Altesse Sérénissime

V.

1er. Mai.

Le Sérénissime Prince s'engage à mettre ce corps sur le meilleur pied possible, & l'on n'y admettra que les hommes propres au service de campagne, & reconnus pour tels par le Commissaire de S. M. B..

nissime, pour chaque soldat d'infanterie, trente écus de banque d'argent de recrue, tant pour l'Infanterie que pour les Chasseurs, ou l'artillerie, s'il y en a; & la somme totale sera fixée suivant le nombre d'hommes dont sera composé ce corps, & sur le pied qu'ils ont été calculés dans les précédentes alliances.

On payera le dix Février, à compte de cet argent de recrue, la somme de 180,000 écus de banque, évaluée ainsi qu'il sera dit dans l'article suivant, & le reste de la somme sera payé, lorsque la seconde division de ce corps commencera à se mettre en marche.

VI.

Dans tous les Traités précédens, on a stipulé un certain nombre d'années pour leur durée. Mais dans le Traité actuel, Sa Majesté Britannique ne voulant point s'engager pour plus long-tems qu'elle n'aura besoin de ses troupes, consent au lieu de cela, que le subside soit double, depuis le jour de la signature du Traité jusqu'à son expiration, c'est-à-dire, qu'il se montera pour ce corps de douze mille hommes, à la somme de 450,000 écus de banque par an, l'écu évalué à 53 sols d'Hollande, ou à 4 shelings 9 den. 3 farthings, monnoye d'Angleterre, & le subside continuera sur ce pied pendant tout le tems que ce corps de troupes restera à la solde de l'Angleterre. Sa Majesté Britannique promet aussi d'avertir le Sérénissime Landgrave de sa cessation, une année ou douze mois auparavant; & même cet avertissement ne sera pas donné avant que ce corps de troupes soit revenu, & actuellement arrivé dans les Etats dudit Prince, c'est-à-dire, dans le pays appelé de

1^{er}. Mai.

Ce corps sera fourni de tentes & de tout l'équipage nécessaire.

Hesse. Sa Majesté Britannique continuera également à ce corps la paye & les autres émolumens, pour le reste du mois dans lequel il aura repassé les frontières de la Hesse; & S. A. S. se réserve de son côté la liberté de rappeler ses troupes au bout de quatre ans, si elles n'ont pas été renvoyées plutôt, ou de faire une nouvelle convention au bout de ce temps pour un autre terme.

V I I.

A l'égard de la paye & du traitement tant ordinaire qu'extraordinaire desdites troupes, elles seront sur le même pied, à tous égards, que les troupes Angloises nationales, & le Département de guerre de S. M. remettra sans délai à celui de S. A. S. un état exact & fidele de la paye & du traitement dont jouissent ces troupes; & en égard à ce que S. A. S. ne peut mettre ce corps en état de marcher dans un espace de tems aussi court sans des dépenses extraordinaires, ladite paye & traitement commencera, pour la première division, le premier Février, & pour la seconde division, sept jours avant celui où elle commencera à marcher; & ces sommes seront payées à la caisse militaire de Hesse, sans aucune réduction ni diminution, pour être distribuées suivant les arrangemens qui seront faits à cet effet, & l'on avancera sur le champ la somme de vingt mille livres sterling à compte dudit paiement.

V I I I.

S'il arrivoit malheureusement que quelque Régiment ou Compagnie dudit Corps fût ruiné ou détruit, soit par accident en mer ou autrement, en tout ou en partie, ou que quelques pièces d'artillerie, ou autres effets dont il aura été pourvu, fussent pris par l'ennemi, ou perdus à la mer, S. M. le Roi de la Grande Bretagne fera payer les frais des recrues nécessaires, aussi bien que le prix desdites pièces de campagne & effets, afin qu'on puisse

VII.

Le Roi accorde à ce corps la paye ordinaire & extraordinaire, aussi bien que tous
1er. Mai.

sur le champ recompletter l'artillerie & lesdits Régimens ou Compagnies, & lesdites recrues seront mises également sur le pied de celles qui ont été fournies aux Officiers Hessois en vertu du Traité de 1702, article 5 afin que ce Corps puisse être toujours conservé & renvoyé en aussi bon état qu'il a été donné. Les recrues nécessaires chaque année seront envoyées tous les ans au Commissaire Anglois, disciplinées & complètement équipées, au lieu de l'embarquement au terme que S. M. Britannique fixera.

IX.

En Europe, S. M. fera usage de ce corps de troupes par terre, en tel lieu qu'elle jugera à propos. Mais l'Amérique Septentrionale est le seul pays des autres parties du globe où ce corps de troupes sera employé. Elles ne serviront pas sur mer, & elles jouiront, en tous points, sans aucune espèce de restriction, de la même paye & des émolumens dont jouissent les troupes Angloises.

X.

En cas que le Sérénissime Landgrave soit attaqué ou troublé dans la possession de ses États, S. M. Britannique promet & s'engage à lui donner tout le secours qu'il fera en son pouvoir de donner, lequel secours lui sera continué, jusqu'à ce qu'il se soit procuré une entière sûreté & un juste dédommagement : De même, le Sérénissime Landgrave promet aussi de son côté, que si S. M. le Roi de la Grande Bretagne est attaqué ou troublé dans ses Royaumes, États, Territoires, Provinces ou Villes, il lui prêtera de la même manière, tout le secours qu'il fera en son pouvoir de donner, lequel secours lui sera également continué jusqu'à ce qu'il ait obtenu une paix solide & avantageuse.

XI.

Afin de rendre cette alliance & union plus parfaite,

1^{er}. Mai. les avantages de fourage , de provision , de quartiers d'hiver & de rafraîchissemens , &c. dont jouissent les troupes Royales ; & le Sérén-

& pour ne laisser aucun doute aux Parties sur la certitude du secours qu'elles doivent attendre en vertu de ce Traité , il est convenu expressément que pour qu'on puisse juger à l'avenir si le cas de cette alliance & du secours stipulé existe ou non , il suffira que l'une ou l'autre des Parties soit actuellement attaquée par la force des armes , sans qu'elle eût d'abord usé de force ouverte contre celui qui l'attaque.

X I I.

Les malades du Corps Hessois seront traités par leurs médecins, chirurgiens, & autres personnes nommées à cet effet, sous les ordres du Général qui commandera le Corps de cette Nation, & on leur donnera tout ce que Sa Majesté fait donner à ses propres troupes.

X I I I.

Tous les Défer-teurs Hessois seront fidelement rendus partout où ils seront découverts dans les lieux dépendans de S. M. Britannique ; & surtout, autant qu'il sera possible, on ne permettra à personne de cette Nation, de s'établir en Amérique sans le consentement de son Souverain.

X I V.

Tous les Bâtimens de transport pour les Troupes , aussi bien que pour les hommes & les effets , seront aux dépens de S. M. Britannique ; & aucun de ceux qui appartiennent à ce Corps, ne payera de port de lettres , attendu la distance des lieux.

X V.

Le Traité sera ratifié par les Hautes Parties contractantes , & leurs ratifications seront échangées aussitôt qu'il sera possible.

En foi de quoi , Nous soussignés , munis des pleins pouvoirs de Sa Majesté le Roi de la Grande Bretagne, d'une part ; & le très-Sérénissime Landgrave Régnant

nissime Prince s'engage à permettre que ce corps jouisse de tous les émolumens de paye ^{1er. Mai.} que S. M. B. leur accorde. Les malades & les

de Hesse-Cassel, d'une autre part, Nous avons signé le présent Traité, auquel Nous avons mis le sceau de nos Armes. Fait à Cassel le 15 Janvier 1776.

(L. S.) WILLIAM FAUCIT. (L. S.) M. DE SCHLIEFFEN.

TRAITÉ entre le Roi de la Grande Bretagne, & le Prince Héritaire de Hesse-Cassel, Comte Régnant de Hanau, signé à Hanau le 5 Février 1776.

Qu'il soit notoire à tous ceux que cela peut concerner, que Sa Majesté, le Roi de la Grande-Bretagne, ayant jugé à propos d'accepter un corps d'infanterie des troupes de S. A. S. le Prince Héritaire de Hesse-Cassel, Comte regnant de Hanau, &c. pour être employé au service de la Grande-Bretagne; les hautes Parties contractantes ont donné des ordres à ce sujet, à leur Ministres respectifs, c'est-à-dire S. M. Britannique, au Colonel William Faucit, Capitaine aux Gardes, & le Très-Sérénissime Prince Héritaire de Hesse-Cassel, à son Ministre & Conseiller privé Frédéric de Malsbourg; lesquels, après l'échange de leurs pleins pouvoirs respectifs sont convenus des articles suivans.

ARTICLE PREMIER.

Ledit Très-Sérénissime Prince, cède à S. M. Britannique un Corps d'infanterie de 668 hommes qui seront à l'entière disposition du Roi de la Grande-Bretagne.

II.

Le Très-Sérénissime Prince s'engage à équiper complètement ce corps, qui sera prêt à marcher le 20 Mars prochain, au plus tard. Ledit Corps passera en revue devant le Commissaire de S. M. Britannique à Hanau, si cela se peut, ou en quelque autre endroit, selon que l'occasion se présentera.

64 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

—r. Mai. blessés dudit corps seront reçus dans les hôpitaux du Roi , & traités à cet égard comme les troupes de S. M. B. & les blessés qui ne seront plus en état de servir , seront transportés en Europe , débarqués dans quelque port du Weser , & envoyés chez eux aux dépens du Roi.

I I I.

Les Très-Sérénissime Prince s'engage à fournir les recrues annuelles nécessaires. Ces recrues bien disciplinées & complètement équipées , seront délivrées au Commissaire de S. M. Britannique ; & S. A. S. fera tout son possible pour que le tout puisse arriver au lieu de l'embarquement pour le tems qui sera fixé par Sa Majesté.

I V.

Le service de S. M. Britannique , & la conservation des troupes exigeant également que les Officiers commandans & les subalternes soient parfaitement instruits du service , S. A. S. mettra la plus grande attention dans le choix qu'elle en fera.

V.

Le Sérénissime Prince s'engage à mettre ce Corps sur le meilleur pied possible , & l'on n'y admettra que des hommes propres au service de campagne , & reconnus comme tels par le Commissaire de Sa Majesté Britannique.

V I.

Ce Corps sera fourni de tentes & de tout l'équipage nécessaire.

V I I.

Le Roi accorde à ce Corps la paye ordinaire & extraordinaire aussi-bien que tous les avantages en fourage , provisions , quartiers & rafraîchissemens , &c. dont jouissent les troupes royales. Et le T. S. Prince s'engage à permettre que ce Corps jouisse de tous les émolumens de paye que S. M. Britannique leur accorde. Les malades & les blessés de ce Corps seront soignés dans les hôpitaux du Roi , & seront traités à

VIII.

Il sera payé par S. A. S. comme argent ^{ier. Mai.} de recrue, pour chaque soldat fantassin, ainsi que pour chaque canonnier, trente écus argent de banque, l'écu évalué à la somme de cinquante-trois sols de Hollande, dont moitié sera payée dans les trois semaines après la signature du traité, & moitié deux mois après la signature.

à cet égard, comme les troupes de S. M. Britannique. Les blessés qui ne seront plus en état de servir, seront transportés en Europe, & renvoyés dans leur pays aux dépens du Roi.

VIII.

Il sera payé à S. A. S. sous le titre d'argent de recrue, pour chaque fantassin trente écus de banque, l'écu évalué à cinquante-trois sols d'Hollande. La moitié de cet argent de recrue sera payée six semaines après la signature du Traité; & l'autre moitié, trois mois & demi après la signature.

IX.

Suivant l'usage, trois blessés seront comptés pour un homme tué. Un homme tué sera payé sur le pied de l'argent de recrue. S'il arrive qu'une compagnie de ce Corps soit entièrement ruinée ou détruite, le Roi payera les frais des recrues nécessaires pour rétablir ce Corps.

X.

Le Sérénissime Prince se réserve la nomination aux emplois vacans, comme aussi l'administration de la justice. De plus Sa Majesté Britannique fera donner des ordres au Commandant de l'armée dans laquelle ce corps servira, de n'exiger de ce corps aucun service extraordinaire, ni rien au-delà de ce qu'il doit faire d'après sa proportion vis-à-vis du reste de l'armée; & lorsqu'il servira avec les

ier. Mai.

Suivant l'usage, trois hommes blessés seront réputés pour un homme tué ; & un homme tué sera payé sur le prix de l'argent de recrue. S'il arrivoit que quelque compagnie de ce corps fut ruinée ou détruite en tout ou en partie, ou que les pièces d'artillerie ou autres effets dont elle pourroit être fournie, fussent perdus par accident, S. M. le Roi de la Grande Bretagne fera payer la dépense des recrues nécessaires, ainsi que la valeur desdites pièces de campagne & effets, pour rétablir sur le champ ce corps & son artillerie.

X.

Le Sérénissime Prince se réserve la nomination des emplois vacans, aussi bien que l'administration de la Justice. S. M. B. donnera ordre au Commandant en chef de l'armée

troupes Angloises, ou avec d'autres auxiliaires, les Officiers commanderont (ainsi que l'exige le service militaire) suivant leur rang militaire, & l'ancienneté de leurs commissions, sans faire aucune distinction de corps des troupes avec lequel ils servent. Ce Corps prêtera serment de fidélité à S. M. Britannique, sans préjudice de celui qu'il a prêté à son Souverain.

X I.

La paye commencera à courir quinze jours avant la marche de ce corps de troupes, & du moment que les troupes auront quitté leurs quartiers pour marcher au lieu de leur destination ; tous les frais de marche & de transport, aussi-bien que du retour futur des troupes dans leur pays, seront à la charge de S. M. Britannique.

dans lequel ce corps servira, de n'exiger de ce corps aucuns services extraordinaires, ou qui seroient hors de sa proportion avec le reste de l'armée; & lorsqu'il servira avec les troupes Angloises, ou autres troupes auxiliaires, les Officiers commanderont (ainsi que le service militaire l'exige de lui-même) suivant leur rang & l'ancienneté de leurs commissions sans distinction, relativement au corps avec lequel ils se trouveront servir conjointement. Ce corps prêtera serment de fidélité à S. M. B. sans préjudice du serment qu'il a prêté à son Souverain.

ier. Mai.

X I.

Tous les déserteurs du Régiment de Waldeck seront rendus fidelement & aussitôt ,

X II.

Sa Majesté Britannique accordera au Sérénissime Prince pendant tout le temps que ce corps de troupes sera à la paye de S. M., un subside annuel de 250,50 écus de banque. S. M. fera donner avis de la cessation dudit subside, une année entière avant que de cesser de le payer, bien entendu que cet avis ne sera donné qu'après le retour des troupes dans les domaines de S. A. S.

Ce Traité sera ratifié par les hautes Parties contractantes, & leurs ratifications seront échangées au plutôt possible. En foi de quoi, Nous avons signé le présent Traité, en vertu de nos pleins pouvoirs, & nous y avons mis le sceau de nos armes.

Fait à Hanau, le 5 Février 1776.

(L. S.) William Faucitt. (L. S.) Frédéric, Baron de Malsbourg.

ier. Mai. en quelque lieu qu'on puisse les trouver dans les places dépendantes de Sa Majesté ; & surtout on fera en sorte d'empêcher , autant que faire se pourra , qu'aucun des sujets quelconques de S. A. S. s'établissent en Amérique sans la permission de son Souverain.

XII.

La paye commencera à courir quinze jours avant la marche de ce corps de troupes ; & aussitôt que les troupes auront quitté leurs quartiers pour se rendre au lieu de leur destination , toutes les dépenses de marche & de transport seront à la charge de S. M. B.

XIII.

Sa Majesté Britannique accordera au Sérénissime Prince , pendant tout le tems que ce corps de troupes sera à la paye de S. M. un subside annuel de vingt-cinq mille cinquante écus argent de banque ; S. M. fera donner avis de la cessation du susdit subside une année entière avant qu'il cesse d'être payé , bien entendu que cet avis ne sera donné qu'après le retour des troupes dans les Etats de S. A. S.

Ce traité sera ratifié par les Hautes Parties contractantes , & les ratifications seront échangées le plutôt possible.

En foi de quoi nous soussignés , en vertu de nos pleins-pouvoirs , avons signé le présent Traité , & y avons apposé les cachets de nos armes. Fait à Arossen le 20 Avril 1776.

(L. S.) WILLIAM FAUCITT.

(L. S.) FREDER. LOUIS WIEPERT DE ZERBST.

État du Régiment de S. A. S. le Prince *1er. Mai.*
régnant de Waldeck.

É T A T M A J O R.

1 Lieuten. Colonel.	1 Tambour major.
1 Major.	4 Hautbois ou Fifres.
2 Capitain. Lieuten	2 Prevôt & son Aide.
1 Adjudant major.	1 Valet pour la voiture de la caisse milit.
1 Auditeur.	1 Valet pour la voiture de la caisse de pharmacie.
1 Quartier Maître.	
1 Chapelain.	
1 Chirurgien major.	

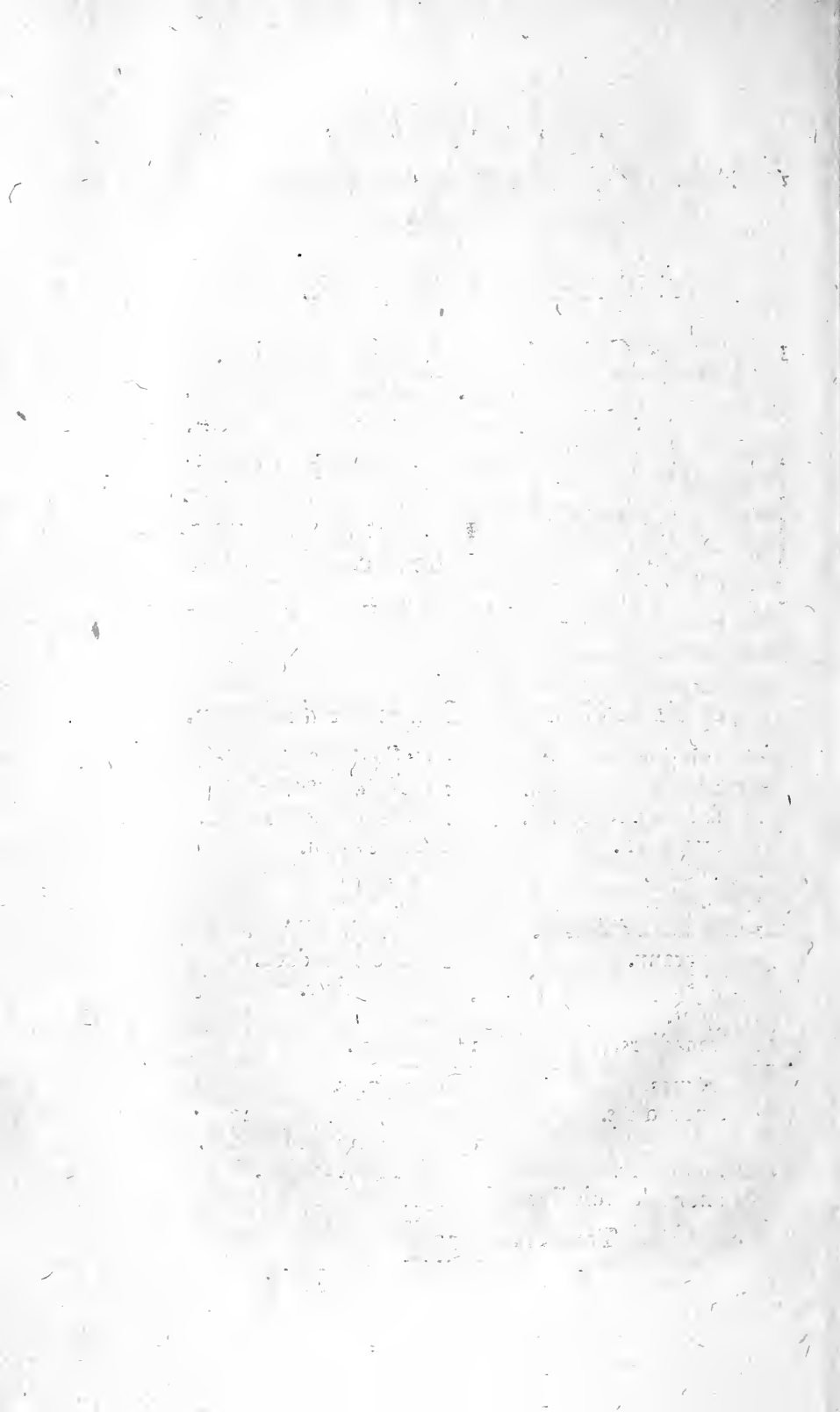
18

Compagnie de Grenad.

Compagnie du Régim.

2 Capitaine & son valet.	2 Capitaine & son valet.
2 pr. Lieut. & son val.	2 pr. Lieut. & son valet.
2 sec. Lieut. & son val.	2 Enseigne & son valet.
1 Chirurgien.	1 Chirurgien.
3 Sergents.	3 Sergents.
1 Fourrier.	1 Fourrier.
1 Capitaine d'Armes.	1 Capitaine d'Armes.
6 Caporaux.	1 Porte-Etendard.
2 Fifres.	3 Canonniers.
1 Agent.	1 Agent.
110 Grenadiers.	107 Soldats.
134 hommes.	130 hommes.
2 Bombardiers.	390 des 3 autres Comp.
12 Canonniers.	134 la Comp. de Grenad.
2 Canons de trois livres de balle.	16 de l'Etat Major.

Total 670



*Lettre d'un Banquier de Londres
à M. *** , à Anvers.*

De Londres le 16 Juin 1776.

Quoique j'aye sous ma plume , Monsieur , les plus curieux détails concernant l'Amérique, & que je me sente un desir impatient de m'en entretenir avec vous ; un autre intérêt qui m'occupe, (& c'est celui de la vérité) exige de moi qu'avant tout je revienne sur un passage de ma dernière lettre , qui pourroit vous induire à placer dans votre recueil un fait intéressant sous une fausse date , ce qui seroit très-contraire aux vues dans lesquelles vous le composez. C'est au sujet de la proclamation par laquelle le chevalier Carlton offroit des secours aux blessés de l'armée Américaine, & invitoit les Officiers des milices du pays à les chercher dans les bois. J'ai eu l'honneur de vous prévenir qu'il y avoit des éditions de cette proclamation qui la datent du 10 Juin , sur le fondement que le général n'auroit point pû parler de blessés après la levée du siège de Quebec. Cette critique m'ayant paru juste , j'ai adopté la date du 10 Juin ; mais depuis j'ai reconnu que j'avois eu tort & j'en fais l'aveu , avec la réparation convenable à la Gazette de la Cour , qui avoit daté cette piece du 10 Mai. En effet , le chevalier Carlton n'étoit pas le 10 Juin à Quebec , & il étoit parti avec l'armée devant laquelle

les Américains ont abandonné leur poste de Sorel. Il est vrai que sous la date du 10 Mai, je cherche inutilement dans sa relation du siège de Quebec de quels blessés il pouvoit parler, puisqu'il n'y faisoit mention d'aucune sortie de la garnison, ni d'aucune action fort vive depuis celle du 31 Décembre. Mais c'est un mystère qu'il faut que le tems éclaircisse, & qu'un changement de date sur un événement postérieur embrouilleroit peut-être encore davantage. Vous faites profession, Monsieur, de ne composer votre recueil que de faits certains, pour servir à l'histoire de l'Angleterre & de ses Colonies; & moi, quoiqu'en donnant un peu carrière à mon imagination dans mes conjectures d'après les événemens du jour, je ne m'arrête qu'aux bruits qui me paroissent les plus vraisemblables, pour vous donner l'idée la plus juste qu'il me soit possible de la situation actuelle des affaires. Je crois pouvoir me flatter que dans la faute que je viens de vous avouer, vous ne trouverez qu'un nouveau motif pour ne mettre aucune réserve à la confiance que vous voudrez bien m'accorder.

Parlons donc à présent de la grande nouvelle qui est arrivée ici le 10 de ce mois, à midi; & qui a été publiée aussitôt par la gazette de la Cour; comme si elle annonçoit le triomphe du parti Anti-américain. Elle fait le sujet de trois lettres, dont deux sont adressées au lord Germaine, par le général

Howe & par M. Tryon, Gouverneur de la Nouvelle York, & l'autre par l'Amiral Shuldam au lord Sandwich. Vous croyez peut-être que le grand coup est porté, que l'armée Américaine s'est soumise ou a été détruite. Non, Monsieur, les affaires ne sont pas si avancées. Au moins l'armée du Roi aura fait son débarquement dans quelque lieu très intéressant pour le succès des opérations futures de guerre ou de politique. — Ce n'est pas encore cela. — Il y aura donc eu quelque action très-vive, & digne d'embellir l'histoire des guerres littorales. Oh ! point du tout. — Si les choses s'étoient passées de quelqu'une de ces trois manières, il est à croire que les lettres du Général, de l'Amiral & du Gouverneur, n'auroient pas été envoyées comme par occasion ; or, voici ce qu'écrit le Général : *M. Blunt, Lieutenant-Colonel du quatrième régiment, à qui j'ai permis de passer en Angleterre, où il est appelé par ses affaires particulières, aura l'honneur de vous remettre ces dépêches.* J'ajouterai que si la Cour avoit été parfaitement contente de leur contenu, la gazette n'en auroit sûrement pas retranché une syllabe, & cependant chacune porte pour titre : *Extrait de la lettre, &c.* Assurément ce n'est plus le cas de dire qu'il est des détails qu'on ne veut point publier, parce qu'ils nuiroient au succès des opérations futures. Toute perspective semblable, renverroit l'issue de la guerre à l'année prochaine, & seroit

74 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

une disgrâce pour les Ministres, qui jusqu'ici ont soutenu que la campagne actuelle seroit décisive. Enfin, Monsieur, pour ne pas vous faire attendre plus long-tems ; c'est que l'armée, partie de Boston le 17 Mars, pour venir, par Halifax, attaquer la ville de New-York, a débarqué très-paisiblement, suivant l'Amiral, le 3 Juillet, & suivant le Général, le 29 Juin, dans la petite île de *Staten*, grande au plus comme l'île d'*Aix* où elle a été très-bien reçue par la peuplade Hollandoise du lieu, dont le Curé, comme celui de l'île d'*Aix*, ne leve gueres que pour six cens francs de dixmes. Jusques-là vous ne voyez pas un très-grand avantage pour l'armée du Roi dans cet événement. Mais, un peu de patience : l'extrait de la lettre du Général est fort long, & je n'ai pas tout dit. — *Les grenadiers & l'Infanterie légère, qui formoient la premiere division des bâtimens de transport, prirent terre dans cette île à la grande satisfaction de ses fideles habitans qui gémissoient depuis long-tems sous l'oppression des Rébelles. Ceux qui avoient établi leurs quartiers parmi eux prirent soudain la fuite aux approches de la flotte. Je m'attends, Monsieur, à deux observations sur ce passage. Vous me direz que puisque les Rébelles ont fui aux approches de la flotte, & que le Général ne fait mention d'aucun poste qu'ils y eussent occupé, c'est une preuve qu'ils ne faisoient pas grand cas de cette île, & qu'ils n'avoient pas jugé qu'elle valût la peine d'être*

défendue. Tout ce que je puis vous répondre à cela, c'est que le Général a vu, sans doute, les choses autrement; car quoique les Rébelles eussent fui aux approches de la flotte, & qu'il ne fût resté que ceux qui ont reçu l'armée du Roi avec la plus grande satisfaction, M. Howe n'a pas laissé de prodiguer les éloges aux deux officiers qui ont fait exécuter ce paisible débarquement. On dit ici, à ce sujet, qu'il sera bon qu'on se souvienne d'eux pour leur confier la direction des premières joutes qui se donneront sur la Tamise.

Je dois ajouter encore que *soixante hommes* qui apportoit avec eux quelques armes, sont venus le 5 Juillet demander du service. Quoique ce nombre soit bien peu considérable, si l'armée n'a débarqué (suivant la relation de l'Amiral) que le 3 juillet, c'étoit au moins une légère preuve que son arrivée commençoit à causer quelque sensation. Mais si ce débarquement s'étoit effectué dès le 25 Juin, (ainsi que l'annoncent bien clairement les extraits des lettres du Général & du Gouverneur) n'est-il pas risible de faire valoir qu'au bout de neuf jours une soixantaine de miliciens déserteurs soient venus joindre le Général qui se trouvoit en présence d'une armée de vingt à trente mille hommes, & au milieu de 200,000 mécontents?

M. Tryon dit dans sa lettre que le 6 Juillet il a passé en revue la milice de l'Isle, qui s'est trouvée monter à quatre cents hommes, lesquels à sa sollicitation ont prêté de bon cœur

le serment de fidélité à S. M. Deux lignes plus haut, il avoit dit : — *Les habitans de cette île ont volé vers le rivage au-devant de leurs libérateurs, à qui ils se sont empressés de procurer autant de rafraîchissemens & de douceurs qu'il leur a été possible. Comment a-t-il fallu solliciter des gens aussi bien disposés, pour leur faire prêter serment de fidélité ? N'en pourroit-on pas conclure, que ces grandes démonstrations de joie à la vue de l'armée du Roi, ils les auroient données de même pour l'armée Américaine, & qu'ils ne s'attendoient pas qu'on les forceroit à prendre les armes contre leurs freres ? L'amiral Shuldarn ne s'accorde point avec le Gouverneur sur le nombre des habitans qu'on a formés en corps de milice. Il ne le porte qu'à deux cents. Voilà, Monsieur, à quoi se réduisent jusqu'ici tous les avantages effectifs de l'expédition du général Howe. On ne voit plus après cela dans les trois lettres qu'un grand fonds d'attente, de desir & d'espérance. — Le général Howe dit : je me propose d'*ATTENDRE* ici la flotte Angloise, ou l'arrivée du général Clinton.... Il y a tout lieu d'*ATTENDRE* que des corps considérables des habitans d'York, de Jersey & de Conecticut se joindront à l'Armée & qu'excédés d'oppression ils n'*ATTENDENT* qu'une occasion favorable de marquer leur attachement & leur zèle pour le Gouvernement. — On m'a assuré que je puis *ATTENDRE* de Jersey cinq cents hommes qui se préparent à venir joindre*

l'armée du Roi. — Cette disposition du peuple me fait ATTENDRE avec impatience l'arrivée du lord Howe dans l'ATTENTE où je suis que dans ce moment décisif, il pourra faire usage de ses pleins pouvoirs avec le plus grand avantage. C'est ainsi, Monsieur, que ce même Général attendoit des subsistances dans Boston, qu'enfin il a été obligé d'évacuer : que dans Halifax il a attendu jusqu'au 10 Juin son frere l'Amiral avec ses Hessois : que l'Amiral a peut-être attendu dans le même port, que son armée se fût rétablie de sa longue & pénible navigation ; que les différentes divisions des Hessois, après s'être attendues les unes les autres, ont attendu le vent. Que le général Carlton attend des bateaux pour gagner la riviere d'Hudson : que le général Cornwallis attend des munitions, &c. C'est ce qui a donné lieu à cette observation d'un écrivain Anglois : on voit bien que c'est ici une affaire de Ministres, où tout se passe à attendre.

Disons un mot du lord Amiral Howe, qui, suivant la Gazette de la Cour, étoit entré le 23 Juin à Halifax, d'où il alloit repartir sur le champ. Sa traversée n'aura pas été courte, puisque son frere attendoit encore de ses nouvelles le 8 Juillet, jour duquel sont datées les trois lettres. Calculez d'après la traversée du Général Howe. Il est parti de Halifax le 10 Juin, & il est arrivé le 25 devant New-York. C'est tout juste une navigation de quinze jours, & pour la flotte

d'une vingtaine de jours ; car le général dit qu'il étoit venu séparément sur une frégate. Les lettres sont arrivées à Londres le 10 Août ; c'est aujourd'hui le 16 , & la Cour n'a point encore annoncé que l'Amiral & sa flotte de Hessois soient arrivés à New-York ; & assurément elle l'auroit fait , puisqu'elle n'y a pas manqué relativement au Général. Comme il ne faut pas plus de trente jours pour recevoir en Angleterre des nouvelles de New-York. N'est-il pas naturel d'en inférer que le 12 Juillet les Hessois n'y étoient pas encore ? Supposons qu'ils soient partis d'Halifax le 27 Juin , il leur faut vingt jours pour gagner la Nouvelle - York. La réunion des deux armées & des deux flottes ne se fera donc faite que du quinze au dix-sept Juillet. Or , si l'opération n'est pas consommée en fix semaines de tems , que deviendront les escadres & les flottes aux approches de l'équinoxe , & de quoi subsisteront les armées ? Pour vous faire juger de la durée de l'opération , il me suffit de vous représenter la position & l'état des Américains dans les termes mêmes dont s'est servi le général Howe. Après avoir dit qu'un grand nombre de particuliers zélés pour le Gouvernement, qu'il a trouvés *aux arrêts* sur le vaisseau où s'étoit réfugié le gouverneur Tryon , lui ont donné les informations les plus précises de l'état des rebelles , il ajoute : *ils sont en très-grand nombre , très-*

avantageusement postés & leurs camps de Long-Island & de New-York sont couverts par des retranchemens très-forts. Indépendamment d'un train considérable d'artillerie de Campagne, ils ont plus de cent pièces de canon pour défendre la ville du côté de la mer & pour empêcher la flotte de remonter North River, (c'est la riviere de Hudson.) Notez, s'il vous plaît, que son armée n'est gueres que de cinq mille hommes, en y comprenant des renforts d'Infanterie Ecossoise qu'elle a recueillis sur la route; car on a sçu bien positivement en Angleterre, qu'il avoit souffert une désertion prodigieuse pendant le séjour qu'il a fait à Halifax, & que c'est une des raisons qui l'a forcé d'en partir le 10 Juin avant l'arrivée de son frere. Aussi dit-il plus bas : en me tenant toujours prêt pour l'action, je me propose d'attendre ici la flotte Angloise, ou l'arrivée du Lieutenant Général Clinton; à moins que des circonstances imprévues ne me déterminent à agir avec les forces que je commande actuellement : ce qui vous annonce qu'il n'attaquera point d'abord, au moins avec l'armée.

Vous venez de voir ce qu'il dit de la force & des préparatifs de défense des Rebelles, passons au tableau qu'il fait de leur résolution. Il nous apprend trois événemens de la plus grande importance, qui attestent que le parti des Américains pour l'indépendance est pris sans retour, & qui doivent s'être passés depuis son arrivée sur les lieux, & peut-être depuis le débarquement de ses forces. Je vais copier sa re-

lation mot pour mot. Le Gouverneur Franklin qui s'étoit longtems soutenu dans Jersey, vient d'être arrêté à Amboy, & il y a quelques jours qu'on a arrêté le Maire de New-York, accusé de donner avis de ce qui se passoit au Gouverneur Tryon. Sur les plus légers indices, on lui a fait son procès, & il est actuellement condamné à mort, mais la sentence n'étoit pas encore exécutée lors des dernières lettres que l'on a reçues. Et plus bas : Quantité d'habitans du pays se sont rendus tant dans cette Isle, qu'à bord de nos vaisseaux, ces deux derniers jours (le 6 & le 7 Juillet) & j'ai appris d'eux que le Congrès du Continent, venoit de déclarer les Colonies unies, Etats libres & indépendans. Cette nouvelle, que l'on a apprise dans Londres par d'autres voies, a, dit-on, pour dater certaine le 4 Juillet. Ne vous paroît-il pas, Monsieur, que des actes d'une telle vigueur & dans de telles circonstances, ne donnent point lieu de croire que les Colonies soient revenues de leur première ardeur, ou qu'elles regrettent d'avoir poussé les choses à l'extrémité ; ne font-ils pas au contraire désespérer que l'affaire ait une issue aussi prompte & aussi heureuse que l'intérêt de l'humanité doit le faire généralement souhaiter ? Je vous laisse à penser si le Général pourra agir avec quelque efficacité pendant le tems trop long qu'il passera dans l'attente de la flotte Hessoise. Il finit ainsi sa lettre : On prépare des forces navales, pour remonter North-river ; & deux vaisseaux du Roi, l'un de 40, l'autre de 20 canons, ont

reçu

reçu des ordres relatifs à cette opération. Cette phrase a donné lieu au bruit qui s'est répandu hier à la Bourse, que le 9, qui étoit le lendemain de la date des lettres, l'escadre avoit voulu forcer la batterie ennemie, mais qu'elle y avoit échoué, & s'étoit retirée après avoir fait une grande perte. Mais on n'a connoissance d'aucun vaisseau qui soit arrivé depuis le paquebot le *Mercury*, sur lequel est venu M. Blunt.

Je vous ai rapporté en détail tout l'extrait de la lettre de M. Howe, à l'exception d'un seul article que le parti Américain y a lu avec grand plaisir. Le voici: *Six bâtimens de transport appartenans à l'Infanterie Ecossoise, ayant à bord trois compagnies du 42^e. Régiment, & trois du 71^e. se sont réunis à la flotte du vice-Amiral Shuldham dans le cours de sa traversée; & on ne sait rien du reste de cette division, si ce n'est que les gazettes de New-York ont publié que les corsaires Américains avoient pris deux bâtimens de transport, & les avoient conduits dans Boston: que le Major Menzies avoit été tué dans cette action: que M. Campbell, Lieutenant Colonel du 71^e. Régiment, quinze autres Officiers & environ 450 hommes avoient été faits prisonniers. On a remarqué que M. Howe passoit très-légèrement sur la manière dont ces prises se sont faites, parce qu'il auroit été obligé de dire que la flotte s'étoit livrée elle-même à l'ennemi en se présentant devant Boston après qu'il eut si prudemment évacué cette ville.*

Les ennemis du Lord Sandwich n'ont pas manqué non plus d'observer dans la lettre de l'Amiral qui lui a été adressée, comme Ministre de la Marine, qu'il n'étoit nullement question de la perte de ces deux Bâtimens, quoique l'extrait de la dite lettre fît sonner bien haut que l'Amiral Shulldham étoit arrivé à Statem-Island le 3 Juillet avec l'escadre à ses ordres, & avec la flotte entiere des bâtimens de transport des vivres & des munitions de guerre qu'il escortoit, sans en avoir perdu, sans même qu'il s'en fût séparé un seul. Cet Amiral a informé le Ministère qu'il a mis en station un nombre suffisant de corsaires dans les parages voisins où l'Amiral Howe étoit attendu d'un moment à l'autre, pour qu'ils le missent sur la bonne route. Ces croiseurs auront lieu plus d'une fois de se persuader qu'ils ont manqué l'Amiral, ou qu'il n'arrivera jamais si, comme on peut le supposer, il n'est pas parti d'Halifax avant le mois de Juillet.

Je vous ai rapporté en substance, Monsieur, les extraits des trois lettres, dans lesquelles il est difficile de concilier les diverses époques assignées au débarquement de l'armée. Le Général Howe le fixe au 29 Juin, quatre jours après son arrivée à Sandy Hook, & l'Amiral au 3 Juillet, en disant que les troupes ont été débarquées ce jour-là même & le lendemain qui étoit le quatre. Il est vrai que ces pièces ont été arrangées pour la gazette dans des départemens différens, & qu'on a voulu les donner au public avec la plus grande diligen-

ce. Cela vous explique comment elles peuvent manquer d'uniformité sur plusieurs points essentiels. Mais on pourroit en conclure aussi que tout le concert possible ne regne pas entre l'administration des Colonies & celle de la Marine.

Je viens de voir une lettre écrite de l'armée américaine dans New-York le 7 Juillet, & qui est arrivée très-heureusement à sa destination par le même paquebot qui a apporté les dépêches du Général. Je me fais un plaisir de vous la transcrire.

» Comme tout est changé dans cette ville ! nos luths ont perdu leur accord, nos harpes restent suspendues aux troncs des saules, & l'air retentit du bruit aigre de la trompette guerrière, mêlé à celui de nos gémissemens. Une batterie de cent vingt canons défend les approches de la ville & de la rivière du Nord : nous avons élevé de fortes redoutes ici & à *Long-Island* : nos troupes garnissent tous les postes de quelque importance ; elles sont nombreuses & pleines d'ardeur. Nous nous attendions à être attaqués par le Général Howe aussitôt que son armée seroit débarquée ; mais elle s'est établie dans l'Isle de Staten, misérable & petit endroit qui ne nous a point paru valloir la peine & la dépense de le fortifier. Nous savions très bien que le Gouverneur Tryon & les Torys avoient instruit l'ennemi de notre position & de nos forces. C'est ce qui nous explique le nœud de sa conduite actuelle. Je vais que l'é

84. AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

vous en dire le mot , pour que vous compreniez aussi comment il se fait que le Général soit venu avec tant de diligence , & qu'il se presse si peu de nous attaquer. Faites bien attention à ceci. Il y a quelque tems que le Général Washington , qui est universellement aimé parmi nous , reçut un avis secret de se tenir sur ses gardes. Les précautions qu'il a su prendre , ont fait tomber entre ses mains une lettre d'après laquelle il a fait aussitôt arrêter le Maire de cette ville & d'autres Torys. On a découvert par leurs papiers le complot le plus noir qu'il fût possible d'imaginer. Ils avoient résolu de se saisir du Général Washington & des autres Chefs , dès que le Général Howe paroîtroit , & d'enclouer tous nos canons , pour faciliter le débarquement de l'ennemi & lui procurer une victoire facile. Ce complot concerté avec le Gouverneur Tryon , avoit été communiqué par lui au Général Howe , qui en conséquence , s'est pressé de partir d'Halifax , pour en voir consommer l'exécution. Le procès a été fait au perfide Maire , & il a reçu son jugement de mort ; mais on a sursis à l'exécution , & on le garde en prison avec d'autres conjurés. Vous voyez ce qu'on peut attendre de ces indignes Torys , & de leurs détestables principes. C'est une seconde édition de ce qu'ils ont fait à la Caroline Septentrionale. Mais désormais aussi on n'aura plus pour eux aucun ménagement. Nous imaginons que le Général Howe attendra des renforts pour nous attaquer. Lorsqu'il

le fera , la journée sera chaude. Le Ciel en décidera. Jugez de notre impatience & de l'agitation où nous serons jusqu'à ce terrible moment. Un certain Colonel Campbell avec tous ses Officiers & sept cens hommes , a été enlevé par nos corsaires après un combat très-court. Nous venons d'envoyer un gros détachement vers le Canada , pour renforcer notre armée qui y a souffert un échec , & qui a perdu le brave Général Thomson «.

Pour vous donner , Monsieur , une idée de la situation où se trouve actuellement l'armée du Général How à l'égard de la ville de New-York , je vais vous copier un passage du voyage de M. Burnaby dans ce pays en 1760. » Je passai , dit-il , de la Nouvelle Jersey , dans l'Isle de Staten , de la Province de la Nouvelle-York , & j'avantai l'espace de neuf miles jusqu'à la pointe qui fait face à la ville de New-York. A cette pointe je m'embarquai pour New-York , & je fis une traversée agréable , d'environ trois lieues. La ville de New-York est située sur la pointe d'une petite Isle découverte du côté de la Baye , & circonscrite dans le reste de son contour par les rivières du Nord & de l'Est ; elle domine sur une magnifique nape d'eau , & découvre les Isles de Jersey , de Long-Island , de Staten & beaucoup d'autres qui sont éparées dans la Baye «.

» On compte dans la ville de New-York deux ou trois mille maisons , & environ dix-sept mille habitans. Les rues , quoique nettes & pa-

86 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

vées , y font étroites , à l'exception de deux ou trois qui font bordées de rangées d'arbres. L'étendue de la ville en longueur , est d'environ une lieue sur un tiers de lieue de largeur. L'air y est très-bon ; mais on y manque d'eau ; & celle que boivent les habitans leur est apportée de sources qui font assez éloignées de la ville. La Baye de New - York communique avec celle de Newark , avec le Sund , la riviere d'Amboy & plusieurs autres. Elle reçoit aussi la riviere de Hudson ; autrement appelée *North-River* , une des plus larges de l'Amérique , & qui est navigable pour des petits bâtimens , jusques à Albany , à cent cinquante miles , ou cinquante lieues de son embouchure. D'Albany on communique , par la riviere de Mokok & d'autres qui arrosent le pays des six Nations , avec le Lac Ontario ; & par les Lacs du Saint Sacrement & de Champlain , & la riviere Sorel avec le fleuve Saint Laurent , sauf cependant quelques portages. C'est cette riviere du Nord ou de Hudson , dont l'entrée est défendue par les batteries des Américains , que le Général se dispoisoit à faire attaquer par deux vaisseaux. Vous jugez , Monsieur , combien elle est intéressante pour les uns & pour les autres , à cause de la facilité qu'elle donneroit pour une réunion de l'armée de débarquement avec celle du Général Burgoyne dans le Canada : ce qui opéreroit sur le champ l'investissement de la Nouvelle Angleterre. » Quant à l'Isle de Staten , poursuit M. Burnaby , elle peut

avoir quatre lieues de long sur environ deux de large. Il n'y a qu'un seul petit village appelé *Richmon-Town*, d'où M. Howe a daté sa lettre. Le pays est ou montueux ou marécageux, & en général très-âpre. Vers le midi, se trouve une assez bonne plaine. Les habitans sont pour la plûpart Hollandois, descendans de ceux qui furent chassés de la Nouvelle York qu'ils avoient usurpée. Cette Isle forme le Comté de Richmond. « Vous voilà, Monsieur, parfaitement au fait du théâtre de la guerre, & des dispositions des deux parties belligérantes. Vous voyez dans quelles circonstances le Lord Howe, s'il ne tarde point à arriver, se présentera avec les plein-pouvoirs qui le rendent l'arbitre du sort des deux Empires. Tous les vrais amis du repos général & du bonheur de l'humanité, doivent désirer qu'il soit vrai, comme le bruit s'en répand ici de plus en plus, que cet Amiral n'a accepté sa commission, que sous la promesse qu'il feroit absolument le maître des conditions d'un accommodement; & que c'est l'avis du Roi qui a décidé la question en faveur d'une proposition qui feroit à jamais chérir de tous les honnêtes gens le nom glorieux de Howe. Ceux qui sont persuadés que tel est le vrai état des choses, attendent par les premières dépêches, la nouvelle d'une action absolument décisive, ou d'une suspension d'armes.

On m'apprend dans le moment, Monsieur, que le lord Amiral Howe est reparti de Halifax le 7 Juillet, & qu'il a dû rejoindre le

88 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Général son frère à l'île de *Staten* vers le 20 Juillet, avec toute la flotte Hessoise. On n'est inquiet que pour le bataillon de mille hommes des gardes, qui étoient de ce convoi & dont on n'a eu aucunes nouvelles depuis leur départ d'Angleterre. Le bruit se répand fortement, que le général Howe a évacué l'île de *Staten* lorsqu'il s'est vu renforcé par l'escadre & l'armée de son frère, & qu'ils sont partis pour Philadelphie où le Général se rendra par terre après avoir débarqué à *Perth-Amboy*. Il est certain que le lord Howe donneroit ainsi une efficacité plus active & plus directe aux propositions d'accommodement qu'il croira pouvoir faire ; & la connoissance qu'il aura eue de l'acte de séparation & d'indépendance, publié le 4 Juillet par le Congrès, aura pu le décider à rapprocher le théâtre de la guerre de celui de la négociation. Que ce moment est intéressant ! Je dois pourtant vous observer qu'aucune autorité ne garantit la nouvelle du mouvement des armées, mais que c'est seulement un bruit général, d'après des lettres de Portsmouth où il est arrivé un exprès, parti, dit on, de New-York le 20 Juillet. — Il se débite aussi que le général Clinton a fait une tentative malheureuse à Charles-Town, d'où il a été repoussé avec perte, & que deux vaisseaux du Roi se sont perdus sur la barre. Ce qui aide à confirmer ce bruit, c'est la phrase de la lettre du général Howe, où il dit qu'il attend le gé-

ral Clinton devant New-York. Cela feroit toujours présumer qu'il a manqué son entreprise. Le lord Dunmore a abandonné sa station devant Norfolk, & s'est porté à la profondeur de 70 milles dans la baie de Chesapeake à Guns-Island. Il y est mouillé avec cent bâtimens, sur lesquels sont embarqués tous les amis du gouvernement, au nombre d'environ six cents en état de porter les armes y compris les negres. On dit que deux bâtimens de transport où étoient sept cents Hessois, ont été pris par les corsaires Américains.

J'ai l'honneur d'être, &c.

P. S. On m'apporte, Monsieur, une traduction de l'acte du Congrès général de l'Amérique du 4 Juillet. C'est sans contredit le plus grand événement de la campagne, de la guerre même, & peut-être de ce siècle. Je vais le transcrire ici en sa totalité : car il ne faut en rien perdre. De pareils écrits & des subversions d'Empire, sont chose très-rare ; heureusement !

*Déclaration des Représentans des Colonies unies
de l'Amérique, assemblées en Congrès gé-
néral le 4 Juillet 1776.*

Lorsque dans le cours des événemens humains, un peuple se voit forcé à dissoudre les liens politiques qui l'unissoit à un autre, & à prendre séparément parmi les Puissances de

90 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

la terre, & suivant le droit de l'égalité, la place que lui assignent les loix de la nature & du dieu de la nature, il est décent & convenable, que par respect pour les opinions du reste des hommes, ce peuple fasse connoître les motifs qui l'ont porté à une telle séparation.

Voici des vérités évidentes par elles-mêmes C'est que tous les hommes ont été créés égaux : c'est qu'il est certains droits inaliénables dont le Créateur les a doués, tels que la vie, la liberté & le desir du bien être, pour le maintien desquels furent institués parmi eux les gouvernemens, qui tiennent leurs justes pouvoirs du consentement des gouvernés ; & que dès qu'une forme de gouvernement tend à les détruire, le peuple a le droit de la modifier ou de l'abolir, & d'en instituer une nouvelle, en posant sa base sur les principes, & donnant à ses pouvoirs l'organisation qu'il juge les plus propres à effectuer sa sûreté & son bonheur. La prudence veut sans doute qu'on ne change pas pour des causes frivoles ou passagères des gouvernemens établis depuis long-tems ; aussi l'expérience a-t-elle fait voir que les hommes se résignent plus volontiers à souffrir, tant que les maux sont supportables, qu'ils ne se décident à se faire justice eux-mêmes, par l'abolition d'un gouvernement auquel ils étoient habitués. Mais lorsqu'une longue suite d'abus & d'usurpations toutes invariablement dirigées vers le même but, prou-

vent évidemment le projet de réduire un peuple à l'asservissement sous un despotisme absolu ; c'est le devoir autant que le droit de ce peuple de secouer le joug d'un pareil gouvernement , & de se procurer d'autres gardiens qui lui répondent de sa sûreté future. Telle a été la patience des Colonies Américaines dans leurs souffrances , & telle est aujourd'hui la nécessité qui les force à changer la forme de leur gouvernement. L'histoire du Roi actuel de la Grande-Bretagne , n'offre qu'un tissu d'outrages & d'usurpations , qui toutes ont eu pour objet direct l'établissement d'une tyrannie absolue sur les états Américains. Pour le prouver il nous suffira d'exposer les faits suivant à tout ce qu'il y a de gens sans partialité , dans l'univers.

Il a refusé son consentement aux loix les plus salutaires & les plus indispensables pour l'intérêt du bien public.

Il a défendu à ses Gouverneurs de passer des loix d'une importance extrême & d'une nécessité urgente ; à moins que leur action ne fût suspendue jusqu'à ce qu'on eût obtenu son consentement ; & dans leur état de suspension il les a entièrement négligées.

Il a refusé de passer d'autres loix à la convenance de districts considérables , à moins que les peuples de ces districts n'abandonnassent leur droit de représentation dans le corps législatif : droit inappréciable pour eux & qui n'est formidable que pour un gouvernement tyrannique.

92 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Il a convoqué des corps législatifs dans des lieux inusités, où manquoient toutes les douceurs de la vie, & éloignés des dépôts des actes publics, avec la seule vue de fatiguer leur constance & de les faire plier à ses desseins.

Il a dissous, plusieurs fois, des corps représentatifs, parce qu'ils s'étoient opposés avec une mâle fermeté à ses entreprises sur les droits du peuple.

Après avoir ainsi dissous ces corps, il s'est refusé, pendant très-longtems, à en faire établir d'autres; d'où il résulte que l'autorité législative ne pouvant point s'anéantir, a remonté vers sa source, qui est le peuple, pour être par lui exercée. Mais dans l'intervalle l'Etat a été exposé à tous les dangers d'une invasion du dehors, & aux plus inquiétantes convulsions au dedans. Il a cherché à arrêter l'accroissement de la population dans les Etats Américains, en suscitant des embarras dans l'exécution des loix pour la naturalisation des étrangers, en refusant de passer des loix pour autoriser leurs émigrations vers l'Amérique, & en haussant les termes auxquels on avoit jusques-là obtenu les nouvelles appropriations de terres.

Il a arrêté le cours de l'administration de la justice, en refusant son consentement à des loix dont l'objet étoit de conférer un pouvoir judiciaire.

Il a rendu les Juges dépendans de sa seule

volonté, en mettant leurs offices sous sa main , & en se rendant le maître de regler & de payer leurs gages.

Il a érigé une multitude de nouveaux offices, & envoyé en Amérique des légions d'employés pour harrasser le peuple & dévorer ses subsistances.

Il a entretenu des armées parmi nous en tems de paix , sans le consentement de nos corps législatifs.

Il a cherché à rendre le militaire indépendant de la puissance civile , & à faire même qu'il lui devînt supérieur.

Il a comploté avec (*) d'autres , pour nous soumettre à une Jurisdiction étrangere à notre constitution , & inconnue à nos loix : donnant son consentement à leurs prétendus actes de législation , qui ont eu pour objet :

(*) Le Parlement de la G. Br.

De distribuer parmi nous des corps considérables de troupes armées :

De garantir ces troupes , par des formes illusives , d'être punies pour les meurtres qu'elles auroient commis sur les peuples d'Amérique :

D'interrompre notre commerce avec toutes les parties du monde :

De nous imposer des taxes sans notre consentement :

De nous priver , en plusieurs cas , de l'avantage d'être jugés par nos Pairs :

De nous transporter au-delà des mers pour y être jugés pour de prétendus délits :

D'abolir le vrai système des loix Angloises,

(*) Le Canada.

dans une province (*) voisine, en y établissant un gouvernement arbitraire, & en donnant une telle extension à ses limites, que cette Province pût servir tout à la fois & d'autorité, & d'instrument pour introduire le même pouvoir tyrannique dans les autres Colonies :

De nous enlever nos chartres, d'abolir nos loix les plus précieuses, & de changer, jusques dans leur base, les formes de notre gouvernement :

De suspendre nos corps législatifs & de se déclarer eux-mêmes revêtus du pouvoir de porter des loix pour nous dans tous les cas quelconques.

Il a abdiqué le gouvernement des Etats Américains, en déclarant qu'il nous retiroit sa protection, & en nous faisant la guerre.

Il a exercé le brigandage sur nos mers, ravagé nos côtes, brûlé nos villes & fait couler le sang des peuples Américains.

Actuellement, il fait passer en Amérique des armées considérables de mercenaires étrangers, pour consommer ses œuvres de mort, de désolation & de tyrannie, qu'il avoit commencées avec des recherches de cruauté & de perfidie, dont les siècles de barbarie fournissent à peine l'exemple, & trop indignes du chef d'une nation civilisée.

Il a forcé nos compatriotes, pris à la mer, à porter les armes contre leur pays & à devenir les bourreaux de leurs amis & de leurs

freres , ou à périr eux-mêmes de leurs mains.

Il a excité parmi nous des soulevemens domestiques , & a essayé de faire tomber sur nous les habitans de nos frontieres , d'impitoyables sauvages , qui ne savent faire la guerre que pour le carnage , sans distinction de sexes , d'âges , ou de conditions.

A chacun de ces degrés d'oppression , nous nous lui avons adressé les plus humbles remontrances , pour lui demander les redressement de nos griefs ; & nos suppliques réitérées n'ont obtenu d'autre réponse que des outrages réitérés.

Un Roi , dont le caractère est marqué ainsi par tous les traits de la tyrannie n'est point propre pour être le gouverneur d'un peuple libre.

Et , quant à nos freres de la Grande-Bretagne , nous n'avons pas manqué non plus d'attention à leur égard. Nous n'avons cessé de les avertir des entreprises que leur Parlement faisoit pour étendre sa juridiction sur nous , contre tout droit & justice. Nous leur avons remis sous les yeux les circonstances de notre émigration & de notre établissement en Amérique. Nous en avons appelé à leur justice & à leur magnanimité , & nous les avons conjurés par les liens de notre fraternité , de désavouer ces usurpations , qui infailliblement détruiroient entr'eux & nous, toute union & toute correspondance. Ils ont été eux-mêmes sourds au cri de la Justice & de la

96 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

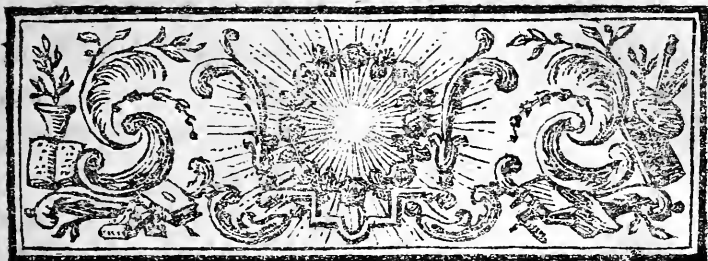
Nature. Nous sommes donc forcés de céder à la nécessité qui met une séparation entre nous, & de les regarder, ainsi que tout le reste des hommes, comme nos ennemis en guerre, & nos amis en paix.

A ces causes, nous, les Représentans des Etats Unis de l'Amérique, assemblés en Congrès général, après avoir invoqué le suprême Juge de l'Univers, en témoignage de la droiture de nos intentions, Nous, au nom & par l'autorité des louables peuples de ces Colonies, publions & déclarons solennellement, que ces Colonies unies sont, & de droit doivent être Etats libres & indépendans : qu'elles sont relevées de toute *allégeance* envers la Couronne Britannique : que toute liaison politique entr'elles & l'Etat de la Grande-Bretagne est & doit être totalement dissoute ; & qu'en leur qualité d'Etats libres & indépendans, elles ont pleine autorité pour faire la guerre ou la paix, contracter des alliances, établir le commerce & faire tous autres Traités & actes que les Etats indépendans peuvent faire de droit. Et à l'appui de cette déclaration, en mettant notre plus ferme confiance dans la protection de la Providence divine, nous engageons mutuellement les uns envers les autres, nos vies, nos biens, & tout ce que nous avons de plus cher, notre honneur.

Signé par ordre & au nom du Congrès,

Jean Hancock, Président.

Attesté Charles Thompson, Secrétaire



AFFAIRES DE L'ANGLETERRE ET DE L'AMÉRIQUE. 1776.

CHAMBRE DES COMMUNES.

LA Chambre délibère sur diverses pétitions pour obtenir l'exportation de certaines denrées, & elle arrête en Comité de permettre celle d'une quantité déterminée de biscuits & de grenailles à l'île de Terre-Neuve, à la Nouv. Ecosse, à la baye des Chaleurs & à la côte de Labrador, pour l'avantage des pêcheries britanniques dans ces parties. 1.^r Mai.

Le Comité du subside arrête d'accorder 92,421 l. 14 s. 1 d. $\frac{1}{4}$. pour le déficit de la somme octroyée en 1774 à l'occasion de la refonte des especes d'or, & 13,000 l. pour l'entretien des forts & établissemens sur la
N^o. VIII. A

2 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

1.^r Mai. côte d'Afrique durant la présente année 1776.

Le lord North remet à la Chambre une copie du Traité avec le Prince de Waldeck, & aussitôt il fait lecture du message du Roi :

» GEORGE, ROI, Sa Majesté, se reposant sur le zèle éprouvé & l'affection de ses fideles Communes, & considérant que, durant les présens troubles dans l'Amérique Septentrionale, il pourroit survenir des événemens imprévus de la plus grande importance, qui pourroient avoir des suites dangereuses, si l'on ne prenoit aussitôt des mesures pour y obvier ou les renverser, desire que cette Chambre la mette en état de défrayer toutes dépenses faites ou à faire à l'occasion des services militaires pour l'année 1776. selon que l'état des affaires l'exigera. Et S. M. ayant jugé nécessaire de rendre sa proclamation en conformité de l'acte du Parlement passé dans la quatorzième année de son règne, pour faire rentrer le reste de la monnoie d'or décriée, ne doute point que ses fideles Communes ne la mettent en état de suppléer aux besoins que pourra occasionner ce service, & dont l'on ne sauroit encore donner l'évaluation certaine. GEORGE, Roi.

2. Mai. LE NOMBRE des bâtimens de transport actuellement au service de l'Angleterre, se monte à plus de cinq cents voiles ; en y comprenant les vaisseaux étrangers fretés pour les troupes Hessoises.

La seconde division de ces troupes qui,

avec le régiment de Hanau, sera de cinq mille hommes, n'attend, pour partir des ports d'Allemagne, que les bâtimens de transport. Mais il est plus que probable qu'on ne les verra point à Spithead avant le premier Juin, plusieurs des bâtimens qui doivent aller chercher ces troupes étant encore occupés actuellement à décharger leurs cargaisons sur la Tamise. Tous les bâtimens frettés pour ce service sont ou Hollandois ou Hambourgeois, & on fait très-bien que même le plus pressant danger ne les feroit pas hâter leur marche ou se détourner d'un seul pas de leur route ordinaire.

Extrait d'une Lettre de Spithead, du 2 Mai.

On s'attend que nous mettrons à la voile demain pour Boston, sous les ordres du Commodore William Hotham, qui arborera son pavillon à bord du *Preston* de cinquante canons. Les vaisseaux qui vont sous son commandement sont le *Jersey*, vaisseau hôpital; l'*Emerald*, de 32 canons; la *Brune*, aussi de 32; le *Strombolo*, brulot; la *Carcasse*, bombarde; & tous les bâtimens de transport qui sont prêts. Il y a actuellement ici plus de cent bâtimens de transport, qui tous ont à bord des troupes étrangères.

JOURNAL DE L'AMÉRIQUE.

Pendant que le Ministère prend toutes les mesures possibles pour réduire les Colonies Américaines à l'obéissance, quelques Gouverneurs de ces Provinces font aussi de leur

A F FAIRES DE L' ANGLETERRE

2 Mai. côté les plus sérieux efforts pour les ramener par la voie de la persuasion.

Le comte de DUNMORE, Gouverneur de la Virginie, a écrit dans cette vue au sieur Richard Corbin la lettre suivante à bord du vaisseau le Dunmore, sur la rivière d'Elisabeth, le 27 Janvier.

MONSIEUR,

Nonobstant les reproches aussi multipliés que faux & cruels, qu'on a semés contre moi, comme si j'étois un ennemi de la Colonie; & quoique les Chefs actuels puissent avoir cru, pour le maintien des mesures qu'ils ont récemment adoptées, qu'il étoit nécessaire de me représenter sous un point de vue absolument contraire à celui, sous lequel il leur avoit plu de me considérer, il n'y a encore que peu de mois; assuré cependant moi-même de mon ferme attachement au pays en général, & à cette Colonie en particulier, je suis pleinement convaincu, qu'il n'y en a pas un seul parmi eux, qui, ayant jamais considéré ma conduite d'un œil impartial, ne soit persuadé que chaque acte de mon administration a tiré sa source d'un cœur qui n'a jamais nourri une seule pensée, dont le bon-heur réel & le bien-être de cette Colonie ne fût l'objet. Ce bien-être ayant constamment été mon principal but, au moment même que je reçus mes dépêches, l'année dernière, je convoquai l'Assemblée, pour mettre devant elle les résolutions du Parlement, ne doutant point alors qu'elles ne fussent reçues avec joie par tous ceux qui souhaitoient le bien du pays. Ayant reçu aujourd'hui le très-gracieux discours du Roi, je saisis, avec le plus grand plaisir, le dernier paragraphe qu'il contient, & dans lequel S. M. dit: » Il pourroit aussi convenir d'autoriser les personnes, munies de pareilles commissions, à réintégrer telle Province ou Colonie, qui retourneroit ainsi à l'obéissance, dans le libre exercice de son commerce

& de son trafic, ainsi que dans la jouissance de la même protection & sûreté, comme si elle ne se fût jamais rendue coupable de révolte ». Je saisis, dis je, avec la plus grande avidité ce sentiment si généreux, si humain, & si véritablement noble, pour offrir de nouveau de faire tous les efforts qui seroient en ma faible puissance, afin de procurer, par tous les moyens qu'on croiroit utiles, une réconciliation honorable, permanente, prompte & heureuse entre cette Colonie & la Mere-Patrie. Je supplie le Tout-puissant qu'ils puissent faire, à ce sujet, de mûres réflexions avant de s'attirer la vengeance de ce peuple puissant, quoique bon; & de plonger ainsi ce pays, naguères si fortuné, dans toutes les horreurs de la guerre civile la plus destructive qui, quand même elle seroit aussi heureuse que les plus échauffés d'entre eux pourroient l'espérer, ne sauroit cependant se terminer que par leur destruction inévitable. Car quel est donc l'avantage qu'ils peuvent en attendre, & quels ne sont pas les maux, qu'ils ont à craindre en s'opiniâtrant dans cette contestation, la plus ruineuse & la plus dénaturée qui pût arriver? Si les conducteurs actuels du peuple étoient aussi bien disposés pour rentrer dans leur devoir, que je fais que l'est le gros de la Colonie, ils embrasseroient l'occasion favorable qui s'offre aujourd'hui; mais, s'ils s'aveuglent assez eux-mêmes pour croire qu'il puissent secouer entièrement le joug de la fidélité qu'ils doivent au meilleur des Souverains, & rompre leur lien avec cet Etat qui les a nourris avec le plus tendre soin paternel; leur mémoire sera transmise à la postérité comme celle des hommes les plus séditieux & les plus ingrats ».

» La conviction intime que j'ai, Monsieur, de votre attachement zélé au pays de votre naissance; l'admiration que vous témoignez pour cette constitution & ce Gouvernement vraiment excellent, sous lequel vous avez si long-tems vécu avec bonheur; & l'amour, dont vous êtes animé pour notre très-gracieux Souverain, m'engagent à vous importuner de

6 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

2 Mai.

cette offre de mes services pour la Colonie. Je vous prie d'affurer tous & chacun, auxquels vous jugerez à propos de communiquer ma présente Lettre, de ma bonne volonté pour m'exposer à toutes les fatigues ou difficultés, dans la vue de rendre son bonheur parfait. Il ne me reste qu'à vous prier de soutenir mes efforts, pour effectuer une réconciliation entre ce pays & la Mere Patrie, par l'interposition de vos avis les plus salutaires, & par tous les secours qui seront en votre pouvoir. Que l'un & l'autre nous puissions nous réjouir d'un heureux succès, c'est le vœu ardent de celui qui est, &c.» *Signé DUNMORE*

M. Richard *Corbin* ayant envoyé cette lettre au Comité de sûreté de la Virginie, ce Comité lui fit la réponse suivante :

M O N S I E U R ,

Le Comité de sûreté a pris en considération la Lettre, qui vous a été adressée par le Lord Dunmore, & que vous lui avez communiquée. Vous, Monsieur, qui êtes si parfaitement instruit des sentimens du pays, que nous représentons aujourd'hui, devez être convaincu, qu'il s'estimerait extrêmement heureux par une réconciliation juste & honorable avec la Grande-Bretagne, sans effusion ultérieure de sang; mais nous ne sommes point autorisés, ni même portés par inclination à nous mêler de la voie de négociation, pour effectuer cet objet desirable. Dans la dernière requête présentée au Trône, le Congrès Continental a prié S. M. de déterminer quelque voie pour entamer une telle négociation. Et, si l'Administration est disposée à guérir la blessure portée à l'Empire Britannique d'une manière si dénaturée, elle embrassera cette occasion d'atteindre ce but qui probablement sera la dernière. A tout événement, toute autre démarche, quelle qu'elle soit, doit partir des représentans du Continent & non pas de nous. Nous communiquerons cependant cette Lettre à l'Assemblée des Communes.

qui, en conséquence de son ajournement, doit s'assembler le premier jeudi du mois de Mars; & nous soumettrons la matière à son avis, au cas qu'il y ait alors un nombre suffisant de Membres pour travailler aux affaires, ou aussi-tôt après qu'un tel nombre pourra être rassemblé. En attendant, si le Lord est d'inclination, & s'il a en son pouvoir de rendre service à la Colonie, & d'éviter que la brèche ne soit encore élargie, il peut le prouver en faisant cesser les hostilités contre les habitans; jusqu'à ce que les dernières intentions de S. M. à l'égard d'une négociation, soient connues.

Nous avons, Monsieur, la plus grande confiance en votre attachement aux intérêts réels de l'Amérique; & nous sommes convaincus que la communication du contenu de cette lettre, que vous nous avez donnée, provient du motif le plus louable. Nous sommes avec beaucoup de respect, &c.

Signé, Edmund Pendleton, pour le Comité.

M. James WRIGHT, Gouverneur de la Georgie, a fait une démarche semblable à celle du Lord Dunmore, & avec aussi peu de fruit; ainsi qu'on va le voir par la copie suivante de la Gazette de cette Colonie.

De Savannah dans la Georgie, le 14 Février.

Le Gouverneur avec sa famille a quitté cette ville le 11 de ce mois, & s'est embarqué sur le vaisseau le *Scarborough* à Tybée.

Lettre de M. Wright, Gouverneur de la Géorgie; à M. James Mackay & aux autres Membres du Conseil de S. M. à Savannah; écrite à bord du Scarborough, mouillé à Cockspur le 13 Février.

MESSIEURS.

Depuis plus de trois semaines j'ai fait tous mes

8 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

2 Mai. efforts pour obtenir de ceux qui sont actuellement à la tête des affaires, que les Commandans des vaisseaux de S. M., dans ces parages, pussent avec assurance se rendre à la ville & avoir une libre correspondance avec moi, sans recevoir aucune espece d'insulte de la part du peuple assemblé dans la ville & aux environs, & pour que les vaisseaux de S. M. pussent aussi se fournir de provisions en les achetant tout ce qu'elles valent. Comme j'ai vu que le dernier message relatif aux objets que je desirois être exposés par les Représentans de la ville de Savannah, à ceux qui ont l'autorité en main étoit reçu si légèrement & regardé avec tant d'indifférence que, bien que je l'eusse envoyé le 5 de ce mois au matin, j'ai été cinq jours sans recevoir aucune sorte de réponse & que je ne fais pas même si l'on se propose de m'en faire une ou non; & comme je suis persuadé qu'il est essentiel au service de S. M. & au bien de cette province que j'aye une entrevue avec les officiers du Roi, qui s'y trouvent, d'après toutes ces raisons & beaucoup d'autres que vous devez connoître & approuver, à tout événement, j'ai pris la résolution de me rendre ici & j'y suis arrivé heureusement hier matin à trois heures.

Après avoir murement & pleinement examiné les différentes lettres que j'ai reçues d'Angleterre & du général Howe à Boston, & après avoir eu de longues conférences avec les officiers de S. M. qui sont ici, j'ai la satisfaction de pouvoir vous assurer que les forces qui sont actuellement dans les environs, (quoique bien suffisantes pour réduire tous ceux qui voudroient tenter quelque opposition) ne commettront aucune hostilité contre cette province, & qu'elles ne desiront & ne demandent autre chose qu'une correspondance amicale & un secours de provisions fraîches. Vous pouvez absolument compter sur les assurances que je vous donne. Voilà ce que les officiers de S. M. attendent de vous, ils y ont un droit incontestable & ils insistent sur leur demande. C'est ce qu'aujourd'hui

2 Mai.

d'hui je requiers solennellement au nom de S. M. & en qualité (peut-être) *du meilleur ami des peuples de la Georgie*. Je leur conseille d'y acquiescer sans le moindre délai, sans quoi je les prévien qu'il n'est pas en mon pouvoir de leur assurer la continuation de la paix & de la tranquillité dont ils jouissent à présent, si l'on peut qualifier de ce nom la situation où ils se trouvent.

Sa Majesté a bien voulu m'accorder la permission de retourner en Angleterre, &, quoiqu'on en puisse penser, mon attachement pour la Province & pour ses habitans est tel que je ne puis me dispenser, peut-être pour la dernière fois, de les exhorter à se soustraire eux & leur postérité à la ruine & à la destruction totale & très-prochaine, dont ils sont menacés; & je ne puis les quitter sans leur recommander encore de la manière la plus pressante & la plus amicale, de se désister de leurs projets & de leurs résolutions actuelles; la chose dépend encore d'eux; & s'ils me donnent jour à le faire, je m'engage (autant que je le pourrai) à leur faire obtenir une amnistie générale pour tous les crimes & délits passés. Je les conjure, avant qu'il soit trop tard, de donner l'attention la plus sérieuse à ma proposition; mais de quelque façon que les choses tournent, qu'ils se ressouvienent qu'aujourd'hui, au nom du Roi, j'offre à la province de la Georgie la branche d'olivier, objet si désiré, trésor inestimable, & qui rendra la paix & la félicité à ses habitans & leur postérité.

Le capitaine *Barklay* m'a offert de notifier qu'il est très-disposé à donner toute l'assistance qui sera en son pouvoir aux Capitaines des vaisseaux marchands, qui auront pris leurs expéditions, pour les mettre en état de poursuivre leur voyage. Je dois aussi vous informer que le senu pris vendredi ou samedi dernier ne l'a été que par une méprise de l'officier qui commandoit le sloop armé, & que si le propriétaire veut venir, non seulement le sloop lui sera rendu, mais même on lui payera un prix raisonnable du riz qui étoit à

IO AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

2 Mai. bord & dont on a pris une partie pour nourrir les porcs & la volaille. Je vous observe encore que ledit sloop armé remontera demain jusqu'à la pointe *Four-mille* pour faire de l'eau fraîche & non pour autre chose. Je vous prie de vouloir bien communiquer cette lettre, que je regarde comme de la plus grande importance pour tout le peuple de la Géorgie, au Congrès, s'il est assemblé, & s'il ne l'est pas, à ceux qui composent ce qu'on appelle le Conseil de sûreté & nommément aux habitans de la ville & de la Province en général, & de leur dire que j'attendrai pendant un tems raisonnable leur réponse claire & précise sur chaque point de ma lettre. Je suis avec une parfaite estime, Messieurs, votre très-obéissant serviteur.

Ja. Wright.

*Réponse du Congrès, adressée aux Membres du
Conseil de Sa Majesté.*

A Savannah, le 17 Février 1776.

MESSIEURS,

Nous avons examiné, avec toute l'attention due à l'importance d'une affaire aussi sérieuse, la lettre que vous avez communiquée au Congrès de la part du Gouverneur qui nous a quittés tout-à-coup, & contre toute attente. D'un côté, nous sentons un déplaisir & une répugnance inexprimables à être obligés de regarder comme ennemis ceux que tout récemment nous aimions comme nos frères & nos compatriotes; & de l'autre nous nous trouvons forcés, par la loi de la conservation & de la défense de soi-même, de régler en quelque sorte notre conduite d'après cette idée.

Son Excellence nous informe que des forces très-considérables, tant par mer que par terre, sont arrivées à Cockspur, lesquelles, à ce qu'il paroît, attendent

de jour en jour de nouveaux renforts ; mais que pour le présent elles ne pensent point à commettre des hostilités contre cette province. Il nous est impossible d'imaginer ce qu'elles se proposent , puisque la présence de cet armement manifeste certainement des projets. Il se peut faire que leur première & immédiate opération ne soit pas contre cette province ; mais ne devons-nous pas nous regarder comme une partie du tout ? Et le message même du Gouverneur ne tend-t-il point à rendre efficaces les mesures auxquelles nous devons nous opposer de concert avec l'Amérique ? Sous ce point de vue , nous en appelons à tout l'Univers , & nous demandons si ce ne seroit pas trahir & abandonner lâchement la cause générale , que de contribuer le moins du monde (de quelque manière que les choses tournent) à faire trouver une assistance que nous pouvons refuser.

Vous pouvez nous croire , Messieurs , lorsque nous vous disons que nous manquons d'expressions pour rendre le chagrin que nous fait éprouver la situation de cette province. Nous connoissons les inconvéniens qui doivent naître d'une dissolution d'ordre & de gouvernement , & qu'il ne faut choisir cet état que comme l'alternative d'un plus grand mal. Ce qui ajoute encore à nos peines , c'est que nous soyons forcés , par une suite naturelle des choses , d'établir une distinction entre les Anglois & les Américains , & de refuser aux premiers ce que nous accorderions de si bon cœur aux derniers. Il seroit inutile de faire l'énumération des causes qui ont amené cette situation. Il suffit de dire que de notre côté nous n'avons désiré & nous ne désirons actuellement autre chose que les droits de sujets Anglois , & que nous sommes fermement & absolument déterminés à sacrifier tout pour nous les assurer.

Sur la lettre que vous écrit le Gouverneur nous voyons que celui qui commande les forces à l'entrée de la rivière demande deux choses , une correspondance amicale & un secours de provisions fraîches ,

12 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

2 Mai. Quant à la première, lorsque vous réfléchirez sur les défiances & les soupçons qui se sont emparées des esprits dans l'un & dans l'autre parti, vous conviendrez avec nous que non-seulement elle n'est pas possible; mais même que quand on chercheroit à y adhérer, il y auroit à craindre que la plus légère imprudence de part ou d'autre n'avançât la scène que nous éloignons avec tant de soin. Quant au second article, d'après les motifs & les craintes que nous venons d'exposer, nous espérons que vous nous approuverez de l'avoir refusé: nous parlons quant aux troupes en général. A l'égard du *Scarborough* comme c'est un vaisseau de guerre en station, & que le Capitaine a déclaré qu'il ne venoit que pour protéger le commerce, & qu'il n'avoit aucune intention hostile contre cette province; nous le regardons sous un point de vue tout-à-fait différent; & en conséquence nous avons écrit au Capitaine Barclay que nous n'empêchions pas qu'il se pourvût de tems en tems des articles de provisions que la ville fournit, aussi long-tems que les personnes & les propriétés des habitans seront respectées. Tout ce que nous lui demandons, c'est d'acheter ces provisions par l'entremise d'un agent ou d'un commissionnaire en cette ville, & au moyen d'un batteau qui sera servi par des habitans. Cette précaution nous a paru nécessaire parce que vous savez qu'actuellement la ville est remplie de gens qui par zèle ou par imprudence pourroient se porter à des excès que nous sommes bien-aîsés de prévenir s'ils communiquoient avec des personnes qui n'ont point les mêmes principes qu'eux.

Par ordre du Congrès

Aux Membres du Conseil de Sa Majesté.

Aachibald Bullock, Président.

Extrait d'une Lettre de la Virginie.

» Le sieur Richard Corbin s'est rendu à

Williamsbourg le 19 Fevrier, & le lendemain 2 Mai. il a continué, avec l'approbation unanime du Comité de sûreté, son voyage vers Norfolk, pour se rendre à bord du vaisseau le *Dunmore* & y avoir une conférence avec ce Lord sur sa lettre du 27 Janvier, par laquelle il lui faisoit des propositions pour l'engager à négocier un accommodement avec la Grande Bretagne. Le sieur Corbin devoit en même tems y prendre les lettres venues de Londres «.

» La frégate *Mercury*, Capitaine Graham, ci-devant Macartney, ayant le général Clinton & le lord Percy à bord, & deux bâtimens de transport avec environ trois ou quatre cents soldats, la plupart d'Infanterie légère des quatrième & quarante-quatrième régimens, & une nombre d'officiers du seizième & quarante-quatrième régiment, avec quelques Ingénieurs, arrivant de Boston à Hampton-Road, y ont été joints par le *Kings'Fisher* & par quatre ou cinq alleges qui étoient le 19 Fevrier à la hauteur de Hampton. On les croyoit destinés pour Potowmack, ou pour la Caroline Septentrionale, où il s'est élevé quelques troubles parmi ceux des habitans qui se nomment les *Régulateurs* ou *Torys*. «

» Le Commodore *Hammond* a donné ordre à tous les Officiers de Marine de cesser de faire feu sur les sentinelles & sur les petits détachemens Américains sous peine d'être cassés «.

14 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

2 Mai.

» Les cinq cents hommes sous les ordres du lord Dunmore, étoient retranchés à Portsmouth & les Provinciaux à peu de distance au-dessous d'eux, en corps considérable «.

Extrait d'une autre Lettre de Williamsbourg, le 26 Fevrier.

» On a appris par M. Hancock Lée, que les Indiens avoient enlevé la chevelure de deux ou trois Blancs sur l'Ohio, & que l'Officier commandant au Détroit leur offre 10 l. pour chaque chevelure. Le capitaine Neaville, du Fort Pitt, mande le même détail à un de ses amis à Frederick; mais il dit que la récompense va jusqu'à 50 l. sterl. pour chaque chevelure «.

» Le Colonel Corbin est de retour de la course inutile qu'il a faite pour conférer avec le lord Dunmore. Ce Lord a refusé de donner une commission pour tenir une assemblée. Il a seulement demandé que les principaux habitans du pays signassent des propositions d'accommodement, avec lesquelles il se rendroit en Angleterre. Mais il faudra donc qu'il les fasse signer par ses anciens amis qui sont sur l'escadre ou aux environs de Norfolk, car il trouveroit ailleurs fort peu d'habitans qui eussent cette complaisance. Il a déclaré aussi qu'il y avoit des Commissaires chargés de la négociation; mais il n'a pas dit qui ils étoient «.

» Le lord Dunmore n'est point rappelé,

il a seulement la permission de s'en aller s'il le juge à propos. La Cour approuve sa conduite & il a des pouvoirs illimités pour tirer sur la Trésorerie. Selon le rapport de Corbin, ce Lord, le général *Clinton* & le Capitaine *Hammond* paroissent tous fort tranquilles. Ce dernier même a assuré qu'il avoit défendu à ses allèges de faire aucun mal aux habitans ni à leurs biens : son unique objet étant de garder la mer & de faire mettre en exécution les actes de commerce.

Le général *Clinton* a quatre Compagnies qui n'ont point débarqué, mais les bâtimens de transport avec le *Mercury* ont pris terre à *Hampton*. Le Général faisoit un secret de sa destination, mais les jeunes Officiers ont dit qu'ils alloient faire une visite au gouverneur *Martin*, au Cap Fear, pour se rendre de là à la *Caroline Méridionale*.

» En entendant la lecture de cette partie de notre lettre au colonel *Corbin*, où il est dit : que nous n'avions ni le pouvoir, ni l'envie de nous mêler de la négociation, qui seroit entièrement à la disposition du Congrès, le général *Clinton* s'est écrié que tout ce que l'Amérique demanderoit d'une manière constitutionnelle lui seroit accordé, mais que nous n'aurions rien à attendre du Parlement si nous mettions notre confiance dans le Congrès. Le lord *Dunmore* vouloit lui emprunter de ses troupes pour nous chasser de *Kemps*. *Clinton* lui a demandé si nos gens reviendroient, & sur la

16 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

2 Mai. réponse de Dunmore qu'on le présu-
moit, en ce cas a repris ce Général, » je ne crois
pas qu'il soit nécessaire que j'aie rien à dé-
mêler avec eux «.

P. S. Nous venons de recevoir avis d'Ham-
pton que le général Clinton avec ses troupes,
le *Mercury*, le *King'sfisher* & deux ou trois
allèges, sont sortis hier des Caps.

Voici la substance d'un arrêté pris par la
Convention de la Virginie au commence-
ment de Mars.

» La Convention approuve hautement la
conduite du capitaine Woodford, tant pour la
bravoure qu'il a montrée avec un si glorieux
succès à la dernière affaire contre les troupes
du lord Dunmore, près du grand pont, que
pour l'humanité avec laquelle il a traité les
officiers & soldats qu'il a fait prisonniers dans
cette action, & qui étoient dignes d'un meil-
leur sort «.

» Le lord DUNMORE, par sa proclamation
datée à bord du vaisseau le William, du 7
Novembre 1775, ayant déclaré, premièrement
qu'il mettoit la loi martiale en vigueur, pour
se rendre maître par ce moyen de nos biens,
de nos privilèges & de nos vies. 2.^o Que tous
ceux qui ne reconnoîtroient pas son autorité
illégal & usurpée, seroient réputés par lui
en état de rébellion, & 3.^o qu'il offroit la li-
berté aux esclaves de ceux qu'il lui plaît de
qualifier

2 Mai.

qualifier de Rebelles, pour les soulever contre leurs maîtres, paroît avoir exposé la Colonie au danger d'un soulèvement de la part des negres & autres; c'est pourquoi, nous qui sommes les défenseurs naturels de la vie & de la liberté de ces peuples, nos constituans, regardons comme un de nos plus essentiels devoirs, de les protéger contre toutes les entreprises du despotisme, & afin de les délivrer plus promptement & plus efficacement des apprehensions que leur causent ces téméraires démarches du lord Dunmore; nous faisons savoir à tous les domestiques engagés, ou negres, que ceux qui se seront laissés séduire par les promesses trompeuses de ce Lord, & qui en conséquence quitteroient leur maître ou feroient mine de se soulever, seront punis de mort, suivant toute la rigueur de la loi; & quant aux naturels de la Grande-Bretagne, c'est à dire aux Ecoissois qui se sont qualifiés ainsi, à qui la convention avoit accordé l'avantage de rester dans la Colonie, en observant une stricte neutralité, d'autant qu'ils en ont abusé de toutes les manieres, en trahissant la Colonie, & en cherchant à y soulever les esclaves; nous déclarons que l'ancien arrêté en leur faveur cesse de ce moment d'avoir lieu, & qu'ils seront obligés de partager tous les dangers & tous les travaux des fideles peuples de la Colonie armés pour sa défense ».

LE COLONEL RICHARD CASWELL, ci-devant
Délégué pour la province de la Caroline Mé-
No. VIII. B

~~2~~ Mai.

ridionale au Congrès du Continent, & actuellement Commandant d'un corps de troupes, a écrit au sieur Cornelius Harnett, Président de l'Assemblée Provinciale de la Caroline Méridionale, une lettre datée du camp de Long-Creek, le 29 Février dernier, dont voici la substance :

» J'ai la satisfaction de vous apprendre que nous avons eu une affaire avec les Torys au pont de la Veuve *Moore*, le 27 de ce mois. Notre armée étoit d'environ mille hommes... Les Torys, suivant le bruit commun, étoient au nombre de trois mille ; mais le général Macdonald, que nous avons fait prisonnier, prétend que le nombre étoit de seize cents : leur déroute a été générale. Le capitaine Macleod, qui avoit le commandement en chef, a été tué, ainsi que le capitaine John Campbell.... Le capitaine Moore est venu à notre camp quelques heures après l'action. Ses troupes sont arrivées le soir, & elles occupent actuellement le terrain où s'est livré le combat. Le colonel Martin est à Cross-Creek avec un corps nombreux. Je présume que ces forces seront suffisantes pour empêcher que les Torys ne puissent se rallier. Je retourne donc, du consentement du colonel Moore, à Newlam avec les troupes dont j'ai le commandement, & j'attendrai vos ordres pour les licencier. Je me propose d'emmener avec moi le général Donald. Si l'assemblée se sépare avant mon arrivée, je vous prie de

me faire sçavoir la conduite que vous souhaitez que je tienne. Nos officiers & nos soldats se sont comportés avec le courage & l'intrépidité de gens qui cherchent à devenir libres & qui combattent pour le maintien de leurs privileges les plus chers.

2 Mai.

Des lettres particulieres annoncent que cette action a été plus considérable & plus vive qu'on ne l'avoit d'abord débité, car le corps rassemblé par les partisans du Ministère, qui montoit à environ trois mille hommes, a été totalement défait. Les Américains ont tué quelques uns des miliciens & en ont fait prisonniers huit cents cinquante, qu'ils ont désarmés & ensuite relâchés. Ils ont mis en prison les Officiers de ce corps, au nombre d'environ trente. Le butin que les Américains ont fait à cette occasion a été considérable & consistoit surtout en armes & munitions, & la caisse militaire, &c. Après ce combat les Américains se sont dispersés dans toute la Colonie & ont désarmé tous les partisans du Ministère.

Les forces Américaines, dans cette Province, se montent à plus de cinq mille hommes. Cette affaire avoit été suscitée par le gouverneur Martin, qui avoit fait distribuer des commissions d'officiers dans la province, & invité les gens de bonne volonté à venir le trouver au camp de Brunswick.

20 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

2 Mai.

Extrait du Journal de Pensylvanie.

» Arrêté au Congrès, le 29 Février 1776, qu'il fera nommé un Comité de cinq personnes pour traiter avec ceux qui feront les mousquets & les bayonnettes à l'usage des Colonies unies, & pour aviser aux meilleurs moyens d'encourager la manufacture des armes à feu. Les Membres choisis, sont MM. Paine, Wilson, Huntington, Lée & L. Morris «.

Extrait des minutes.

Charles Thomson, Secrétaire.

En exécution de cet arrêté, le Comité fait savoir à tous ceux qui voudront travailler à la manufacture de mousquets & de bayonnettes, qu'ils fassent le plutôt possible leurs propositions, & qu'ils l'adressent audit Congrès, à Philadelphie, ou aux Assemblées, Conventions ou Comités de sureté, dans les Colonies où ils demeurent, d'où elles seront ensuite présentées audit Comité de Philadelphie. *Signé R. T. Paine, par ordre.*

Il y a eu le 2 Mars dans la Georgie une affaire intéressante entre les vaisseaux du Roi & les habitans de Savannah, dont le Conseil de sureté de cette ville a envoyé une relation au Conseil de sureté de la Caroline Méridionale, comme un hommage qu'il croyoit

devoir à la liaison intime qui unit les deux Provinces. La relation qui est datée du 4 Mars est signée de William Eden, Président, elle a été mise dans la gazette de Charles-Town par un ordre du Congrès, signé de Pierre Timothy, Secrétaire. — Des troupes de marine débarquées de quelques frégates du Roi, venues de Boston, & qui s'étoient jointes au *Scarborough* où s'étoit retiré le gouverneur Wright, ont voulu faire sortir de la riviere de Savanah plusieurs bâtimens chargés de Ris, que les habitans y retenoient, parce qu'ils les jugeoient destinés à porter des provisions à Boston. Les intelligences que les troupes du Roi avoient dans le port leur ont facilité divers avantages, & entr'autres la capture de plusieurs bâtimens. Ces troupes sont même parvenues, après plusieurs escarmouches, dans lesquelles, de part & d'autre, il y a eu des tués & des prisonniers, à dégager plusieurs de ces bâtimens, mais les habitans ont mis le feu aux principaux, & entr'autres à *l'Inverness*, chargé richement pour Londres. La valeur des vaisseaux incendiés a été estimée plus de cent mille livres sterling.

Au Comité de sureté de Georgie, le 29 Février 1776

D'autant que nombre de personnes ont été employées à acheter des armes à feu pour les transporter dans d'autres Provinces, & comme ces transports pourroient être d'une pernicieuse conséquence, à moins que ces armes ne

22 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

2 Mai.

fussent destinées à être employées dans des lieux qui par leur situation seroient exposées au danger d'une attaque, circonstance dont ce Comité se réserve le droit de juger.

Arrêté, qu'aucune personne ne pourra acheter ou emporter de cette province aucunes armes à feu, sans s'adresser auparavant & obtenir préalablement la permission du Comité.

Extrait des minutes.

William Covett, Secrétaire.

Au Comité de sûreté, le premier Mars 1776.

Toutes les personnes qui voudront fournir aux officiers & soldats employés dans les forces de mer & dans l'artillerie de cette Province la ration suivante, savoir, pour chaque homme, par semaine, sept livres de pain ou six livres de farine, dont un quart au moins en fleur de farine, si on le demande — Dix livres de bœuf, de mouton ou de porc. — La valeur de six deniers sterl. en racines & légumes. — Une quantité suffisante de sel & de vinaigre. — Trois pintes & demie de rum ou de biere à proportion,

Sont priés d'envoyer leurs soumissions à ce Comité le 8 du présent mois de Mars au plus tard. Le marché commencera le 11, & durera trois mois, à moins que les troupes ne soient licenciées avant ce terme.

Extrait des minutes.

William Covett, Secrétaire.

LE CÉLEBRE BENJAMIN FRANKLIN a écrit à l'assemblée de la province de Pensylvanie, pour se démettre de sa place de représentant & de celle qu'il occupoit dans le Comité de sureté de la Province, alleguant son grand âge qui ne lui permet point de remplir toutes les fonctions de deux places de cette importance. — En conséquence, l'assemblée a arrêté que la place de M. Franklin étant vacante, le Directeur expedieroit l'ordre nécessaire pour faire procéder à une élection.

De Philadelphie, au Congrès général le 4 Mars.

» Il est arrêté de lever la prohibition portée le 26 Février contre les vaisseaux chargés des productions de la Grande-Bretagne, de l'Irlande ou des îles Angloises de l'Amérique, & ce attendu la permission accordée pour les armes & les munitions importées dans les Colonies.

Signé, Charles Thompson, Secrétaire.

De la Nouvelle York, le 6 Mars.

On apprend par le Capitaine d'un navire de Rhode-Island, que la semaine dernière, le capitaine *Wallace* avoit débarqué ses soldats de marine à Conanicut. Il commençoit déjà à en bruler les maisons lorsqu'une sentinelle l'ayant découvert, plusieurs habitans se cachèrent derriere les murailles & les haies jusqu'à ce que les troupes du Roi arrivassent près d'eux. Alors le Commandant ne voulant

2 Mai.

pas tirer sur ces troupes sans les avertir leur cria *qui va là*. On entendit aussitôt Wallace crier à ses gens de se préparer à tirer, sur quoi les Provinciaux firent feu sur les troupes & leur tuèrent & blessèrent trente hommes. Entre les tués il y avoit un officier de marine & un tambour qui étoit à côté de Wallace : on les a reconnus très-distinctement à la lueur des maisons qui bruloient. Ceux du parti de Wallace qui n'ont pas été blessés se sont retirés à bord des vaisseaux beaucoup plus vite qu'ils n'étoient venus.

Le 27 Février Wallace & sa flotte sont partis pour aller à Rhode-Island. A son passage on l'a salué d'une canonade, & le 2 Mars, lorsqu'il a repassé, on lui a rendu les mêmes honneurs.

On a envoyé à l'armée du Général Washington, qui fait le blocus de Boston, la plus grande partie des munitions d'artillerie prises par le Corsaire Américain le *Lée*, capitaine Mauley, sur le bâtiment de transport le *Nancy*, qui étoit parti de Londres pour Boston. Dans les nombreux & précieux articles de son chargement étoit un mortier de fonte de treize pouces, pesant deux mille sept cent, deux quarts & seize livres, que les Américains ont nommé le *Congrès*, & qu'ils regardent comme la plus belle pièce d'artillerie qui ait jamais été portée en Amérique.

De Philadelphie au Congrès général, le 6 Mars.

2 Mai.

Le Congrès a arrêté que le commerce sera libre avec tous les peuples du monde, à l'exception des Domaines Britanniques, par les résolutions suivantes :

Premièrement. Il sera permis aux habitans des treize Colonies unies ou à ceux de tout autre pays, non soumis au Roi de la Grande-Bretagne, d'exporter desdites treize Colonies vers toutes les parties du monde, qui ne sont point comprises dans les domaines dudit Roi, toutes marchandises, effets, ou biens quelconques, à l'exception de la futaille autre que de vieux tonneaux pour le transport de la melasse ; sous condition, qu'il ne sera permis à aucun vaisseau d'exporter un plus grand nombre de tonneaux de melasse, que ledit vaisseau n'est en état d'en contenir, lorsqu'ils sont remplis de melasse.

2.^o Il sera permis, soit aux habitans des treize Colonies unies, soit à ceux de tous les pays non sujets au Roi de la Grande-Bretagne, d'introduire dans lesdites Colonies de toutes les autres parties du monde, toutes marchandises, effets ou biens, à l'exception de ceux qui sont du produit, de la fabrique, ou de la manufacture d'aucun pays sous la domination du susdit Roi, ou qui y ont été achetés, ainsi qu'à l'exception du thé des Indes Orientales, & à condition de payer de telles marchandises ou effets importés les droits & les taxes qui y sont déjà imposées, ou qui pourront l'être à l'avenir par aucune d'entre les Colonies.

3.^o Rien d'ailleurs de ce qui vient d'être permis ci-dessus ne pourra préjudicier à tels reglemens de commerce, que les Colonies unies ou leurs législations respectives croiront justes & nécessaires.

4.^o Il ne sera permis d'importer aucuns esclaves dans toute l'étendue des treize Colonies unies.

5.^o Toutes marchandises, effets ou biens, (à l'exception de ceux qui auront été pris en mer) lesquels seront importés directement de la Grande-Bre-

26 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

2 Mai. tagne ou de l'Irlande dans aucune des Colonies unies ; en contravention de reglemens établis par le Congrès , seront confisqués , & il en sera disposé conformément aux regles que les assemblées ou conventions respectives feront à ce sujet. Lesdites marchandises seront soumises à la poursuite & à la condamnation dans toute Cour , déjà actuellement établie ou qui pourra l'être à l'avenir pour juger les causes maritimes dans la Colonie , où la saisie aura été faite.

Signé. Par ordre du Congrès.

Jean Hancock, Président.

De Philadelphie le 9 Mars.

On assure qu'après des débats très-longes & très-animés dans le Congrès général, il a été résolu par une pluralité considérable qu'on se déclareroit pour l'indépendance. Cependant cette nouvelle n'est pas certaine ; ou si elle l'est, cet arrêté ne doit point être rendu public qu'on ne soit préalablement instruit des sentimens des autres peuples de l'Amérique à ce sujet.

Il y a été pareillement arrêté d'ordonner à tous les Négocians de ce pays , particulièrement à ceux qui ont des comptes ouverts avec les habitans d'Angleterre, d'Ecosse & d'Irlande, de donner un état exact de leurs affaires & des sommes qu'ils peuvent devoir aux Anglois. On croit d'après un calcul modéré, que les Américains Septentrionaux doivent actuellement à la vieille Angleterre au moins trois millions sterl. Le Congrès est dans l'intention de s'approprier ces fonds pour pouf-

fer la guerre contre la Grande-Bretagne, & 2. Mai.
il a été ordonné en conséquence qu'il n'en
seroit point payé un seul shelling à leurs
créanciers en Angleterre.

Enfin le Congrès a ordonné qu'on confis-
queroit & vendroit à son profit tous les biens
fonds appartenans à des habitans de la vieille
Angleterre, de ceux qui ne sont point éta-
blis en Amérique ou même qui en sont
absens depuis un an, & que le prix des
ventes seroit remis au Congrès pour l'aider
à poursuivre la guerre contre l'Angleterre.

Le Congrès a aussi ordonné la levée de
plusieurs régimens & l'armement d'un grand
nombre de vaisseaux.

Le Baron de Woedkle, ci-devant officier
général au service de Prusse, est arrivé le
9 Mars à Philadelphie.

Quoique nous soyons abondamment pourvus
de tout ce qui est nécessaire pour soutenir la
guerre, nos moulins à poudre ne cessent de
travailler. Néanmoins le peuple en général
désire la paix; mais il ne la veut qu'aux
conditions que le Congrès jugera équitables.

On a présenté le premier Mars au Congrès
un état de tous les vaisseaux faisant la course
& appartenans à l'Amérique, avec spécifica-
tion du tonnage, des équipages & des stations.
Le nombre étoit de huit cents soixante-deux
à la mer ou prêts à sortir des ports. — Le
commerce de la Jamaïque & des autres îles
Angloises doit avoir tout à craindre. Ces îles

28 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

2 Mai.

souffrent déjà une extrême disette de toutes les denrées & provisions que l'Amérique leur fournissoit & dont le prix y est doublé, en même tems que la valeur des plantations est diminuée dans la même proportion.

De Philadelphie le 16 Mars.

» Le Congrès considérant les préparatifs militaires du Ministère Britannique pour renverser nos droits & privileges inestimables, & pour nous réduire, par le fer & le feu ! par les sauvages des déserts & par nos propres domestiques, à une servitude abjecte & ignominieuse ; désirant en même tems que tous les ordres du peuple soient dûement pénétrés d'un profond sentiment de la Providence surveillante de Dieu, & de l'obligation où ils sont de s'appuyer pieusement dans toutes leurs entreprises légitimes sur son secours & sa direction. — Nous recommandons instamment que le Vendredi 17 Mai prochain soit observé par lesdites Colonies comme un jour d'humiliation, de jeûne & de prières, afin que nous puissions avec des cœurs unanimes confesser & pleurer nos nombreux péchés & nos transgressions, & par une sincère repentance & amendement de notre vie apaiser son juste courroux & en obtenir le pardon & la remission par les mérites & la médiation de Jesus-Christ : implorant son assistance en toute humilité afin qu'il daigne déconcerter les desseins cruels de nos ennemis & en inclinant leur cœur à la justice & à la bienveillance, prévenir une plus grande effusion du sang d'un peuple uni par des liens de fraternité. Mais si nos ennemis, continuant d'être sourds à la voix de la raison & de l'humanité, & inflexiblement déterminés à la défoliation & à la guerre, nous contraignent de repousser leurs invasions hostiles par la force ouverte, qu'il plaise au Dieu des armées d'animer nos officiers & nos soldats d'un courage invincible, de les garder

& protéger dans le jour du combat, de couronner les armes des Colonies tant par mer que par terre de la victoire & du succès; le suppliant très-instamment de bénir nos Législateurs & les représentans du peuple, dans leurs différentes assemblées & congrès: de conserver & fortifier leur union: de leur inspirer un amour ardent & désintéressé pour leur Patrie: de leur accorder de la sagesse & de la constance dans leurs délibérations & de leur inspirer les mesures les plus efficaces pour établir les droits de l'Amérique sur un fondement aussi honorable que solide. Qu'il lui plaise gracieusement de répandre sur tout le peuple de ces Colonies la santé & l'abondance; de faire par sa grace qu'un esprit incorruptible de patriotisme & d'une religion pure y prévale universellement & que ce Continent rentre bientôt dans la jouissance des doux fruits de la paix & de la liberté, & soit en état de les transmettre sans altération à la postérité la plus reculée. Et il est recommandé à tous les Chrétiens de toutes communions de s'assembler, ledit jour, pour célébrer le culte public & de s'abstenir de toute œuvre servile «.

Par ordre du Congrès.

Signé, Jean Hancock, Président.

M. TRYON, Gouverneur de la Nouvelle-York, avoit fait un dernier effort, afin de porter les habitans de cette Colonie à embrasser l'occasion qui leur étoit offerte par la nomination de Commissaires de la part du Roi, pour travailler à une pacification. Il écrivit dans ce dessein, le 16 Mars dernier, au sieur David Matthews, Maire de la ville de la Nouvelle-York, une lettre par laquelle il le prioit de remettre aux Membres de la Corporation l'adresse d'exhortation qu'il lui envoyoit, & de la faire aussi insérer dans les

30 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

2 Mai. papiers publics qu'on imprime à la Nouvelle-York. M. Matthews s'acquitta de la dernière partie de cette commission, en envoyant à l'Imprimeur de la Gazette de la Nouvelle-York, l'Adresse de M. Tryon, avec la lettre de ce Gouverneur, qui l'accompagnoit, pour les insérer dans son papier s'il le jugeoit à propos. Cette Adresse étoit conçue en ces termes.

A bord du vaisseau, *la Duchesse de Gordon*, dans la rivière du Nord, à la Nouvelle York le 16 Mars 1776.

Aux habitans de la Colonie de la Nouvelle-York.

Quoique le préjugé, l'illusion, & l'esprit de parti aient occupé jusqu'à présent, parmi un trop grand nombre d'entre vous, la place de la raison & de la réflexion, & que toutes les exhortations que j'ai présentées aux habitans de cette Province, (dans l'affection de laquelle j'avois appris à trouver mon bonheur,) aient été rejetées & traitées avec mépris; cependant, comme je ne puis pas aisément réussir à étouffer les vœux qui naissent dans mon cœur pour sa prospérité, ni les sentimens de douleur que me causent ses calamités, sentimens qui m'affligent même à l'égard des Réfractaires; je ne puis me dispenser de réitérer mes efforts pour rappeler ceux qui ont renoncé à leur fidélité & au sentiment de leur devoir, & pour consoler ceux qui ont été les objets de l'oppression, à cause de leur attachement zélé à notre heureuse constitution, & de leur obéissance invariable à la souveraineté de l'Empire Britannique.

C'est, après Dieu, uniquement dans la clémence & l'autorité de la Grande-Bretagne, que nous pouvons trouver du bonheur, de la tranquillité & de la

protection. J'ai reçu du Roi, des ordres ex-
 près d'encourager, par tous les moyens qui seront en 2 Mai.
 mon pouvoir, les espérances des sujets bien inten-
 tionnés de S. M. dans ce Gouvernement; de les as-
 surer de tout le secours & de toute la protection que
 l'état de la Grande-Bretagne mettra S. M. à même
 de leur donner; & de nourrir en eux la disposition
 de résister à la tyrannie & au désordre, qui accom-
 pagnent les actes de ces gens, qui n'ont que trop
 bien réussi jusqu'à présent à bouleverser entièrement
 le Gouvernement légal. Sous de telles assurances,
 j'exhorte donc tous les amis du bon ordre & de notre
 constitution, si justement admirée, à conserver per-
 sévéramment cette fermeté d'ame, qui est insépa-
 rable du cœur de citoyens vertueux & fideles; &
 avant peu de mois je m'assure qu'ils se verront dé-
 livrés de l'état d'oppression, des injustices & des in-
 sultes auxquelles ils sont actuellement exposés.

L'Angleterre, l'Ecosse, l'Irlande, & le pays de
 Galles se sont réunis pour placer tout leur pouvoir,
 leur forces & leur confiance entre les mains de Sa
 Majesté. Les Adresses nombreuses de toutes les par-
 ties des Domaines du Roi en Europe, attestent la
 loyauté & le zèle avec lesquels ses sujets s'y enga-
 gent à appuyer S. M. dans ses démarches pour main-
 tenir & pour défendre la juste souveraineté de l'Em-
 pire Britannique sur tous ses Membres.

La Grande-Bretagne n'agit point par saillies, ni
 par des mouvemens brusques & violens: elle n'op-
 prime point témérairement: elle a la douceur pour
 principe, & elle se distingue par sa modération &
 son indulgence; mais, lorsque sa juste indignation
 est excitée, l'expérience, que d'autres nations en ont
 faite, prouve assez quel en est le poids & la force.
 L'on ne sauroit assez déplorer, que la conduite de ce
 pays ait provoqué le châtement d'une verge aussi se-
 vere. Puissé une humble soumission détourner les
 coups avant qu'il ne soit trop tard!

J'ai la satisfaction de vous informer que la porte

32 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

2 Mai

est encore ouverte à ces hommes honnêtes, mais séduits, qui voudront profiter de la justice & de la bonté, que la législation a bien voulu leur offrir, pour être rétablis dans les bonnes grâces du Roi & dans la jouissance de la paix. Je puis leur apprendre qu'on a pris des mesures pour passer au grand-sceau de la Grande-Bretagne, une commission à cet effet, conformément aux dispositions d'un acte récent du Parlement; les Commissaires, qui ont été nommés en conséquence, ayant pouvoir de rechercher l'état & les circonstances où se trouvent les Colonies, pour effectuer le rétablissement de la tranquillité publique.

Signé, Guillaume Tryon.

Arrêté du 16 Mars, au Congrès provincial de Charles-Town, dans la Caroline Méridionale.

» Premièrement que tout habitant des différentes provinces qui ayant à disposer d'armes, de munitions ou de tout autre article nécessaire pour la défense commune, ou qui ayant importé de ces sortes d'articles pour les vendre, n'aura pas postérieurement à la présente résolution informé le Président ou le vice-Président du Congrès de la quantité & de la qualité desdits articles, sera dénoncé publiquement comme ennemi de la patrie «.

2°. Que toute personne qui, pendant la malheureuse contestation actuelle avec la Métropole, disposera d'armes, de munitions ou des autres articles susdits en faveur de quelque personne qui sera connue pour être opposée aux libertés de l'Amérique ou qu'on aura raison de croire telle, comme aussi qui-conque mettra ces articles entre les mains des personnes

personnes connues également pour opposée aux libertés de l'Amérique fera de même re-² Mai. gardé comme ennemi de la patrie α.

» Et tous les Membres ayant consenti unanimement à ces résolutions, il a été ordonné qu'elles seroient publiées par des billets imprimés α.

Par une autre délibération du même jour, l'Assemblée a recommandé, très-fortement à tous ses constituans, de vivre entr'eux dans la plus parfaite harmonie, d'écarter tous les sujets de discussions & de querelles, d'oublier toutes les animosités de parti, & de faire regner par tout la paix & le bon ordre.

Autre arrêté du même Congrès, le 18 Mars.

» Le Congrès ayant été informé que quelques personnes avoient acheté, & que d'autres achetoient encore actuellement du mahis pour profiter des calamités publiques, a arrêté hier les résolutions suivantes :

Premièrement qu'un tel monopole est abusif & ne doit pas se tolérer dans les circonstances présentes.

2°. Que les personnes qui ont acheté ce mahis ne doivent point le vendre à un prix plus haut que leur achat, & qu'il faut envoyer à ce sujet des informations précises devant le Congrès ou le Comité général α.

Le Congrès a aussi défendu l'exportation du bled & du riz pendant six mois. Il a de plus ordonné qu'il y eût désormais des gre-

34 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

2. Mai.

niers publics ou l'on déposeroit une quantité convenable de farine & de riz pour l'usage de la province, & il a nommé des commissaires pour veiller à ce que cette opération fût aussitôt mise à exécution.

De Philadelphie; le 21 Mars.

Le Congrès a pris un arrêté pour encourager les fabriques de fer, d'acier & de toiles à voiles; pour avancer la culture du chanvre, du lin, du coton, & de la laine; pour procurer dans chaque Colonie l'établissement d'une société pour l'accroissement de l'agriculture, des arts, des manufactures & du commerce. Ces sociétés, qui correspondront ensemble sous l'autorité du Gouvernement, auront particulièrement pour but de faire tirer tout le parti possible des avantages, qu'offre le pays pour l'utilité de ses habitans.

CHAMBRE DES COMMUNES.

ON DÉLIBÈRE sur le bill, concernant les vaisseaux naufragés, proposé par M. BURKE. L'avantage général qui devoit en résulter pour les malheureux à qui il ne reste que la vie, après avoir perdu tous leurs biens, devoit faire espérer que ce bill trouveroit une approbation générale dans une compagnie où on est sans cesse occupé de la conservation des sujets, des libertés & des propriétés; cependant il est renvoyé à deux mois, par une pluralité de cinquante-cinq voix contre quarante-trois.

M. RICE a combattu la motion en ces termes : » je foudraiterois bien fincerement qu'on pût imaginer quelque moyen de détruire une coutume fi barbare ; mais comme on propofe dans le bill d'impofer , comme par indemnité , une amende fur le canton où le vaiffeau aura fait naufrage , je ne l'approuve point fous cette forme , & je ne l'approuverois pas davantage quand même l'argent feroit levé fur toute la province. Mais quoique je m'élève contre les moyens propofés par le bill , fon objet me paroît très-louable & je ferois bien aife qu'on pût arrêter un mal auffi grand. Je fuis donc d'avis qu'on remette ce bill à un comité pour qu'on ait le tems de l'examiner. Je crois qu'il n'y a pas de meilleur moyen de fe procurer une information prompte & convenable fur cet objet ; mais je ne fouffrirai jamais que le Canton ou la Province réponde des effets pillés «.

2 Mai.

LE LORD MULGRAVE fait connoître ainfi fon fentiment. » Pour l'honneur de la nation j'approuverois tout bill quelconque , par lequel on pourroit fe promettre d'arrêter un excès fi fcanaleux. Lorsque le mal eft arrivé à ce point , le feul moyen de le reprimer eft de le punir fuivant la nature du délit. Rien n'eft donc plus convenable que d'employer des motifs de pur intérêt pour forcer le peuple à des actes d'humanité. Si le canton eft rendu refponfable de la perte , tout habitant

2. Mai.

de ce canton sera intéressé à protéger les naufragés, car en agissant ainsi il protégera sa propriété. Voilà pourquoi le canton est obligé de répondre des vols commis sur le grand chemin, afin que les habitans soient plus diligents à donner des secours pour arrêter les voleurs ou plus actifs à les découvrir «.

M. MACKWORTH est d'avis qu'on renvoie ce bill à un comité, & il observe que comme toute la Chambre paroît s'accorder sur le principe du bill, il ne voit pas comment aucun membre pourroit raisonnablement s'opposer à ce que le bill fût renvoyé à un comité.

M. ADAIR est d'opinion qu'on lise le bill une seconde fois & qu'il passe à un comité, observant que les tentations pécuniaires devoient être reprimées par des peines pécuniaires.

M. HARRIS s'explique en ces termes : » je combats & le principe & les moyens du bill. Il attaque l'innocent aussi bien que le coupable. Les loix, le bon sens & la morale nous donnent pour maxime générale, qu'il vaut toujours mieux que deux coupables se sauvent qu'un innocent périsse. Quelle est la règle qu'on veut établir ici ? Quelques brigands d'un canton profiteront d'un pillage public, tandis que les habitans les mieux famés, les plus industrieux & qui tous détestent cette violence autant que les naufragés mêmes, seront rendus responsables de la perte occasionnée par ce pillage «.

M. WHITWORTH parle en faveur du bill & dit que, l'Angleterre est le seul pays civilisé du monde où l'on souffre de pareils brigandages, sans donner aucun dédommagement à la partie lésée.

2 Mai.

M. HENNECHER déclare ainsi son approbation : « j'approuve & le principe du bill & ses moyens. J'ai eu un vaisseau naufragé sur la côte Septentrionale d'Angleterre ; les habitans du voisinage ont donné tous les secours qui dépendoient d'eux , & malgré leur zèle j'ai tout perdu. Un autre a échoué sur une côte de la Méditerranée, tout ce qui a été sauvé m'a été rendu , & lorsque j'ai proposé quelque récompense à ceux qui avoient prêté du secours, ils m'ont répondu : *non Monsieur, vous avez déjà assez perdu en perdant votre vaisseau, nous ne prendrons rien* ».

M. WALLIS a observé que quelle que pût être la vertu privée des Anglois, ils devoient au moins prendre des dehors de vertu publique & que l'Angleterre étoit le seul pays en Europe où l'on souffrît des usages aussi barbares, sans punition ou sans redressement ».

Le CHEVALIER GEORGE SAVILLE a peint sous les couleurs les plus fortes, l'inhumanité d'aggraver le malheur & la misère des naufragés. Il a soutenu qu'on ne devoit point être arrêté par la crainte de punir l'innocent, attendu que nul individu n'a le droit de se plaindre, lorsque tous doivent sentir indistinctement les effets de la loi, & cela pour le bien

2 Mai.

public & pour une indemnité particulière.

Le Lord Maire de Londres (SAWBRIDGE) s'est opposé au bill en ces termes : » Je désapprouve hautement le bill. Rien n'est plus cruel que de faire payer des particuliers pour des délits qu'il n'étoit pas en leur pouvoir d'empêcher. Un vaisseau peut avoir été naufragé & pillé dans le voisinage de mon bien pendant que je remplis mon devoir au Parlement, & en pareil cas il y auroit certainement de l'injustice à me mettre à l'amende, parce que je m'acquitte de ma première obligation envers l'état. D'ailleurs je ne doute point qu'il n'y ait des vaisseaux qui se font périr exprès pour gagner l'assurance, & que même les contrebandiers ne profitent de la loi en perdant leurs vaisseaux, pour mieux disposer de leurs cargaisons. Le membre de la Chambre qui a soutenu le bill (M. Burke) a usé de beaucoup d'adresse en omettant l'Ecosse. Je m'apperçois que les députés de ce pays se sont retirés, comme n'étant pas intéressés à l'événement ; mais je puis certifier à ceux qui restent dans la Chambre, que si le présent bill passe, on se propose de prendre une occasion plus favorable de les y comprendre en enfermant ce pays dans une loi plus générale ».

M. DUNDAS, Lord Avocat d'Ecosse, a parlé longtems en faveur du bill, & a dit que tout les autres Etats de l'Europe avoient fait des reglemens pour prévenir ce désordre si horrible.

Le GOUVERNEUR POWNAL s'est opposé au bill, fondant son opinion sur les discussions qu'il pourroit occasionner. » On se disputera, a-t-il dit, sur les limites du canton; si ce n'est pas sur cet article, ce sera pour savoir si le vaisseau a fait naufrage dans la juridiction de l'Amirauté ou du canton «.

2 Mai

M. VAN a parlé avec la plus grande force contre le bill, l'appellant un bill noir (ou de mort) & il a soutenu qu'il pouvoit occasionner les fraudes & les supercheries les plus abusives.

M. MÉDLEY l'a désapprouvé principalement à cause de la fraude. » Je me rapelle, a-t-il dit, qu'il y a quelques années qu'un vaisseau fut assuré à Lisbonne comme ayant à bord des lingots, mais après bien des recherches on découvrit que les moidores qu'il portoit n'étoient autre chose que des pieces de plomb.

M. BURKE après avoir répondu à diverses objections & censuré vivement quelques-uns de ses antagonistes, a ajouté: » lorsque j'ai proposé le bill, la Chambre paroissoit y donner un consentement presque unanime; mais je m'apperçois aujourd'hui que les sentimens ont changé «. Il a cité ensuite quelques reglemens de France, & démontré par quantité d'exemple les grands avantages que les François ont sur les Anglois, par rapport aux vaisseaux naufragés sur leurs côtes. Il a plaisanté M. Van pour avoir appelé le bill un *bill noir*. Enfin, il a terminé ainsi sa replique: » la Cham-

2 Mai.

bre affecté d'agir dans cette affaire avec la plus grande circonspection, tandis qu'on fait très-bien que nous avons fait des loix pour les choses les plus triviales. Nous en avons quelques-unes pour défendre d'arracher des pieux de dedans les haies, d'autres pour défendre de toucher aux palissades, d'autres encore plus extraordinaires pour empêcher d'arracher une épine. D'après le langage que tient aujourd'hui la Chambre, il paroîtroit que tous ces délits sont d'une plus grande conséquence dans l'opinion de quelques-uns de ses membres, que de détruire, de piller & de voler la charge d'un vaisseau richement chargé.

Le Lord Maire SAWBRIDGE propose à la Chambre de se former en Comité, pour examiner l'usage qu'ont fait les Commissaires de l'Amirauté du pouvoir d'accorder à tout vaisseau frété ou employé pour le service du Roi, ou à tout autre navire, la permission de prendre à bord des provisions pour les flotes, les armées & les garnisons de Sa Majesté, ou pour les habitans des places occupées par les troupes du Roi dans ses Colonies en Amérique, depuis l'acte du Parlement qui défend tout commerce & toute communication avec ces Colonies. Ce Magistrat, pour démontrer la nécessité de cette recherche, fait l'énumération des marchandises qui, a la faveur de cette permission ont été embarquées comme draps & toiles de toute sorte.

& de tout prix, couleurs, cuirs, services d'é-
 tain, drogues, cloux, &c. qui certainement
 ne pouvoient être compris sous la dénomi-
 nation d'*alimens*. Il est secondé par le Gou-
 verneur JOHNSTONE qui, par les traits histo-
 riques qu'il entrelace dans son discours, fait
 toucher au doigt le grand motif de ces for-
 tes de permissions, & le soin que l'on avoit
 eû, particulièrement sous le ministère de M.
 Pelham, de couper racine à ces monopoles,
 qui assuroient des créatures à l'Administra-
 tion.

Le Lord NORTH avoue que par mégarde
 on avoit accordé de pareilles licences à cinq
 vaisseaux, dont il n'en étoit parti que deux,
 parce qu'aussitôt qu'il en avoit été informé,
 on avoit ordonné aux trois restans de remettre
 à terre cette partie de leur cargaison qui, dans
 le cas présent, étoit de contrebande. Justi-
 fiant en même tems la réquisition du Lord
 Maire, il n'y propose d'autre changement,
 sinon de délibérer sur cette affaire en grand-
 Comité & non en Comité particulier; ce qui
 est accordé pour le 3.

Les Communes délibèrent en Comité sur
 les moyens d'encourager la pêche de la ba-
 leine; & arrêtent d'accorder des gratifica-
 tions à cinq des navires de la Grande - Bre-
 tagne, d'Irlande, des îles de Jersey, de Guern-
 sey, & Mann, qui se distingueront chaque
 année à cette pêche au sud du qua-
 rante-quatrième degré de latitude septentrio-

42 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

2 Mai.

nale. Celui qui apportera la plus grande quantité d'huile, aura 500 livres sterl., & les quatre autres auront respectivement quatre cents, trois cents, deux cents & cent liv. sterl. à raison de la quantité la plus approchante, pourvu qu'elle ne soit pas au-dessous du produit d'une baleine.

On délibère ensuite sur l'importation de la graine de lin en Irlande : & il est résolu d'accorder une gratification de 5 schl. pendant un tems limité, sur chaque quintal de cette graine du cru des Provinces-Unies ou des Pays-Bas Autrichiens.

La Chambre continuant ses délibérations sur les moyens les plus propres à encourager le Commerce, arrête en Comité, » de prolonger le tems accordé pour les rabais sur les mouffelines & les toiles peintes de l'Inde, importées en 1773 & 1774, ainsi que sur le thé & le café de la Compagnie des Indes, à qui il sera aussi accordé un plus long terme pour la vente de ce qui lui en restoit le 5 Avril dernier, & du thé-boé qui sera importé avant le 31 Décembre prochain ; & de supprimer le droit sur le charbon employé à l'exploitation des mines de cuivre dans l'île d'*Anglesey* ».

3 Mai.

La Commission qui nomme *Guy Carleton* Général & Commandant en chef des troupes de Sa Majesté, employées ou qui pourroient être employées à Québec, & sur les frontieres des

Domaines de S. M., limitrophes de ladite province, passe au grand Sceau. 3 Mai.

LE LORD-MAIRE & le Corps de-Ville présentent au Roi leur adresse de félicitation sur l'heureux accouchement de la Reine & la naissance d'une Princesse.

TRES-GRACIEUX SOUVERAIN.

NOUS les Sujets loyaux de Votre Majesté, les Lord-Maire, Aldermans & Communes de la ville de Londres, assemblés en Commun-Conseil, approchons V. M. pour lui présenter nos congratulations sur l'heureuse délivrance de notre très-aimable Reine, & la naissance d'une Princesse, ainsi que pour assurer V. M. que dans tous vos Etats il n'y a point de sujets plus fideles, ni plus prêts à maintenir l'honneur & la dignité de votre Couronne. Nous continuerons de nous réjouir de tout événement, qui ajoutera à la félicité domestique de V. M.; & nous espérons que chaque branche de l'auguste Maison de Brunswic augmentera la sûreté des loix sacrées & des libertés, que nos ancêtres n'ont jamais souffert que l'on violât, & pour la protection & la défense desquelles cette illustre Maison a été appelée, en conséquence de la révolution aussi glorieuse que nécessaire.

Le Roi, à qui la Députation, ayant à sa tête le Lord-Maire, avoit été présentée par le Comte de Herford, Chambellan de la Mai-

24 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

3 Mai.

son de Sa Majesté, a fait à cette adresse la réponse suivante :

» Je vous remercie de cette adresse respectueuse sur l'heureuse délivrance de la Reine & sur la naissance de la Princesse «.

» La sûreté des Loix & des libertés de mon peuple a toujours été & sera constamment l'objet de mes soins & de mon attention «.

On a remarqué que le Lord - Maire SAWBRIDGE s'étoit retiré un peu brusquement de la présence du Roi, & en laissant voir du mécontentement & de l'humeur. Cela n'a pas empêché que les autres Officiers de la ville n'aient profité de l'honneur que le Roi a bien voulu leur faire de leur donner sa main à baiser, & qu'ils n'aient goûté à l'hypocras qui se distribue, d'étiquette, dans ces occasions. On dit que la dépense de cet article, à la naissance du dernier Prince, s'est montée à 1700 liv. sterl.

JOURNAL DE L'AMÉRIQUE.

Extrait d'une lettre de Charles Town dans la Caroline Méridionale.

Le Congrès provincial a nommé les Députés qui doivent représenter cette Province au grand Congrès du Continent.

Il vient d'être établi sous l'autorité du Congrès, des postes constitutionnelles dans toutes les provinces des Colonies unies. Le sieur Guillaume Goddard, Surintendant des

bureaux des postes constitutionnelles, est l'auteur de ce nouvel établissement qui doit être de la plus grande utilité dans les circonstances actuelles. 3 Mai.

Extrait des Séances de l'Assemblée de la Virginie aux mois de Février & de Mars 1776.

Il a été présenté & lu à l'Assemblée une pétition de divers habitans des Comtés de Norfolk & de la Princesse Anne, dans laquelle ils exposent : » que dès le commencement des malheureuses querelles survenues entre le Parlement Britannique & les Colonies, ils ont agi avec un zèle uniforme pour favoriser les mesures recommandées par le Congrès général pour la conservation & la défense de leurs droits & de leurs libertés : que plusieurs d'entr'eux ont été réduits à la cruelle nécessité d'abandonner leurs parens âgés & infirmes, leurs femmes & leurs enfans, & de les laisser à la merci des plus féroces esclaves, & d'une soldatesque sans mœurs & avide de butin : que leurs plantations ont été ravagées, leurs femmes & leurs enfans dépouillés : que les chambres mêmes où ils couchoient ont été forcées pendant la nuit par des brigands armés : que leur argenterie, leur argent, leurs effets les plus précieux ont été enlevés : que leurs moissons ont été réduites en cendres : que leurs personnes ont été traitées avec toute l'indignité que l'insolence & la cruauté peuvent suggérer : qu'un grand nombre de leurs amis ont été arrêtés, & qu'ils gémissent aujourd'hui sous le glaive de l'oppression : qu'ils se plaignent de la conduite lente & équivoque de plusieurs : que c'est leur tiédeur qui a porté le Lord Dunmore à commencer les déprédations qu'il n'a cessé de commettre avec tant d'impunité à l'aide de certains ennemis cachés de la Colonie, & d'autres ennemis ouvertement déclarés : que tant que les troupes Américaines sont en possession de Norfolk, les

46 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

3 Mai. Supplians jouissent d'un état de sûreté, mais que la crainte que ces troupes ne soient forcées de déloger leur présente une perspective affreuse de scènes horribles toutes prêtes à se renouveler : que tout ce qu'ils peuvent faire c'est de se mettre en garde contre ces calamités futures ; qu'ils savent bien que parmi les chefs du peuple dans les deux pays, les amis de l'Amérique sont bien inférieurs en nombre à ses ennemis ; qu'ils ont tout à craindre de la part de ceux qui ont été induits à porter les armes contre l'Amérique, s'ils se trouvent avoir la force en main ; que beaucoup de leurs amis se sont vus obligés d'abandonner leurs foyers, ce qui les a mis hors d'état de porter témoignage contre plusieurs qui ont été arrêtés & qui méritent d'être punis ; qu'ils demandent qu'on fasse une sévère perquisition de la conduite de ceux qui se sont montrés mal intentionnés pour leur pays, & qu'on les éloigne à une certaine distance de la Colonie, ou qu'on dispose d'eux de manière qu'ils ne puissent plus faire de mal ; & qu'ils supplient instamment que les esclaves qui ont pris les armes soient envoyez aux îles «.

Arrêté de l'Assemblée de la Virginie.

» Arrêté que nul Officier de recrue ne pourra enrôler aucun domestique, à l'exception des apprentifs astreints aux loix de ce pays, ni même aucun de ces apprentifs, à moins qu'il n'ait préalablement la permission de son maître, par écrit, ni aucun homme qui n'ait cinq pieds quatre pouces, qui ne soit bien portant, vigoureux & bien proportionné, & qui ne soit ni sourd ni sujet au mal caduc. Arrêté en outre qu'indépendamment des compagnies de chasseurs appartenantes au régiment Allemand, il sera levé dix-sept compagnies de chasseurs expérimentés, qui seront donnés par le Comité de sûreté aux régimens respectifs «.

Ces ordres sont une preuve des préparatifs formi-

ables que font les Américains pour leur défense, & nous annoncent qu'il ne sera pas aisé de les réduire à l'esclavage. 3 Mai.

De Whitehall le 3 Mai.

» Le général Howe, Commandant en chef des forces de S. M. dans l'Amérique Septentrionale, ayant résolu le 7 Mars de passer de Boston à Halifax avec les troupes qu'il avoit sous ses ordres, & avec ceux des habitants, avec leurs effets, qui désireroient rester sous la protection des forces du Roi, l'embarquement s'est effectué le 17 dans le meilleur ordre & avec la plus grande régularité, & sans le moindre obstacle de la part des Rebelles. Au départ de cette nouvelle, la première division des bâtimens de transport étoit sous voile, & ceux qui restoient se dispofoient à la suivre dans quelques jours. L'Amiral a laissé le plus de vaisseaux de guerre qu'il a pu devant Boston, pour la sûreté des bâtimens qui pourroient être destinés pour cette ville.

» Le Roi a fait expédier sous le sceau de la Grande-Bretagne, des lettres patentes par lesquelles S. M. nomme & constitue Richard Lord Vicomte Howe, du royaume d'Irlande, & William Howe, Major général des armées de S. M. & Général de ses troupes dans l'Amérique Septentrionale, ses Commissaires pour rétablir la paix dans les Colonies & les plantations de S. M. en Amérique, & pour accorder le pardon à ceux d'entre les sujets de S.

3 Mai. M. dans cette partie du monde, qui se rendront dignes de cet acte de la clémence royale «.

LES PARTICULARITÉS de l'évacuation de Boston, que l'on a pu recueillir, tant par des lettres particulieres que par le rapport de quelques passagers, se réduisent à ce qui suit :

Le 2 Mars les Provinciaux, qui s'étoient établis sur les hauteurs près d'une place nommée Phipp's Farm, commencerent à bombarder la ville de Boston; & le 3 ils ouvrirent sur l'Isthme de Dorchester une batterie de canons de vingt livres de balle, qui incommoda fort l'armée royale: sur quoi le général Howe fit embarquer le 5 six régimens pour attaquer cette batterie; mais un grand vent d'Est empêchant les vaisseaux de guerre de les couvrir & de les soutenir, on se désista de l'entreprise. Le 6 on fit une nouvelle tentative qui ne réussit pas mieux, parce qu'on trouva les ouvrages des Provinciaux trop forts. Les Américains, en attendant, avoient jetté près de cent bombes dans la Ville, & leur batterie avoit tiré avec beaucoup de succès. C'est ce qui engagea le général Howe à envoyer quelques élus du peuple au général Washington pour l'avertir que, s'il continuoit de faire tirer, il se verroit obligé de mettre le feu à la Ville pour couvrir sa retraite. Deux de ces élus revinrent, & , après avoir communiqué à ce Général la réponse de M. Washington, ils retournerent au camp de ce dernier. On vit alors

alors tout d'un coup cesser le feu ; & aussitôt les troupes royales commençant à s'embarquer avec les habitans affectionnés au Gouvernement, à qui cependant il ne fut permis que d'emporter les choses les plus nécessaires. Comme il n'étoit pas possible d'embarquer les mortiers & la grosse artillerie, on tâcha, mais inutilement, de les faire crever après les avoir remplis de poudre. On ne fut pas plus heureux dans la destruction des petites armes appartenantes à la Ville. Quoique l'on ne sache pas les termes de la convention conclue entre les deux Généraux, on a lieu de croire qu'il avoit été stipulé, que rien ne seroit détruit ; puisque le général Washington, apprenant apparemment ces tentatives, se prépara à donner l'assaut à la Ville. Le général Howe en fut informé le 16 par un déserteur du camp des Provinciaux. Sur cet avis il pressa l'embarquement, laissant après lui son artillerie, ses munitions & provisions, gâtées autant que la précipitation & la confusion l'avoient permis. Cependant, pour empêcher que les Provinciaux, qui s'établissoient dans les îles de Hog & de Noddle, ne s'emparassent du château William, qui les auroit rendus maîtres du Havre & mis à même de détruire la flotte, il eut le tems de le faire sauter, & se retira dans la rade de Nantasket.

Au commencement de Mars, l'armée n'avoit des provisions que pour trois ou quatre semaines. Il n'y en avoit que très-peu à bord

3 Mai. des bâtimens qui devoient la transporter à Halifax, où la disette s'étoit fait tellement sentir, qu'on avoit eu de la peine à empêcher le peuple de se mutiner.

Voici une autre lettre, qui paroît venir d'un partisan des opérations de la Cour.

« Après avoir rapporté que les Provinciaux avoient élevé une batterie dans la ferme de Phipp, de laquelle ils tirèrent pendant plusieurs jours sur la Ville, sans y causer beaucoup de dommages, & après avoir dit qu'ils avoient élevé sur la pointe de Dorchester deux redoutes, garnies d'artillerie, qu'ils faisoient aussi jouer sur la place, il ajoute les particularités suivantes: — sur quoi le général Howe se détermina à en déloger les Américains; mais heureusement il s'éleva une tempête au moment que les troupes alloient s'embarquer pour exécuter ce dessein, auquel on dut renoncer. Je dis heureusement; parce que dans l'instant de l'embarquement un de nos soldats déserta & donna avis aux Provinciaux de ce qui se préparoit contre eux; ce qui engagea le général Washington à rassembler toute son armée de vingt-un mille hommes pour défendre les deux redoutes. Le général Howe instruit que les Américains avoient été avertis de son dessein, se détermina à quitter la place, après y avoir détruit tout ce qui pouvoit être utile aux Rebelles, sans avoir perdu un seul homme ».

Une troisième lettre datée de la rade de Nan-

Nantasket le 29 Mars, & reçue par la voie d'un bâtiment arrivé en Irlande, annonce: » que le général Howe a quitté cette place avec tous les bâtimens venant de Boston, dont sept ont été jettés par une tempête sur ces bas fonds près de Nantasket & y ont été brisés, mais que les équipages & passagers ont été sauvés ».

Autre extrait de lettre écrite sur l'évacuation de Boston, & datée de la rade de Nantasket le 23 Mars.

» On a évacué Boston parce que le général Howe avoit le projet d'envoyer un détachement considérable en Canada, par le fleuve Saint Laurent; qu'il a eu des avis certains que les Rebelles méditoient une expédition contre la Nouvelle Ecosse; qu'il étoit absolument nécessaire de pourvoir à la défense de cette Province; & qu'il ne pouvoit effectivement secourir Quebec, & fortifier la Nouvelle-Ecosse sans s'affoiblir dans son poste à Boston. Voilà pour quels motifs on s'est déterminé à tirer les troupes de Boston, & à faire bloquer ses ports par des vaisseaux de guerre & des bâtimens armés ».

Il paroît par un rôle qui s'est trouvé à Boston, après le départ du Général Howe, qu'en se retirant de cette ville il avoit sous ses ordres 7575 hommes effectifs, non compris l'Etat-Major; de sorte qu'en comptant les troupes de marine & les matelots, le tout pouvoit aller à dix mille hommes. L'artillerie, qu'il

3 Mai y avoit laissée, consistoit en plus de deux cents pieces, dont il n'y en avoit qu'environ trente en état de servir.

*Extrait d'une Lettre de New York, datée du
7 Mars 1776*

» Les renforts destinés pour le Général Wooster devant Quebec, ont été contremandés. Comme le profond secret que le Congrès observe sur toutes les opérations, ne permet que des conjectures; on présume que des avis reçus d'Angleterre ont empêché les Provinciaux de diviser ainsi leurs forces; que le siège de Quebec sera levé, & que les troupes se retireront dans quelque poste avantageux du Canada, où elles se retrancheront le mieux qu'il sera possible. On voit ici fort peu d'argent; il n'y a que le papier monnoye du Congrès en circulation ».

Aussitôt que le Capitaine Payne eût obtenu la permission d'emporter de la Barbade toutes les provisions qu'il pourroit en tirer pour l'usage de l'armée à Boston, on trouva, après avoir bien examiné l'état des choses, qu'il ne restoit pas dans l'île assez de subsistances pour la nourrir pendant six semaines. L'assemblée générale allarmée de cette position convint unanimement d'envoyer une pétition au Roi, & de présenter une adresse au Gouvernement. Dans l'Adresse, l'Assemblée supplioit le Gouverneur de ne plus accorder de permission pour l'exportation des

provisions. A l'égard de la pétition, elle a été remise par l'agent de la Colonie au Secrétaire d'Etat ayant le département de l'Amérique, pour qu'il la présentât à Sa Majesté. En voici la copie :

3. Mai.

*Humble pétition des Représentans du Peuple de votre
Ile de Barbade, en leur Assemblée générale.*

TRES-GRACIEUX SOUVERAIN.

Nous, fideles sujets de V. M. les Représentans du peuple de l'île de la Barbade, connoissant tout le prix du bonheur dont nous jouissons sous le gracieux gouvernement de V. M. & fermement attachés à votre illustre maison ; pleins de reconnoissance pour les marques signalées de faveur & de bienveillance données à notre établissement dès sa naissance, & dont en dernier lieu nous avons ressenti les effets encore plus particulièrement : justement & vivement persuadés de l'excellence de notre glorieuse constitution, & résolus, dans quelques circonstances que nous nous trouvions, de faire éclater la vénération que nous lui portons & dont nous ne nous départirons jamais ; nous demandons humblement la permission d'approcher de votre Personne Royale, & de témoigner à V. M. combien nous sommes satisfaits de ce que par votre nombreuse & illustre famille, le bonheur de vos sujets doit être assuré & perpétué, & les excellentes & aimables vertus de V. M. transmises à la postérité.

Convaincus que notre Monarque, vraiment royal & humain, est toujours disposé à rendre ses sujets aussi heureux qu'ils peuvent l'être, & que la distance des lieux ne diminue en rien l'activité de vos soins gracieux, nous demandons qu'il nous soit permis de représenter la misère dont nous avons déjà en quelque sorte ressenti les effets & celle qui menace de ruiner totalement les habitans de votre fidele Colonie.

54 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

3 Mai.

Nous avons, Sire, près de quatre-vingt mille noirs & vingt mille blancs à nourrir journellement. Nos provisions du pays (qui font notre ressource intérieure) ont manqué par les mauvaises saisons, nous n'avons que pour quelques semaines de provisions salées, & nous n'espérons pas la moindre ressource de la part de l'Etranger.

Dans les apprehensions terribles d'une famine prochaine, nous nous adressons à V. M. comme au pere de son peuple, & après vous avoir présenté l'état où nous nous trouvons, nous croyons inutile, Sire, d'entrer dans les détails de tous les malheurs effrayans qui se présentent à nos esprits : il nous suffit de faire voir quelle est notre situation & d'implorer l'assistance de V. M. &, par votre moyen, celle de la législation de la Grande-Bretagne. Votre fidele Colonie ne cessera d'adresser ses vœux au ciel pour la stabilité de votre gouvernement & de vos conseils. Nous sommes de V. M. les très-soumis, très-fideles, & très-respectueux sujets & serviteurs.

John Gay Alleyne, Orateur, &c. &c.

CHAMBRE DES COMMUNES.

On fait la seconde lecture de plusieurs Bills. Celui par lequel les malfaiteurs, que l'on n'a plus la facilité d'envoyer en Amérique, & qui, vu leur nombre excessif, ne peuvent plus être contenus dans les prisons, seront employés comme forçats sur la Tamise, ayant trouvé de l'opposition, le Chevalier GREY COOPER refute l'opinion, que ce seroit accoutumer la Nation à l'esclavage, & étouffer cet esprit de liberté qui l'a toujours distinguée. Il prétend que ce seroit au contraire épouvanter les paresseux & exciter l'amour du travail; ajoutant que, si cet essai, auquel on avoit re-

cours à cause des troubles en Amérique, ne remplissoit pas les vues que l'on se proposoit, on pourroit transporter ces misérables dans les deux Florides. Le Chevalier GEORGE YOUNGE se réserve de combattre cette opinion lorsque le Bill sera agité en Comité.

 3 Mai.

La Chambre ordonne de supplier le Roi par une Adresse de lui faire remettre copie des licences accordées par l'Amirauté pour l'exportation des provisions en Amérique, dont le Lord-Maire a proposé l'examen le jour précédent.

ON APPREND qu'un pirate a été pris dans l'Inde par la frégate de guerre le *Seahorse*, & que c'est un bâtiment Européen dont l'équipage a massacré son Capitaine. Il a fait des courses dans la mer du Sud, d'où il a passé aux grandes Indes. Depuis cette époque il a eû plusieurs affaires avec des vaisseaux de guerre étrangers; il a toujours eû le bonheur de leur échapper; mais le *Seahorse* ayant combattu avec lui vergue dans vergue, pendant près de trois heures, & l'ayant entièrement démâté, l'a mis dans l'impossibilité de s'enfuir. Le Corsaire alors a été obligé de se rendre au *Seahorse*. Il avoit pavillon Hollandois.

 4 Mai.

Extrait d'une Lettre de Madrafs, adressée à un habitant de Liverpool, en date du 15 Octobre 1775.

On s'est assuré que la mer rouge est beau-

4 Mai. coup plus navigable qu'on ne l'avoit crû jusqu'à présent. Les vaisseaux qui jusqu'ici ont voulu découvrir les atterages de cette mer ou y commercer, ont échoué dans leur entreprise pour n'avoir pas choisi les saisons convenables. Je connois un particulier qui arrive de l'Isthme de Suez, & qui a parcouru la mer rouge avec d'autres armateurs. Ils ont été deux ans à chercher ce qu'on auroit pu trouver en six mois. Les Arabes & leurs Princes ont donné de l'encouragement à leur commerce. La grande flotte des Arabes consiste en six vaisseaux du port d'environ mille tonneaux chacun, & en quelques bâtimens plus petits. Ils sont construits & ils naviguent de la maniere que le décrivent les Juifs, & Saint Paul particulièrement. Il est aisé d'éviter aujourd'hui beaucoup d'inconveniens qu'on rencontroit précédemment dans ces mers. Les Armateurs dont je viens de vous parler, ont perdu deux vaisseaux & de grandes sommes d'argent dans leur expédition. Le Subrecargue, qui entendoit fort peu le commerce, a vu gagner, corde sur balle, soixante & dix pour cent sur les marchandises qu'il avoit vendues trois semaines auparavant.

JOURNAL DE L'AMÉRIQUE.

SUIVANT une Lettre de la Nouvelle-York, il arriva le 23 Mars un exprès de Boston, d'où il étoit parti le 19, chargé d'une lettre du général Washington, Commandant en chef

des forces des treize Colonies unies, au comte de Stirling, Brigadier général de ces forces, & Commandant à la Nouvelle York. Cet Officier Américain porte le titre, que nous venons de lui donner, comme prétendant à la Pairie d'Ecosse, en qualité de plus proche héritier mâle du comte & vicomte de Stirling, Lord Alexander, Chevalier-Baronnet, &c. mort en 1739. Le Comte actuel est établi depuis longtems à la Nouvelle York, où il a épousé une Dame de la famille de Livingston, dont étoit aussi la Veuve du Général Montgomery. La lettre que lui a écrite M. Washington, est de la teneur suivante.

4 Mai.

Cambridge le 19 Mars 1776.

MILORD.

» Je dois vous accuser la réception de votre lettre du 11 de ce mois, & vous faire mes complimens sur la charge à laquelle vous venez d'être nommé par l'honorable Congrès. Si l'on peut compter sur la nouvelle que vous dites avoir été portée à la New-York, je pense avec vous, que nous aurons l'occasion d'assurer le Continent & de le mettre en assez bonne posture de défense; & les opérations de la campagne de cet Été ne seront pas si terribles, qu'on avoit voulu nous le faire craindre, d'après les rapports & les annonces, que le Ministère a répandus dans le public.

J'ai le plaisir de vous informer, que le 17 de ce mois au matin, le général Howe, avec son armée, a abandonné la ville de Boston sans la détruire; événement de telle importance, que sûrement on doit l'apprendre avec grande satisfaction. Nous sommes actuellement en pleine possession de la Place. Leur embarquement & leur retraite ont été confus & précipités.

58 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

4 Mai.

Ils ont laissé après eux des provisions de guerre & de bouche, en quantité assez considérables, entr'autres plusieurs pièces de grosse artillerie, & un ou deux mortiers encloués. La Ville est en beaucoup meilleur état & moins maltraitée que je ne m'y étois attendu, d'après les rapports que j'avois reçus; quoiqu'il soit certain, qu'elle a été très-fort endommagée, & qu'un grand nombre de maisons ont été dépouillées de leurs précieux ameublemens.

La flotte se trouve toujours dans les passages de King & de Nantasket. Quel est l'endroit, où elle a dessein de faire une descente, c'est jusqu'à présent pour nous un mystère; mais, supposant que la Nouvelle York est un objet de très-grande importance, & qu'ils peuvent l'avoir en vue, je dois vous recommander d'employer votre activité & vos forces à faire des préparatifs pour prévenir tout dessein ou toute tentative, qu'ils peuvent avoir formés pour l'attaquer. J'ai détaché d'ici les chasseurs (*Riflemen*) & cinq bataillons pour aller à votre secours. Ils seront suivis par d'autres corps, à mesure que les circonstances le permettront. Ces forces avec celles que vous avez ou que vous pouvez assembler, si l'occasion le requiert, seront suffisantes pour empêcher l'Ennemi de prendre la Ville ou de se faire un logement, jusqu'à ce que le gros de l'armée vienne vous joindre. Je suis, Milord, avec beaucoup d'estime, &c.

Signé Washington.

M. Washington a rendu le 21 Mars, après avoir pris possession de la ville de Boston, une proclamation qui a pour but de maintenir le bon ordre dans la Place, de protéger les habitans, de découvrir les effets appartenant à la Grande-Bretagne, ainsi que les espions, que l'armée royale pouvoit avoir laissés dans la Ville. En voici la copie.

» Attendu que l'armée ministérielle a abandonné la ville de Boston , & que les forces des Colonies 4 Mai unies , dont j'ai le commandement , en ont pris possession , j'ai jugé en conséquence nécessaire , pour la conservation de la paix , du bon ordre & de la discipline , de publier les ordres suivans ; afin que personne , en y contrevenant , ne puisse prétendre cause d'ignorance , & l'alléguer pour excuse sa mauvaise conduite à cet égard «.

» Il est donc enjoint par les présentes à tous officiers & soldats de vivre dans la paix & l'amitié la plus étroite avec les habitans ; aucun habitant , ni autre personne , occupée à ses affaires légitimes dans la Ville , ne doit être molesté dans sa personne ou ses biens , sous quelque prétexte que ce soit «.

» Si quelque officier ou soldat s'oublie jusqu'à frapper , emprisonner ou maltraiter aucun des habitans ; il peut être assuré qu'il sera puni avec la plus extrême sévérité ; & au cas que quelque officier ou soldat soit insulté par aucun des habitans , il doit poursuivre la réparation de cette offense par les voyes de droit & non par aucune autre «.

» Tous officiers sans commission , soldats , ou autres sous mon commandement , qui seront coupables d'avoir volé ou pillé dans la ville , seront aussi-tôt emprisonnés & punis avec la plus grande rigueur. En conséquence il est enjoint à tous officiers de veiller exactement à la découverte de pareils délinquans , & de faire le plutôt possible , à l'Officier Commandant dans la Ville , leur rapport des noms & crimes desdits délinquans «.

» Tous les habitans ou autres sont requis de dénoncer au Quartier-Maître général , ou à quelqu'un de ses Lieutenans , toutes les provisions appartenant à l'armée ministérielle , qui peuvent être restées ou avoir été cachées. Toute personne , sans exception , qu'on découvrira receler une quantité desdites provisions ou se les approprier à son usage particulier , sera considérée comme ennemi de l'Amérique & traitée en conséquence «.

60 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

4 Mai. » Les Elus & autres Magistrats de la Ville sont requis de rapporter au Commandant en chef le nom de toutes les personnes qui peuvent leur être suspectes, comme employées pour servir d'espions à l'égard de l'armée continentale, afin qu'on puisse en agir envers elles selon les cas

» Il est enjoint à tous les officiers de l'armée continentale d'assister les Magistrats civils dans l'exécution de leur charge & de contribuer à l'avancement du repos & de l'ordre public. Ils doivent empêcher, autant qu'il est en leur pouvoir, que les soldats ne fréquentent les cabarets & ne quittent leurs postes pour roder par la Ville. On prendra particulièrement garde à ceux d'entre les officiers, qui manqueront de soin & d'exactitude à cet égard. Ceux au contraire qui seront actifs & vigilans dans cette partie, auront droit à des graces & des avancements.

Donné sous mon seing, au Quartier général à Cambridge le 21 Mars 1776.

Washington.

CHAMBRE DES COMMUNES.

La Chambre, d'après le rapport des arrêtés sur les grains, consent qu'il soit permis d'exporter une quantité limitée de biscuit & de grenaille pour la Nouvelle-Ecosse, la baie des Chaleurs, & la côte de Labrador, pour l'usage des pêcheurs Anglois établis en ces parties. Il est ordonné de dresser un Bill en conséquence.

On lit pour la seconde fois le Bill pour punir par des travaux de force, pendant un tems limité, les délits dont les Auteurs sont actuellement transportés à quelques-unes des Colonies & plantations de Sa Majesté.

Il est arrêté qu'il sera présenté une Adresse

à Sa Majesté, pour faire mettre sous les yeux _____
de la Chambre, des copies des permissions 4 Mai.
accordées par les Lords de l'Amirauté, aux
bâtimens qui transportent des provisions aux
colonies Américaines.

LA COMMISSION, pour nommer le Lord _____
& le Général Howe Commissaires de S. M. 5 Mai.
pour accorder le pardon à ceux des rebelles
d'Amérique qui mettront bas les armes, &
rentrent dans le devoir, passe au grand
Sceau.

LE LORD HOWE arrive à Portsmouth, &
il arbore sur l'*Aigle* de 64 canons le pavillon
de Vice-Amiral de l'escadre blanche.

Un grand nombre de jeunes gens de fa-
mille passent en Amérique avec le Lord Howe.
Il n'y en aura pas moins de quarante embar-
qués sur l'*Aigle* en qualité de *midhispmen*, quoi-
que le nombre des Bas-Officiers, ainsi nom-
més, ne doive être que de seize sur un vais-
seau de ce rang.

Le Commodore HOTHAM met à la voile _____
de la rade de Sainte-Héleine pour l'Améri- 6 Mai.
que septentrionale avec les bâtimens de trans-
port. Un vent de Nord-Est pousse la flotte: au
coucher du soleil, on n'apperçoit plus aucun
bâtiment.

Cette flotte est composée des vaisseaux le
Preston de cinquante canons, l'*Emerald*, le
Jersey, le *Carcase*, le *Strombolo* & le *Rain-
bow*, avec les troupes Hessoises, les Gardes
& l'Artillerie.

6 Mai.

L'Amiral Howe, qui monte l'*Aigle*, appareille aussi; mais le vent ayant changé, il est obligé de mouiller de nouveau.

CHAMBRE DES COMMUNES.

On propose de demander la communication de divers comptes de la Trésorerie: d'une lettre écrite au Lord Germaine: des déclarations faites à la Douane; & des acquits délivrés par ce Bureau pour des marchandises & effets envoyés en Amérique.

On propose ensuite d'appeler demain à la Barre vingt cinq différentes personnes, pour être examinées au sujet des licences accordées par l'Amirauté pour les marchandises &c. qu'on a tâché de faire passer dans les Colonies, malgré l'acte de prohibition.

Lorsqu'on alloit entrer en Comité, pour délibérer sur le message du Roi, dont on a vu la teneur ci-dessus, le Colonel BARRÉ s'est levé, tenant à la main un morceau de papier qu'il avoit coupé de la Gazette de Londres, & qu'il a dit être le seul recit authentique, qu'on eût communiqué au public, de la retraite de l'armée du Général Howe, & en même-tems le seul exposé des motifs qui l'avoient engagé à quitter Boston. Il propose de présenter une humble adresse à S. M. pour qu'il lui plaise d'ordonner à ses Ministres de communiquer à la Chambre les copies des dernières dépêches ou de toutes les dépêches envoyées depuis le premier Mars de la présente année, par le général

Howe & le Vice-amiral Shuldam, afin que la 6. Mai.
Chambre puisse être informée parfaitement &
authentiquement de l'état actuel de la guerre dans
l'Amérique Septentrionale, avant de procéder
à l'octroi de tout nouveau subside pour la con-
tinuation de cette guerre.

Le Colonel Barré.

Il ne faut que cette gazette pour deshonorer la Nation. On a fait les plus honteux efforts pour tromper le peuple ; mais ce qui est d'une conséquence infiniment plus dangereuse pour la Nation en général , on a grossièrement trompé la Chambre dans tous les rapports qui lui ont été faits par les Ministres de Sa Majesté, ou, ce qui est à peu-près la même chose , on a refusé à la Chambre toute espèce d'information. J'en appelle à la sincérité & aux sentimens des Lords North & Germain ; & je leur demande si , dans une telle situation des choses , ou pour quelque pretexte ou occasion que ce soit , aucune administration a jamais adopté un pareil système. Il n'est pas possible d'endurer plus longtems leur conduite. Voilà déjà plus de neuf millions que nous avons votés. Nous sommes sur le point de donner un vote de crédit pour un autre million. Je gagerois que le Lord North n'oseroit pas assurer à la Chambre qu'on n'aura pas besoin de cinq millions en sus , pour payer les frais de la campagne actuelle. Dans ces circonstances , que convient-il que nous fassions ? Voterons-nous quinze millions de l'argent de la Nation , sans savoir s'il y a la moindre apparence de succès ? Tout s'y refuse. Mais certainement Milord North se relâchera de ses rigoureux principes. Il avouera au moins la convenance & la nécessité de faire connoître aux Représentans du peuple ce qu'ils doivent attendre. Il nous laissera voir d'une part les obstacles , & de l'autre les apparences du succès dans la poursuite de cette

64 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

6 Mai. guerre dispendieuse, cruelle & contre-nature. Je connois toute l'étendue du crédit de ce Ministre ; mais malgré toutes les dispositions de cette Chambre à obéir à ses ordres, je me persuade que , tant pour sa sûreté personnelle que pour sauver les apparences ordinaires, il voudra bien donner à la Chambre des informations un peu plus satisfaisantes que celles qui sont contenues dans ce misérable chiffon de Gazette.

Le Lord North.

» Les troupes du Roi n'ont point été forcées d'évacuer Boston. Elles n'ont éprouvé aucun obstacle de la part des Rebelles , & le Général n'a fait aucun traité avec eux ; les provisions , les munitions n'ont point été abandonnées. L'armée n'a essuyé aucun échec , soit immédiatement avant l'embarquement , soit pendant l'embarquement. Les troupes se sont embarquées avec beaucoup d'ordre & toute la tranquillité possible , & même très à *leur aise*. Mais malgré cela je ne suis point d'avis que l'on communique à la Chambre toutes les dépêches relatives à cette évacuation , parce que leur publicité pourroit nuire au plan adopté pour les opérations qu'on se propose d'exécuter dans le cours de la campagne ».

La suite au N.º IX.

LETTRE

*Lettre d'un Banquier de Londres
à M. * * *, à Anvers.*

De Londres le 2 Septembre 1776.

DANS ma Lettre du 16 Août, je vous avois annoncé, Monsieur, l'importante nouvelle qui s'est confirmée depuis, de l'infructueuse tentative faite à Charles Town par les forces combinées du Chevalier Parker & du Général Clinton. Il y avoit déjà quelques jours que le bruit s'étoit répandu dans Londres que l'Amiral avoit été repoussé avec une perte considérable en hommes & en vaisseaux. Cependant les détails authentiques de ce fâcheux événement, qui est du 28 Juin, paroissent n'être arrivés que le 21 Août à la Cour, où l'on favoit, dès le 10, par les dépêches de l'île de Staten, datées du 8 Juillet, que l'armée de Clinton y étoit attendue. Sans avoir beaucoup étudié l'*Art de vérifier les dates*, dont on est redevable à une des plus anciennes & des plus savantes Compagnies de l'Europe, qui est ce qui ne verra point du premier coup d'œil, que quand le Général Howe a écrit le 8 Juillet qu'il attendoit le Général Clinton, il avoit eu avis de l'échec du 28 Juin devant Charles Town; & que la connoissance qu'il en a donnée à la Cour constitue les parties de sa dépêche qu'elle n'a pas jugé à propos de rendre publiques?

je vous ai observé qu'elle n'a été insérée que par extrait dans la gazette ministérielle.

C'est ainsi qu'en travaillant sur les productions du Ministère de Londres, on peut apprendre non-seulement à vérifier les dates, mais encore à restituer les textes. Si ma conjecture n'avoit pas quelque fondement, comment aurois-je pû savoir dès le 12 Août, & vous mander le 16 l'événement de Charles Town? N'est-il pas visible que l'intérêt de certaines gens, pour qui le secret des affaires est une branche de revenu, a fait percer cette nouvelle jusqu'à la Bourse, d'où elle s'étoit répandue dans la ville long-tems avant qu'il convînt à la Cour d'en paroître instruite? Une preuve bien frappante que le Général Howe devoit la savoir le 8 Juillet, c'est que le Général Clinton ne se seroit point laissé engager dans le coup de main contre Charles-Town, d'où il devoit résulter que les troupes resteroient sur les lieux pour garder leurs conquêtes, s'il eût eu sa partie liée avec M. Howe pour aller le joindre devant New-York. Il n'a pû lui annoncer sa prochaine arrivée, qu'en lui apprenant que l'entreprise sur Charles Town étoit manquée.

Vous me demanderez où nous mène cette dissertation? Voici en quoi je la croirois utile; elle nous autorise à induire des nouvelles authentiques que la Cour vient de donner le 24, toujours sous le titre d'*Extraits*, qu'Elle pourroit nous apprendre encore bien des choses sur l'affaire du 28 Juin, ou sur les autres opé-

tations qui peuvent y être liées; & elle nous permet d'espérer que quelque autre publication de la même nature nous en complètera l'historique.

Procédons actuellement à l'examen du récit que contiennent les deux *Extraits* des lettres du Chevalier Parker, du 9 Juillet, & du Général Clinton, du 8, arrivées l'une & l'autre le 21 Août, & insérées dans la Gazette de la Cour du 24. J'observe d'abord qu'on a mis plus d'intervalle à cette publication, qu'à celle du débarquement dans l'île de *Staten*; car la lettre du Général Howe étoit arrivée le 10, & l'extrait en fut imprimé & distribué le même jour. En second lieu, la nouvelle de l'heureux débarquement de l'armée du Roi dans l'île importante de *Staten* fut envoyée par l'occasion d'un passager qui venoit à Londres pour ses affaires; & on nous dit que celle de l'échec souffert à l'île *Sullivan*, devant Charles-Town, & de l'abandon de l'entreprise, a été dépêchée par un exprès.

Me feroit-il permis, d'après ces différences assez bizarres, d'hasarder, en passant, mes conjectures sur les dispositions intérieures des deux Ministres auxquels ces diverses relations ont été adressées? L'extrait de celle du débarquement a été fait & donné par Milord Germaine, comme étant envoyée par le Général des Troupes. La plus récente est sortie des bureaux de Milord Sandwich, Ministre de la Marine. C'est celle sur laquelle on a le

28 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

plus médité, qu'on a tenu cachée trois jours, qu'on a jugée assez sérieuse & décisive pour être venue par un exprès. L'extrait semble déceler une ame profondément inquiète & confournée. Je parierois que Mil. Sandwich est intérieurement repentant d'avoir pû dire dans la Chambre des Pairs, que tous les Américains étoient des lâches qu'on réduiroit avec la plus grande facilité. Oui, ce Ministre parleroit sûrement aujourd'hui avec moins d'ardeur, à l'appui des voies coercitives.

Il ne doit pas en être de même du Ministre son collègue. Celui-ci reçoit la relation d'un débarquement pur & simple sur une île presque déserte : dans le quart-d'heure même il la fait publier comme si son Général se fût mis en possession du poste le plus important, & par des prodiges d'habileté & de valeur. Parce que les Rebelles, épars dans l'île, s'en sont retirés, en emmenant avec eux les bestiaux, & jusqu'aux volailles ; tout a fui dès que l'armée a paru, & ainsi du reste. Et comme si ce premier avantage ne devoit que préparer à des succès bien plus glorieux, on dédaigne encore de déguiser que la nouvelle en est arrivée par un voyageur. Différemment affectés, ces Ministres ne pouvoient gueres agir uniformément en ces deux occasions, l'une & l'autre si peu agréables. D'ailleurs Mil. Germaine, dans une lettre du 25, Décembre, qui a été interceptée, avoit annoncé au Gouverneur de Maryland, l'expédition contre Charles Town, comme y met-

tant beaucoup de confiance; & Milord Sandwich a déclaré, le 10 Mai, dans la Chambre des Pairs, qu'il ne falloit plus y compter, & que ce n'étoit pas lui qui l'avoit conseillée & dirigée.

Entamons la relation du Chevalier Parker. *La résolution ayant été prise de former une attaque sur Charles Town, dans la Caroline Méridionale* (les préparatifs de cette expédition ont occupé le Ministère pendant tout l'hiver. L'armée qui a dû s'y trouver réunie; après avoir fait de grandes pertes, devoit être encore d'environ trois mille cinq cents hommes. L'escadre étoit composée de deux vaisseaux de 50 canons, de quatre de 28, de deux de 20, & de plusieurs brulots & bombardes: en tout 252 canons. Le sieur Martin, Gouverneur d'une Province voisine, n'avoit cessé de travailler à y former un puissant parti au Gouvernement. On assure enfin que l'expédition a été entreprise d'après les avis donnés l'année dernière par ce Gouverneur & par le Général Clinton.) *L'escadre appareilla du Cap Fear le premier Juin, & le 4 elle mouilla devant la barre de Charles Town. Le 5 je fis sonder cette barre & jeter des balises pour faciliter l'entrée du port. Le 7, toutes les frégates & les bâtimens de transport passerent sur la barre, par cinq brasses d'eau. Le 9, le général Clinton débarqua sur Long-Island avec quatre ou cinq cents hommes. Le 10, le Bristol, de cinquante canons, passa sur la barre, non sans peine. Le*

15, je distribuai aux Capitaines de l'escadre mes ordres pour l'attaque des batteries sur l'île de Sullivan ; Et le 11, j'informai le général Clinton que les vaisseaux étoient prêts à agir. L'extrait de la Lettre du général Clinton porte que le chevalier Parker & lui ayant eu avis que la forteresse élevée par les Rebelles sur l'île de Sullivan, qui est la clef du port de Charles Town, n'étoit pas encore achevée, ils avoient résolu de s'en emparer par un coup de main.

(L'île Sullivan forme un des côtés du canal de la rivière d'Ashley sur laquelle Charles Town est située. Le fort Sullivan est à deux bonnes lieues de cette ville. C'est une place régulière, défendue par dix neuf pieces de canon de 26 à 32. Vous avez vû tout à l'heure que le nombre des canons de l'escadre étoit de deux cents cinquante-deux A l'extrémité Occidentale de l'île de Sullivan est une péninsule sur laquelle se trouve un autre fort. A l'Est de la forteresse principale, est un isthme ou col étroit, près duquel les Américains avoient placé une carcasse de bâtiment, chargée d'artillerie. Voilà quelles étoient les défenses que la flotte du Roi alloit attaquer & dont vous ayez, Monsieur, donné un état assez juste sous la date du 11 Mars, p. 41 & suivantes, dans le premier volume de votre recueil.) Le général choisit le 23 Juin pour l'attaque combinée, mais le vent étant devenu contraire, elle ne put avoir lieu. Le 25, arriva l'EXPERIMENT.

de cinquante canons , & le lendemain 26 il passa sur la barre. On prit alors d'autres mesures pour l'attaque.

Le 28 , à neuf heures du matin , je fis connaître par un signal au général Clinton que j'allois commencer l'attaque. A dix heures & demie , je fis signal de lever l'ancre ; & à onze heures & un quart , le Bristol & l'Experiment , chacun de cinquante canons , l'Active & le Solebay de vingt-huit , s'avancerent & tirèrent sur le Fort. La bombarde le Thunder , couverte du vaisseau armé le Friendship , prit par le Nord-Ouest-quart-de-Nord , l'angle saillant du bastion de l'Est ; & le colonel James , (qui depuis notre arrivée a montré le plus grand empressement pour nous servir de son mieux.) (Il est un de ceux qui se font vantés qu'ils réduiroient toute l'Amérique avec une poignée d'Anglois.) Le colonel James envoya plusieurs bombes un peu avant & pendant le combat , dans une très-juste direction. Les vaisseaux la Syrene & l'Acteon , de vingt-huit canons , & le Sphinx de vingt , eurent ordre de se porter à la pointe Occidentale pour empêcher les brulots ou d'autres bâtimens d'arriver sur les vaisseaux qui combattoient , & aussi pour enfilér les ouvrages , & pour couper la retraite aux Rebelles s'ils en étoient chassés. Cet ordre ne fut point exécuté , par l'ignorance du pilote qui échoua les trois frégates. (Quoi ! dans un pays où le Gouvernement se flattoit d'avoir tant d'amis , il ne s'est pas trouvé un seul pilote côtier qui soit venu offrir ses services à l'escadre du Roi , pendant l'espace

de vingt-quatre jours qu'elle avoit déjà passés dans ce parage! C'est à bon droit que milord Germaine a triomphé du débarquement à l'île de Staten. Le neuvième jour il étoit déjà venu à l'armée du Roi soixante déser-teurs avec quelques armes, & on en atten-doit! Pour suivons.)

Le Sphinx & la Syrene se releverent en quel-ques heures de tems, mais l'Acteon resta échoué jusqu'au lendemain 29, que le Capitaine & les Officiers jugerent à propos de le percer & d'y mettre le feu. J'accordai un Conseil de guerre au Capitaine, aux Officiers & à l'Equi-page. Le Conseil ne put que leur donner des éloges. Le sieur Hope, Capitaine du vaisseau armé le Friendship (c'est celui qui a apporté la nouvelle) s'est rendu aussi utile qu'il lui a été possible en cette occasion, & il mérite tout ce qu'on peut dire à sa louange. Pendant le tems que nous avons passé par le travers du fort, qui a été de près de dix heures, les vaisseaux ont fait la plus vive canonade, qui n'a cessé que par in-tervalles. Après deux heures de combat, nous eumes le plaisir de voir que le feu des Rébelles se rallentissoit beaucoup. A plusieurs reprises le nôtre chassa du Fort un nombreux corps de Re-belles, mais ils étoient bientôt remplacés par d'autres qui venoient du continent. A trois heures & demie un renfort considérable, qui étoit venu de Mont-plaisant, pendit un homme à un arbre derriere le Fort; & nous avons lieu de croire que le même parti s'étoit enfui une heure

après, car le feu du fort cessa & il fut entièrement évacué pendant une heure & demie. Mais les Rebelles ayant vu que notre armée ne pouvoit point en prendre possession, une quantité considérable de peuple y rentra sur les six heures, & recommença le feu avec deux ou trois canons, le reste étant, à ce que je crois, démonté. Sur les neuf heures, comme la nuit étoit très-noire, qu'une grande partie de nos munitions étoit consommée, & notre monde excédé de fatigue, le reflux presque à sa fin, nul espoir du côté de l'Est (ceci doit vouloir dire de la part de l'armée) ni aucune possibilité de rendre de nouveaux services avec la flotte, je donnai ordre aux vaisseaux de retourner à leur premier mouillage.

Combinons la relation du Général avec cette partie de celle du Commandant de la Marine. M. Clinton a déjà dit, comme vous l'avez vû ci-dessus, qu'ils avoient résolu ensemble de réduire le fort Sullivan par un coup de main, sur l'avis qui leur avoit été donné que ce fort n'étoit point achevé, ni en état de défense. Il poursuit ainsi : & afin que l'armée pût agir de concert avec l'escadre, je débarquai mes troupes sur LONG-ISLAND qu'on m'avoit dit devoir communiquer avec l'île de Sullivan par un passage guéable aux basses eaux. Mais à mon grand déplaisir j'ai vû que ce gué qu'on assuroit n'être que de dix-huit pouces, avoit sept pieds de profondeur : ce qui a mis l'armée dans l'impossibilité de soutenir l'escadre dans l'at-

taque du fort, comme je me l'étois proposé, & aussi efficacement que je le désirois, ainsi que les troupes à mes ordres.

Ainsi, Monsieur, non-seulement il ne leur est pas venu un pêcheur, pas un mouffe de la côte pour les piloter jusqu'à l'entrée du port; mais ils ont été trompés & sur l'état de la forteresse & sur la profondeur du gué, comme sur l'habileté & la valeur des Américains. S'il faut qu'ils le soient, dans la même proportion, qui est de 18 à 84, par-tout où il s'agira de débarquer; plus d'une évacuation, ou suivant le dire du Lord Suffolk, plus d'un changement de position, se fera encore avant que l'Amérique soit conquise. Quant à la forteresse, le Chevalier Parker s'est contenté de nous laisser juger, par la description du feu terrible & continuel de son escadre entière, ce que celui des batteries avoit dû être. Le fait est que cette forteresse, prétendue imparfaite, a répondu par une canonade si fière & si régulièrement servie, que le Bristol sur lequel se trouvoit le Chevalier Parker, a eu son mât d'artimon emporté, ainsi que la moitié de son grand mât, & que deux fois les boulets rouges y ont mis le feu. L'Expériment a été entièrement dégrée, ses bordages & ceux du Bristol ont été percés de plusieurs boulets & les pavillons emportés. Le mât de beaupré du Sphynx a été abattu. Tous les autres vaisseaux sont maltraités.

Je fais tels Anti-Bretons à Paris & en d'au-

tres lieux de la France, qui noteront sur leurs tablettes que parmi ce canon qui a si bien chauffé les vaisseaux Anglois devant l'île de Sullivan, il y a plusieurs pieces des vaisseaux l'*Alcide* & le *Lys*, pris sur les François en pleine paix, aux attéragés de l'Amérique, & que la province de la Caroline avoit obtenues du Gouvernement. On l'assure ici comme un fait très-certain & digne de remarque. Dans l'adversité, on est superstitieux; & les Anglois, quoiqu'en général esprits forts, n'en sont pas plus exempts que d'autres. Reprenons la relation du Chevalier Parker.

Le *Bristol* a eu quarante hommes tués & blessés. L'*Expériment* vingt-trois tués, & cinquante-six blessés. L'*Active*, son Lieutenant le sieur Pike tué & six blessés. Le *Solebay*, huit hommes blessés. Pas un seul homme de tous ceux qui étoient à leur poste sur le tillac du *Bristol* au commencement de l'action n'a échappé ou aux blessures ou à la mort. Le sieur Morris, Capitaine de ce vaisseau a eu d'abord le bras emporté; il a reçu ensuite plusieurs blessures, & il est mort depuis. Le Contre-Maitre a été blessé au bras droit, mais il ne le perdra pas. J'ai reçu moi-même plusieurs contusions en différens tems; mais comme il n'y en a point qui soit accompagnée du moindre danger, ce n'est pas la peine d'en parler. Il cite encore plusieurs autres Officiers grièvement blessés, & parmi eux le Lord William Campbell (c'est le Gouverneur de la Pro-

vince) qui avoit bien voulu, dit-il, se charger de quelques canons de la batterie d'en bas, & qui a reçu une contusion au côté gauche, dont cependant on n'appréhende aucunes fâcheuses suites.

Enfin il se loue beaucoup de la bonne volonté des matelots des bâtimens de transport, qui sont venus garnir le tillac des vaisseaux qui combattoient, quand on a sçu que les équipages avoient tant souffert qu'ils ne pouvoient plus faire le service. Tout ce ravage a été fait par le canon d'une forteresse qu'on avoit dit aux deux Généraux n'être pas achevée ni en état de défense, & pendant dix heures du combat le plus animé, par des gens qu'on a traité de poltrons en plein parlement.

Il me reste un passage à rapporter de la relation du Commodore Parker; c'est celui où il fait ses excuses au Général, d'être obligé de parler de l'inaction de l'armée : endroit d'autant plus remarquable, qu'aujourd'hui on reproche au Général la mauvaise issue de cette expédition, au moins d'après ce qui a paru des deux lettres. Le Chevalier Parker avoit déjà dit tout ingénument : *Les rebelles voyant que notre armée ne pouvoit pas prendre possession du Fort ; & ailleurs : comme je ne pouvois rien attendre du côté de l'Est, ce qui étoit un peu aigre pour l'armée.* Il continue en ces termes, qui n'étoient pas beaucoup plus menagés. *Leurs Seigneuries de l'Amirauté verront clairement par ce récit, que si les troupes avoient pu agir avec nous dans cette attaque, Sa*

Majesté auroit été en possession de Sullivan. Voici le petit assaisonnement qu'il a pourtant crû devoir y joindre. Mais je supplie leurs Seigneuries de bien entendre ici ce que je veux dire , de peur qu'on n'imagine que je cherche à jeter le plus léger blâme sur notre armée. Je manquerois à mon honneur & à ma conscience , si j'hésitois à déclarer que la haute idée que j'ai des troupes de Sa Majesté , depuis le Général jusqu'au plus simple soldat , est telle , qu'au bout de plusieurs heures de combat , voyant que les troupes ne s'étoient point établies sur la pointe Nord de l'Isle de Sullivan , je reconnus pleinement que le débarquement étoit impraticable , & qu'en l'essayant , on auroit perdu beaucoup de braves gens sans la moindre apparence de succès ; & ce sera ainsi , très-certainement , que la chose sera envisagée , d'après le compte qui sera rendu par le Général Clinton. Il laisse au Général le soin d'expliquer comme quoi le gué s'est trouvé de sept pieds , tandis qu'on lui avoit dit qu'il n'étoit que de dix-huit pouces.

Il me semble que ce devoit être entre neuf & dix du matin , & entre huit & neuf du soir que les eaux auroient été assez basses pour que le passage de Long - Island à l'Isle Sullivan fût guéable. Cela se rapporte avec ce que dit le Chevalier Parker , que sur les neuf heures du soir , le reflux étant presque fini , la nuit très noire , & ne comptant plus sur l'armée , il avoit retourné à son mouillage. Serait-ce qu'il auroit prolongé l'action jusqu'au

soir, toujours dans la persuasion que le gué en question n'avoit que dix-huit pouces d'eau, ou que si le matin il avoit eu cinq pieds d'eau de plus, il auroit le soir cinq pouces de moins que les dix-huit? Il falloit pour cela beaucoup compter sur les effets du vent. La vérité est, dit-on, que dans toute la fin de la journée, l'escadre avoit de trop peu les cinq pieds d'eau que le gué avoit de trop : c'est-à-dire qu'elle étoit échouée, & que la seule frégate l'*Active*, en continuant son feu, préserva le reste de l'escadre du dernier malheur. Vous concevrez aisément que la perte des Américains a dû être peu considérable. On dit qu'elle n'est que de seize hommes tués, & environ vingt blessés.

Je ne vois pas trop ce que les Américains ont voulu donner à entendre par l'exécution qu'ils ont faite, en pendant un homme à un arbre aux yeux de toute la flotte. Il y a des gens ici qui prétendent que c'est un emblème qui signifioit que ce seroit ainsi qu'ils traiteroient Mylord tel ou tel, s'il tomboit entre leurs mains. Mais c'est leur supposer aussi bien de la malice. Je me contenterai d'une observation plus innocente. Si c'étoit une justice sérieuse, & que, par impossible, le pendu ait été celui qui avoit donné aux Généraux Anglois les plans & devis de la forteresse, & les sondes du canal d'Ashley & du gué de l'Isle de Sullivan; il faudroit avouer qu'on l'auroit traité avec bien de la rigueur.

Je finis, Monsieur, en vous faisant observer un rapport assez singulier entre les éloges que deux Commandans ont donnés aux troupes angloises, depuis l'ouverture de cette campagne. Le Chevalier Carleton a écrit à la Cour, que son armée auroit fait éclater les plus grandes preuves de fidélité & de valeur, si elle avoit pu joindre le corps d'Arnold à sa retraite de Sorel & de Montréal. Ici, le Chevalier Parker dit que l'armée auroit sûrement fait des merveilles, si elle eût pu passer un gué de sept pieds de profondeur. Il avoit encore à dire, si elle eût pu forcer un camp & de fortes redoutes dans l'Isle de Sullivan, d'où on rafraichissoit de momens à autres, la valeureuse garnison du Fort, & qui recevoient des secours continuels de Charles Town par un pont de bateaux.

Après avoir suivi les deux Généraux dans le compte qu'ils ont rendu de l'importante journée du 28 Juin, à quinze ou dix-huit jours de distance de laquelle les vaisseaux ainsi maltraités, & l'armée ainsi victorieuse, seront partis pour l'Isle de Staten, arrêtons un moment notre attention sur quelques détails dont le souvenir mérite d'être conservé.

Le sieur Morris, Capitaine du vaisseau le Bristol, ayant les deux os de l'avant-bras cassés par un boulet ramé & une balle dans le cou, fut descendu au fond de cale, où il consentit à l'amputation qui fut faite aussitôt au-dessus du coude. Pendant l'opération, un boulet rouge, qui avoit percé les bordages, tua à ses côtés

deux aide-Chirurgiens , & bleffa l'Ecrivain. Après le mouvement que caufa cet événement , le Capitaine Morris voulut être porté fur le tillac pour y reprendre le commandement. On fe rendit à fes instances , & il combattit encore longtems , mais enfin un coup fatal l'étendit à terre. Comme il perdoit beaucoup de fang , & qu'on le voyoit prêt d'expirer , un Officier lui demanda s'il n'avoit rien à faire dire à fa famille. *Non* , répond ce brave homme en fermant la paupière , *Je la remets à la merci de Dieu & de mon pays.* Il a laiffé une femme encore jeune , plusieurs enfans & des neveux & nièces qu'il faisoit fubfifter tous , fur la fimple paye de Capitaine.

Le fieur Pike , tué fur le vaiffeau l'*Active* , dont il étoit Lieutenant , eft encore un autre exemple à citer , pour fon héroïque fidélité à fes fentimens & à fon état. Il vivoit tranquille fur fa demi paye , avec une femme aimable & une jeune & nombreufe famille , dans les environs de Poole , du Comté de Dorfet. On agita dans le Comté , de préfenter au Roi une adrefle pour l'affurer du zèle de la Province de Dorfet dans la malheureufe guerre qu'on étoit forcé d'entreprendre. M. Pike , en ami fincere & chaud des Miniftres , luttoit fortement contre le parti contraire , qui vouloit faire rejeter l'adrefle ; & quelques gens trop véhémens oferent , en l'apoftrophant , infulter au corps de la marine & aux troupes. Il leur échappa de dire que les matelots & les foldats Anglois étoient toujours prêts

prêts à se battre pour le Roi & pour la patrie, mais que dans cette querelle avec l'Amérique, il n'y en avoit pas un qui n'eût pris du service avec répugnance, & qui n'en convînt volontiers. Monsieur Pike courroucé de ce propos, se levant avec vivacité, s'écria au milieu de l'assemblée. « Je suis vieux, & mes cheveux ont blanchi au service de mon pays : je suis pere d'une jeune & nombreuse famille : parfaitement heureux dans la société de la meilleure des femmes : rien ne peut me forcer à reprendre du service ; mais la voix de l'honneur se fait entendre. Une race d'apostats ne seroit pas assez punie, si mon épée restoit dans le fourreau. Je me vois ici entouré de gens, qui au lieu d'aider & de soutenir leur Roi, cherchent à fomentér une odieuse rébellion, une opposition marquée du sceau de la plus noire ingratitude. Je pars. « Son noble courroux ne lui permit pas d'en dire davantage ; il prit sur le champ la route de Londres, où il ne lui fut pas difficile d'obtenir du Lord Sandwich l'emploi dans lequel il a fini si glorieusement. Que de regrets la Nation Angloise & l'humanité même ne doit-elle pas donner à la perte d'un *Morris* & d'un *Pike* & de tant d'autres qui, dans les deux partis, ont versé leur sang pour une querelle d'où il est démontré que la Grande Bretagne, même avec les plus glorieux succès, ne peut pas retirer le moindre avantage !

Des Lettres arrivées de l'Escadre, portent que les vaisseaux ont laissé Charles-Town, le

82 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

16 Juillet, dans le plus piteux délabrement, criblés, mutilés, éreintés, éclopés, éventrés, & à tous égards hors d'état de servir ; de sorte qu'à leur arrivée à l'île de Staten, ils seront tout aussi peu utiles aux troupes, que les troupes le leur ont été peu à l'île Sullivan. Suivant les mêmes Lettres, il faisoit une chaleur excessive lors du départ des vaisseaux, & le scorbut étoit dans l'armée. Que peut opérer la réunion de l'escadre de Parker à celle de Shuldam, si ce n'est de grossir l'hôpital du Général Howe, & de porter la terreur & le découragement dans ses troupes ? Quelle confiance une armée qui a manqué un débarquement inspirera-t-elle à une armée qui va en tenter un ? Lorsque les troupes réglées de Braddock eurent été défaites, en 1755, par les milices Canadiennes, on les tint long-tems à une certaine distance des autres corps, que les recits de leur désastre auroient pû effrayer ; & on fit sagement. Représentez - vous d'un autre côté les Américains triomphans, qui, par essaims nombreux, sont partis aussitôt pour les autres provinces menacées d'une descente. Par l'arrivée de chaque Soldat vainqueur, une armée s'augmente de cent hommes. C'est-là ce qu'on peut appeller des renforts, nom qui ne convient guere à des troupes humiliées par une honteuse retraite, ou fatiguées par une navigation de plus de trois mois.

Lorsque les troupes du Roi se sont re-

tirées, les Américains ont élevé sur la Forteresse une perche au bout de laquelle flotloit un mouchoir teint de sang, surmonté d'un chapeau blanc ou bonnet de liberté. Il se débite aussi, sans doute d'après les mêmes Lettres, que cette expédition n'avoit point l'approbation du Lord Cornwallis, Commandant en second, qui a été un des cinq Lords qui ont voté contre le Bill de taxation pour l'Amérique. Il lui répugnoit de voir exécuter le projet barbare de la soumettre par le fer & par le feu; & il n'avoit cessé d'insister pour qu'on épuisât auparavant tous les moyens de douceur, & qu'on essayât de réussir par la négociation. Le Chevalier Parker ne participoit sans doute à aucun de ces merveilleux pouvoirs dont on a dit que l'Amiral Howe étoit porteur; car il ne paroît point, dans sa dépêche, qu'il ait fait précéder son attaque d'aucune proposition conciliatoire, ni en son nom, ni de la part du Commandant & Plénipotentiaire général. On fait seulement, par d'autres lettres, que le 5 Juin, il publia, de dessus son bord, une proclamation pour offrir le pardon en retour d'une soumission indéfinie. C'est donc un parti pris de faire de l'Amérique un vaste désert, & de la rendre aux Sauvages & aux bêtes féroces ses premiers possesseurs? Le parti des Ministres se contente de dire, que l'expédition a été mal menée, & qu'ausurplus elle n'entroit point dans le plan principal.

Le Lord Cornwallis a, dit-on, reçu à la

84. AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

main une blessure légère d'un éclat de bois , à bord des vaisseaux où il étoit venu de l'armée, dont son Régiment, le 33.^{me}, faisoit partie. Cette armée étoit composée des 15.^{me} 33.^{me} 37.^{me} 54.^{me} & 57.^{me} Régimens, & de deux Compagnies d'Artillerie, formant, avec trois cents soldats de marine, le nombre de 3695 hommes. On dit que le Général Lee, en personne, commandoit dans le Fort Sullivan, qui a fait une si belle & si vigoureuse défense.

Permettez moi une dernière observation. Voilà déjà deux débarquemens exécutés : tous deux sur des îles. N'est-ce pas marquer bien clairement que l'on craint la désertion, quoiqu'on ait affecté tant de sécurité à cet égard ? Il est très-certain que les Américains de New-York ont fait passer des émissaires dans l'île de Staten, qui ont distribué aux troupes des billets imprimés où étoient décrits tous les avantages promis aux déserteurs. Ces émissaires n'ont point été arrêtés, & ils sont repartis comme ils étoient venus.

A cet endroit ci de ma lettre, Monsieur; croyant n'avoir plus rien à dire sur l'affaire du 28 Juin, j'ai quitté la plume pour prendre un moment de dissipation, & mes pas se sont tournés vers la Bourse. A peine j'y étois arrivé que je me vois entouré & pressé par une foule nombreuse. Je n'ai point eu peur, parce que tous ces gens là paroissoient fort contents de me voir & de me tenir au milieu d'eux. Ils crioient tous à la fois ; mais en me

bouchant les oreilles je leur ai fait comprendre que je ne les écouterois que chacun à leur tour : bref, un deux m'a dit d'un ton fort posé. M. vous êtes François. — Je le suis. — Vous savez votre langue. — S'il n'y avoit pas si long-tems que j'ai l'honneur de vivre parmi vous, Messieurs, je pourrois la savoir un peu mieux. — Mais au moins c'est celle dans laquelle vous saisissez le plus aisément le sens naturel des mots. — Cela doit être. — Le Harangueur me présente aussi tôt la gazette de la Cour, & du doigt me montrant l'extrait de la lettre du Général Clinton, il conduit ma vue à ces mots *coup de main* écrits en François dans cette feuille Angloise. — Vous voyez cela, dit-il, expliquez-nous ce que vous entendez par cette expression. — J'entendrois *une attaque vigoureuse & soudaine*. — Quoi, Monsieur, une attaque soudaine? Remettez-vous ; recueillez vos idées. — Je les recueillerois jusqu'à demain, que je dirois toujours la même chose. Un grand éclat de rire part de la foule. — Il poursuit. Vous m'allez faire perdre cinquante guinées. — J'en suis très-faché. — Mais avez-vous remarqué toutes les dates dont cette relation est chargée? On arrive le 4 Juillet devant Charles-Town : on sonde la barre le 5 : on passe la barre le 7 : les troupes débarquent le 9 : le Bristol passe la barre le 10 : on fait les dispositions pour l'attaque des batteries le 15 : on informe de tout le Général le 16. Le 23, sept jours après,

86 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

le Général envoie dire qu'il est en état : le vent change : le 25 l'Expériment arrive & passe la barre : les dispositions changent ; enfin l'attaque se fait le 28 ; Et vous prétendez que le mot coup de main signifie une attaque *soudaine*. Je maintiens, moi, d'après cette gazette, que *coup de main* veut dire une attaque filée pendant vingt-quatre jours ; & je ne payerai les cinquante guinées qu'après la réponse d'un aspirant à l'Académie Française à qui je vais écrire. On a ri encore, & mon homme s'est retiré avec humeur de la foule, où on a continué à raisonner sur l'affaire du 28 Juin. Les uns disoient que pendant cet espace d'une heure & demie que le Fort ne tiroit plus, & qu'il paroïssoit évacué ; si le Général Clinton eût mis des troupes à terre, avec les seules chaloupes des bâtimens de transport, sous la protection du feu des vaisseaux ; il auroit pu emporter la place. D'autres répondoient, que c'étoit ce que les Américains du Fort auroient désiré, parce que le silence de leurs batteries & leur fuite apparente étoient une feinte pour engager Clinton à débarquer. J'en ai entendu qui trouvoient étrange que M. Clinton, après être resté dix neuf jours sur Long-Island, ne se fût apperçû, qu'au moment de passer le gué, qu'il étoit impassable ; & que le Gouverneur qui étoit sur l'escadre, & qui est Capitaine de vaisseau, n'en eût lui-même rien su. Quelques uns assuroient que les troupes de Clinton étoient à demi-ration depuis le premier Mai.

Tous en général convenoient que cette défense du fort Sullivan faisoit le plus grand honneur au genie & à l'activité des habitans de la Caroline, d'autant plus qu'avant cette guerre leurs places tomboient de tous côtés, qu'elles avoient été renversées par des inondations, & qu'en 1740 toute la ville de Charles-Town a été détruite par le feu.

Que pouvons-nous dire des autres pays où les troupes Angloises & Allemandes portent la guerre ? Le public ne fait rien de ce qui s'y est passé depuis quelque tems. Il lui est libre de se persuader que le Général Burgoyne pousse toujours devant lui l'armée rebelle, & que bientôt il donnera la main aux armées des freres Howe dans la Nouvelle - York ; ou s'il n'a pas une foi assez robuste pour croire à des progrès si rapides, rien ne l'empêche d'imaginer que ce Général est fort embarrassé de sa personne & de son armée, & qu'il retournera prendre ses quartiers d'hiver & jouer la comédie à Montréal ; les Américains ne lui ayant laissé aucun poste qu'il puisse occuper sur les lacs, & où il soit possible seulement de donner les marionnettes.

Quant à l'Amiral Howe, qui étoit parti d'Angleterre le 12 Mai, & qui est arrivé le 23 Juin à Halifax, où ni les Hessois ni lui n'ont débarqué ; il est clair que sa jonction avec le Général son frere ne se fera faite que très-tard ; puisque la Cour n'en a rien annoncé jusqu'à ce jour 3 Septembre Les Hessois, suivant

88 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

le calcul que je vous ai déjà fait , auront été plus de trois mois à bord , sans se rafraîchir nulle part , s'il est vrai qu'ils ne soient point descendus à Halifax. Ils seront arrivés à l'Isle de *Staten* au milieu des chaleurs excessives , & on verra ce qu'ils auront été capables de faire. Il s'est débité ici à plusieurs reprises , que cette jonction s'étoit faite , & que le débarquement s'étoit effectué , mais avec un si grand carnage de part & d'autre , que la Cour hésitoit encore à en laisser parvenir la nouvelle au public. Ces bruits ne se sont point soutenus ; & aucun mouvement des fonds n'a indiqué qu'il fût arrivé de ce côté là des nouvelles qui , telles qu'elles pussent être , seroient décisives. On est toujours persuadé que si le mois d'Août ne voit pas terminer cette affaire , il faudra que les troupes cherchent des quartiers au 15 Septembre , tems où commenceront les brouillards. On doute que jusques-là elles puissent rester à l'Isle *Staten* , dont l'air est tellement mal-sain , que les habitans de New-York , qui y ont quelques Bastides , ne manquent jamais de les quitter au mois d'Août , dans la crainte de gagner les fievres. Il n'est pas possible au reste , qu'il se passe encore huit jours avant qu'on ait des nouvelles de New-York. En attendant , les corsaires américains continuent à désoler le commerce des Isles Angloises. Ils viennent insulter leurs ennemis jusques sur leurs côtes en Europe. Encore quelques mois , & ils oseront peut-être , comme les Hol-

landois, & sous la conduite d'un nouveau Ruyter, porter la torche au milieu des flottes angloises, jusques dans la Tamise. Les vaisseaux de la Jamaïque, enlevés par l'escadre de Hopkins, se sont vendus à la Virginie avec leurs cargaisons. La part de chaque armateur a été, dit-on, de cinq mille liv. sterl., & celle de chaque Matelot de 500 liv. Ce succès a inspiré l'ardeur de la course à une infinité d'autres qui se hâtent d'armer pour faire d'aussi bons coups. Il y a des gens qui soupçonnent de l'intelligence entre les Marchands & les Américains: car il faut que la denrée arrive au consommateur, malgré les prohibitions & les guerres. C'est une vérité d'Euclide dans le commerce.

Un bruit commence à se répandre, Monsieur, que l'Avocat général rendra plainte contre les Gazetiers qui ont imprimé l'acte d'indépendance, passé le 4 Juillet par le grand Congrès. Si cela arrive, il y a apparence qu'ils ne manqueront point de défenseurs. Les attaquera-t-on sur tous les griefs allégués contre l'administration du Roi? Ils auront à répondre que depuis quatre ans, il n'y en a pas un qui n'ait été réimprimé cinq cents fois dans tous les écrits publics; & cela est si vrai, que plusieurs papiers Anglois, qui ont donné cette même pièce, en ont retranché les griefs, en observant que ce n'étoit qu'une répétition de ce que l'on avoit vu dans les remontrances tant réitérées des Co-

lonies. Leur fera-t-on un crime de la hardiesse des principes? Ce seroit relativement ou à la Royauté en général, ou à la Souveraineté de George III. en particulier. Quant aux droits généraux des Souverains, on a admiré au contraire la sagesse avec laquelle cet article y a été traité. On a fû gré à des peuples, qui rompoient le lien le plus fort de la société humaine, & dans un moment où leur désespoir auroit pû leur faire oublier tous les égards, d'avoir mis en avant leur respect pour les opinions du reste des hommes, que par là même, ils invitent à les chérir. On a applaudi à la vérité de cette maxime, si précieuse au repos général, *que la prudence veut qu'on ne change pas pour des causes frivoles ou passageres, des Gouvernemens établis depuis longtems, & que les hommes se résignent plus volontiers à souffrir, tant que les maux sont supportables, qu'ils ne se décident à se faire justice eux-mêmes par l'abolition d'un Gouvernement auquel ils étoient habitués.* Le Congrès a dit que tous les hommes avoient été créés égaux. C'est une vérité constante, & que dans toutes les religions on ne cesse de leur prêcher. Il a établi qu'il y avoit certains droits inaliénables, dont le Créateur a doué les hommes : *objets primitifs de l'institution des gouvernemens ; & que dès qu'une forme de gouvernement tendoit à les détruire, le peuple avoit le droit de la modifier ou de l'abolir.* De ces objets, au nombre

de trois, il y en a deux, la vie ou l'existence, & le bien-être, c'est-à-dire, l'usage de l'existence par rapport auxquels l'intérêt propre des Souverains justifie l'affertion du Congrès, en les mettant dans l'heureuse impossibilité d'ôter arbitrairement l'être ou le bien-être. En effet, point de Sujets, point de Rois; point de propriétés point de trônes. Jusques-là le Congrès n'a donc avancé qu'une maxime strictement vraie, quoiqu'applicable au seul cas où il croit se trouver & dont l'espece ne sauroit être commune aux autres constitutions. Le troisième objet c'est la liberté qui est différemment modifiée chez les diverses nations. Plus d'une ne voudroient pas ou n'ont pas voulu de la liberté que les Anglois prétendent avoir; & dans la vue de leur plus grand bonheur, elles ont remis même la portion qui leur en restoit à la discrétion entière de leurs Souverains. Ainsi, quant à la liberté, l'axiome du Congrès ne regarde pas plus ces peuples là, que d'autres points physiques ou moraux qui sont particuliers à la nation Angloise.

Je vois encore cette affertion dans l'acte du Congrès, *que l'autorité législative ne pouvant point s'anéantir, elle remonte vers sa source qui est le peuple, pour être par lui exercée.* Mais loin qu'on puisse y rien blâmer, on y reconnoît cette maxime fondamentale de tous les gouvernemens, que la première obligation des Souverains envers leurs sujets, c'est la justice;

& elle ne peut qu'augmenter le respect & l'amour des peuples pour les Tribunaux à qui ce devoir sacré est délégué. Le droit à la justice est inséparable du droit à l'usage de l'existence. Le Congrès n'a donc rien dit dans cet acte qui porte la moindre atteinte aux droits de la souveraineté en général.

Si c'est celle de George III en particulier, que l'on croit offensée ; on demandera quelle raison attire l'animadversion de la Partie publique sur l'acte du Congrès du 4 Juillet, plutôt que sur ceux de la Virginie, de la Caroline, &c. & sur celui de Rhode-Island du mois de Mai, qui a supprimé les loix portées pour faire reconnoître l'autorité de George III, & qui a ordonné de substituer à son nom dans tous les actes, le nom du Congrès ? Pourquoi a-t-on laissé passer ces occasions de punir la témérité insolente des imprimeurs ou de ceux qui les font agir ? N'est-ce pas une sorte d'acquiescement dont il seroit injuste de les rendre responsables ?

Il se débite qu'on les attaquera tout simplement, sur ce qu'ils ont osé apprendre à l'Angleterre & à l'univers, que l'Amérique s'étoit rendue indépendante. Quoi ! on leur fera un crime d'avoir annoncé l'accomplissement d'une prédiction de M. Tucker, Doyen de Glocester, qui écrivant pour la Cour, a démontré que la séparation étoit inévitable & que le commerce de l'Amérique n'étoit point un avantage : & de milord Mansfield, qui

embrassant cette opinion, en a conclu aux mesures de rigueur qu'il convenoit de prendre pour conserver l'Amérique? Mais bien plus, c'est la gazette de la Cour, qui la première a annoncé le fait, en publiant la lettre du général Howe du 7 Juillet. Pourquoi cette gazette, elle-même, ne l'a-t-elle point laissé à part avec les autres passages de cette lettre, qui ne se sont point trouvés dans l'extrait?

Dira-t-on que l'on a droit d'appréhender que la lecture de cet acte en Angleterre ne fasse des profelytes aux Américains? Une pareille crainte seroit fondée, si c'étoit un manifeste du Prétendant; & personne n'auroit eu rien à dire, si en 1715 ou 1745 on eût pu ni un imprimeur qui auroit poussé jusques-là le zele du jacobinisme. On lui feroit encore moins de grace aujourd'hui, par un effet de la juste affection des peuples Anglois pour le premier Roi, né leur compatriote, qu'ils aient eu depuis près d'un siecle. Il est vrai que par cette raison là même, il étoit moins fait qu'un autre pour souffrir les dégoûts d'un pareil démembrement, & les fâcheuses suites qui pourront en résulter. Mais qui sait après tout si ce ne sera point cet acte précisément qui lui fera conserver l'Amérique? M. Adams nous a dit dans le Sens commun, *qu'il y avoit dix fois plus à craindre d'une mauvaise réconciliation que d'un acte d'indépendance : qu'un pareil acte étoit la voie la plus courte pour*

l'arrangement des affaires. . . . que la séparation étoit le seul état dans lequel les Colonies pussent traiter avec la Grande-Bretagne , dont l'orgueil seroit moins choqué de négocier pour la paix avec les Etats Américains , que pour un accommodement avec ceux qu'elle appelle des sujets rebelles. Il n'est point hors de possibilité : il est plutôt dans la vraisemblance , que l'acte du 4 Juillet amène une si désirable révolution. Tel peut avoir été le raisonnement des Imprimeurs , qui l'ont fait connoître au public. Ils auront cru , en bons citoyens , que rien ne pouvoit être plus agréable à leur nation , que la lecture d'une pièce , qui plus que tout autre événement , peut avoir pour effet direct la fin des maux actuels & le retour heureux de la paix : qui peut inspirer au Parlement Anglois plus de modération , pour ne pas occasionner de nouveaux soulèvemens & faire jouir la clémence du Souverain du doux plaisir de les pardonner. En effet , cet événement a fait hausser les fonds , ainsi que l'échec du 28 Juin : les désastres aujourd'hui sont des faveurs du Ciel , s'ils peuvent amener la paix,

Il a été rendu une plainte , d'une nature bien différente , le 15 Août , dans la ville de Lincoln , par des marchands d'images , contre des Officiers du soixante-neuvième régiment d'infanterie , qui y est en garnison. Un Lieutenant , nommé Mackintosh , entre dans la boutique du nommé William Wood ,

détache une gravure du général Putnam, la met en pièces, en paye la valeur & s'en va. Une demie-heure après il revient, & voyant une nouvelle gravure du même Général qui remplaçoit la première, il l'arrache & la déchire encore, mais sans vouloir la payer : jurant que si on continuoit à en exposer de semblables, il passeroit son épée par les vitres de la boutique & briseroit tout. Cela s'étoit passé le 3 Août : le lundi suivant, autre expédition, dans la boutique de la nommée Drummond, par cinq Officiers que conduisoit le Lieutenant Hockshaw. Il arrache le portrait du général Lée, lui coupe la tête avec son épée & ne paye rien. La troupe entière, jure avec d'horribles imprécations, que s'ils voient encore ces portraits de Rebelles exposés aux boutiques, ils enverront tout faccager par leurs soldats. On mande que cette affaire pourra s'arranger, mais pour de l'argent, car le privilege de ces Marchands est parlementaire. Le public s'est toujours vengé par des sarcasmes. Le lendemain le poteau de la Justice étoit couvert de placards en l'honneur de Putnam & de Lée, contre les Iconoclastes, les Don-Quichotes, les Hudibras, qui avoient remporté une victoire si facile sur des Généraux de papier.

J'ai l'honneur d'être, &c.

P. S. Du 6 Septembre. J'ai différé l'expédi-

tion de ma Lettre , croyant toujours qu'il arriveroit des nouvelles de l'Isle de Staten. Il est inconcevable que le Gouvernement ignore encore si le Lord Howe & les Hessois ont joint devant New York l'armée d'Halifax. On en augure ou que les nouvelles de ces armées sont très-mauvaises , ou que les premières qui arriveront seront celles de la conclusion de la paix. Il circule ici une Lettre d'un Officier de l'armée d'Halifax , datée de l'Isle Staten le 12 Juillet. Il fait la peinture la plus effrayante des forces & des retranchemens qui garnissent partout les côtes. Il dit que les troupes du Roi meurent par cinquantaines , de la dysenterie & des fièvres , ainsi que des mauvaises nourritures & des fatigues du service ; & que les billets qui ont été distribués dans l'armée pour susciter la désertion , avoient été apportés par les soixante déserteurs qui n'étoient que les émissaires secrets des Américains , & qu'on n'a pas pû en retrouver un seul.

On prétend aujourd'hui qu'il sera tenu un Conseil de guerre sur l'affaire de l'Isle Sullivan , & que le Général Clinton va être rappelé , s'il ne l'est déjà. Le seizième article du Code militaire , sur lequel fut condamné l'Amiral Byng , *pour n'avoir pas fait tout ce qu'il auroit pu faire* , donne une juste inquiétude à tous les amis de cet Officier. Ils répandent dans le public qu'il y a eu sûrement quelque action dont la Cour n'a point jugé à propos qu'on fût informé , & qu'ils sont même certains que les

Américains ont fait plusieurs prisonniers de l'armée de Clinton ; que quant au gué de Sullivan , il étoit plus ou moins profond , selon que le vent souffloit de la côte ou de la mer , & que la côte opposée étoit garnie d'une batterie qui auroit rendu impossible le débarquement.

Mais , voici , Monsieur , quelque chose de plus certain. Un homme digne de foi , m'envoie dans l'instant les divers passages de la lettre du général Clinton , que la gazette a omis dans son extrait. Apparemment que le Général a eu la précaution d'en faire passer une copie à ses amis ; & cette copie circule dans la Ville. » Il avoit offert au chevalier Parker deux régimens , que l'escadre auroit mis à terre , si son feu parvenoit à faire taire les batteries du fort. Le chevalier Parker avoit refusé ce secours , en disant qu'il avoit trois cents soldats de marine , qu'il débarqueroit , si cela lui paroïssoit nécessaire , & qu'il en vît le moment. Le gué de Sullivan étoit commandé par une batterie de quatre canons , & comme il n'avoit qu'un seul bateau plat , les hommes qu'il auroit passés auroient été écharpés avant qu'il eût pû leur envoyer du renfort. S'il eût tenté le débarquement dans un autre endroit pour éviter cette batterie , les troupes auroient été jusqu'au cou dans l'eau , au sortir du bateau pour remonter une crique qui étoit toute bordée de mousqueterie. Il avoit demandé à faire la descente sur le continent , promettant de

marcher droit à Charles-Town. Enfin les frégates qui ont échoué, alloient prendre leurs postes pour couvrir ce débarquement sur le continent ». Voilà ce que l'on publie de la lettre de ce général avec un défi au Ministre de la donner en sa totalité. D'autres lettres parlent d'une action du 14 Juillet, dans laquelle les Américains ont remporté un avantage considérable sur l'armée du Roi, en attaquant l'arrière-garde au moment de l'embarquement, & ont emmené un grand nombre de prisonniers. Ces lettres ont échappé, dit-on, aux rigoureuses recherches que les Ministres ont fait faire sur le vaisseau le *Ranger*, expédié le 16 Juillet par le chevalier Parker.

On assure aussi que dans sa lettre au Secrétaire de l'Amirauté, le chevalier Parker insiste beaucoup sur la bravoure & l'intrépidité des Américains, en observant, que d'après ce qu'il en a vu dans les parties les plus foibles du continent, il n' imagine point que l'on puisse réussir dans le projet de conquérir l'Amérique. Il conseille au Ministère d'abandonner une entreprise aussi ruineuse. Tout cela n'a point paru par l'extrait de sa lettre. Aussi quoiqu'elle fût arrivée le 21 Août, elle n'a été donnée que le 24. On dit qu'une des premières demandes que fera le parti de l'opposition, à la rentrée du Parlement, sera la communication de toutes ces lettres & dépêches en leur entier & en original.

M. Eden, Gouverneur de la Colonie de Maryland, Province mitoyenne à la Pensylvanie & à la Virginie, est arrivé hier de cette dernière Province, d'où il a appareillé le 6 Août. Tout ce qui transpire, c'est que le 17 Juillet l'amiral Howe n'avoit pas encore joint son frere à l'île de Staten. Quand cette réunion se fera-t-elle faite ? C'est ce qu'on saura peut-être l'année prochaine. Ce qu'il y a de certain c'est que la traversée de New-York à Portsmouth en Angleterre, est très-communément de vingt-un jours dans la belle saison. Est-il probable que les Ministres n'en aient pas reçu de nouvelles du 8 ou même du 10 Août ? Ils nous laissent encore sur celles du 8 Juillet : le bruit court que le lord Dunmore a beaucoup souffert d'un ouragan, & que les Américains se sont emparés d'une forte frégate de son escadre. Ce Gouverneur de la Virginie a encore changé sa position : il étoit à l'île de Guin, dans la baie de Chésapeak, il a été forcé de l'évacuer & de se porter à l'île George, de la rivière Potomack. Le colonel Maclean vient d'arriver du Canada d'où il est parti le 28 Juillet. Burgoyne étoit encore à Chambly avec six mille Anglois & deux mille Allemands, attendant que les bateaux fussent en état d'être lancés ; & on ne les promettoit que pour le premier Septembre. Les Américains étoient retranchés à la pointe de la Couronne, & ils avoient quatre bateaux, armés de pièces de neuf, sur

le lac du Sacrement, où ils attendoient des renforts, qui en effet leur ont été envoyés.

Le général Carleton a écrit que s'il ne recevoit pas d'Europe, avant les gelées, d'abondantes provisions, les armées Angloises dans le Canada périroient de besoin, parce qu'une grande partie des Sauvages se sont retournés contre les troupes du Roi, & qu'ils arrêtent les subsistances de Québec. La disfection s'est mise dans le corps des Officiers; à l'occasion d'une promotion, & le colonel Maclean est revenu mécontent lui-même de ce qu'on n'a point voulu donner de rang dans l'armée au corps qu'il a levé & qu'il commandoit. On tient ces détails de l'équipage du vaisseau sur lequel il est revenu.

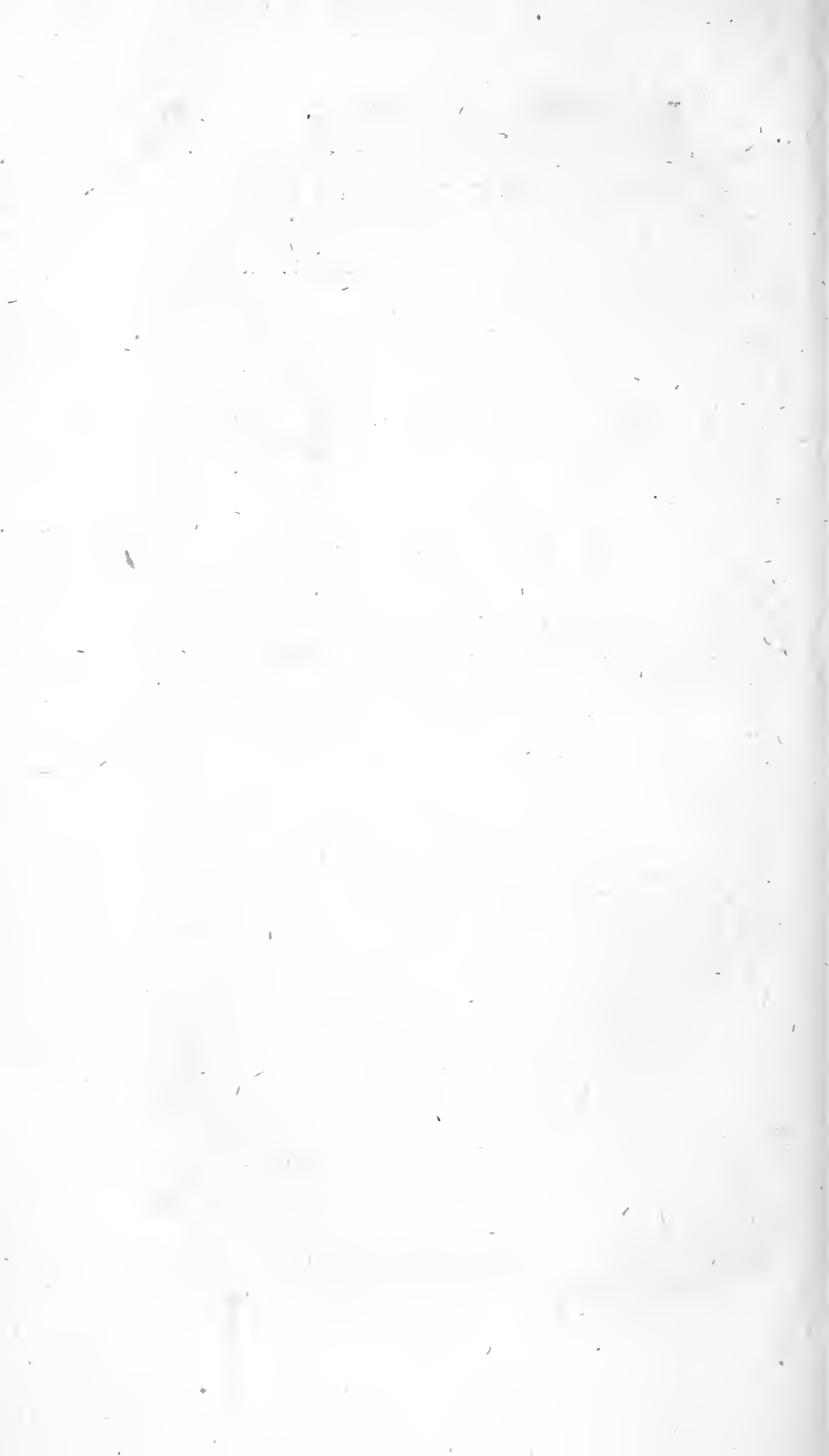
Le Congrès a rappelé, par une proclamation, tous les sujets Américains qui ont passé dans d'autres pays, sous peine de confiscation de leurs biens. Cette nouvelle est arrivée par la Hollande, d'où on mande aussi que l'amiral Howe a certainement joint son frere, ainsi que le chef d'escadre Hotham avec les Hessois: qu'il y avoit une négociation ouverte entre les plénipotentiaires Anglois & les Américains; & que le 28 Juillet il n'y avoit encore rien de terminé.

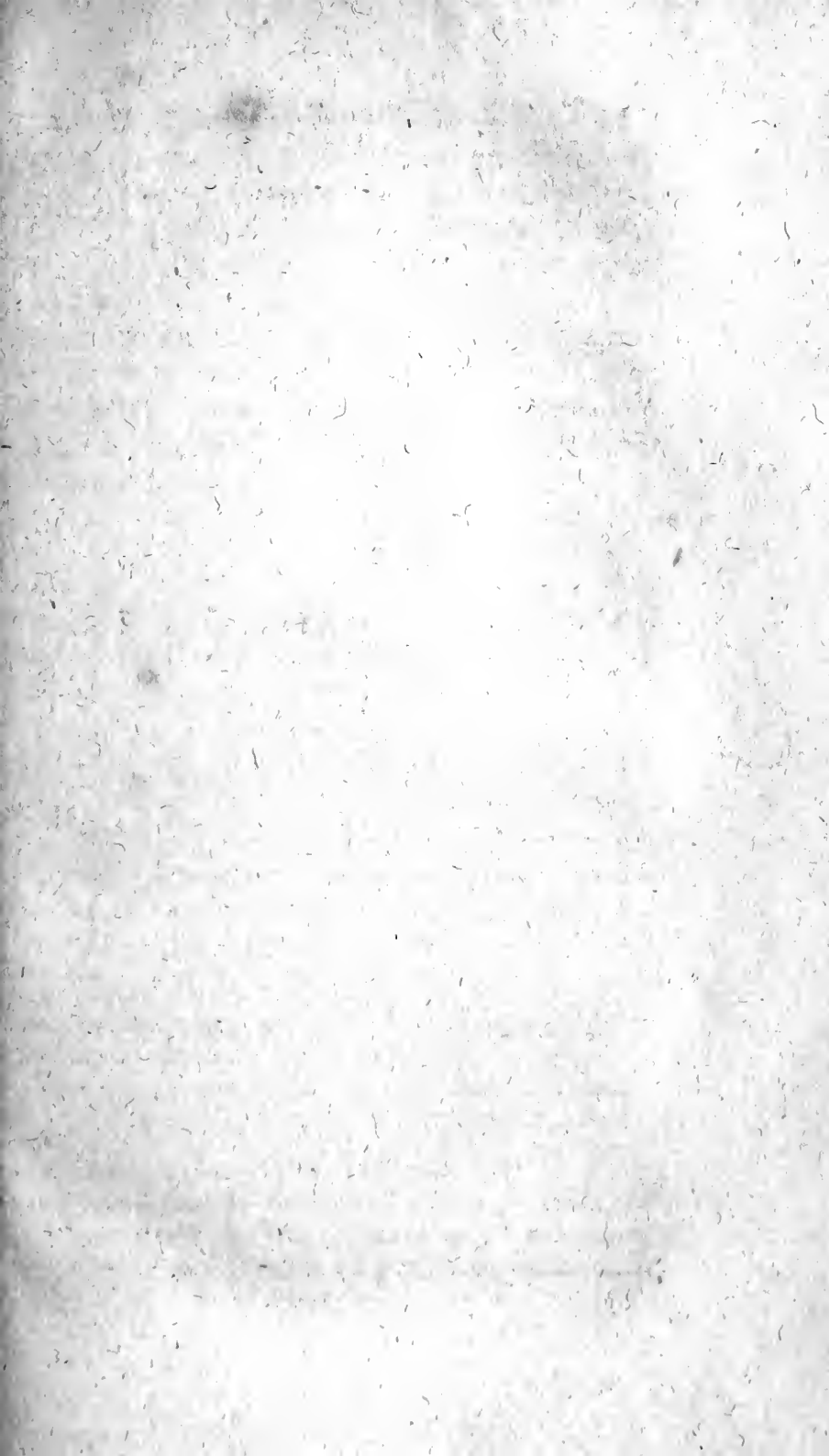
Dans cet état des choses, Monsieur, on ne peut assez admirer la sécurité de ceux qui passent pour être au timon des affaires. Trois d'entr'eux sont partis pour les eaux de Spa: trois sont allés tirer des perdreaux à quelques

lieues de Londres. Il y en a un dans une de ses terres où il fait pêcher un étang : un autre est en partie de plaisir du côté de l'Ouest ; le seul M. Cornwall est resté à Londres pour faire aller les expéditions des Bureaux, & pour envoyer des couriers aux Secrétaires d'Etat, s'il arrive quelque nouvelle importante. Il y a ici des esprits mal tournés qui disent que cette dispersion vient moins de la sécurité que de la peur.

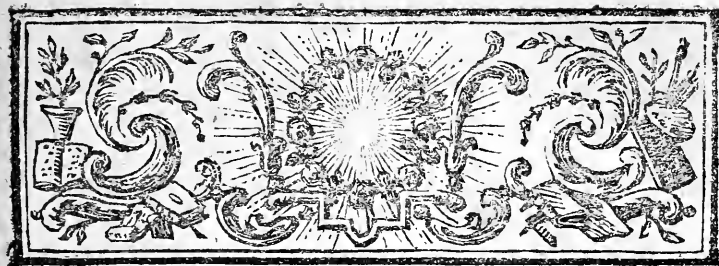
E R R A T A.

N.^o VII, la datte de la Lettre du Banquier doit être le 16 Août au lieu du 16 Juin.









AFFAIRES DE L'ANGLETERRE ET DE L'AMÉRIQUE. 1776.

Le Lord George Cavendish.

DES le commencement de cette affaire, toutes les opérations de la Chambre ont porté sur de fausses informations. L'objet de cette conduite étoit d'engager insensiblement la nation dans la guerre. Ce point emporté, le Ministère n'a plus donné à la Chambre aucune espèce d'avis. On a reconnu que l'information étoit *fausse*, ou pour me servir des termes plus *modérés* de l'administration, que le Gouvernement avoit été trompé. Mais il n'en est pas moins vrai qu'on a employé l'artifice pour mettre les armes à la main de la nation : que les premiers coups une fois portés, il a été trop tard pour reculer ; & que depuis ce moment les Ministres n'ont pas communiqué un seul papier relatif à la conduite de la guerre. Cependant milord North, avec cet air de confiance qui n'appartient qu'à lui, vient tous les jours faire

6 Mai.

N.^o IX. A

2 AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

à la Chambre des propositions dont le succès ne lui
6 Mai. donne pas la moindre inquiétude. Il seroit difficile
sans doute de deviner quel peut être le motif d'une
aussi étrange sécurité, à moins qu'il ne la tire de la
certitude où l'on est que sous son administration il
en a coûté vingt millions pour perdre tout l'empire
Britannique dans l'espace de onze mois, c'est-à-dire,
depuis l'époque de la défaite à *Lexington*, jusqu'à
celle du célèbre embarquement qui est le sujet des
débats actuels.

M. Byng.

Il convient que le public soit informé de ce qui
se passe en Amérique & de l'emploi de son argent.
En supposant qu'il y ait des prétextes pour lui refuser
la connoissance des plans d'opérations futures, il n'y
en a aucun pour cacher au Parlement celles qui sont
déjà faites.

Le Chevalier George Younge.

Il est impossible que les conséquences de la guerre
actuelle n'entraînent la destruction de l'empire. Dans
quelques mains que soient les affaires, l'événement
seroit douteux; mais avec les Ministres que nous
avons, la ruine de la nation & la perte de l'Amérique,
sont deux calamités inévitables.

M. Hartley.

On voit par l'ouvrage publié depuis peu à Phila-
delphie, & intitulé le *Sens commun*, que les Amé-
ricains sont aussi éloignés de prétendre à l'indépen-
dance, à moins qu'ils n'y soient forcés par la nécessité,
qu'ils sont déterminés à ne jamais se soumettre à la
taxation du Parlement Britannique. Il est absurde de
supposer que l'Amérique exige d'autres conditions que
la reconnaissance & garantie des droits dont elle jouis-
soit avant l'année 1763. Au surplus, malgré toutes
les assertions de milord North, je maintiens que le
général Howe a été chassé de Boston, & que la

crainte de voir toute son armée taillée en pièces ou prisonnière de guerre, est le seul motif qui a pu le déterminer à une retraite aussi précipitée & aussi imprévue. La liaison intime qui unissoit les deux Empires, vient enfin d'être rompue par des opérations aussi contraires à la politique qu'à l'humanité. Il est vraisemblable que l'Amérique est perdue pour jamais; cependant si l'on savoit le secret des Ministres sur l'état des choses, peut être cette connoissance laisseroit elle encore quelque espoir de recouvrer cet Empire, pourvu qu'on remit en d'autres mains le timon des affaires.

6 Mai.

M. Burke.

Sans la haute opinion que j'ai de l'intégrité de milord North & des Ministres ses collègues, je serois tenté de croire qu'ils sont secrètement attachés aux intérêts de l'Amérique, & qu'ils se sont laissés corrompre pour trahir l'honneur & la réputation des armes de la Grande-Bretagne. En effet, depuis le premier embarquement des troupes en Irlande jusqu'au moment actuel, on n'a pas fait une seule démarche, on n'a pas pris une seule mesure qui n'ait tendu à notre ruine & à l'indépendance des Colonies. Le lord North a déclaré que son intention n'avoit point été d'alterer en aucune maniere la vérité des faits dans le détail qui en a été donné dans la gazette de Londres. Mais il n'étoit pas possible de les déguiser ces faits, car quoique les dépenses extraordinaires pour huit mille hommes de troupes à Boston, dans le cours d'une année, aient monté à un million & demi, c'est-à-dire, environ deux cens livres sterl. par homme, pour du bœuf salé & du chou croute, je ne crains pas d'affurer qu'il étoit impossible aux troupes de rester dix jours de plus dans cette ville, à moins que le ciel ne fit pleuvoir sur eux la mâne & les cailles. C'est vraisemblablement dans cette espérance que les troupes se sont embarquées pour Halifax, ce beau pays où coulent des ruisseaux de miel & de lait.

4 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

6 Mai.

M. Ellis.

Je me déclare contre la motion & j'appuie tout ce qui a été avancé par le lord North. » L'opération présentée aujourd'hui comme un effet de la nécessité, est l'exécution d'une résolution prise il y a déjà assez long-tems ; & ce n'est qu'une partie du plan des opérations militaires de la campagne ».

M. Littleton.

Je me déclare pareillement contre la motion & je soutiens que toute communication de dépêches seroit on ne peut pas plus déplacée dans la situation critique où se trouvent les affaires.

Le Général Conway.

Les armes Britanniques n'ont fait jusqu'ici qu'échouer des disgraces : les conseils de la Grande-Bretagne sont tombés dans le mépris ; l'honneur de la nation est profondément blessé. La conduite de l'administration me paroît blâmable en tous points. Les troupes destinées pour la conquête de l'Amérique, sont encore actuellement dans l'inaction, à bord de leurs bâtimens de transport. Tel corps de troupes est encore en Allemagne, tel autre est encore à Spithead , & aucun n'est dans le lieu où tous devroient se trouver depuis long-tems. J'ai toujours regardé comme injuste le projet de réduire l'Amérique dans la vue d'y lever un revenu ; il m'a toujours paru impraticable ; mais ce qu'il y a de plus fur , c'est qu'il est excessivement cruel , oppressif & destructif. Oui , quelque soit l'issue de ce projet , notre destruction sera son ouvrage : s'il échoue il ruinera le commerce , le credit & tous les intérêts les plus chers de l'Angleterre : & s'il réussit , il détruira ce qu'elle a de plus précieux encore , je veux dire ses libertés.

Le Lord Germaine.

6 Mai.

D'après ce que j'ai pu voir dans le peu de dépêches, qu'on m'a communiquées, le général Howe n'a jamais eu le dessein de commencer ses opérations à Boston. Quant à mon opinion sur le plan des opérations pour la guerre en Amérique, on la connoît déjà suffisamment; elle est conforme à celle de la majorité de la Chambre; ainsi, tant que la Chambre jugera à propos de continuer ou de soutenir cette guerre, & non plus, long-tems, je serai aussi d'avis de la poursuivre. Quelque put être ma façon de penser particulière, si la Chambre vient à changer de sentimens, je n'y trouverai nullement à redire. Lors de mon avènement au Ministère, la guerre étoit commencée; qu'on la continue ou non, cela m'est égal.

Le Colonel Barré.

Les embarquemens ont été faits tous trop tard l'année dernière, on a négligé de donner aux flottes de transports les escortes nécessaires; voilà ce qui a été cause que les provisions & les munitions sont tombées en grande-partie entre les mains des Américains; les forces navales n'avoient pas été proportionnées à la nature du service, & en outre elles ont été mal approvisionnées & encore plus mal dirigées. Je serois bien aisé de savoir à qui ces retards, ces bevues, pour ne pas dire malversations, doivent être attribués? Si on examine la conduite de l'administration depuis le commencement de la guerre actuelle, je demanderai d'où vient qu'aujourd'hui la plus grande partie de l'armée se trouve encore à Spithead, & pourquoi une partie des troupes Hessoises qui devroient déjà être à leur destination en Amérique, n'a pas encore quitté l'Allemagne?

Le Lord-Maire (Sawbridge.)

Si le lord Germaine a des nouvelles de l'Amérique;

6 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

6 Mai.

pourquoi ne les communique-t-il pas à la Chambre ? Apparamment qu'il n'en a pas , puisqu'il ne parle toujours que par oui d re. Je serois tenté de croire que le général Howe ne fait pas seulement que le lord Germaine est dans le Ministère : s'il le fait , il faut convenir qu'il le traite avec bien du mépris , puisqu'il paroît , par le langage du lord Germaine , que ce Ministre ne reçoit point les dépêches du Général en droiture , mais quelles sont toujours adressées à son prédécesseur , le lord Dartmouth , qui ne lui en communique que ce qu'il veut bien.

M. Hopkins.

Je m'oppose à la motion , attendu qu'il est essentiel de garder le secret sur les opérations projetées , & d'empêcher que la connoissance n'en parvienne aux Insurgens.

La motion ayant été mise aux suffrages , elle est rejetée à la pluralité de cent soixante-onze voix , contre cinquante-quatre.

La Chambre en Comité sur le subside , est convenue d'accorder à S. M. un million , tant pour satisfaire aux dépenses survenues , ou qui surviendroient dans le service militaire en 1776 , que pour frapper de la monnoye d'or ; 13,973 l. 1 schel. 6 s. pour la dépense de l'artillerie du Landgrave de Hesse-Cassel à la solde de la Grande Bretagne pendant l'année courante , en conformité du Traité de subside , & 16,483 l. 1 schel. $\frac{3}{4}$ s. pour la dépense d'un régiment de cinq cents hommes d'infanterie , du Prince de Waldeck , pris à la solde de la Grande-Bretagne , con-

formément au Traité, depuis le 22 Avril jusqu'au 24 Décembre 1776.

6 Mai

LE CHEVALIER ROBERT MURRAY KEITH, Ambassadeur du Roi à la Cour de Vienne, prend congé de Sa Majesté pour se rendre à cette destination.

7 Mai.

La flotte des Armateurs Américains, qui avoit fait voile sous les ordres du chef d'escadre Hopkins, & que l'on supposoit destinée à enlever les vaisseaux de la Compagnie des Indes, qui relâcheroient à Sainte Hélene, a fait son coup d'essai à la Nouvelle Providence, dont elle a pris possession. Cette île, par sa situation, met les Provinciaux à même d'interrompre ou du moins de gêner le Commerce de la Grande - Bretagne avec la Jamaïque & les autres îles aux Indes Occidentales, & d'y affermir au contraire celui qu'ils y font déjà eux-mêmes, & que les circonstances & les besoins n'y favorisent que trop.

L'île de Barbade est menacée de la famine, & celle de Saint-Christophe est réduite à peu près à la même extrémité. On l'éprouveroit aussi à Antigua, si par la prise de quelques vaisseaux Américains on n'y avoit été pourvu d'une grande quantité de farine; mais on y manquoit de maïs, de provisions Irlandoises, &c. Pour en encourager l'importation, le Conseil & l'Assemblée de cette île avoient accordé des gratifications à ceux qui l'entreprendroient.

Le Congrès a ordonné que l'on équipât

8 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

7 Mai.

au plutôt vingt Armateurs montés depuis 20 jusqu'à 36 canons, & de les faire croiser à l'embouchure de la riviere de Saint-Laurent, pour y intercepter tous les bâtimens de transport qui viendront d'Angleterre & d'Irlande. Cette nouvelle paroît certaine puisqu'elle a été communiquée au Lord Howe à Portsmouth, & que cet Officier en a fait prévenir tous les bâtimens de transport, à qui il a ordonné de ne point s'éloigner pendant le trajet des vaisseaux du Roi, qui les escortent, afin d'empêcher qu'ils ne tombent au pouvoir des Américains.

On apprend par un vaisseau arrivé de la Georgie, que cette province s'est déclarée pour le Congrès, & qu'elle a brûlé dans un de ses ports trois vaisseaux chargés de marchandises pour la Grande-Bretagne. Voici les premiers détails de cet événement.

Extrait d'une Lettre de Bristol, du 4 Mai.

Ce matin est arrivé ici le Brigantin *Christian* qui est parti de la Georgie le 29 Mars. Le Major Grant & le Capitaine Maitland s'étant emparés de quelques vaisseaux sur la riviere de Savanna, l'Assemblée fit mettre le feu à un vaisseau de la Province sur la riviere, au moyen de quoi l'incendie se communiqua aux autres vaisseaux qui se trouvoient sur cette riviere, & brûla l'*Inverness* de Londres, le *Neddy* & le *Polly* de Liverpool, & deux senauts. Après cet événement, le Major

Grant & son équipage se retirèrent avec une précipitation étonnante. On estime la perte de ces divers vaisseaux à plus de cent mille livres sterl.

7 Mai.

CHAMBRE DES PAIRS.

Le Comte de SUFFOLK remet, par ordre du Roi, à la Chambre des Pairs, la copie d'une convention conclue entre Sa Majesté & le Prince Héréditaire de Hesse Cassel, relativement à l'Artillerie du régiment de Hanau engagé à la solde de la Grande - Bretagne.

CHAMBRE DES COMMUNES.

Le Lord North communique la même convention à la Chambre des Communes, & la Chambre délibérant en Comité sur le subsidé, a arrêté d'octroyer 3383 l. 6 sh. 8 den. pour cette artillerie, depuis le premier Mai jusqu'au 24 Décembre 1776. 4244 l. 12 s. 6 den, pour la levée de l'artillerie Hessoise pendant la même année.

Il est aussi résolu d'approprier au subsidé de cette année 2905 l. 8 s. 2 d. qui restent du provenu des droits de l'Amérique Septentrionale.

M. Buller présente à la Chambre des copies tirées des Registres de l'Amirauté de toutes les permissions accordées à des vaisseaux pour le commerce d'Amérique depuis l'acte prohibitif. — On expédie des ordres pour faire venir devant la Chambre vingt-

10 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

7 Mai. deux personnes de la cité, qui doivent être interrogées au sujet de ces permissions.

8 Mai. ON APPREND que le *Worcester*, vaisseau de ligne de soixante-quatre canons, a établi sa croisière dans certains parages, pour intercepter les bâtimens Américains qui viennent chercher des munitions en Europe.

On reçoit des nouvelles du *Calcutta*, vaisseau de la Compagnie des Indes, qui est arrivé de Bombay au Cap de Bonne-Espérance.

On lit dans la Gazette de la Cour l'Ordonnance suivante, rendue à Bruxelles le 27, Avril.

Marie Therese, &c. &c. Notre très-cher, & très-aimé frere, le Roi de la Grande-Bretagne, nous ayant fait requérir de vouloir bien prendre les mesures convenables pour empêcher que les sujets de notre obéissance aux Pays Bas, ne pussent fournir des secours aux habitans des Colonies Angloises en Amérique actuellement soulevés contre leur Mere-Patrie; & nous, par une suite de la bonne intelligence qui subsiste entre nous & ce Prince, désirant lui marquer notre empressement à seconder des vues qui intéressent si fort le bien de son service: A ces causes & de l'avis &c. 1.^o Nous défendons à tous nos sujets, de quelque état ou condition qu'ils soient, de fournir directement ou indirectement, par leurs propres navires ou par des bâtimens étrangers aucun secours aux Américains su-

jets de la Grande-Bretagne, en artillerie, armes, poudre, attirails ou instrumens de guerre, à peine contre les contrevenans de la confiscation de ces effets, & d'une amende de mille florins, à la charge du Capitaine ou Patron, dont le navire pourra être arrêté & vendu pour le recouvrement de l'amende.

2.° Nous interdisons provisionnellement, pour le terme d'une année, sous les mêmes peines, l'exportation de toute espece d'armes, de munitions, &c. par nos ports de mer, sans une permission spéciale de notre Conseil de finances, qui ne sera accordée qu'avec connoissance de cause en prenant les précautions nécessaires pour assurer la destination de ces effets, & empêcher qu'ils ne soient transportés aux Colonies Angloises de l'Amérique. Ainsi ordonné, &c.

UNE ASSEMBLÉE des Directeurs de la Compagnie des Indes, prend l'arrêté suivant.

» La Cour considérant l'état des affaires dans le Bengale, est d'avis que *Warren Hastings*, Gouverneur général, & *Richard Barrell* du Conseil de Bengale, doivent être révoqués de leurs offices respectifs, & qu'il sera présenté une humble Requête à Sa Majesté à cet effet ».

CHAMBRE DES COMMUNES.

La premiere affaire qui se traite est celle des bills pour incapaciter certains Electeurs de *Hindon* & de *Shaftsbury*. Le chevalier GEORGE YOUNG observe que lui & les autres membres, qui ont assisté aux

12 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

8 Mai.

deux Comités, ayant crû saisir l'esprit de la Chambre, ont préparé des bills pour punir les personnes qui jusqu'ici ne pouvoient point l'être suivant la teneur de la loi; qu'en conséquence ils ont tenté à plusieurs reprises de mettre cette affaire sous les yeux de la Chambre, mais toujours infructueusement: ou les Membres ne se trouvoient point réunis en assez grand nombre, ou bien on traitoit d'autres affaires qui mennoient si loin, qu'on se séparoit avant que l'on pût faire lecture de l'ordre. Il ajoute qu'il a cherché souvent à connoître l'opinion de la Chambre, mais qu'il n'a jamais pu y parvenir par aucuns moyens; qu'en conséquence il a résolu de mettre la Chambre à une dernière épreuve, d'après laquelle il puisse diriger sa conduite à l'avenir. Il dit qu'il ne peut s'empêcher d'observer, avant de faire sa motion, que si la Chambre ne juge pas à propos d'y faire attention, la Chambre passera dans le monde, & avec toute l'apparence de la vérité, pour avoir encouragé la corruption loin de chercher à la prévenir.

Il propose ensuite que le bill *d'incapacitation* de Shaftsbury soit renvoyé à trois mois, & sa proposition passe à l'affirmative sans opposition; il fait suivre cette proposition d'une autre, qui est que l'orateur ordonne au Greffier de la Couronne d'expédier une nouvelle lettre circulaire pour l'élection d'un Membre pour représenter en Parlement le bourg de Shaftsbury dans le Comté de Dorset. La proposition est appuyée par M. BYNG, qui tient à peu près le même langage, & la motion étant établie, elle passe à la pluralité de cent vingt-trois voix, contre vingt-cinq.

La même proposition est faite par rapport à Hindon, & la motion passe à la pluralité de cent vingt-huit voix, contre vingt.

Dans les débats qui se sont élevés sur cette question, ceux qui desiroient que la Chambre ne poussât pas plus avant l'examen de cette affaire d'iniquité, ont soutenu qu'il étoit aisé de voir, d'après tout ce qui

étoit fait , que la Chambre étoit le tribunal le moins compétent pour juger un tel procès : que la forme 8 Mai, suivant laquelle la Chambre devoit entendre des dépositions , qui ne seroient appuyées d'aucun serment , d'après lequel elle pût prononcer en définitif , relativement à une affaire dans laquelle les examens s'étoient faits sans serment , étoit une vraie absurdité : que les bills pour incapaciter les Electeurs de tel ou tel lieu & les punir ainsi d'une manière qu'aucun exemple n'autorise , pour un délit contre lequel les loix avoient porté des peines suffisantes , sans qu'il fût nécessaire de procéder par des voies détournées pour arriver au même but , étoit une conduite qui pouvoit entraîner les plus dangereuses conséquences , sans parler de l'absurdité dont elle étoit remplie.

Le parti opposé s'est efforcé vainement de soutenir que l'abus auquel il cherchoit un remède , étoit devenu intolérable , & qu'il exigeoit les remèdes les plus efficaces ; toute la fabrique de son plan de redressement , qui lui avoit coûté des peines infinies & même de grandes dépenses , s'est ébranlé en un instant , & la Chambre ne sera plus tourmentée au sujet de cette désagréable affaire.

A QUATRE heures & demie on fait lecture de l'ordre du jour , pour que la Chambre s'assemble en Comité & délibère sur les permissions accordées par les Commissaires de l'Amirauté à différentes personnes pour faire le commerce de l'Amérique Septentrionale.

M. BURKE propose que les marchands qui font le commerce d'Amérique , soient admis dans la galerie pour être présens à l'examen des témoins , comme étant fortement intéressés à la chose , & sa proposition est appuyée par le gouverneur Johnstone.

L'orateur répond que ni lui ni la Chambre elle-même ne peuvent accorder une pareille permission , à moins que l'ordre qui existe ne soit préalablement révoqué ; attendu que ce n'est que par tolérance qu'on admet des étrangers dans la galerie.

Les membres qui sollicitent la permission pour les

14 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

8 Mai. ~~Marchands d'Amérique~~ conviennent que ce que dit l'Orateur est très juste, mais ils déclarent qu'ils ne savent pas d'après quel ordre l'Orateur agit, puisque pour un jour de faveur, tel que celui du *Budget* où milord North devoit prononcer son propre éloge, qui lui avoit coûté tant de travail & étaler son triomphe de finance, l'ordre a été suspendu : qu'apparemment suivant cet ordre les portes devoient être fermées toute l'année, excepté un seul jour. L'Orateur répond que le jour où il s'agit de régler les comptes publics, a toujours été regardé comme un jour fait pour ouvrir la galerie ; il convient cependant des torts qu'il a eu d'enfreindre l'ordre, & il dit que c'étoit à la sollicitation de plusieurs Membres qu'il exigeoit qu'on s'y conformât aujourd'hui aussi strictement.

M. RIGBY observe que si quelqu'un devoit être admis dans la Chambre, ce qu'il eseroit ne devoit plus arriver, on devoit en exclure nommément tout ceux qui avoient quelque chose de commun avec les affaires pendantes devant la Chambre, & que par conséquent on ne devoit point y admettre sous aucun prétexte les Marchands Américains, comme intéressés à l'issue du présent examen.

La Chambre s'est assemblée ensuite en Comité, & on a mis sous ses yeux de différens comptes de la douane ; mais ils ont été trouvés si imparfaits que l'on a prétendu qu'il auroit été plus décent de lui refuser quelques papiers, que d'éluder l'ordre de la Chambre sous prétexte de lui obéir.

Il s'est élevé alors une vive altercation entre le lord NORTH & le Gouverneur JOHNSTONE, dans laquelle ils se sont traités l'un & l'autre avec la plus grande dureté.

M. BURKE a remarqué qu'il avoit toujours été d'usage de produire à la Chambre des comptes aussi parfaits qu'il étoit possible, ou d'exposer les raisons pour lesquelles l'ordre n'étoit pas entièrement mis à exécution, auquel cas la Chambre jugeoit si les raisons étoient satisfaisantes, & que c'étoit traiter la

Chambre avec une insolence & un mépris sans exemple que de lui présenter de méchans lambeaux de compte & de mettre de côté tous ceux qui étoient de conséquence. 8 Mai

Le LORD NORTH au lieu de faire une réponse directe, a parlé pendant un tems considérable sur le sort de la même recherche, dans la Chambre des Pairs. Il a dit que l'affaire y a été discutée avec grand fracas & qu'on a demandé les papiers, & qu'ensuite elle s'étoit réduite à rien, parce que le lord Effingham, qui avoit fait la proposition, avoit trouvé, après avoir pris de meilleures informations, que tant le bureau de la Trésorerie que celui de l'Amirauté, avoient agi très-régulièrement. » Aujourd'hui, poursuit-il, la même question, toute surannée qu'elle est, est agitée dans cette Chambre, & comme on y a répondu dans l'autre d'une manière satisfaisante, & qu'on a prévu qu'elle se réduiroit à rien, elle éprouvera le même sort dans celle-ci.

M. RIGBY tient précisément le même langage, & il dit que la matière n'a été agitée que pour tourmenter & embarrasser le Ministère, & qu'elle se dissipera en fumée comme dans la Chambre des Pairs.

M. THOMAS LUTTRELL répond à M. Rigby; qu'il ne doute point de son zèle pour soutenir la bonne cause qu'il a embrassée. Qu'il doit faire ses efforts pour que la recherche n'occasionne ni feu ni fumée; mais que pour lui il espéroit que l'affaire seroit approfondie. Que les monopoles ont toujours été odieux & oppressifs, & beaucoup plus encore lorsqu'on les fait sous le manteau de la loi. Que le monopole actuel est de la nature la plus atroce, & qu'il devient d'autant plus dangereux, qu'on l'emploie comme un moyen de corruption. Il ajoute qu'il conçoit que les permissions aient été accordées à des personnes d'une qualité obscure qui ne sont point connues pour faire le commerce d'Amérique; & que probablement si l'on épluche l'affaire comme il convient, on verra, quoique la recherche ne puisse aboutir à rien, que ces prétendus marchands n'ont pas été favorisés sans intention.

16 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

3 Mai.

M. Stanley, Secrétaire des Commissaires de la Douane, étant appelé, il dit que le compte qu'on demandoit exigeroit un tems considérable, & qu'avant d'obéir à l'ordre il faudroit recevoir les renseignements des Ports extérieurs, au nombre de soixante-douze, que les Officiers de la Douane avoient fait tout ce qui étoit en leur pouvoir pour donner ce qu'on leur demandoit, mais qu'on ne leur avoit pas laissés assez de tems.

M. Bates, Député collecteur, a confirmé ce qu'avoit dit *M. Stanley*, & ajouté que la copie seule d'un si grand nombre de papiers occuperoit un tems considérable.

Merry, Marchand, a été appelé, mais on assura la Chambre qu'il étoit parti pour *Milford-Haven*.

Hudson, autre Marchand, est également cité, mais son garçon de boutique ayant comparu, il dit au Comité que ce Marchand étoit allé à *York*.

Rose, Mercier, & quelques autres Marchands, se présentent, mais leurs dépositions n'apprennent rien d'important.

Le LORD NORTH fait ensuite ses observations sur toutes ces dépositions. Il dit que la Chambre n'en avoit rien recueilli qui fût digne d'attention; d'où l'on pouvoit conclure que malgré le bruit qu'on avoit fait & tout l'artifice dont on avoit usé pour donner un air d'importance à cette affaire, on voyoit que l'enquête n'avoit rien produit & combien il y avoit peu de fondement dans toute l'accusation.

M. DUNNING a remarqué qu'il étoit évident que milord North avoit montré le plus grand empressement & usé de beaucoup d'adresse pour fermer tout accès à ceux qui voudroient pénétrer dans le secret de cette affaire, mais qu'à quelque point que la Chambre entrât dans les vues de milord North sur son plan favori, concernant l'Amérique, il esperoit que les Membres de la Chambre ne voudroient pas lui sacrifier leur honneur, dans l'occasion présente, puisque ce seroit se rendre complice de son crime.

Le

Le Gouverneur JOHNSTON a déclaré que l'ensemble de ce procédé unique devoit faire quelque impression sur la Chambre. 8 Mai.

Qu'à l'égard des comptes qu'on avoit demandés aux Douanes, il auroit mieux valu qu'on les eût refusés tout uniment que de les retenir sous de faux prétextes; qu'on avoit empêché les témoins de paroître & qu'il ne doutoit pas qu'on n'eût tout concerté d'avance pour écarter toute enquête.

Le LORD NORTH replique qu'il eseroit que ses raisons feroient aussi impression sur la Chambre. Il allegue premierement qu'il y a six jours, à la vérité, qu'on a convoqué le Comité; mais que ce n'étoit que de la veille qu'on avoit proposé de mander les témoins & de se faire présenter les papiers, 2°. que les comptes demandés ne pouvoient se faire qu'en quatre ou cinq jours; & 3°. qu'entre ceux qu'on avoit mandés & qui étoient absens de Londres, le nommé *Merry* l'étoit effectivement depuis quinze jours, & le nommé *Hudson* étoit à York depuis quelques jours; qu'au reste, il n'avoit jamais entendu auparavant prononcer le nom de ce *Hudson*.

M. DONNING reprend la parole pour répondre au lord North. Il dit, qu'il n'entendoit pas bien quelle sorte d'impression Milord pouvoit esperer de faire sur la plus grande partie des assistans; que pour lui il savoit très-bien la forte impression que l'éloquence & l'esprit de Milord avoient faite sur lui: que l'ordre de présenter les papiers à la Chambre avoit été donné assez tôt; mais qu'il y avoit eu certainement un parti pris d'en empêcher l'effet. Pour le second point, il demande pourquoi on n'avoit pas présenté tout de suite ces papiers. Il observe au sujet de l'absence de *Merry* & *Hudson*, que ces deux Messieurs ne seroient pas fort fatigués de leurs voyages. Il propose ensuite que le Président du Comité quitte le fauteuil pour qu'on rapporte l'état présent de l'affaire. Le Comité se partage; il y a trente-huit voix pour l'affirmative, cent quinze pour la négative.

18 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

8 Mai.

Woolridge est ensuite appelé & subit un long interrogatoire : il présente un détail très-complet des marchandises embarquées sur les permissions par écrit de l'Amirauté & de la Trésorerie. Le lord North lui ayant demandé s'il n'avoit jamais sollicité de ces permissions pour lui-même ; il répond qu'il l'auroit fait de tout son cœur, s'il avoit pu espérer de s'en procurer, qu'il croyoit un tel commerce très-légitime ; mais qu'il pensoit que ce seroit une grande injustice envers lui & ses confreres les Marchands Américains, qui avoient leur bien en Amérique, de permettre que d'autres gens qui n'avoient aucun rapport ni liaison avec l'Amérique, non contents de gagner par leurs monopoles, prétendissent encore recevoir un argent qui dans le cours ordinaire du commerce étoit dû aux Marchands Américains ; puisque ces marchandises passées ainsi par contrebande dans les Colonies, iroient à leurs débiteurs qui payeroient ces Marchands clandestins avec un argent qu'ils devroient plutôt envoyer à leurs justes Créanciers. Il ajoute qu'il savoit un petit nombre de particuliers qui venoient d'envoyer des marchandises dans les Colonies, quoiqu'ils n'y eussent jamais eu affaire ci-devant ; & qu'ils n'y eussent pas envoyé précédemment pour un sou de marchandises.

M. Payne de la Banque est ensuite appelé. Son témoignage n'apprenant rien, on reste dans la même incertitude qu'auparavant. Milord North propose de faire faire le rapport. Trente-deux voix pour l'affirmative, cent dix pour la négative.

On appelle un autre témoin, & après l'avoir entendu, la Chambre se partage pour savoir si on fera le rapport : trente-deux voix pour l'affirmative, cent sept pour la négative.

Un Député ouvre la motion suivante : » le Comité est d'avis qu'il a été accordé plusieurs commissions par les Commissaires de l'Amirauté, à des vaisseaux destinés pour Boston & d'autres ports de l'Amérique Septentrionale, depuis que l'acte prohibitif a été passé,

lesquelles permissions étoient trop générales & ne satisfaisoient point à ce qui est prescrit par l'acte au sujet des permissions à donner, mais même y étoient contraires «.

8 Mai.

Milord NORTH propose de dissoudre le Comité & d'abandonner l'affaire : cent cinq voix pour l'affirmative, & trente-une pour la négative.

Le Comité se dissout à quatre heures du matin, dans la journée du 9.

La lettre signée par le chevalier Grey COOPER, qui a été lue dans le Comité de toute la Chambre, finit de la manière suivante : » je dois en même tems vous prévenir d'avoir soin que les marchandises que vous achetez & embarquerez pour ce service, soient de nature à pouvoir être portées en Amérique comme munitions & provisions pour l'armée & pour l'usage des habitans des villes & places susdites, conformément aux permissions qui peuvent vous être données à cet effet «.

Il est prouvé, & principalement par la déposition de M. Whiteock, qu'aussitôt que l'on fut informé que d'après l'autorité de cette lettre, il avoit été ordonné d'embarquer pour Boston des marchandises qui ne pouvoient être exportées, conformément à la condition ou exception mise audit acte, tout ces ordres avoient été sur le champ arrêtés & révoqués.

Il paroît, par les dépositions, qu'avant le 20 Mars dernier, toutes les marchandises qui avoient été enregistrées & embarquées comme munitions, par une fausse interprétation dudit acte, ont dû être débarquées, en vertu d'un ordre qui a eu son exécution.

Il paroît aussi par les dépositions, qu'il n'a subsisté aucune autre commission entre les Lords de la Trésorerie & la personne à qui la lettre a été écrite, excepté pour une fourniture d'une certaine quantité de gros & menu bétail qui devoit être adressé au Commandant en chef en Amérique pour l'usage de son armée : les cinq bâtimens employés à cette four-

8 Mai. niture n'ont pris à bord aucuns autres articles , si ce n'est pour environ 3000 l. de provisions pour le compte des Marchands.

La Chambre en comité discute le Bill concernant les criminels.

Les Adversaires du Bill représentent que l'introduction d'une servitude penale dans le Royaume est une nouveauté d'un très-dangereux genre , qui tend à attaquer l'esprit libre de la Nation , & à la familiariser avec des objets qui ne conviennent que sous un Gouvernement despotique ; que la séance du Parlement est trop avancée pour qu'on puisse y traiter sans précipitation une matiere aussi importante ; que ce plan entraîneroit une très-forte dépense pour la nation ; & qu'il seroit impossible d'employer tant de bras sur la riviere , si l'on ne faisoit pas des dispositions plus convenables que celles proposées par le Bill.

Les partisans du Bill repondent qu'il y a déjà six semaines que ce Bill a été imprimé & présenté & qu'il l'a été aussitôt qu'il pouvoit l'être depuis qu'on en a senti la nécessité : que l'attachement des Anglois pour leur constitution augmentera plutôt qu'il ne diminuera , puisqu'ils pourront faire le parallele de l'heureuse liberté dont ils jouissent avec l'état misérable de ceux qui ont perdu la leur par leurs crimes ; qu'un travail qui contribue à fortifier la santé sera plus propre à faire un exemple capable de contenir les autres , & à

réformer leur conduite que le système actuel par lequel on les condamne à des emprisonnemens longs, mal-sains & contagieux. — Que la transportation est depuis long tems une punition mal-entendue qui a enlevé à l'Angleterre environ 1,500 sujets par an, & dont l'usage auroit dû cesser quand même la décision de la présente question n'y auroit pas mis fin. — Qu'à l'égard des malfaiteurs qui sont d'une complexion robuste, l'objet du Bill est de les employer à enlever les bas fonds, & à perfectionner la navigation de la Tamise. Quant aux femmes & aux criminels d'une constitution délicate, si les Juges des comtés veulent seconder les vues qu'offre le présent Bill, on les emploiera à un travail utile dans les maisons de force. Aucun criminel ne sera enfermé pour moins de trois ans, à moins que par une bonne conduite il n'obtienne sur la recommandation des Juges, son pardon avant ce terme. Ils ne pourront, en aucun cas, rester plus de dix ans dans la maison de force. Quand le terme de la punition sera fini, chaque malfaiteur recevra du Gouvernement des habits & une petite somme d'argent. — Ils ajoutent que ce Bill ne prescrit qu'une épreuve, qu'il est limité dans ses clauses, d'une durée très-bornée, laissant beaucoup à la prudence des Magistrats, & qu'il n'abroge aucune loi actuellement existante.

8 Mai.

Le lord CAVENDISH déplore la circonstance

22 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

8 Mai. qui a occasionné ce Bill, mais il ajoute que les vues en sont sages & humaines. Qu'on pourra partir de ce point pour revoir nos loix Penales, & plusieurs punitions capitales qui ne se feroient jamais introduites dans le Royaume, si l'expédient d'employer les criminels aux travaux publics eût été plutôt en usage. Il y a soixante-sept voix pour le Bill, & 18 contre.

9 Mai. UN VAISSEAU de Philadelphie arrive à Falmouth, chargé de bled pour le compte & au risque d'un Marchand de cette ville. Le Congrès, malgré son premier plan, a permis à ce vaisseau de prendre son chargement, à condition que le Propriétaire payeroit un tiers de la valeur du vaisseau & de la cargaison, espece de taxe également neuve & adroite. Il est bien singulier que ce vaisseau ait eu le bonheur d'échapper aux croiseurs. Mais comme on pourroit fort bien le confisquer ici légitimement en conséquence de l'acte de capture, on présume qu'on accordera quelque indemnité au Marchand qui a risqué le fret comme une compensation de ce qui lui est dû par son correspondant de Philadelphie.

On apprend dans le même port qu'une barque d'avis, expédiée par le lord Dunmore, avec des nouvelles & des lettres de ce Gouverneur de la Virginie, & du sieur Martin, Gouverneur de la Caroline septentrionale,

s'est perdue aux Sorlingues, & qu'on n'a pas
pû sauver la malle des lettres.

9 Mai

Le lord Howe appareille de Spithead sur le vaisseau l'*Eagle*.

Le désastre de l'armée du Roi à Boston, a étourdi ces vautours de l'Etat qui sont vulgairement appelés *Entrepreneurs des vivres*. Le fameux Fordyce, indépendamment des autres marchés où il a part, est fort occupé à préparer les fournitures qu'il doit faire de cargaisons de patates & celles de choux pour les choucroutes, qui ont valu des sommes si prodigieuses l'année dernière à Antoine Bacon, à Arnold Nesbit, à Adam Drummond, tous trois membres du Parlement, & à Moses Frank, ainsi qu'à Mure & Atkinson. Les sieurs Thale & Whitbread, membres du Parlement, & M. Calvert, préparent aussi à la hâte de grandes provisions de *Porter* (biere forte) pour lesquelles on a payé jusqu'à 28,600 liv. à Mure & Atkinson. On ajoute que le sieur Thomas Harley fait lever d'immenses quantités de drap, & ce même particulier achete conjointement avec le sieur Henri Drummond membre du Parlement, beaucoup de monnoies d'or d'Espagne & de Portugal, qui ne manqueront pas d'enrichir à la fin les Rebelles, dont la destruction semble cependant être le Projet favori du parti Ecoffois.

Proclamation publiée en Irlande pour proroger le Parlement de ce Royaume au 11 Juin.

9 Mai.

Pétition présentée au Roi par le Lord Midleton, le Colonel Barré & M. Burke.

A U R O I.

Humble & respectueuse pétition des Bourgeois, Franks-tenanciers, Citoyens, Marchands, Commerçans & Protestans de la ville de Cork.

Nous, très-soumis & très-fidéles sujets de V. M. les Bourgeois, Franks-tenanciers, Citoyens, Marchands, Commerçans & Protestans, Habitans de la ville de Cork, demandons la permission d'approcher de V. M. & de lui faire connoître combien nous sommes affectés par la crise actuelle de nos affaires extérieures & intérieures: bien persuadés que de quelque manière que tournent les choses, c'est le privilège & le devoir d'un peuple fidèle, courageux & libre de porter la vérité aux pieds du trône où sa voix doit être distinguée de la voix de la corruption, de l'intérêt & de la flatterie.

Aujourd'hui nous nous croyons particulièrement obligés de manifester nos sentimens, de peur que V. M. ne se laisse séduire par une adresse que l'on (*) prépare ici subrepticement, adresse qu'on prétendrait être émanée de cette corporation & contenir l'expression des vrais sentimens de cette Ville, recommandable par son ancienneté, sa fidélité & son opulence.

La dispute actuelle avec l'Amérique, produite originairement par les prétentions les plus arbitraires, de quelques anciens Ministres, soutenue successivement par les usurpations des administrations qui les ont suivis, & appuyée contre toute raison par l'administration actuelle, ne peut que nous inspirer les appréhensions les plus sombres & les plus inquiétantes. Pour acquérir un pouvoir de taxation défavorable,

(*) Cette Adresse a été insérée dans la gazette de la Cour du 17 Avril.

9 Mai.

inutile & peut-être illégal, sur un peuple brave, nombreux, expérimenté, libre & éloigné, nous avons vu nos armées défaites, notre gloire ternie & nos trésors épuisés ; nous avons perdu totalement notre commerce d'Amérique qui formoit la base la plus étendue de la richesse & de la prospérité Britannique ; notre commerce des îles, qui dépend de l'Amérique, pour les fournitures de provisions & de bois, tombe en ruine ; & notre commerce d'Afrique intimement lié avec celui des îles est presque anéanti. Notre honneur national est avili au dernier point par une introduction de mercenaires étrangers qui viennent prendre part à nos querelles domestiques à des conditions aussi injustes que défavantageuses, & la gloire des armes Britanniques est pour jamais souillée par l'adoption d'un système de guerre de pirate, qui dans les destructions de plusieurs villes maritimes d'Amérique, de la part desquelles nous n'avons reçu aucune offense, décele un esprit de basse vengeance & de déprédation ténébreuse dont on ne trouve d'exemple dans les annales d'aucun peuple barbare ou d'aucune nation policée.

Quelle que soit l'issue de cette querelle dispendieuse & terrible, elle doit être également fatale & pour le vainqueur & pour le vaincu. L'un & l'autre n'auront pour partage que la misère, la ruine & la désolation.

Comme Membres des vastes états de V. M. nous devons supporter une partie de cette masse générale de calamité publique ; nous devons y prendre un intérêt particulier, en qualité de Membres de cette ville opulente & commerçante, & comme étant nés dans ce Royaume maritime & qui commence depuis si peu de tems à prospérer. Notre commerce de toile, le grand appui de la nation, est dans un danger imminent, par le manque de ses foires ordinaires, & par l'extrême cherté de la graine de lin qu'on ne peut plus faire venir des colonies qu'avec beaucoup de peine & à grands frais, & qu'on n'importe qu'en petites quantités des parties Septentrionales de l'Europe. Le

26 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

9 Mai.

commerce de merein qui nous mettoit en état de soutenir l'exportation des provisions de nos Provinces Méridionales est presque entierement perdu. Le commerce est une grande chaîne dans laquelle la foiblesse d'un seul anneau détruit l'union & la force du tout. Aussi toutes les autres parties de notre commerce tombent sensiblement par leur connexion avec celles dont nous venons de parler.

Nous ne pouvons nous empêcher de représenter à V. M. que ce Royaume (d'Irlande) est actuellement sans défense : qu'on lui a ôté toute sa force stipulée ; & qu'on le laisse exposé à devenir la proie facile du premier usurpateur. Lorsque nous jettons les yeux sur le continent & que nous considérons le prodigieux pouvoir & les armemens de nos dangereux voisins & de nos ennemis naturels, nous ne pouvons que trembler & être humiliés de la comparaison.

C'est pourquoi, Sire, nous avons cru devoir soumettre à votre considération royale & bienfaisante une legere partie des griefs nombreux dont nous avons à nous plaindre. Un des grands axiomes de notre loi, met dans les mains de V. M. un remede facile qui peut être employé pour l'intérêt national sans aucun préjudice pour la prérogative ou sans rien faire perdre de l'honneur personnel de V. M. : le grand principe dont nous parlons est que *le Roi ne peut pas faire de mal* ; ce principe, en préservant la dignité souveraine de toute insulte, favorise les droits de la liberté sans exposer l'Etat à l'anarchie, & en transférant les fautes que fait le suprême pouvoir exécutif aux personnes qui sont employées dans les charges de l'administration, il détermine une sorte de garantie qui a toujours été la sauvegarde la plus sûre de cette constitution souvent menacée.

De nouveaux Ministres peuvent adopter un nouveau système beaucoup meilleur, qui loin d'être incompatible avec tous les justes droits de la prérogative, auroit pour elle tous les ménagemens possibles. Ainsi un Ministre habile, ferme & incorruptible peut,

comme on l'a vu plus d'une fois, tirer l'état de l'abîme où il a été est plongé par une administration lâche, venale & inepte. 9 Mai.

Nous plaçons notre confiance entière dans l'attention paternelle de V. M. pour ses sujets, dans sa sagesse, sa justice & sa clémence, & nous la supplions humblement d'écarter les maux dont nous nous plaignons, d'ordonner que l'épée soit remise dans le fourreau, afin que notre commerce puisse reprendre vigueur, & que l'économie, l'union, la paix & la liberté puissent être à jamais rétablies dans toutes les parties de l'Empire.

Signé par cinq cents des principaux citoyens, francs-tenanciers, marchands, &c. &c.

CHAMBRE DES COMMUNES.

Le Lord Maire SAWBRIDGE propose de mettre l'Amérique sur le même pied que l'Irlande, relativement à la taxation & à l'administration intérieure. Il est inutile, dit-il, d'entrer dans une longue discussion de l'état de l'Amérique, & des conséquences qu'on peut attendre de l'opiniâtreté de nos mesures coercitives, qui certainement ne produiront jamais l'effet que nous nous en promettons. De quelque poids que puissent être ces raisons aux yeux des personnes qui ne mesurent le droit que sur la probabilité du succès dans un acte d'injustice, j'espère que l'équité de la nation Angloise se déterminera d'après des principes d'une nature différente, & je suis persuadé que le sentiment effectuera ce qu'un intérêt mal-entendu voudroit arrêter, & que toutes les parties de ce vaste Empire éprou-

2 Mai. veront les suites heureuses d'une administration, douce, libre & bienfaisante ».

Il s'élève sur cette motion de vives contestations. Le parti Américain appuie fortement le projet d'un arrangement aussi judicieux qui mettroit fin à la guerre. Les Ministres soutiennent qu'il faut d'abord appaiser la rébellion avant de se déterminer sur un plan qui exigeroit une application très-réfléchie.

M. BURKE, après avoir traité à fond la question & passé en revue les mesures prises par l'administration depuis le commencement de la session, a poursuivi ainsi : « J'en appelle au lord North, & je lui demande s'il y a eu un seul acte passé dans cette période. Il est vrai qu'il a tiré dix millions des poches du peuple : qu'il a pris à la solde de l'Angleterre vingt-mille Allemands, & changé les vaisseaux de transport Anglois en hôpitaux Germaniques. Il est encore vrai qu'en retour de nos énormes octrois, on nous a imposé de nouveaux impôts, & que les quatre sous de la taxe des terres pourront devenir perpétuels; que le Canada est peut-être perdu, que l'Amérique a cent mille hommes sous les armes; que tous les Gouverneurs depuis Halifax jusqu'à la Floride, ont été obligés de quitter leurs provinces pour chercher de la protection sur les vaisseaux de guerre de Sa Majesté. Enfin, les Représentans du peuple peuvent porter dans les provinces un nombre suffisant de Gazettes de la Cour, afin que

lorsqu'on les questionnera sur la situation des affaires en Amérique, ils puissent lire ces oracles de vérité, & faire les plus grands éloges de la conduite militaire du Général Howe. & de la bravoure des troupes qu'il commande ».

9 Mai.

M. Burke a censuré très-vivement le Ministre sur sa conduite par rapport au projet de droits sur la Nouvelle-Ecosse, d'après lequel on devoit régler la taxation de l'Amérique entière; & il a fait voir que cette opération favorite, dont on attendoit des suites salutaires, traînoit en longueur, quoique le Ministre eût promis à la Chambre de présenter un Bill rédigé d'après les résolutions du Comité nommé pour examiner la pétition de l'Orateur & la Chambre d'assemblée de cette Province.

Enfin M. Burke a parlé de la fameuse commission donnée au Lord Howe & à son frere, à l'effet de *rétablir la paix*, & d'accorder des pardons aux Américains: » quelques soient les talens de ces Messieurs dans leurs professions respectives, je ne les crois nullement propres à remplir l'objet de leur commission; mais même en leur supposant toutes les qualités requises pour une négociation de cette nature, je soutiens que le Roi ne peut point les mettre en état de traiter de la paix avec les Provinciaux. Cette idée est aussi absurde qu'illusoire. Le Roi lui même n'a pas ce pouvoir, ainsi il ne peut pas le déléguer. Il peut accorder des pardons, c'est aussi ce que peuvent

9 Mai. faire l'Amiral & le Général, & voilà tout. Je ne doute point qu'ils n'accordent des pardons aussitôt qu'on en demandera ; mais qui sont ceux qui en demanderont ?

La motion du Lord-Maire étant mise aux voix, est rejetée à la pluralité de 115, contre 33.

Avant la motion du Lord-Maire, *M. Annesley* avoit annoncé à la Chambre qu'il proposeroit dans la session prochaine, un bill, à l'effet d'incapaciter pour le reste du Parlement actuel, ceux des Membres, qui seroient trouvés, par un comité d'enquête, assez coupables de corruption, pour perdre leur élection. Cette proposition a été fortement appuyée par le Chevalier *George Younge*.

CHAMBRE DES PAIRS.

10 Mai. Le Duc de Manchester donne l'avis de présenter une Adresse au Roi pour supplier Sa Majesté d'ordonner à ses Ministres de communiquer à la Chambre les copies de toutes les dépêches reçues de la part du Général Howe & du Vice Amiral Shuldham, depuis le premier Mars.

Le Duc de Manchester.

MILORDS,

Je ne suis point assez présomptueux pour imaginer que les observations que je vais soumettre à vos lumières aient échappé à la pénétration de tous les

Lords de cette Chambre ; & je n'ai point une assez haute idée de mes talens pour me flater que j'aurai le bonheur de vous persuader si mes raisons ne sont appuyées par des suffrages plus imposants que le mien. Je regrette infiniment l'absence de quelques Lords , dont le crédit eût été d'un grand poids sur vos esprits. Mais, Milords, si ce que je vais vous exposer peut jetter quelques lumières sur la discussion la plus intéressante qui se soit jamais élevée depuis que la G. B. a étendu son pouvoir au de-là des bornes de notre île ; j'aurai au moins la satisfaction de n'avoir point gardé pour moi seul des idées qui pouvoient être de quelque utilité à ma nation ; j'aurai rempli le devoir qui m'est imposé, à moi ainsi qu'à tous les Lords de cette Chambre par le rang que nous tenons dans la société.

C'est pour un intérêt, qui ne consiste que dans de vaines phrases, pour une prétention déraisonnable de pouvoir, pour une assertion éblouissante d'autorité, pour une ombre, un phantôme de revenu idéal, qui ne peut être levé qu'avec le consentement d'un peuple, des contributions duquel nous sommes si avides sans vouloir entendre parler de son acquiescement ; c'est pour de pareilles chimères que la Grande-Bretagne s'est malheureusement laissé engager dans une guerre contre nature, dont les bons ou les mauvais succès doivent également affaiblir ce grand & vaste Empire ; guerre entreprise contre une portion de nos sujets dont le nombre fait au moins la cinquième partie du tout, & qui possèdent une étendue de terrain si immense relativement à la Grande-Bretagne, que celle-ci comparée aux possessions Angloises de l'Amérique ressemble à une tache sur le disque du soleil. Je ne m'arrêterai point aux désavantages que notre armée doit éprouver en faisant la guerre sur un espace de pays aussi étendu ; une carte ordinaire, & un peu de sens commun, démontrent la chose bien plus clairement que ne feroit tout l'art d'un Rhétoricien.

10 Mai.

10 Mai.

Mais, Milords, il vous a plu de vous engager dans cette guerre, l'affaire a été mise sous vos yeux & après de vives & longues discussions vous avez cru qu'il étoit nécessaire de châtier *l'arrogance de ces fils hautains parvenus à l'âge viril, de reprimer dans vos enfans Américains cette espece d'indépendance, cette amour violent de la liberté* qui, lorsqu'on leur laisse prendre racine, tournent les têtes des pauvres humains, quoique depuis longtems ces sentimens aient fait la gloire & la sûreté de notre Isle. Vous avez estimé qu'il convenoit de reprimer leurs idées de propriété, qui leur persuadent *que nous n'avons point le droit de leur enlever quelque portion de cette propriété sans leur libre consentement.*

Je respecte, Milords, les décisions de cette Chambre, mais s'il est possible qu'elles soient provenues de quelques circonstances particulieres, qui aujourd'hui n'existent plus, comme de rapports faux ou mal présentés : si toute la disposition des choses, par divers accidens & événemens, étoit devenue totalement différente ; il ne seroit peut-être pas indigne de votre sagesse de revenir sur vos décisions & de redresser une route qui peut avoir été tracée avec trop de précipitation.

Milords, au commencement de nos malheureuses querelles avec l'Amérique, les partisans du Ministère ont établie non seulement qu'il étoit nécessaire mais aussi très-facile de forcer à une obéissance indéfinie, toutes les Colonies qui auroient tenté une vaine résistance. On ne cessoit de nous dire qu'ils n'avoient ni des forces suffisantes, ni les moyens de faire la guerre : qu'il n'y avoit point d'union parmi ces peuples, qu'ils manquoient d'argent, de discipline, d'officiers ; & pour les rendre méprisables même comme sujets soumis, on nous a assuré qu'ils n'avoient point le courage de regarder en face un soldat Anglois, & que celui-ci par le seul avantage d'être né dans la Grande-Bretagne, étoit doué d'une intrépidité & d'une bravoure que les travaux & le besoin ne peuvent pas avoir fait naître dans le cœur d'un Américain.

Milords,

Milords, les décisions de l'administration ont uni les Colonies : le refus d'entendre leurs pétitions leur a fait prendre la résolution calme & réfléchie, mais terrible de nous résister. L'argent qui n'est que le type de la propriété a été bientôt suppléé par un autre type qui sert au même usage. La liberté personnelle s'est sacrifiée pour la sécurité publique, & la propriété personnelle a cédé aux besoins de l'Etat naissant. Le mécontentement est devenu général ; & les Gouverneurs Britanniques n'ont plus l'administration des loix dans l'Amérique Britannique.

Que ceux qui ont vu couler à Lexington le premier sang de la guerre civile, nous disent s'il est vrai que les Américains manquent de bravoure. Ce sont ceux qui ont remporté l'honneur de la journée dans l'affaire sanglante où les lignes de Bunkers-hill ont été forcées : ceux qui ont vu la valeur Britannique arrêtée, que j'interpellerai avec confiance pour refuter la supposition absurde que des hommes descendus de la même souche que nous, qui ont à défendre le bien le plus précieux de l'humanité, & qui sont convaincus de la justice de leur cause, pourroient craindre ainsi que de viles castes d'Asiatiques efféminés, de nous opposer une résistance qui leur coûteroit du sang.

Milords, l'histoire de la nature humaine nous apprend que les plus grands talens languissent souvent dans l'obscurité, jusqu'à ce qu'un accident ou les révolutions des tems éveillent leur génie, & allument en eux le feu céleste. Alors on voit avec surprise ces météores répandre au loin une lumière éclatante. Alors on voit un Garçon Apothicaire (Montgomery tué à l'attaque de Quebec le 31 Décembre) commander les armées, déployer les talens & l'impétuosité d'un guerrier & finir sa carrière par une mort qu'un Romain eût enviée. Un autre qui dans des tems paisibles n'a jamais eu d'autre réputation que celle d'être un *Jaquet* adroit, (Arnold) triomphant des obstacles que lui oppose la nature dans la rigueur

10 Mai. du climat & de la saison, nous étonne par une marche qu'Annibale auroit admiré, & va porter les allarmes de la guerre jusqu'aux remparts d'une grande ville, qui auroit succombé sans doute à une attaque aussi hardie si elle n'avoit pas eu un Carleton pour la sauver. Je ne dis point ceci pour élever la valeur des Américains, quoique les grandes actions même de la part d'un ennemi aient toujours des droits sur mes éloges. Ce sont des faits notoires & connus de tout le monde.

Considérons à présent ce qui a porté l'atteinte la plus flétrissante à la gloire des armes Britanniques, ce qui doit soulever l'indignation de toutes les personnes qui en gémissent. L'armée de la Grande-Bretagne pourvue de tout ce qui est nécessaire pour la guerre, une armée d'élite, commandée par des Officiers d'élite, & soutenue par une puissante flotte, cette armée envoyée pour châtier des sujets révoltés, pour punir une Ville Rebelle, pour faire respecter l'autorité de la Grande-Bretagne, a été pendant je ne fais combien de mois emprisonnée dans cette même ville par l'armée provinciale, qui ne lui a jamais laissé mettre le pied dans l'intérieur du pays, qui a bravé tous ses efforts & qui a triomphé de tout ce que l'art militaire a de ressources. Il est vrai qu'il restoit un moyen de se tirer d'affaire: l'escadre n'étoit point enravée: l'armée a recours à l'escadre; & des Généraux Britanniques, dont aucune tache n'avoit encore flétri les noms, sont forcés de fuir de cette Ville, le premier objet de la guerre, la cause immédiate des hostilités, la place d'armes des forces Britanniques & dont la défense avoit coûté plus d'un million à la Grande-Bretagne.

Nous apprenons cet événement extraordinaire dans une gazette publiée par l'autorité du Gouvernement, & où il est dit que le général Howe a quitté Boston. Elle ne rapporte d'ailleurs aucune circonstance pour pallier cet événement. Le voile du silence en cache la honte. Mais, Milords, quoique la nouvelle que donne le Gouvernement soit sommaire & dénuée

de détails ; cependant les avis particuliers & le bruit public sur lesquels je dois compter tant que ces nouvelles ne seront pas annoncées d'une manière authentique, nous apprennent que le général Howe n'a point quitté Boston de son propre mouvement, mais qu'il y a été contraint par une armée supérieure, par des efforts répétés de la part des Insurgens, par leurs travaux extraordinaires & par le feu de leurs batteries qui a mis les troupes dans l'impossibilité de tenir plus long-tems dans la place.

Je ne prétends point jeter le moindre soupçon sur la conduite de ce Général : sa réputation porte sur une base trop ferme pour être aisément ébranlée. Je suis persuadé qu'il n'a rien négligé dans cette occasion & qu'il a épuisé toutes les ressources qu'auroient pu imaginer les officiers les plus expérimentés. Mais les circonstances l'ont obligé de quitter ce poste où il ne lui étoit plus possible de se maintenir. La manière dont il a exécuté sa retraite, peut faire au Général un honneur infini, mais la retraite n'en est pas moins l'opprobre de la nation Britannique. Quelque tournure qu'on donne à cet événement, il sera toujours vrai que l'armée envoyée pour soumettre la province de Massachusset, a été chassée de la capitale, & que l'étendant triomphant de l'armée Provinciale est actuellement déployé sur les murs de Boston.

Milords, un événement aussi extraordinaire, aussi contraire à toutes les magnifiques promesses du Ministre, demande un éclaircissement net & formel. Le public a droit de l'attendre & vous avez droit de le requérir. Si les Ministres sont toujours déterminés à garder le silence, ils se rendent responsables de tous les événemens de la guerre.

Mon objet en ce jour est d'insister pour obtenir une exposition fidele de l'état des choses. Ce n'est point en moi l'effet d'une curiosité frivole, mais de l'envie que j'ai que la Chambre instruite de tous les détails de cet événement, se trouve en état suivant le desir de S. M. à l'ouverture de la session, de donner des

36 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

10 Mai. avis conformes à l'importance des affaires. S'il ne s'agissoit que de ma propre satisfaction, je pourrois être content des différentes nouvelles qui me sont parvenues : il me suffiroit de savoir que le feu des batteries de l'ennemi qui a commencé le 2 Mars, menaçoit la ville d'une destruction générale, que les bombes ont été bien dirigées, pour démontrer que les Ingénieurs de l'ennemi sont très-habiles dans l'art de détruire : que la continuation de ce bombardement a mis l'armée Britannique dans la nécessité indispensable de tenter quelque coup décisif : que la résolution qui a été prise étoit digne du nom d'Howe & du courage Britannique. Mais il s'est élevé une tempête qui a fait échouer le projet. Heureuse tempête ! La Grande-Bretagne lui doit la conservation de quantité de braves gens qui auroient infailliblement péri dans une entreprise au-dessus des forces humaines. Cette tempête cessée on a vu paroître un nouvel ouvrage qui sembloit avoir été élevé par enchantement dans l'espace d'une nuit, & d'une telle force qu'il eût été de la dernière imprudence d'en risquer l'attaque. Il ne restoit plus qu'un moyen de sauver l'armée, c'étoit la retraite par la voie de la mer, & c'est le parti qu'on a très-bien fait de prendre.

Dans la gazette, le Gouvernement nous apprend avec la même indifférence que s'il s'agissoit d'annoncer le déplacement d'un Régiment qui change de quartier, que le 7 Mars, le général Howe a pris la résolution de se retirer de Boston à Halifax, & que l'embarquement s'est effectué le 17, sans la moindre opposition de la part des Rebelles. Milords, j'admets le fait : l'ennemi n'a point tiré un seul coup de canon pendant l'embarquement. Ce ménagement tient-il à des considérations politiques ? Les Provinciaux auront-ils craint d'exposer sans nécessité leur armée aux efforts de la valeur des troupes Angloises, réduites au désespoir & à qui la nécessité de se défendre, la mortification de se voir obligés d'évacuer la Ville, la honte de leur situation, & toutes les passions faites

pour enflamer le courage de braves gens, auroit inspiré une ardeur plus qu'humaine? ou n'y a-t-il pas eu à ce sujet, comme il est raisonnable de le supposer, une convention secrète entre les Généraux des deux armées? C'est ce que l'on ne fait pas bien précisément, mais la gazette de la Cour nous apprend le fait important, savoir: que la Grande-Bretagne a perdu la seule place d'armes d'où elle pût entamer avec avantage ses opérations contre les Colonies Septentrionales, & que Washington a pris possession de cette place avec son armée, bien-entière & sans la moindre difficulté.

Il importe fort peu que le général Howe se soit retiré à Halifax avec quelques canons de plus ou de moins. On me mande qu'il a laissé dans la ville plusieurs pièces de grosse artillerie. Et cela doit être; car jamais dans cette position aucune armée n'a fait de retraite sans quelque perte ou avarie de plusieurs choses nécessaires à la guerre. Milords, je ne veux point vous donner des inquiétudes aussi inutiles que douloureuses; mais tous les marins que j'ai consultés craignent beaucoup pour la flotte, où les troupes sont si resserrées & qui avec si peu de provisions va affronter une mer orageuse dans la saison la plus orageuse de l'année. Ces allarmes me paroissent trop justifiées par la tempête qui dans le port même a été assez forte pour empêcher nos troupes d'attaquer la batterie de l'ennemi.

Supposons que l'armée arrive en bon état à Halifax. Peut-on supposer qu'elle entrera aussitôt en campagne? Voilà donc la grande puissance des Colonies Septentrionales contre laquelle étoit principalement dirigée le tonnerre de la vengeance Britannique, le voilà ce centre de la rebellion à l'abri des effets de notre ressentiment au moins pour le moment actuel. On ne peut douter que cette retraite ne procure un avantage considérable aux ennemis. C'est pour eux un véritable sujet de triomphe. D'après toutes ces considérations, Milords, ne pensez vous pas comme moi, que la manière dont cet événement a été annoncé, est un

38 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

10 Mai.

outrage pour les peuples dont on prodigue sans fruit le sang & les trésors ?

J'espère qu'à la fin nous sortirons de notre assoupissement ; que nous ouvrirons les yeux pour voir & les oreilles pour entendre , & que nous cesserons de placer une confiance sans bornes en des hommes qui , les sentimens à part , font voir qu'ils manquent également des talens nécessaires pour maintenir la paix ou pour conduire la guerre.

Permettez-moi maintenant , Milords, de jeter un coup d'œil sur la situation des affaires en Amérique. L'armée étant à Boston , je désire l'homme d'état le plus habile d'assurer avec certitude que Sa Majesté ait actuellement un régiment en possession d'un seul poste , excepté celui qui a passé l'hiver dans la Nouvelle Ecosse. Quebec a été préservé pendant quelque tems par la mort de Montgommery. Cependant selon des nouvelles du commencement de Février, nouvelles dont on n'a point lieu de suspecter la vérité , les troupes Americaines étoient toujours devant cette Ville : elles n'avoient point renoncé au projet de l'attaquer : elles recevoient journellement des renforts : l'intention des Provinciaux étoit d'y laisser , lorsqu'ils l'auroient prise , une garnison si forte qu'il ne fût pas aisé de l'en déloger , & l'on ne doutoit point à Montréal que Quebec ne fût forcé de se rendre. L'évacuation de Boston laisse à Washington la liberté de mettre en campagne de gros détachemens & c'est ce qu'il a fait. On ignore leur destination ; mais il est certain que le jour même que nos troupes ont quitté Boston , il est parti du camp des Provinciaux un corps de deux ou trois mille hommes.

Si les troupes de Brunswick & d'Hanovre qu'on a fait partir d'ici sont destinés pour Quebec , vous savez qu'elles ne peuvent point y arriver que la rupture des glaces n'ait ouvert le passage de la rivière , ce qui selon tous les marins a rarement lieu avant la fin du mois de Mai. Or il est très-probable que le sort de Quebec sera décidé avant que ces troupes

aient pu s'en approcher. Depuis Halifax, qui n'est rien moins qu'une place forte & dont la situation ne promet aucun avantage des progrès qu'on pourroit faire dans l'intérieur du pays, jusqu'aux Florides, il ne reste plus aux armes de S. M. que les parties éloignées où le lord *Dunmore* continue sa guerre barbare.

Je ne prétends point accuser ce Lord, mais je desirerois qu'il eût été animé des sentimens généreux qui ont empêché *Clinton* de détruire sans fruit la ville de New-York. Ce Général s'est approché de New-York, les habitans s'attendoient à l'incendie de la Ville. L'ee s'y rendit avec une armée trop considérable pour que *Clinton* risquât de l'attaquer, & *Clinton* s'est retiré sans faire aucun dommage inutile. Des amis du Gouvernement, tel est le nom qu'on leur donne, veulent faire quelques mouvemens. Le Congrès déclare qu'ils ne sont plus sous sa protection : aussitôt des particuliers lèvent des troupes contre eux ; & toutes les entreprises en faveur de la Cour sont étouffées dans leur naissance.

La Géorgie, qui jusqu'à ces derniers tems étoit restée neutre, la Géorgie à qui l'année dernière vous avez donné des secours d'argent, vient de se déclarer contre vous. A la maniere dont ses habitans se conduisent, on diroit qu'ils veulent racheter leur lenteur à se joindre à la cause commune par leur empressement à s'y signaler. Vos troupes de marine font une descente sur leurs côtes : ils les repoussent jusqu'à leurs bateaux & mettent le feu aux vaisseaux marchands de la Grande-Bretagne.

Dans la Caroline tout est en armes : par tout les forces des Rebelles sont redoutables : la dernière tentative en faveur du Gouvernement faite par le colonel *Mason* avec un corps considérable de gens appelés *Regulators*, est repoussée par un particulier qui arme ses amis, gagne sur *Mason* une victoire complète & lui fait un grand nombre de prisonniers.

10 Mai.

Ainsi du Nord au Sud il n'y a plus une place qui ne nous présente un ennemi : la côte sur laquelle nos troupes doivent débarquer, est ravagée ; on en a fait un desert où une nuée de cigales ne voudroit pas s'abattre. Vous commencez donc aujourd'hui à faire la guerre avec une armée affoiblie ; vous voulez conquérir le Continent de l'Amérique avec l'élite de vos troupes battues, détruites & chassées de Boston. Cette expédition est tout autant une guerre de conquete que si vous projettiez une invasion en France ou en Espagne. Pour réussir dans cette invasion, compteriez-vous sur des mercenaires Allemands, sur des auxiliaires étrangers, sur des troupes qui ne prennent nul intérêt à la chose. L'armée Angloise qui probablement sera bien moins forte, servira avec ces troupes si nombreuses ; qui, en vertu des traités sont si sûres d'agir en corps ; & si le service de la guerre exige des détachemens, il faudra qu'ils soient pris de l'armée Angloise.

Je m'abstiens de toute reflexion critique sur ces troupes, mais je dois observer, Milords, que les batailles se gagnent rarement lorsque ceux qui sont le plus intéressés au succès, n'y ont pas la principale part ; & d'après le nombre des troupes Germaniques, il y a toute apparence que les opérations de la guerre dépendront de ces étrangers.

Avant de finir, permettez-moi, Milords, de dire un mot sur la commission que la Gazette de la Cour nous a annoncée. Je présume que ce qui passe au grand sceau n'est pas secret ; mais quoique je n'en connoisse pas la teneur, je ne conçois pas quels pouvoirs d'une certaine importance peuvent être donnés à cette commission sans le concours préalable du Parlement. Le Grand Sceau, à la face du Parlement, peut-il rien céder de cette autorité que le Parlement a été si jaloux de se conserver ? sans cette autorité néanmoins la paix ne peut se faire ; ou bien cette autorité confère-t-elle seulement le pouvoir de pardonner à ceux qui demanderont grace & qui paroîtront

la mériter. Jamais pardon ne fut sollicité par des gens qui, convaincus de la justice de leur cause, encouragés par les succès, protégés par des troupes plus nombreuses que celles qu'on leur oppose, ont, suivant le cours ordinaire des choses, l'espérance presque certaine de triompher toujours.

10 Mai.

J'ajouterai encore que si cette guerre contre nature traîne en longueur, & continue à se faire avec la même habileté & la même opiniâtreté, ce ne sera pas l'Amérique qui demandera pardon à la Grande-Bretagne, mais que tout au contraire ce sera la Grande-Bretagne qui demandera pardon à l'Amérique de toutes les calamités que ses prétentions déraisonnables lui ont occasionnées.

Ce que je viens de vous dire, Milords, ne m'a été inspiré par aucune vue particulière: c'est le pur sentiment de mon devoir qui me l'a dicté. Tout ce que je crains est de voir cet Empire demembré; tout ce que je desiré est que la couronne de notre Souverain brille de toute la gloire qui l'environnoit autrefois.

Le Lord Suffolk.

Les vrais motifs de la contestation actuelle avec l'Amérique ont été si fréquemment & si pleinement discutés que je crois, Milords, pouvoir me dispenser de suivre la longue marche du discours de milord duc de Manchester; d'ailleurs vous avez reconnu si souvent la justice & la nécessité de faire la guerre contre nos sujets Rebelles en Amérique, qu'il est aujourd'hui fort inutile d'entrer dans un nouvel examen d'un sujet si rebattu. Je me leve, Milords, non pas pour revenir sur des objets qui ont déjà été décidés; mais pour m'opposer formellement à la motion actuelle, parce que je crois qu'il est impossible d'y adhérer sans risquer de nuire aux intérêts du Royaume & au succès de nos opérations futures.

42 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

10 Mai.

Les dépêches qu'on demande, Milords, roulent sur d'autres objets que ceux dont milord duc de Manchester desire d'avoir connoissance : elles contiennent des choses de la plus grande importance, tant sur le passé que relativement aux projets qu'on se propose d'exécuter, & ces secrets sont tellement liés avec le recit de l'évacuation de Boston, qu'il est impossible de les séparer sans mettre sous vos yeux ce qu'il importe essentiellement de cacher aujourd'hui pour ne pas faire avorter les opérations concertées par le Général & par l'Amiral Shuldharn.

Je vous assure, Milords, que rien ne me satisferoit plus que d'acquiescer à la réquisition de milord Duc, si la prudence & la sûreté le permettoient ; non pas pour repaître une vaine curiosité, mais pour vous faire voir l'étendue des talens du Général qui commande les troupes & pour vous convaincre que tous les raisonnemens que vous venez d'entendre, n'ont pas même l'ombre de fondement.

S'il étoit permis de vous communiquer cette correspondance, non-seulement vous seriez étonnés, Milords, de l'habileté avec laquelle toute l'affaire a été conduite ; mais vous ne pourriez refuser la confiance la plus entière à des opérations si bien concertées, si bien dirigées.

Milord duc de Manchester suppose que la gazette a mal représenté les faits ou qu'elle les a tronqués : je puis l'affurer qu'il est absolument dans l'erreur. Le devoir de la gazette est d'établir les faits, & je soutiens qu'en cela elle a été très-fidèle & qu'ainsi qu'elle l'a rapporté, le Général a pris la résolution de quitter la Ville le 7 : qu'il l'a effectivement évacuée & qu'il s'est embarqué sur l'escadre le 17, sans aucun obstacle de la part des Rebelles. Je vous assure qu'il a emmené son artillerie, ses munitions de guerre, tout son bagage & même sa cavalerie ; qu'il a pris à bord les habitans qui ont recherché sa protection : qu'il a aussi embarqué tous leurs effets les plus précieux, de même

que toutes les choses qui auroient pu être de quelque utilité aux Rebelles.

10 Mai.

Milord duc de Manchester suppose que cette retraite fera échouer toutes nos opérations de cette campagne; mais j'ai l'honneur de l'assurer qu'on n'a jamais eu intention de commencer la guerre dans cette partie depuis le grand changement survenu dans nos affaires en ce pays. Lorsque l'esprit de rebellion étoit concentré dans la province de la baye de Massachusset, alors seulement il étoit convenable de faire de Boston le théâtre de la guerre ou de la coercition; mais depuis que la defection est devenue plus générale, on n'a jamais pensé à un système aussi faux, & pour preuve de cela, je puis vous assurer, Milords, que dès le mois d'Octobre le Général a reçu ordre de quitter Boston lorsqu'il le jugeroit à propos; ainsi sous ce point de vue l'évacuation de Boston doit vous paroître un simple *changement de position* pour exécuter des mesures déjà concertées & convenues, & dont le premier objet est d'assurer Halifax contre toute attaque de la part des Rebelles; car c'est là que la flotte & l'armée se proposent de se rendre.

Milord duc de Manchester s'est beaucoup étendu sur la bravoure naturelle & les dispositions martiales des Rebelles. Il n'est point dans mon goût de censurer des corps entiers de nations, ou de supposer qu'aucuns des sujets de cet empire manquent de courage, mais je dois avouer que je ne vois aucune preuve du courage supérieur que les Rebelles ont déployé soit dans cette occasion-ci, soit dans toute circonstance précédente. Ils étoient cinq fois plus forts en nombre que les troupes du Roi; ils ont eu tous les avantages de la situation; & malgré cela ils ont souffert que les troupes s'embarquassent en emportant tout ce qu'elles vouloient. On a aussi prodigué les éloges les plus fastueux à leurs connoissances dans l'art militaire, mais quel fruit en ont-ils retiré? Avec toute l'adresse de leurs Ingénieurs, ils ont jetté dans la ville une seule bombe

10 Mai. qui a blessé six personnes dont deux sont mortes depuis.

Milord duc de Manchester a dit que la maladresse de ceux qui ont négocié le Traité de Hesse a été cause que les Hessois n'ont pas mis à la voile de Spithead aussitôt qu'ils y sont arrivés. Je vous assure, Milords, que le fait est très-différent. Car, quelque desir qu'ait pu avoir le Général Hessois d'attendre le reste des troupes à ses ordres, aussitôt qu'il eut reçu un message de S. M. pour se rendre au lieu de sa destination, il a obéi sur le champ sans témoigner aucune sorte de répugnance ou de mécontentement.

Milord Duc prétend qu'il doit y avoir eu une convention entre le général Howe & le Commandant Rebelle ; cela est absolument faux, il n'y a eu entre eux aucune sorte de convention, stipulation, accord ou traité. Le Général a jugé à propos de *changer sa position*, premièrement pour protéger Halifax, & ensuite, quand cet objet seroit assuré, pour pénétrer par cette voye dans l'intérieur du pays & suivre le plan de ses opérations, non pas avec une soldatesque affoiblie ou découragée, mais avec une armée toujours animée du même zele & du même courage qu'elle a montrés dans tout le cours de cette guerre. Je suis bien intimement persuadé qu'alors le général prouvera de la maniere la plus complete que son évacuation de Boston a été la suite d'une résolution préalablement prise par les motifs les plus sages & les mieux combinés.

Le marquis de Rockingham.

J'étois à la campagne lorsque j'ai reçu la Gazette, qui contient l'événement qu'on défend aujourd'hui avec tant de chaleur ; & quoique je n'eusse aucune autre information, j'avoue que ces détails m'en parurent également ridicules & invraisemblables. Y a-t-il quelque Lord dans cette Chambre qui, même sans avoir vu toutes les lettres qui courent ici, pourront croire que

Le Général des Provinciaux auroit permis l'évacuation de Boston de la manière qu'on l'a rapportée, s'il n'y avoit point eu de l'intelligence entre les deux partis ? 10 Mai,

Mais, Milords, nous pouvons nous dispenser de nous fatiguer en conjectures, quoique dans de pareilles circonstances elles puissent avoir autant de valeur que des preuves. Londres est rempli de lettres d'Officiers qui étoient de l'embarquement, & qui contredisent formellement ce que vous avez entendu aujourd'hui. Ces lettres peuvent varier sur quelques points, mais elles s'accordent toutes à dire ce que le Lord Suffolk semble entièrement ignorer : que les troupes ont été forcées par les opérations de l'ennemi à prendre la résolution d'abandonner la ville, & qu'ensuite, par une convention, il leur a été permis d'en sortir sans être molestées. Quand il n'y auroit de preuve que celle que je vais citer, elle suffiroit pour déterminer mon jugement ; c'est que le Général & l'Amiral n'attendoient que le vent favorable pour se rendre au lieu de leur destination, lorsque les nouvelles sont parties de Boston. Pourquoi n'ont-ils pas détruit la ville conformément à leurs instructions, lorsqu'ils ont jugé à propos de changer leur position ? ou s'ils ont été contraints de l'abandonner, pourquoi ne l'ont-ils pas rasée jusqu'aux fondemens par représailles ? S'il n'y a eu ni convention ni traité contraire, se justifieront-ils auprès du Gouvernement pour avoir désobéi aux ordres.

Mais, Milords, il court dans Londres une infinité de détails, envoyés par des particuliers qui sont aussi croyables que l'Amiral ou le Général. Voici ce qu'ils disent : » le 2 Mars au matin, la garnison découvrit qu'on avoit élevé la veille au soir, sur les hauteurs de Dorchester, une batterie qui commandoit la plus grande partie de la ville. Le lendemain, 3, les Provinciaux continuèrent à battre la ville, & incommoderent extrêmement la garnison & les habitans. La situation des troupes devint très-critique

10 Mai. parce que l'escadre ne pouvoit leur donner aucun secours efficace. On tint le même jour un Conseil de guerre dans lequel il fut résolu d'attaquer les hauteurs de Dorchester, pour déloger l'ennemi, parce qu'il fut reconnu que sans cela il n'étoit point possible de tenir plus long-tems la ville. On fit donc toutes les dispositions nécessaires pour attaquer le lendemain matin; mais une tempête violente empêcha l'exécution de ce projet. Le 5, les Aldermans furent envoyés au Général Washington pour traiter avec lui, & après quelques messages entre les deux Commandans, il fut arrêté que le 7 les troupes du Roi évacueroient la ville, ainsi que cela s'est effectué, & en conséquence les troupes, & ceux des habitans qui se sont mis sous la protection du Gouvernement, se sont embarqués le 17.

Si ces détails sont vrais, comme je n'en doute pas vous remarquerez, Milords, que s'il n'y a pas eu de convention ou de capitulation formelle, ce que sans doute les Généraux de part & d'autre auront évité de faire pour des raisons particulières, au moins l'affaire a été négociée de quelque manière & qu'elle a toute la force d'un traité ou d'un compromis, autant que si elle eût été ratifiée solennellement, ou signée. Il a été permis aux troupes d'évacuer la Ville, sans être molestées, parce que du côté des troupes du Roi on s'est engagé à ne point la brûler ni détruire après l'embarquement comme avant.

Milord Suffolk nous dit qu les troupes ont fait voile pour Halifax. Je voudrois bien savoir quelle certitude il a qu'elles peuvent y arriver? Il ignore donc absolument combien la navigation est difficile dans cette saison orageuse de l'année, & dans ces mers précisément au tems de l'équinoxe où le vent du Nord-Ouest regne constamment. Je ne puis croire qu'un Général sensé, surchargé de munitions de guerre, de canons, de passagers, de troupes, &c. voulût tenter une pareille entreprise sans y être contraint par la nécessité. Et l'amiral Shuldham n'auroit

jamais consenti à une démarche aussi téméraire sous le simple prétexte de pousser les opérations ultérieures de la campagne. 10 Mai.

Réfléchissez y un instant, Milords, & vous tremblerez pour le sort de l'armée & de la marine. Considérez combien de milliers d'hommes se trouvent à bord de cette flotte, & représentez vous au milieu de quels dangers ils se sont vus forcés à mettre en mer dans une saison & dans un climat semblables. J'avoue que je tremble sur leur destinée, & je ne serois point surpris d'apprendre par les premières nouvelles de l'Amérique, ou qu'ils ont tous été poussés vers les îles, ou qu'ils ont tous péri sur les atterages. Ainsi donc quand nous n'aurions aucuns détails des vrais motifs qui ont engagé le Général à évacuer Boston, l'honnêteté nous oblige de croire qu'il n'auroit jamais risqué ses troupes, & les succès de la campagne actuelle, ainsi que de toutes les autres pour un projet si insensé, si dangereux & si téméraire.

Mais, Milords, si la relation de la gazette portant de marques d'absurdité & d'invraisemblance, l'article qui la suit mérite-t-il plus de confiance de notre part? Il y est dit qu'on a donné aux deux freres Howe une commission pour offrir le pardon & rétablir la paix. C'est à-dire, après que le Roi a annoncé dans son discours qu'on enverroit des Commissaires pour traiter avec l'Amérique, on a laissé écouler sept mois, l'hyver & le printemps, avant de songer à cette affaire; & précisément à l'ouverture de la campagne, après qu'on a jetté la nation dans une dépense de tant de millions, on fait le premier pas vers la paix & la reconciliation.

Cette conduite, Milords, n'a pour objet que de tromper & amuser la nation, & de lui persuader qu'on a la paix en vue afin de contrebalancer les disgrâces que les armes Britanniques ont essuyées. A tout événement je suis charmé d'entendre parler de paix, quoique j'avoue ingénument que je n'ai

10 Mai. point pu m'empêcher de rire de la relation donnée par la gazette.

Il y a une autre chose qui me frappe dans la nomination des Commissaires. Personne n'a une plus haute opinion que moi de leur bravoure & de leurs talens pour la guerre de terre & pour celle de mer. Mais je voudrois savoir si en les choisissant pour une négociation si épineuse & si importante, le Gouvernement a eu l'intention bien sérieuse d'arranger les affaires avec l'Amérique. Il me semble qu'on auroit pu faire un meilleur choix, ou au moins leur donner pour adjoints quelques personnes mieux versées dans l'art de négocier.

Enfin, Milords, je crois que la gazette ne contient pas des éclaircissemens suffisans pour vous guider dans vos délibérations. Je suis convaincu que les troupes ont évacué la ville de Boston malgré elles, & non pas de leur propre volonté. Je trouve donc la motion présente nécessaire, & je la soutiendrai de toutes mes forces.

Le Lord Effingham.

Je me flatte, Mylords, que vous êtes déjà bien convaincus que Boston n'a pas été évacué pour les raisons alléguées par le lord Suffolk. Il y a dans cette Chambre plusieurs Lords devant qui je n'ose parler qu'en tremblant des affaires militaires : mais comme cet objet n'a pas encore été traité, je vous demande la permission d'exposer les raisons pour lesquelles je crois qu'il étoit absolument impossible au Général de se maintenir plus long-tems avec sûreté dans Boston ; ou de l'abandonner sans le brûler, s'il ne vouloit pas s'exposer à perdre son arrière garde. La batterie élevée sur les hauteurs de Dorchester, secondée par celle qui étoit établie depuis long tems sur la ferme de Philipps commandoit la plus grande partie de la ville & les deux tiers de la grève, d'où l'armée devoit s'embarquer. D'un autre côté les batteries de l'Ile de Noddle rendoient la position de l'escadre si incommode, qu'il étoit impossible,

10 Mai

tant à l'armée qu'à la flotte de rester plus long-tems ainsi, sans déloger l'ennemi. C'étoit ce que les Provinciaux vouloient, car si les troupes du Roi eussent manqué l'attaque, leur destruction étoit inévitable, au lieu que les Provinciaux ne risquoient que de perdre quelques hommes, & de reprendre leur ancienne position. Le Général savoit très-bien tout cela, aussi après avoir pris l'avis du conseil de guerre s'est-il déterminé à attaquer les hauteurs de Dorchester. Vous avez su Milords, qu'une tempête l'a repoussé, & je crois fort heureusement; car cette attaque auroit fini par la destruction de toute l'armée.

Cette ressource ayant manqué, il ne lui restoit que l'alternative de faire une convention, par écrit ou verbalement, ou de mettre le feu à la ville, & de se sauver à bord des vaisseaux qui étoient dans le port pendant la confusion qu'occasionneroit l'incendie. En ce cas même le carnage auroit été très-grand: l'arrière-garde devoit être sacrifiée pour sauver le restant de l'armée; & suivant toute apparence, le corps de nos troupes qui étoit posté à Bunkerhill auroit été fait prisonnier. Heureusement le Général Howe a choisi des deux voies qui lui étoient ouvertes celle au moyen de laquelle il a cru pouvoir sauver la ville & son armée.

Ceux qui ont la moindre connoissance des affaires militaires, ou qui ont vu le plan de Boston & de ses environs, remarqueront que s'il n'y avoit pas eu quelque convention, ce que je viens de dire seroit arrivé; ou quelque chose de semblable. C'est donc une prétension trop absurde & trop grossière de vouloir vous faire croire, Mylords, que l'armée est sortie de Boston en triomphe & sans être inquiétée.

Permettez-moi encore une observation: le lord Suffolk prétendra-t-il dire que c'est uniquement par sentiment d'humanité que Boston n'a pas été brûlée, ou qu'on n'auroit pas pu le faire sans perte? Il n'osera pas affirmer sérieusement qu'on a voulu épargner la ville; & s'il veut soutenir qu'il y auroit eu du dan-

50 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

10 Mai.

ger à la brûler, je lui dirois que rien n'étoit plus aisé à faire. Si l'armée n'avoit rien à craindre de la part des Provinciaux en s'embarquant ouvertement & volontairement, elle auroit couru encore moins de risques en mettant le feu, puisqu'on auroit pu remplir les maisons de matieres combustibles, qui les auroient fait sauter, & auroient détruit la ville.

Mais, Milords, supposons que la gazette ait annoncé l'affaire telle qu'elle est arrivée, & que les troupes se soient embarquées sans avoir fait de convention à la face, de l'ennemi, & sans être inquiétées; Est-il quelqu'un des Lords de l'administration qui ose nous dire qu'il croit que le Général Howe puisse être arrivé heureusement à Hallifax? N'est-il pas plus vraisemblable que la flotte aura été poussée à Antigoa, qu'elle aura été séparée & dispersée par les tempêtes, & qu'elle est actuellement errante sur l'Océan atlantique.

Quand même les troupes arriveroient en bon état à Hallifax, comment se procureront-elles des vivres dans un pays qui n'est rien moins que fertile, & qui a été épuisé par les fréquens envois de vivre pour Boston? Supposons encore qu'elles y soient débarquées & abondamment pourvues de tout ce qui est nécessaire à la vie, comment défendront-elles leur terrain contre des forces supérieures? Peut-être Hallifax sera-t-il au pouvoir des Provinciaux avant que les troupes y arrivent. On sait qu'Hallifax n'a point de fortifications régulières: qu'il n'est entouré que par un fossé & des palissades, & que les maisons y sont construites en bois. Ce plan est donc rempli de dangers; car les Provinciaux étant supérieurs en nombre pourront aisément forcer les ouvrages, ou s'ils ne veulent courir aucuns risques, il sera encore plus aisé de réduire en cendres toutes ces maisons de bois.

Ce sont-là, Milords, de simples suppositions, & qui ne sont fondées sur aucune probabilité; car je doute fort que les troupes arrivent jamais à Halifax. Si elles y débarquent le Gouvernement sera obligé de

leur faire parvenir des vivres d'Angleterre, comme il l'a fait pendant tout le tems qu'elles étoient à 10 Mai. Boston.

Le Lord Shelburne.

Mes sentimens, Milords, sur l'étrange guerre que nous faisons en Amérique, sont suffisamment connus. Depuis long-tems je l'ai regardée comme cruelle, injuste, inutile & oppressive; & je suis persuadé que si on la pousse avec opiniâtreté elle finira par détruire les deux pays. Les excellentes réflexions de Milord duc de Manchester m'ont déterminé à appuyer sa motion. Je pense qu'il est très-nécessaire, Milords, qu'on vous fournisse tous les éclaircissmens demandés par Milord Duc. Comment est-il possible autrement que vous donniez votre avis à votre Souverain? Quant même je penserois sur le compte des Ministres bien plus avantageusement que je ne fais, je ne supposerois jamais qu'ils eussent en eux toute la sagesse de la nation. Vous formez, Milords, le grand Conseil constitutionnel. Il est de votre devoir comme Conseillers héréditaires de la Couronne, de consulter ensemble, de délibérer & de donner votre avis. Comment vous acquitterez vous de cette importante obligation si on vous refuse les éclaircissmens nécessaires, & la connoissance préalable des faits sur lesquels vous devrez délibérer?

Le comte de Suffolk prétend que le plan des opérations est tellement lié avec l'évacuation & l'embarquement des troupes qu'il est impossible de donner le détail de l'un sans dévoiler entièrement l'autre. Voilà, Milords, un langage nouveau pour moi, soit en ma qualité d'ancien Ministre, soit comme membre de cette Chambre. Je sais que lorsque j'avois l'honneur d'être un des Ministres du Roi, je regardois comme une partie essentielle de mon devoir, & d'un devoir où mon inclination me portoit, de vous fournir, Milords, tous les éclaircissmens qui m'étoient demandés. J'étois avide des occasions de signaler mon

10 Mai. zele pour la Chambre des Pairs, croyant ne pouvoir donner une plus forte preuve de la pureté de mes intentions quand même j'aurois détruit par là mon propre système. Je fais que c'étoit là le langage & la conduite uniformes des Ministres sous le dernier règne. Je me rappelle une anecdote relativement à la défaite d'Abercromby, au fort de la guerre. Le lord Chatham fit insérer dans la gazette tous les détails de cette malheureuse affaire. Il ne se borna point à dire qu'on avoit formé une attaque qui n'avoit point réussi. Non, Milords, il fit sa confession au public : il ne se rendit point responsable de l'événement ; il mit tout le détail sous les yeux de la nation ; & par ce moyen il s'assura de sa confiance, qu'il auroit perdue par une conduite contraire.

Il étoit réservé, Milords, aux Ministres actuels de retenir toutes les informations, ou de supprimer tout ce qui n'est point favorable à leurs projets : ils refusent de communiquer la moindre chose, & s'ils le font c'est en tournant tout à leur avantage. La gazette rapporte que le Général Howe s'est embarqué sans la moindre opposition : à la bonne heure ; mais dit-elle pourquoi les troupes n'ont point été inquiétées ? On garde sur cela le plus profond silence. Supposons que le fait soit tel qu'il a été représenté, que les troupes n'aient pas été inquiétées & qu'il n'y ait eu ni traité ni convention quelconques ; je crois pouvoir expliquer cela par des motifs bien différens de ceux que le comte de Suffolk a allégués.

Ce Lord assure qu'il faut attribuer ce succès aux grands talens du Commandant en chef. Personne n'a de ce Commandant une plus haute opinion que moi. Mais je crois qu'il est très-aisé de se rendre compte de cette évacuation, sans y mêler ni les talens du Commandant, ni la poltronnerie des Provinciaux. Je me souviens qu'un grand homme (le Docteur Warren) qui est mort en combattant pour la cause de l'Amérique, a conseillé à ses compatriotes, dans un de ses écrits, de se borner à une guerre défensive. Il

est donc clair que le Général Washington agissant d'après ces principes , aura souhaité que l'armée Royale 10 Mai. partît de Boston sans autre conséquence ? Si les troupes ont évacué Boston de la manière que la Cour l'a fait annoncer , & sans convention ni stipulation , la conduite des Provinciaux doit avoir été fondée sur le principe que je viens de citer , sur la résolution de se tenir sur la défensive. Mais , Milords , j'ai bien de la peine à me persuader que cela se soit passé ainsi : je suis plutôt porté à croire qu'on a permis aux troupes de s'embarquer à condition qu'elles épargneroient la Ville.

Quand tout ce que la gazette a annoncé seroit littéralement vrai , quel tableau affligeant cet événement ne nous offre-t-il pas ? Il ressemble à tout ce que nous avons déjà vu ; c'est le même esprit qui a fait partir le Chevalier Parker dans une saison où il y avoit cent à parier contre un qu'il n'arriveroit jamais à sa destination. L'événement a prouvé la folie & l'ignorance de ceux qui ont projeté cette malheureuse expédition. Cet Officier reçoit d'abord ses ordres pour appareiller ; mais un contre ordre le retient : puis enfin on lui mande de suivre ses premières instructions. Il part donc , & la première nouvelle qu'on reçoit de lui , c'est que sa flotte a été dispersée par une tempête , & que le Commandant s'est sauvé à Antigoa avec les débris. Voilà , Milords , le sort malheureux d'un armement sur lequel on fondeoit de si grandes espérances ; & je crains bien que les projets que vous avez entendu tant vanter aujourd'hui , n'aient le même sort.

L'Angleterre déjà chargée beaucoup au de-là de ses facultés , va gémir sous le poids de nouvelles taxes destinées à payer les frais de cette guerre cruelle & destructive. Milord North s'est servi dans l'autre Chambre de deux argumens plausibles l'un & l'autre mais également mal fondés sur les principes de l'impôt & sur la manière de l'appliquer. Il a dit que le Royaume étoit dans la situation la plus florissante &

10 Mai. par conséquent en état de supporter de nouvelles taxes : & ensuite que puisqu'il falloit lever des taxes, on devoit les mettre sur les objets de luxe.

D'abord je penserai toujours que nos affaires sont loin d'être florissantes, tant que l'on n'aura pas répondu aux argumens du Docteur Price ; & on ne me persuadera jamais que les voitures publiques, les actes ou les gazettes soient des objets de luxe. J'ai toujours appris à définir le luxe simplement par les productions des pays étrangers, seuls articles d'importation étrangère, & non par le produit de ce Royaume, ou par les effets de l'industrie nationale. J'ose assurer, & l'événement le fera voir, que l'Angleterre est déjà taxée autant qu'elle puisse l'être : que chaque nouvelle taxe que vous pouvez imaginer, sera contraire à quelque autre : qu'on n'aura fait qu'introduire une nouvelle manière de lever les taxes sans que la recette augmente. J'avoue que c'est une nouveauté pour moi d'entendre dire que les actes & les baux sont différentes espèces de luxe. Si cela est, je ne connois pas de transaction quelconque qui ne puisse recevoir la même qualification. Un homme de Loi, qui encore n'a pas beaucoup d'affaires, m'a assuré que cette taxe sera très-onéreuse, & que seulement dans son revenu elle feroit une différence de trente liv. sterl. par an.

Mylord Suffolk vous a dit que le Général Howe a seulement changé sa position, & qu'il est allé porter du secours à Halifax qui est sans défense. Pourquoi cette place, dont on se promet tant de merveilles, a-t-elle été laissée sans défense ? Et pourquoi confier sa sûreté au hasard des secours qu'on y a envoyés dans une saison aussi orageuse ? Mais quand on admettroit que les faits fussent tels que Mylord Suffolk les a exposés, je voudrois savoir ce qu'on doit entendre par ces mots *changer une position*. Quoique je n'aie que très-peu de connoissances dans l'art militaire, on ne me persuadera jamais qu'un abandon total d'une entreprise ne soit qu'un changement de position.

En un mot, Mylords, de même que cette guerre en elle-même me paroît cruelle, injuste & oppressive, je

regarde aussi la conduite que l'on tient pour la faire, comme contraire à toutes les règles de la saine politique, 10 Mai.
de la prudence & du sens commun. Je pense qu'il est plus que tems que vous & le public soyez instruits du véritable état de nos affaires en Amérique; & pour y parvenir, j'appuie de bon cœur la motion faite par M. le Duc de Manchester.

Le Lord Suffolk.

Mil. Effingham a marqué son étonnement de ce qu'on n'a pas envoyé de dépêches au Général Howe depuis quelques mois; & la seule preuve qu'il donne de ce fait, c'est que ce Général n'en a reçu aucunes, & que lors de l'évacuation de Boston, il ignoroit absolument tout ce qui s'étoit passé en Europe depuis l'Assemblée du Parlement. Mylord Effingham a pareillement fait connoître ses appréhensions pour l'armée & l'escadre aux ordres du Général Howe & de l'Amiral Shuldham, à cause des dangers de la mer & de l'inconstance des vents & des vagues.

Comme ce Lord a tant insisté sur les difficultés que l'on peut rencontrer à la mer, est-ce que, par la même raison & d'après le même principe, il ne pourroit pas supposer qu'il a été envoyé des dépêches au Général, quoiqu'il n'en ait reçu aucune avant la date de sa dernière Lettre?

J'observe encore que Mylord Effingham & M. le Duc de Manchester ont beaucoup parlé de la honte qu'il y a pour nous dans l'abandon de Boston, & qu'ils ont représenté cet événement comme devant avoir les conséquences les plus fâcheuses.

Il est, je l'avoue, un peu extraordinaire que ces Lords changent si subitement de sentimens. Tant que nous étions en possession de Boston, il étoit désagréable d'avoir une armée Angloise renfermée dans cette Ville. On l'appelloit le tombeau des soldats Anglois. On la représentoit comme un lieu indifférent pour lequel nous prodiguions notre sang & nos trésors sans aucun avantage; mais aujourd'hui tout-à-coup l'évacuation de

19 Mai.

cette Ville est exagérée comme une perte réelle ; & cette perte est représentée encore comme aussi deshonorante pour nos armes , que préjudiciable à nos affaires en Amérique.

Le Lord Weymouth.

Je garderois le silence sur l'objet du débat actuel , si je ne craignois de voir taxer l'administration d'indifférence ou de mauvaise humeur. Vous allez donc entendre mes motifs d'opposition contre toute demande d'éclaircissements qui tendroient , comme ceux dont il s'agit , à dévoiler le plan des opérations projetées par le Général.

Le détail donné par la Gazette , me paroît très-suffisant. On y voit que le Général a formé la résolution d'évacuer Boston ; qu'il l'a effectuée sans perdre un seul homme , & qu'il a emporté avec lui tous ses bagages , artillerie , munitions , provisions , &c. Mylord Suffolk vous a dit , avec vérité , que depuis quelques mois , il a été résolu qu'on changeroit le plan des opérations aussitôt que l'état des affaires en Amérique l'exigeroit. Ainsi , lorsque le Général Howe a évacué Boston , ce n'est pas que la place ne fût pas tenable , mais c'est que le service exigeoit sa présence ailleurs. Si l'on vouloit expliquer pourquoi il est parti avec sa flotte pour Halifax , il faudroit mettre au grand jour tout le plan de ses prochaines opérations.

J'observerai encore que Mylord Duc de Manchester & le Comte d'Effingham ont rendu les témoignages les plus glorieux à l'habileté du Général Howe & à la bravoure de nos troupes , lorsqu'ils ont dit que l'embarquement s'étoit fait avec autant de sang froid & de tranquillité que lorsqu'en Angleterre un Régiment quitte une garnison pour aller dans une autre. Ce suffrage est d'autant plus flatteur qu'il vient de Milord Effingham , dont la guerre est la profession , & qui ne peut s'empêcher d'être étonné que le Général Howe ait effectué cette retraite sans qu'il y ait eu le plus grand carnage.

Tout ce que je me permettrai d'ajouter , Mylords ,

c'est qu'on ne pourroit rien circonstancier de plus, sans révéler des secrets qu'il importe de cacher à nos ennemis, & que pour cette seule raison, je m'opposerai à la présente proposition.

10 Mai,

Le Lord Ravensworth.

Je serois fâché, Mylords, d'abuser de votre patience, la séance ne s'étant déjà que trop prolongée; mais je ne puis m'empêcher de vous marquer mon étonnement du langage que tiennent les Ministres. J'ai en horreur cette guerre d'Amérique qui tend à enlever aux Américains leur liberté & leurs biens; mais tant que vous l'approuverez, Mylords, l'administration ne doit au moins rien négliger de ce qui peut la faire réussir : elle doit donc éviter soigneusement de laisser paraître des éclaircissimens qui préviendroient & renverseroient l'exécution du plan arrêté.

C'est ce qui me fait penser que la proposition de M. le Duc de Manchester est trop générale & va trop loin. S'il me le permet, je proposerai une modification pour restreindre les éclaircissimens demandés, à la simple évacuation de Boston, & aux opérations qui l'ont précédée. Pour vous prouver, Mylords, que l'administration a toujours été dans l'usage, pendant les Régnes précédens, de publier par la voie de la Gazette, ces sortes d'événemens, purement & simplement comme elle les recevoit, voici des Gazettes de Londres où vous pouvez voir, à leurs dates, des relations des batailles d'Haastembek & de Fontenoy, de la défaite de Braddock, & du massacre de nos troupes à S. Cast.

Je vous observerai, Mylords, que lors de ce dernier événement, le grand homme qui étoit alors à la tête de nos affaires, fut si attentif à instruire la Nation de ce désastre, que quoiqu'il fût tard lorsqu'il en reçut la nouvelle, & qu'il se trouvât couché, il se leva aussitôt pour faire copier cette relation, & l'envoya sur le champ à l'Imprimeur de la Gazette, avec ordre de publier à cet effet une Gazette extraordinaire. Telle a été la conduite de Mylord Chatham & des Ministres ses prédécesseurs,

58 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

10 Mai. depuis que j'ai souvenir d'avoir pris quelque intérêt aux affaires.

Je ne fais que conjecturer sur les raisons que l'administration peut avoir de supprimer les détails de l'événement en question. Cette conduite ne peut s'interpréter que du côté le plus défavorable. Quoiqu'il en soit, je veux voir ce que les Ministres ont dans l'ame, & je demande que la proposition ne passe qu'avec une restriction que le Gouvernement ne pourra pas refuser, sans avouer tacitement qu'il cherche à cacher des faits dont vous avez, Mylords, ainsi que le Public, le droit d'exiger la communication. J'insiste donc pour cette modification *autant que ces éclaircissmens n'auroient point de rapport aux opérations ultérieures de la campagne.*

Le Lord Suffolk.

Je dois m'opposer à la modification par les mêmes motifs que je me suis opposé à la proposition dans son premier état. La relation de l'évacuation de Boston est tellement liée avec le plan concerté pour les opérations de la campagne, qu'il est impossible de donner d'autres éclaircissmens sans découvrir en même tems des circonstances que le Public doit ignorer.

LA QUESTION mise en délibération, il s'est élevé une contestation entre le Lord Chancelier & le Duc de Bolton; ce dernier Seigneur *insistant pour que la proposition duduc de Manchester & la modification du Lord Ravensworth soient présentées séparément, & le Chancelier soutenant* que puisque le Duc avoit consenti à la restriction, le tout ensemble ne devoit faire qu'une seule & même motion.

Le Duc de Bolton.

Depuis le commencement de nos querelles avec l'Amérique, j'ai évité de prendre un parti. Je suis fort éloigné d'approuver les motifs de la guerre : j'approuve encore moins la maniere dont on l'a conduite. Cependant jusqu'ici j'ai gardé le silence, & je n'ai donné ma

voix qu'une fois, lorsqu'il a été question du Bill pour restreindre le commerce des Américains, parce que ce Bill me parut nécessaire dans les circonstances. 10 Mai.

Je ne puis pas dire que je sois de l'avis de M. le Duc de Manchester, ni que la modification ne paroisse convenable. La proposition est en soi trop vague, & avec ses changemens, elle ne me satisfait pas encore. J'aurois voulu qu'on se fût borné à demander uniquement les détails de l'évacuation de Boston, vû qu'il peut y avoir plusieurs événemens entre le premier & le 17 Mars, qui n'auroient point de rapport à l'évacuation, & qu'ainsi il ne conviendrait pas de divulguer. Je pense que si la proposition n'eût porté que sur l'évacuation de Boston, l'Administration n'auroit pas pû convenablement & raisonnablement refuser de satisfaire le Public, sans s'exposer à de violens soupçons.

Je ne puis aussi que gémir de la manière dont on administre la Marine en ce qui concerne l'Amérique. Quoi, Mylords, le mortier qui a chassé nos troupes de Boston, a été envoyé en Amérique par le Gouvernement, & il n'est tombé entre les mains des Provinciaux que par inattention & négligence ! Le Lord *Townshend* qui est à la tête de l'artillerie, n'est pas aujourd'hui dans cette Chambre. Je suis bien informé que s'il avoit écouté les représentations qu'on lui a faites à ce sujet, ce malheur ne seroit pas arrivé. Je crois que le Bâtiment de transport s'appelloit le *Nancy* ou le *Peggy*. Aussitôt que le Maître de ce Bâtiment fut qu'on devoit charger sur son bord le mortier en question, il courut chez le Lord *Townshend* Général de l'Artillerie, & lui représenta que son Bâtiment étoit absolument sans défense ; & que s'il étoit attaqué, ne fût-ce que par un bateau armé, il seroit obligé de se rendre. Le Lord *Townshend* lui dit pour toute réponse, que cela regardoit le Secrétaire d'Etat.

Cet exemple & quantité d'autres semblables sont de trop sûres preuves du peu d'attention qu'on a donné au service de la Marine. Ce n'est pas que je veuille en rejeter la faute sur quelqu'un en particulier, mais il est

10 Mai. — triste de voir que par négligence ou par maladresse, nous ayons laissé tomber entre les mains de nos ennemis plus de la moitié de notre attirail de guerre ; & ce qu'il y a de plus fâcheux, c'est que ces armes aient servi à l'expulsion de nos propres troupes, pour qui elles étoient destinées.

Le Lord Sandwich.

Je suis entièrement de l'avis des Lords qui ont opiné contre la motion de M. le Duc de Manchester. Je ne dirai rien de plus à cet égard ; & je me bornerai à répondre à un ou deux faits avancés par le Lord Shelburne & par M. le Duc de Bolton.

Le Lord Shelburne prétend qu'on a envoyé des ordres contradictoires au Chevalier Peter Parker : que ces variations lui ont fait perdre du tems : qu'on l'a fait partir dans une mauvaise saison, ce qui a été causé que sa flotte a été poussée sur les Indes Occidentales. J'assure ce Lord qu'il a été très-mal informé à plusieurs égards. Le Chevalier Peter Parker n'a point reçu d'ordres contradictoires. Il n'a point reçu d'autres ordres que ceux sur lesquels il est parti. Au surplus *je n'ai eu aucune part à cette expédition*, ainsi je ne dois pas répondre de l'événement. Sans doute le plan en étoit très-bon, mais je ne me dissimule point *qu'il ne remplira jamais l'attente qu'on en avoit conçue*.

Pour ce qui est du mortier qui est tombé entre les mains des Rébelles, je n'ai rien à me reprocher dans cet événement. Le Bâtiment de transport est parti avec convoi. Il s'en est séparé, & s'y est réuni à plusieurs reprises, & enfin il a été jetté sur la côte d'Amérique où il a été pris. Ce sont de ces accidens que toute la prudence humaine ne pouvoit pas prévoir ; & je suis persuadé que M. le Duc de Bolton conviendra qu'on ne pouvoit pas l'empêcher.

Le Duc de Bolton.

Mylord Sandwich ne m'a certainement pas bien entendu, Je n'ai jamais prétendu que le Bâtiment de trans-

port & le mortier ayent été perdus faute de convoi, puisque je fais le contraire. Je parle d'un fait qu'on ne peut pas contredire, des représentations que le Lord Townshend n'a pas voulu écouter. J'ajoute que si on avoit armé le Bâtiment, le même mortier qui a chassé nos troupes de Boston auroit été employé pour nous, & non pas contre nous. Il en auroit été de même de l'artillerie, des munitions, &c. &c.

Je me rappelle très-bien que pendant la dernière guerre les Bâtimens de transport étoient armés. Mais voici une question que je prends la liberté de faire au Lord Sandwich. Quoique les forces navales dans la station de l'Amérique, aillent au triple de celles de l'année dernière : que par conséquent la protection soit plus forte & qu'il y ait des convois en suffisance, Mylord Sandwich ne donne-t'il pas ses soins aujourd'hui à ce qu'il ne parte aucun Bâtiment de transport pour l'Amérique, qu'il n'ait été mis en état de défense contre les Croiseurs Américains? C'est l'expérience qui lui a appris à prendre cette précaution. Et l'Angleterre & l'Amérique s'en trouveroient mieux si l'on avoit adopté plutôt cette méthode.

La motion avec la modification est rejetée à la pluralité de 64 contre 27.

ON DENONCE sous serment devant la Cour des Aldermans, une grande quantité de matiere d'or, pour être monnoye étrangere, ne faisant point partie de la monnoye ou vaisselle travaillée dans ce Royaume. La peine attachée à la violation de ce reglement, & portée par l'Acte du Parlement des six & septième années du regne de Guillaume III, est très-rigoureuse; puisque elle emporte la confiscation des espèces sur le propriétaire & une amende de 200 l. sur le Capitaine qui les recevra

11 Mai.

à bord de son vaisseau sans un certificat de la Cour du Lord-Maire & des Aldermans de Londres; & si c'est sur un vaisseau du Roi, le Capitaine, outre ladite amende, doit perdre sa place.

On découvre dans les démolitions du palais de Sommerfet plusieurs manuscrits de l'année 1484, qui contiennent des détails très-circonstanciés sur les coutumes, les loix & les mœurs des Bretons avant Jules-César, avec une description complète & précise de la Jurisdiction & de l'autorité des Druides, les Prêtres & les Législateurs des anciens Bretons. Il y a lieu d'espérer que ces manuscrits jetteront beaucoup de lumières sur la partie la plus obscure de l'histoire d'Angleterre, ce qui les rend d'autant plus précieux que jusqu'à présent on n'a pu que former des conjectures sur tout ce qui a précédé la descente des Romains dans la Grande-Bretagne.

Extrait d'une Lettre du Bengale.

Nous commençons à nous flatter que notre guerre civile tire à sa fin. Je souhaite qu'à la réception de ma lettre vous puissiez en dire autant de votre querelle avec l'Amérique; & si cela arrive, ce sera probablement comme chez nous, par la raison que les deux partis seront également las d'une dispute contre nature, dont il n'est possible de retirer aucun avantage. Nos nouveaux Gouverneurs qui ont allumé la guerre chez nous, com-

mentent à sentir que la continuation des animosités & violences qui agitent depuis si long-tems ce pays, finiroit infailliblement par entraîner leur ruine, celle de leurs amis & celle de la Compagnie. Il règnoit jadis dans cet établissement une harmonie, une gaieté qu'on auroit cherché en vain par tout ailleurs. Nous vivions tous comme dans une seule famille où personne ne prétendoit à la supériorité. Depuis quelque tems nous sommes entièrement divisés : le voisin se défie de son voisin : nous nous sommes tous rangés sous des drapeaux différens ; & chacun a été persécuté à son tour. Personne ne pense à sa propre besogne, mais on s'occupe uniquement à fouiller dans les affaires d'autrui pour trouver des motifs de plaintes. Cet état des choses est trop affreux pour durer long-tems. Chacun éprouve des calamités à son tour. Celui qui a été l'agresseur hier est attaqué aujourd'hui. La chaleur de nos disputes est plus insupportable que celle de notre climat. Nos Gouverneurs paroissent être pleinement convaincus de ces vérités. Dès qu'ils auront montré l'exemple : dès qu'ils se seront donné les mains ; l'amitié, la bonne intelligence, se rétabliront chez nous : le commerce reprendra de la vigueur : nous nous enrichirons & la Compagnie s'enrichira avec nous.

Quant à l'affaire de M. Barweil avec le général Clavering, la voici en deux mots :

Le général Clavering avoit envoyé un

11 Mai.

cartel le 25 Avril 1775 à M. Barwell, qui l'avoit insulté dans le Conseil, sur ce propos que le Général lui avoit adressé. » Je ne conçois pas comment vous arrangez votre serment avec l'argent que vous recevez. M. Barwell avoit entendu par ce reproche, qu'il avoit trahi son devoir envers la Compagnie. Ils se sont trouvés au rendez-vous le premier Mai, avec leurs pistolets, M. Barwell demande la distance. Le plus près sera le mieux, répond le Général. Il examine les pistolets de Barwell qu'il soupçonnoit d'en être pas chargés. Barwell le prie de tirer. Clavering tire & le manque: il veut forcer Barwell à tirer à son tour; celui-ci le refuse: il s'ensuit une explication, l'affaire s'est terminée le 2 Mai devant le Conseil par une déclaration signée de Barwell, où il a reconnu qu'il avoit donné un sens forcé aux expressions de Clavering.

12 Mai.

LE ROI fait à Blackheath la revue du onzième régiment de Dragons commandé par le général Johnson.

Le vaisseau de guerre l'*Aigle*, ayant à bord le Lord Howe, part de Sainte-Helene pour l'Amérique. Il avoit déjà appareillé de Spithhead le 9, mais le vent l'avoit retenu à Sainte-Helene.

La suite au N.º X.

LETTRE

*Lettre d'un Banquier de Londres ,
à M *** à Anvers.*

De Londres le 27 Septembre 1776.

S'il faut, Monsieur, en croire les bruits publics, un expès est arrivé d'Irlande avec des dépêches pour la Cour, datées du 12 Août, de l'armée devant New-York. Le vaisseau qui les apporte a, dit-on, relâché à Cork, où il s'est répandu aussi-tôt que l'Amiral Howe étoit arrivé à l'île Staten, ainsi que la flotte qui transporte les troupes parties d'Angleterre le 6 Mai, & que le Chev. Parker s'étoit joint à ces forces avec celles qu'il ramenoit de Charles-Town. On ajoute que l'Amiral Howe a fait porter des paroles de paix aux Chefs de l'armée Américaine; mais que le Général Washington a renvoyé l'Officier qui en étoit chargé, sans vouloir l'entendre; & qu'en conséquence l'Amiral & le Général avoient résolu d'attaquer l'armée des Rebelles dès le lendemain. En même tems il se débrite soudrement que des Corsaires Américains qui ont rencontré des vaisseaux François, leur ont appris la nouvelle d'un combat furieux, dont l'événement n'auroit point été favorable pour l'armée Angloise. Comme ce combat seroit du 13 Août, & qu'il se rapporte pour la date, avec ce que l'on écrit de Cork, on est fort tenté d'y croire. Il est

tems, sans doute, qu'on reçoive quelques nouvelles certaines de cette partie du monde qui est devenue comme le centre de l'intérêt général pour la plupart des autres. Je ne vois que des gens qui en ont faim & soif & qui les attendent avec la plus brulante impatience. Mon caractère tourné à l'horreur du sang me fait désirer que celle qu'on dit arrivée par la France, & dont les détails sont effrayans, ne soit pas plus fondée que tant d'autres de même nature, dont on a depuis quelques semaines bercé la curiosité du Public. Entraîné par mes affections mercantiles, je vais jusqu'à croire, quoique presque seul de mon avis, que la brume épaisse qui couvre l'horison Américain sera dissipée tout-à-coup, non par un coup de tonnerre, mais par un rayon céleste de pacification. Je ne puis plus me rendre compte que par ce seul moyen de l'énorme longueur du silence de la Cour, sur l'état & les opérations de ses armées, car il est incontestable qu'elle en a eu très-régulièrement des nouvelles. Le général Howe a mandé, dans sa lettre du 7 Juillet, que sous deux jours il feroit entrer deux fortes frégates dans la rivière de Hudson, pour attaquer les ouvrages des Rebelles; & à quatre-vingt-deux jours de cette date on ne fait point encore si cette expédition a eu lieu! Cela paroît inconcevable s'il est vrai que depuis ce tems-là, un vaisseau auroit fait quatre fois, sur tout en Été, le voyage d'aller & de retour de la Nouvelle Yorck à

l'Angleterre. Si les deux frégates ont formé leur attaque, & qu'elles aient été repoussées, ce ne peut être qu'après un combat très-animé, dont la nouvelle auroit percé malgré, toutes les précautions du Gouvernement pour l'écarter. Loin qu'il soit venu un seul mot d'une action sur mer ou sur terre, de cette partie de l'Amérique, on ne fait pas encore avec certitude si l'Amiral & la flotte des Hessois, &c. sont réunis à l'armée du général Howe.

D'autres ont fabriqué des nouvelles de combats & de défaites; moi je propose des conjectures de paix. Tel ordre que le Général aura reçu ou de l'Amiral son frere, ou de la Cour, l'aura empêché d'effectuer son projet contre les ouvrages qui défendoient l'entrée de la riviere de Hudson. L'Amiral qui a paru seul, le 23 Juin, devant Halifax & cette seule fois, sera venu joindre son frere à l'île Staten, tandis que le Commodore Hotham aura fait reposer & rafraîchir l'armée dans la Nouvelle Ecosse, d'où en effet il est arrivé plusieurs lettres qui en ont donné des indices. Je suppose l'Amiral réuni le 12 Juillet à son frere: les premiers pourparlers auront commencé; & pour me servir de l'expression du lord North, en Parlement, le 22 Mai, on aura cherché à sonder les dispositions réelles des Américains: opération qui suppose d'abord un manège secret. Voilà déjà quelque analogie avec le mystere qui paroît depuis près de trois mois envelopper toutes les affaires

de l'Amérique. Milord North, dans la même séance, a dit bien positivement que l'objet de la commission conciliatoire, donnée à Messieurs Howe, étoit moins de convenir d'abord d'aucuns termes spécifiques d'accommodement, que de sonder, &c. Cet aveu lui a été presque arraché, après qu'il se fut longtemps débattu pour ne pas donner au Parlement la communication demandée par le général Conway des instructions particulières du Général & de l'Amiral Howe. En réplique à M. Burke ce même Ministre a dit, *on ne peut rien faire que les prétentions de l'Amérique ne soient bien connues ; alors il sera assez-tems d'en informer le Parlement qui pourra juger si elles sont ou ne sont pas incompatibles avec la dignité & les intérêts de la Grande-Bretagne.* Vous voyez clairement dans ces expressions, le Ministère résolu à bien connoître les prétentions de l'Amérique & engagé à en informer le Parlement pour prendre sa décision. Que nous faut-il de plus, & n'est-ce pas là le mot de l'énigme que nous cherchons à deviner ? Les Plénipotentiaires auront expédié le 20 Juillet, par supposition, une barque d'avis au Ministère pour lui faire connoître les prétentions du parti avec lequel ils auront ouvert la négociation. Cette barque sera repartie d'Angleterre avec l'ultimatum vers le huit ou le neuf d'Août. Arrivée vers la fin de ce même mois à l'île de Staten, les Généraux seront entrés dans de nouveaux pour-

parler, dont le résultat envoyé sur le champ en Angleterre, y sera arrivé le 18 Septembre; & la barque aura peut être été expédiée pour une dernière fois dès le lendemain. Tout cela est dans la catégorie des choses possibles. Rapprochons de cette conjecture la nouvelle prorogation du Parlement, qui s'est faite le 20 de ce mois, & qui renvoie l'ouverture de la session du 15 Octobre au 31; vous trouverez que c'est juste le tems qu'il faut pour avoir une dernière réponse de la Nouvelle-York; afin que le Roi en faisant l'ouverture de la session, puisse *mettre le Parlement en état de juger si les prétentions de l'Amérique sont ou ne sont pas incompatibles avec la dignité & les intérêts de la Grande-Bretagne.*

Vous me demanderez ce que sera devenue la grande armée? Eh bien, elle sera restée dans la péninsule de l'Acadie. Ce que deviendra celle du Général Howe, si la réconciliation n'a pas lieu? Elle retournera pareillement à l'Acadie; ou bien elle ira hiverner dans la Floride; & les troupes de ces deux armées, refaites, recrutées & acclimatées, rentreront en campagne au printems prochain sur un nouveau plan & sans doute avec de nouveaux secours. Il n'est pas douteux que la campagne de 1776 aura été perdue; mais pouvoit-on proposer un arrangement à des Rebelles, diront les Ministres Anglois, sans l'appuyer d'une puissante armée? Le grand point aura été de

prouver la vérité de cette assertion de milord North, que la Cour ne desire rien tant que de prévenir autant qu'il sera possible l'effusion du sang, & qu'on ne peut rien faire que les prétentions de l'Amérique ne soient bien connues. C'est dans cet esprit sans doute que les Ministres ont dit hautement, sur la nouvelle de l'échec souffert par l'armée du Roi à Charles-Town, que cette expédition avoit été mal conduite, mais qu'elle n'entroit point dans le plan général.

Si ces idées ne vous paroissent pas plausibles : ou si elles sont détruites par l'événement, vous me saurez toujours gré de m'être nourri d'un espoir qu'aucune ame honnête ne désavoueroit. S'il faut que cette malheureuse guerre continue, le commerce de la Grande-Bretagne sera perdu sans ressource, & sa banqueroute inévitable. Quand même vous apprendriez que l'armée Américaine a été entièrement défaite, & que l'étendart d'Angleterre flotte sur les murs de New-Yorck, ne croyez point que ce soit, pour cela, une affaire terminée. Le 12 Août est la dernière date que nous ayons ; mais pour parler comme les marins, c'est proprement le 6 Sept. ; car il est à parier que l'armée du Roi n'avoit remporté, à cette date, aucun avantage décisif ; puisque la navigation n'étant que de vingt jours, on en auroit sûrement des nouvelles. Je dis donc qu'à compter du six Septembre il seroit resté à l'armée du Roi un intervalle trop court pour profiter de ses avantages ; & qu'ils ne lui

donneroient pas une grande avance pour la campagne prochaine.

Nous croyons, sur oui dire, que les Américains ont eû d'abondans secours de la part des étrangers, en munitions & en Ingénieurs; mais il y a un fait constant, c'est qu'ils attendent un très-grand Général, sur lequel ils ont droit de fonder leur principal espoir; & ce Général s'appelle l'*Hiver*. Soyez sûr, Monsieur, que son assistance les mettra en état de souffrir & de faire de grandes choses. Je ne vois du côté de l'Angleterre que la négociation qui puisse faire augurer un heureux avenir. Dans des siècles moins éclairés, tout un peuple auroit été dans la consternation, par un accident semblable à celui qui vient d'arriver à Milord North. Il a fait le 24 une chute de cheval, & il a eu le malheur de se casser le bras. On le lui a remis sur le champ, & il est aussi bien qu'il puisse être. Mais que diront ou que ne diront pas les Américains, quand ils apprendront que celui qui tient le timon des affaires en Angleterre a le bras cassé? Des esprits aigris trouvent à gloser sur tout. Je fais qu'on les sert ici à souhait, & qu'il leur a été envoyé plus d'une relation burlesque des outrages sans nombre que Milord & Milady North ont essuyés, & des risques même qu'ils ont couru en passant par la ville de Worcester, dans le voyage qu'ils y ont fait à la fin du mois dernier, pour goûter

pendant quelques semaines les plaisirs de la campagne, à la terre d'un de leurs amis intimes. On fait déjà sûrement en Amérique, que ce Lord fut volé dernièrement dans son carrosse, en revenant de sa terre à Londres; & on n'y a pas oublié la scène fâcheuse qui lui arriva il y a quelques années aux portes du Parlement, où il pensa être mis en pièces par une multitude ameutée. Toutes ces aventures, auxquelles on ne prendroit seulement pas garde dans d'autres circonstances, donneront matière, en Amérique, aux propos les plus méchans. Pour nous, laissons l'humour des mécontents s'exhaler contre un Ministre criminel à leurs yeux par son attachement invariable à des principes qu'ils croient devoir redouter & détester; & plaignons dans l'homme d'état que le malheur semble poursuivre, le sujet zélé, l'ami fidèle d'un prince, qui méritoit de régner sur des peuples plus capables d'apprécier ses rares vertus, & plus disposés à souffrir des épreuves calculées, sans doute, dans la seule vue de leur plus grande prospérité.

Voici du nouveau, Monsieur, (je reprends ici ma lettre que j'avois quittée). Les événements se montrent un peu différens de l'aspect sous lequel je me les étois figurés. J'avoue qu'ils paroissent déranger mes combinaisons de paix, mais quoique je ne leur crûsse pas une grande valeur, encore ne puis-je étouffer tout d'un coup le sentiment qui m'y atta-

choit. Vous êtes le mairre de dire c'étoit le reve d'un homme malade, *ægri somnia*: l'effet de la douloureuse impression que faisoit sur moi la désolation répandue ici par les prises d'une infinité de vaisseaux, des îles & de la Méditerranée; & par les banqueroutes de plusieurs bonnes mailons de Londres. Je voulois absolument qu'on eût entamé avec quelque succès le grand ouvrage de la paix; parce que je le désire avec la plus vive ardeur. Seroit-il possible que je fusse trompé dans mon espérance? Quoique les apparences soient contraires à mes idées, trouvez bon que je ne m'en détache pas encore. Il s'agit d'une Gazette de la Virginie, datée du 3 Août, & apportée à Grenock en Ecosse sur un bâtiment qui y est arrivée le 19 de ce mois. Pressé par l'heure du Courier, je ne ferai aucun changement à la premiere partie de ma lettre, qui après tout, si elle ne dit point ce qui est, dit au moins ce qui devoit être; & je ne vous donnerai ici qu'un extrait succinct, quoique suffisant, des intéressantes nouvelles que l'on vient enfin de recevoir de la Nouvelle-Yorck. La date de la Gazette de la Virginie vous fait voir qu'il ne s'agit pas encore del'affaire que l'on prétend avoir eu lieu le 13 Août, quoiqu'il soit vrai de dire qu'elle semble préparer à quelque grand événement de cette nature.

Le 20 Juin l'Amiral Howe qui étoit parti

74 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

d'Angleterre le 12 Mai, a paru sur la côte de la Province de la Baye de Massachussets, d'où il a écrit & daté une lettre circulaire à différens Gouverneurs. Cette lettre étoit accompagnée d'une déclaration, où après avoir rapporté la clause de l'acte prohibitif, qui autorise les Plénipotentiaires du Roi à déclarer que telle ou telle des Colonies rebelles est dans la paix de Sa Majesté, lequel acte cessera d'avoir lieu à l'égard de cette Colonie; ce Lord annonce que le Roi voulant délivrer ses Sujets Américains du fleau de la guerre, & leur rendre la paix & sa protection dès que l'autorité constitutionnelle du Gouvernement aura repris ses droits parmi eux, il a plu à Sa Majesté de nommer deux Plénipotentiaires par ses Lettres - Patentes, scellées du grand sceau, le 6 Mai, (lesquels sont Richard, Vicomte Howe, & William Howe) pour accorder un pardon absolu & général à tous ceux, qui dans ce tems de tumulte & de désastre, auront eu le malheur de s'écarter de leur devoir, & qui voudront, en y retournant promptement, mériter de rentrer dans les bonnes grâces de leur Souverain. « Je déclare donc, poursuit le lord Howe, qu'on aura les égards convenables pour les bons services de tous ceux qui aideront à rétablir la tranquillité publique dans lesdites Colonies, ou en quelque partie d'icelles: que les pardons seront accordés, les représentations reçues, & tous les encoura-

gemens possibles donnés à ceux qui contribueront à rétablir le Gouvernement légal & la paix, conformément aux très-gracieuses intentions de Sa Majesté ».

» Donné à bord du vaisseau de guerre l'Aigle, &c. En tête de cette piece l'Amiral s'intitule, Richard, Vicomte Howe, du Royaume d'Irlande, un des Commissaires du Roi pour rétablir la paix dans les plantations & Colonies de Sa Majesté en Amérique, &c.

La lettre annonce à chacun des Gouverneurs l'arrivée du Lord & l'objet de sa mission, & ils y sont priés de rendre la déclaration aussi publique qu'il sera possible dans leurs districts respectifs.

Trois jours après l'expédition de cette lettre, c'est-à-dire le 23 Juin, l'Amiral s'est montré devant le port d'Halifax, d'où il a écrit en Angleterre qu'il alloit repartir sur le champ pour se joindre à son frere, qui avoit appareillé le 10 pour New-York. Le Dimanche 14 Juillet, huit jours après que le général Howe avoit mandé aux Ministres son arrivée à l'île de Staten, l'Amiral envoya le Capitaine & le Lieutenant de son vaisseau vers les Américains. Ils étoient porteurs d'une lettre dont l'adresse étoit conçue ainsi. *A George Washington, Ecuyer.* (C'est-à-dire à M. George Washington) L'Adjudant général qui les reçut, après qu'on se fut fait de part & d'autre quelques civilités, leur déclara qu'il ne pouvoit point se

76 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

charger de la lettre & persista dans ce refus ; quoique les Officiers insistassent long-tems & fortement pour la lui faire prendre, en l'assurant qu'elle ne contenoit que des choses honnêtes, que Milord avoit les pleins-pouvoirs les plus étendus, & qu'il étoit fâché seulement de n'être pas arrivé quelques jours plutôt.

Le 16, Milord Howe fit faire une nouvelle tentative qui fut aussi infructueuse que la première, la lettre ayant été refusée par les mêmes raisons, c'est à-dire, parce que l'adresse ne donnoit point à M. Washington la qualité de Général en chef de l'armée des Etats libres & confédérés. On ajoute qu'il leur fut dit que cette commission même étoit une insulte, puisque la Grande-Bretagne savoit bien que si elle retiroit ses troupes, la paix seroit faite.

Le 19, le Congrès général de Philadelphie a pris un arrêté par lequel il approuve le refus que M. Washington a fait de recevoir la lettre en question, déclarant qu'il a soutenu la dignité de son rang ; & en même tems il ordonne qu'aucune lettre ou message ne puisse être reçu de la part de l'ennemi, par le Commandant en chef ou aucun autre Commandant, à moins qu'ils ne leur soient adressés sous leurs qualités respectives. — Par ordre du Congrès, signé Hancock.

Le même jour, autre arrêté du Congrès relativement à la déclaration. Il y est dit que cette piece, qu'un Parlementaire avoit portée

à Amboy, avoit été envoyée au Congrès par le général Washington. Le Congrès ordonne que cette déclaration & la lettre circulaire soient rendues publiques par les gazettes, afin que les bons peuples des Etats unis, puissent savoir quelle espece d'hommes on a choisis pour en faire des Commissaires, & quelles sont les conditions, par l'attente desquelles la perfide Cour de la Grande-Bretagne a essayé de les amuser & de les désarmer; & aussi pour que le petit nombre de ceux qui n'auroient point encore pris de parti & à qui il seroit resté quelque espoir dans la justice & la modération de leur ci-devant Roi, soient convaincus enfin que si l'Amérique conserve sa liberté, elle en sera redevable à la seule valeur de ses peuples — *Signé*, Charles Thompson, Secrétaire.

Voilà, Monsieur, les seuls détails que donne sur la Nouvelle-York, cette gazette de la Virginie. Il est vrai que le Congrès & ses Généraux, ont déployé en cette occasion beaucoup de fierté & de résolution, & qu'ils semblent déterminés à tout, pour soutenir l'acte d'indépendance; mais qui peut dire si dans le même tems des Emissaires secrets n'avançoient pas beaucoup l'affaire de la négociation au milieu du Congrès même, & par des moyens par rapport auxquels il est rare que l'on chicane sur les qualités? L'intervalle est encore long du 19 Juillet au 6 Septembre, & si dans tout ce tems il n'y

78. AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

a point eu d'attaque générale ou d'action, d'une certaine conséquence, permettez-moi de vous dire que c'est un grand indice en faveur de mon opinion, qui se trouve déjà vérifiée à deux jours près, quant à l'arrivée du lord Howe à l'île de Staten, dont j'avois fixé l'époque au 12 Juillet. Je ne renonce donc point encore à l'espoir dont j'ai crû pouvoir me flatter, malgré même diverses nouvelles de cette gazette du 3 Août, par lesquelles je vais finir ma lettre.

La Colonie de la Virginie s'est donnée une constitution nouvelle, & Elle a choisi pour son Gouverneur le Colonel Henri. Le 4 Juillet, l'assemblée générale de cette Province, après avoir fait plusieurs réglemens, s'est ajournée au 7 Octobre. L'administration de la Colonie, est composée d'un Gouverneur & de huit Conseillers d'Etat, de cinq Commissaires & trois Juges d'Amirauté, d'un Avocat-Général, & de deux Commissaires des Comptes. L'état est signé ainsi, « que Dieu conserve la République ».

L'acte d'indépendance a été lu le 10 Juillet dans la Ville de Neuw-Yorck, à la tête de chaque brigade de l'armée du Continent, & il a été reçu avec toutes les démonstrations possibles de joie, & le peuple dans l'ivresse de ce premier transport, a renversé la statue équestre du Roi, qui avoit été élevée en 1770, sur la principale place de la Ville. Le plomb dont ce monument étoit formé fut destiné aussi-tôt à faire des balles.

Le même acte d'indépendance a été publié dans la nouvelle Jersey, & y a fait la même sensation.

On a su les particularités suivantes d'un vaisseau arrivé de la Virginie à Glasgow avec vingt-deux passagers. Avant de leur permettre de s'embarquer, on a exigé d'eux leur promesse sous serment, 1°. qu'ils n'emporteroient pas plus de 50 livres en especes. 2°. qu'ils ne reviendroient jamais comme ennemis dans la Colonie; 3°. qu'ils ne révéleroient point ce qu'ils savent de son état actuel.

Ce vaisseau a parlé à la frégate le *Boréas* qui retournoit de New-York à la Jamaïque. Elle étoit partie de Sandy-Hook le 12 Août. Toutes les troupes étoient rassemblées & formoient une armée de vingt-cinq mille hommes. Les ordres étoient donnés pour attaquer le lendemain. & on s'y préparoit dans toute l'armée.

J'ai l'honneur d'être, &c.

P. S. Au moment que j'allois fermer ma lettre, on m'apprend, Monsieur, la nouvelle certaine de l'arrivée de deux vaisseaux qui sont partis de New-York le 15 Août. Ils sont entrés dans un port d'Irlande, d'où un exprès a été dépêché aussitôt à Londres. Il n'y avoit rien de nouveau à cette date, & on ne savoit point quel jour les Généraux comptoient faire exécuter la descente, ni si elle s'effectueroit.

80 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Il se débite beaucoup d'autres nouvelles , mais je me borne à vous mander celle qui me paroît la mieux constatée , c'est que le combat du 13 Août étoit encore une fiction.

L'état de milord North n'est nullement inquiétant, quoiqu'on assure que dans sa chute la tête avoit porté violamment. Il n'a pas même eu de fièvre.



AFFAIRES DE L'ANGLETERRE ET DE L'AMÉRIQUE.

1776.

LE Chef des Mohocks , Tribu de Sauvages ^{12 Mai.}
de l'Amérique , sur les derrieres de la Nou-
velle Angleterre , part de Londres pour se
rendre à son pays. Il étoit venu avec le Ca-
pitaine Tice , Officier établi depuis long-tems
dans le voisinage des Mohocks , & qui est
en grande vénération auprès de tous les Sau-
vages en général. Ce n'est pas la premiere
fois que l'Angleterre a reçu une semblable
visite. Sous la Reine Anne un Chef de la
même nation se rendit à Londres où la Cour
le traita fort bien. On prit son portrait qui
est encore dans le Musée Britannique. Les
Mohocks étoient alors sans aucune espece de
N.º X. A

12 Mai. civilisation. Suivant la chronique du tems, le nom seul de Mohock inspiroit la terreur à Londres. Mais un demi siècle a opéré un grand changement dans la nation des Mohocks. Ces Peuples sont actuellement si bien façonnés à la vie civile qu'ils ont des établissemens fixes & des maisons commodes, & qu'ils exercent & entendent très bien l'agriculture & font le commerce avec les Colonies Britanniques. On les a convertis à la Foi Chrétienne & ils ont parmi eux un Ministre qui célèbre le service divin suivant la liturgie Anglicane, dont ils ont une traduction dans leur langue.

Leur Chef actuel est le petit fils de celui qui est venu en Angleterre du tems de la Reine Anne. C'est un jeune homme qui a déjà rendu plusieurs services à la nation Britannique.

La guerre civile qui vient de s'élever en Amérique a été la cause de son voyage. Les deux partis lui ayant demandé son assistance il s'est trouvé fort embarrassé : n'entendant rien au fond de la querelle. Avant de prendre une résolution définitive, il a voulu venir devant le grand Roi, comme disent les Sauvages d'Amérique lorsqu'ils parlent du Souverain de la Grande-Bretagne. En conséquence il s'est rendu à Londres au commencement de cette année avec son conducteur.

Par quels raisonnemens est-on parvenu à convaincre ce Sauvage de la justice des prétentions du Gouvernement relativement aux

Colonies ? c'est ce que nous ne savons point. Mais on assure qu'il a promis de mettre trois mille hommes de sa nation en campagne pour le service du Roi.

Cet Américain n'a point la feroce dignité d'un Chef de Sauvages , & on ne remarque en lui aucune force extraordinaire d'esprit ou de corps. Il a fait graver sur son *Tomahawk* ou assomoir , la première lettre de son nom de baptême *Joseph* , & ce mot , *Thayendaucken* qui est son nom *Mohock*. Il est d'un caractère doux & tranquille , qui fournit une nouvelle preuve du pouvoir de l'éducation sur la nature. Il parle très-bien Anglois , & il possède à tel point cette langue qu'il est actuellement occupé à traduire le Nouveau Testament en *Mohock*. A son arrivée à Londres on le conduisit à l'Auberge appelée le *Cigne aux deux têtes*. Un autre logement lui étoit préparé , mais il trouva les gens de l'Auberge si honnêtes qu'il ne voulut jamais les quitter. Il y a toujours resté pendant son séjour à Londres. Tout ce qu'il a vu en Angleterre a paru en général lui causer beaucoup d'étonnement ; mais sur-tout , d'après son aveu , les femmes & les chevaux.

*Avis aux Actionnaires de la Compagnie des
Indes.*

13 Mai.

» La question qui doit être agitée dans l'assemblée de demain est très-simple. Il s'agit de savoir si l'on doit condamner un homme (*M. Hastings*) d'une réputation intacte , &

4 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

23^{II} Mai. d'une capacité peu commune, seulement sur des assertions générales, dénuées de toutes preuves : seulement parce qu'il peut être plus avantageux de préférer les accusateurs pour la succession aux places qui vaqueront, & cela avant que les réponses de l'accusé soient arrivées ou entendues ; quoiqu'on sache qu'elles sont sur le vaisseau le *Northumberland*, actuellement à Lisbonne ; quoiqu'il soit également notoire que ces réponses renferment une réfutation complète des calomnies de ses adversaires ? N'est-il pas plus sage de revenir sur une délibération précipitée de onze contre dix, pendant l'absence de trois amis de M. Hastings, & cela quand il s'agit de la question la plus importante qui ait jamais été agitée devant des actionnaires : lorsque la justice l'exige : lorsqu'il peut résulter un grand bien de la révision qu'on demande, & beaucoup de mal du refus de cette révision ?

Autre avis aux Actionnaires de la Compagnie des Indes.

» On espere que les actionnaires qui soutiennent la cause du Gouvernement, sentiront la convenance de rappeler M. Hastings. Nous ne prétendons point qu'il y ait aucune preuve positive ; mais il y a des motifs suffisans de suspicion : & cela est assez pour déterminer le suffrage de tout homme impartial, & attaché au Gouvernement de S. M. ; puisqu'il est inévitable de destituer ou M. Hastings ou ses accusateurs.

Et qui pourroit balancer entre les anciens Officiers d'une Compagnie corrompue (MM. Hastings & Bawell) & ceux qui ont été nommés en dernier lieu par le Parlement ! «

13 Mai.

CHAMBRE DES PAIRS.

Une Commission composée du Lord Grand-Chancelier, de l'Archevêque de Cantorbery & du Lord Président du Conseil, envoie par l'Huissier de la verge noire un message à la Chambre des Communes, pour prier ses Membres de se rendre sur le champ à la Chambre des Pairs.

L'Orateur & les Membres de la Chambre étant montés, les Lords Commissaires donnent le consentement royal au Bill pour lever une certaine somme par emprunt, en billets d'Echiquier, pour le service de l'année; à celui pour empêcher plus efficacement de voler & détruire le gibier dans la Grande-Bretagne : & pour abroger quelques-unes des loix précédentes sur cet objet : à celui pour déclarer les sujets naturels de Sa Majesté en Ecosse habiles à hériter des biens de leurs ancêtres : & à celui pour accorder, pour un certain tems, une gratification sur la graine de lin, du crû des Pays-Bas Autrichiens, qui sera importée en Irlande (où on n'en reçoit plus de l'Amérique, ce qui fait un tort prodigieux aux Manufactures de ce Royaume).

Après la signature des Bills, le sieur Mello,

6 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

13 Mai. du bureau de l'Excise, se présente à la Chambre des Pairs, & remet à la Barre une note de l'impôt net sur l'argenterie, depuis le commencement de l'acte jusqu'en 1763.

Le Lord Ravensworth fait la proposition suivante :

» Que les Commissaires de l'Excise écriront des lettres circulaires aux personnes qu'on pourra supposer avoir de l'argenterie, & à celles qui n'auront pas payé régulièrement l'impôt sur cet objet. Les Commissaires mettront sous les yeux de la Chambre, dans la prochaine session du Parlement, les noms des personnes à qui l'on aura écrit lesdites lettres, en spécifiant celles qui se seront conformées au contenu de ces lettres, ou celles qui ne l'auront pas fait.

Le question ayant été débattue a passé à l'affirmative. »

On a ensuite proposé que ledit arrêté fût inséré dans la Gazette de Londres, pendant quatre samedis consécutifs, ce qui a été ordonné.

D'après cela on doit s'attendre que bientôt l'Excise exercera une vraie inquisition. Il est vrai qu'on peut craindre que les progrès des Américains, & les suites de leur guerre, ne laissent pas en Angleterre beaucoup de vaisselle d'argent à cacher. Mais d'après l'exemple que l'Excise vient de donner en écrivant à des particuliers, on doit croire que les Commis ne tarderont pas à s'arroger le droit

d'entrer dans les maisons pour y faire des visites.

13 Mai.

LE LORD EFFINGHAM forme sa motion sur l'objet des permissions accordées nonobstant l'acte prohibitif du mois de Décembre.

La motion que je vais faire aujourd'hui, Milords, est la même que je vous ai déjà présentée, & que j'ai crû devoir retirer parce que plusieurs d'entre vous ont levé le siege aussitôt que le débat a été entamé. Tout ce que je demande c'est qu'on se persuade bien que je n'ai nul dessein d'appliquer cette motion à aucune personne en particulier. Au contraire j'aurai grand soin d'éviter jusqu'aux apparences de pareil procédé. Avant d'entrer en matière, il est bon de vous informer qu'à cause de la variété des objets que ma proposition embrassera, & du nombre des papiers qu'il faudra examiner pour approfondir ce sujet, & attendu que la session du Parlement tiré à sa fin, mon intention n'est pas de traiter cette matière à fond, mais seulement de profiter de cette session pour faire assembler les matériaux, afin que vous puissiez, Milords, être assez instruits de la chose avant la session prochaine, où elle sera discutée plus amplement.

L'acte en question a été éludé, mal interprété & violé de la manière la plus révoltante. L'acte prohibitif paroît avoir été fait uniquement dans la vue de procurer aux Ministres une occasion de le violer, afin de détourner le commerce de l'Amérique de ses canaux ordinaires, c'est-à-dire du corps respectable des Marchands de la ville de Londres, & de le faire passer dans les mains d'un petit nombre de personnes viles & obscures. Je me flate de n'avoir pas besoin de m'excuser auprès de vous, Milords, quand je veille sur les droits de chaque individu & de toutes les classes d'hommes qui composent la grande Communauté, & que je m'acquitte par-là de ce que je dois à cette Chambre & au Public. Vous me trouverez encore

8 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

13 Mai,

bien plus fondé dans ma demande, lorsque j'ajouterais d'après de bonnes informations que si cette fraude n'eût pas été découverte & arrêtée promptement, le commerce de la Grande-Bretagne auroit tourné absolument en monopole, comme celui de la Compagnie des Indes ou de toute autre Compagnie; & que les exportations n'auroient gueres été moindre de ce qu'elles étoient avant que l'acte fût passé, dans le tems où le commerce étoit libre & permis.

Vous devez vous rappeler, Milords, que l'acte pour défendre tout le commerce de ce Royaume avec l'Amérique Septentrionale contient une clause pour permettre l'exportation des munitions & provisions pour l'usage des troupes à Boston, une autre exception en faveur des provinces du Canada & de la Nouvelle Ecosse, & enfin une liberté générale pour tout les lieux où les troupes du Roi pourroient être stationnées dans le cours des opérations futures de la guerre.

Pour vous montrer, Milords, que je parle d'après une autorité suffisante, je demande que le Clerc de la Chambre lise les permissions accordées à deux vaisseaux, avec les connoissemens de cargaisons y attachés. *(Ici le Clerc a lu les connoissemens, par lesquels on a vu que ces permissions avoient autorisé l'exportation de beaucoup d'articles de toiles, de laines, de coutellerie, de merceries, de quincaillerie, de chapelleries, d'épiceries & de bien d'autres articles qui n'entrent point du tout dans la classe des munitions ou provisions.)*

Je ne m'étendrai pas, Milords, sur un fait dont vous venez d'avoir la preuve, parce que j'ai une autre pièce à vous lire & qui vous surprendra bien davantage. Vous ne serez pas moins étonnés de savoir quels sont les gens que l'administration a choisis. L'un d'eux est un certain Antony Mery, que personne ne connoît dans cette branche de commerce. Ce Mery est aussi un Entrepreneur pour les vivres des armées. Lorsqu'il s'adressa aux Négocians & aux Manufacturiers pour

demander du crédit, il produisit une lettre du Secrétaire de la Trésorerie, (le Chevalier Grey Cooper) par laquelle celui-ci desiroit qu'il pût trouver du crédit jusqu'à la concurrence de 3000 liv. sterl.

L'autre personne employée dans cette affaire est un M. Christie, Virginien, frere, si je ne me trompe, du Colonel *Christie*, Adjutant général en Canada. Ce particulier, encore moins connu, s'il est possible, que M. Merry, (car je sais qu'auparavant il n'a jamais fait enregistrer le moindre article pour l'Amérique) est l'autre personne favorite qui a été choisie pour cette affaire. (*Ici le lord Effingham a demandé la lecture d'une permission accordée au vaisseau le Betty, Capitaine Jamson, avec le connoissement y annexé, ainsi que d'une lettre aux Commis des Douanes du 7 Février, signée G. Germaine, & de la nouvelle permission accordée le 10 Avril à la place d'une autre du mois de Mars, mais révoquée ensuite comme étant trop générale*) Par cette lettre vous voyez bien, Milords, que S. M. d'un côté & M. Merry de l'autre, font ensemble un marché pour des munitions & provisions pour l'usage des troupes.

Vous voyez pareillement, Milords, que l'effet de la révocation de la premiere permission, a été d'autoriser M. Mery à exporter des marchandises pour le montant de plusieurs mille livres de plus qu'il ne lui avoit été accordé d'abord, & vous remarquerez que la maniere dont M. Mery a rempli son traité avec S. M. a été d'acheter, non des munitions & des provisions, mais toutes sortes d'assortimens de couvertures & draps de lit, de clous, de gazes, d'épingles, d'aiguilles, d'étoffe de soyes, de thés, d'osnabrucks, de cuirs de Russie, de blondes, de toiles & de draps de laine, en un mot de tout ce qu'on exportoit ci-devant de ce pays ci pour l'Amérique....

En consequence, je demande que les papiers soient mis sous les yeux de la Chambre avant qu'elle soit prorogée, afin que le tout puisse être pris en considération à la session prochaine.

13 Mai.

Le Lord Denbigh.

Comme cette affaire a déjà été discutée à fond dans la Chambre des Communes, & qu'il a paru qu'il n'y avoit par le moindre fondement au bruit qui s'est généralement répandu d'une contravention, j'aurois mieux aimé que le lord Effingham eût différé sa proposition jusqu'à la session prochaine. D'après ce qui est déjà venu à ma connoissance je suis dans la persuasion que le Ministère, loin d'être reprehensible, mérite les plus grands éloges pour avoir accordé ces permissions, & qu'il s'est fait beaucoup d'honneur en les revokant aussitôt qu'il a su qu'on en abusoit.

D'ailleurs, Milords, de quoi se plaint-on ? De ce qu'on a permis l'exportation d'un petit nombre d'articles qui n'ont point de rapport aux munitions & provisions. Il est sorti en effet de ce pays quelques épingles & aiguilles, & trois cens livres de tabac d'Ecosse, avec une grande quantité de thé. Nous ne supposons point que plusieurs de ces articles fussent destinés pour l'usage du soldat ; mais croyez vous qu'il soit nécessaire de faire une enquête publique sur une bagatelle de cette nature, ou qu'il faille censurer tacitement, ou hautement ceux qui ont accordé ces permissions tandis qu'après avoir bien examiné les choses on les trouveroit plutôt dignes des plus grands éloges ?

Je ne donne ici mon avis que pour faire entendre au lord Effingham que la Chambre des Communes n'a rien vu dans cette affaire qui fût digne d'attention, & que quand les choses seroient autrement, il vaudroit mieux reculer la présente motion jusqu'à ce qu'elle fût accompagnée de l'enquête proposée.

Le Lord Sandwich.

Quoique je n'aye pas une part directe à l'expédition des permissions qui font le sujet de la motion actuelle, cependant je me regarde comme obligé en quelque

façon de vous communiquer, Milords, ce que je fais sur cette matiere, parce que ces permissions sont parties du Bureau auquel j'ai l'honneur de présider. 13 Mai,

J'imagine que c'eût été agir avec plus de bonne foi & bien plus convenablement, si le lord Effingham eût différé sa motion aussi bien que l'enquête jusqu'à la premiere session; & je vais vous en dire la raison. On propose une motion précisément au moment de la prorogation. L'accusation qu'elle contient, est qu'un acte du Parlement de la premiere & de la plus générale importance est violé de connivence avec l'administration, si ce n'est pas même par ses ordres directs; que les motifs qui l'ont fait agir, étoient d'établir un monopole au détriment de l'honnête commerçant, & que pour mettre ce projet en exécution, on a eu recours aux manœuvres les plus perverses & les plus infâmes. La motion ayant lieu aujourd'hui, il se répandra dans le monde qu'il faut bien qu'il y ait du moins quelque fondement à cette accusation. Les coups sont portés, l'accusation est formée. L'administration reste en souffrance & sera méprisée du Public, jusqu'à ce qu'elle ait l'occasion de prouver son innocence, & c'est ce qu'elle ne pourra peut-être faire de quelque mois.

L'autre partie de la conduite du lord Effingham est selon moi beaucoup moins excusable; non content d'établir l'accusation qui est contenue clairement dans les termes de sa motion, il est entré dans une espece de preuve de plusieurs points de cette accusation; c'est sûrement vouloir prévenir vos esprits, & tromper le Public. Ce Lord a fait le procès à l'administration sans l'entendre, & a tâché d'exclure les objets d'information par une préoccupation injuste & sans exemple.....

Les permissions, à l'occasion desquelles on vient de lire plusieurs articles, compris dans le connoissement, ont été accordées indistinctement & sans aucune préférence ou partialité quelconque à tous ceux qui en ont demandé; elles ont été révoquées aussi indistinctement.

12 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

23 Mai. tement lorsqu'on eut découvert le mauvais usage qu'on en faisoit ; les vaisseaux chargés sous l'autorité de ces permissions ont reçu ordre de suspendre leurs voyages respectifs & de débarquer leurs cargaisons..

Le premier vaisseau qui soit parti, a été le vaisseau armé par une charité publique pour le soulagement des soldats blessés & estropiés, de leurs femmes & de leurs familles, & des veuves & enfans de ces braves gens qui sont morts au service de leur pays. Je suis sur qu'il n'y a pas un de vous, Milords, qui se fût opposé à un projet si humain, si bienfaisant, & je ne crois pas qu'il y ait quelqu'un à Londres ou dans le Royaume qui voulût la dessus condamner, ou censurer l'administration, quoique la clause ait été étendue au-de-là de son sens littéral, pour subvenir à des objets qui sont si dignes de la compassion & de l'assistance publique. Le second vaisseau étoit, je crois, un vaisseau munitionnaire fretté pour le Roi ; & le troisième, qui fait le sujet des débats actuels, a été freté avec les articles dont on a cru que pouvoient manquer les Officiers, leurs femmes & les habitans.

Le lord Effingham a principalement appuyé sur l'exception portée dans l'Acte du Parlement pour les munitions & provisions. Pour moi, je suis bien éloigné de donner à ces mots la signification à laquelle on les restreints. Par le mot *provisions* j'entends tout ce qui se prend par la bouche pour nourrir ou soutenir le corps, comme comestibles, liqueurs & drogues de tout espèce. Par le mot *munitions* pris dans un sens naturel & véritable, j'entends l'habillement de toute espèce & de toute dénomination.

Ainsi je repete & je soutiens que si on n'a point exporté ou tenté d'exporter plus d'effets & de marchandises que ce qu'il en falloit pour la consommation de Boston & les habitans de cette Ville, on peut justifier à tous égards les permissions accordées.

D'ailleurs, si on examine bien les termes de la loi ils contiennent un sens vague & indéfini, & je doute

fort qu'ils ne renferment toutes les especes quelconques de marchandises dont on pourroit faire mention. 13 Mai. Toute la clause prise ensemble, est ambigue & manque apparemment de la précision qu'il faut pour être facilement entendue.

Je déclare encore solennellement que je ne connois point les marchands qui ont obtenu les permissions. Je sais que ces marchands n'avoient pas plus de liaison avec les autres membres de l'administration, qui je crois ne les connoissoient pas plus que moi même. S'il a été joué une manœuvre, elle sera venue de quelques particuliers qui auront abusé de l'indulgence qu'on se proposoit par la clause & qui l'auront fait servir à leurs intérêts propres.

Le Lord Effingham.

Milord Denbigh a dit que l'enquête demandée annonçoit de l'humeur & de la malignité. Nos sentimens à ce sujet sont biens différens. Je regarde cette enquête comme une chose de la plus grande importance, & on ne pourra jamais me faire croire que l'administration se soit laissé aveugler au point de donner un aussi dangereux monopole, par pur hazard, inattention, ou accident, ou à une clique de gens obscurs & vils, qui leur sont absolument inconnus & avec lesquels ils n'ont aucune liaison.

Milord Sandwich a supposé que la motion actuelle n'avoit d'autre objet que de censurer la conduite du Ministère & il a accompagné son assertion de preuves tirées de la maniere dont cette motion a été faite. Il a poussé plus loin ses inculpations, il a supposé que je voulois vous induire en erreur en articulant des charges avant de les prouver. Je puis vous assurer, Milords, que rien n'est plus éloigné de mes intentions.....

Ce lord a dit que la motion & l'enquête auroient dû marcher de front. Si tel est l'avis de la Chambre, je m'y joindrai avec bien du plaisir, mais je ne me

14 AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

13 Mai.

soucie point d'insister moi-même sur cette réunion. J'ai mis l'affaire sous vos yeux, vous en ferez tout ce que vous jugerez à propos. J'ai établi la motion, j'en ai expliqué l'objet sommairement, je m'inquiète fort peu de son effet, parce que je suis persuadé qu'actuellement que cette affaire est entre les mains de la Chambre, elle y sera traitée comme elle doit l'être.

Le lord Sandwich dit encore que de la manière dont la clause de l'acte est conçue, il est difficile de l'entendre. Voilà une justification de mes assertions à laquelle je ne devrois pas m'attendre de sa part. En effet, au tems même de l'insertion de cette clause, plusieurs d'entre vous, Milords, lui ont reproché d'être équivoque & obscure, & voici alors ce qu'a répondu l'administration. » Que peut-on demander de plus clair? Toutes les especes de marchandises pour le commerce doivent être prohibées. On ne peut pas se méprendre sur des provisions & munitions pour l'usage de l'armée. Il est absurde de supposer que ces mots puissent signifier ni être interprétés de manière à signifier autre chose que des munitions & des provisions «. Mais, Milords, il est clair que la clause a été libellée comme elle l'est, uniquement dans la vue d'être éludée. Au moins l'événement démontre que l'on ne doit pas me reprocher l'intention de censurer la conduite du Ministère, parce que je prétends aujourd'hui que cette cause sembloit faite exprès pour être éludée.

Suivant le Lord Sandwich ce n'est point la qualité des marchandises exportées en vertu des permissions qui a alarmé l'Administration, mais leur quantité; sur cela je suis encore d'un autre avis que M. le comte de Sandwich, car c'est la qualité des marchandises qui demande particulièrement votre attention. Si la qualité n'étoit point ce qui constitue l'infraction de l'acte du Parlement, la quantité n'auroit jamais pu faire une question.

Le Lord Sandwich prétend que par le mot *provi-*

sions on entend tous les comestibles, & par *munitions* tous les autres articles qui peuvent être à l'usage d'un Soldat ou d'un Officier. Je n'adopte ni l'une ni l'autre de ses définitions. Je maintiens que sous la dénomination de provisions il a été envoyé plusieurs articles qui n'ont jamais été & ne pouvoient être supposées pour le compte de Sa Majesté. Je pense qu'on peut ranger dans cette classe l'immense quantité de thé, ainsi que tous les autres effets que l'on peut regarder encore davantage comme objets de luxe, & qui ne sont en aucune maniere destinés pour l'entretien d'une armée.

13 Mai.

Sous la dénomination de munitions l'infraction de l'acte est encore plus frappante & plus hardie. Tous les articles de mercerie, de modes & de quincaillerie envoyés en Amérique, doivent-ils être regardés comme des munitions propres pour une armée? Pour moi d'après les connoissances que j'ai pu tirer de mes lectures & de mon expérience, je n'ai jamais vu que deux sortes de munitions qui fussent propres aux services d'une armée: savoir les munitions militaires proprement dites, & celles d'artillerie. Dans les premières sont compris l'habillement de l'armée, les armes, les remontes, &c. Elles sont envoyées d'ici par les Entrepreneurs, ou fournies par les Commissaires; & on fait des retenues aux soldats pour le remboursement de ces armes. Mais quand on conviendrait que des *bonnets*, des *rubans*, des *gazes*, des *étoffes de soie*, des *draps* & des *blondes* pussent être regardés comme des munitions conformément au dispositif de la clause, le Comte de Sandwich osera-t-il nous dire que l'immense quantité de cuirs de Russie, envoyés au moyen de ces permissions, étoient destinés pour l'armée, ou que les clous, les couvertures & les draps de lit, &c. fussent pour le service de l'armée?

Il y a dans ces connoissances un article particulier qui occupe une place considérable c'est celui des cuirs de Russie. Je suis convaincu qu'au moyen de ces permissions on a exporté plus de cuirs qu'il n'en faut.

16 AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

13 Mai.

droit pour une fourniture de culottes à une armée d'Hollandois & de Hessois plus nombreuse que celle qui étoit à Boston, quand bien même chaque homme en porteroit dix paires.

Le Lord Lyttleton.

Je n'ai rien entendu qui m'ait fait varier dans l'opinion que j'ai conçue d'après les débats du 9 dans la Chambre des Communes. Il paroît évident que l'administration a été trompée & que les manœuvres ont été l'ouvrage de quelques particuliers, sans liaison entr'eux & encore moins avec l'administration. Le Ministre a passé la nuit entière au Parlement. Il a répondu à toutes les objections raisonnables qui lui ont été faites. Il a entendu séparément toutes les personnes qui sembloient prendre sérieusement l'affaire à cœur, dans la vue de lui donner une importance qu'elle ne méritoit pas; & après l'examen le plus ample & le plus impartial qui a prolongé la séance jusqu'à cinq heures du matin, la Chambre a renvoyé cette accusation comme frivole, inutile & mal fondée....

De neuf bâtimens qui avoient eu des permissions, trois seulement ont mis à la voile.

M. le Comte d'Effingham a représenté les quantités des articles exportées, comme faisant des objets très-considérables, mais je desirerois qu'il se rappellât que les déclarations d'exportation sont toujours faites avec beaucoup d'inexactitude; que la déclaration est toujours en général d'un tiers plus forte que les marchandises embarquées. La raison de cela est sensible, c'est que lorsque le Marchand fait sa déclaration il a toujours l'attention de ménager la faculté d'embarquer un plus grand nombre de marchandises, si l'occasion s'en présente.

Le Duc de Manchester.

J'occupe dans la Douane une place qui me vient de

de mes ancêtres. Il est vrai que les fonctions en sont remplies par un Commis; cependant je n'ai point oublié qu'il est de mon devoir de veiller à ce qu'elles soient fidèlement exercées. Il y a quelque tems qu'un des Commis que j'emploie à ce service, me demanda de quelle manière il devoit se conduire. Il dit qu'il avoit été accordé des permissions pour l'exportation de marchandises en Amérique; qu'il savoit que quelques semaines auparavant il avoit été passé un acte pour défendre toute espèce de commerce & de communication avec ce pays; qu'en conséquence il s'est procuré l'acte en question, & qu'il y a vu que les permissions n'étoient pas légales; qu'attendu que les acquits de douane devoient passer par ses mains, il ne savoit pas qu'elle conduite il devoit tenir. Je lui conseillai de s'adresser aux Commissaires des douanes & de prendre leurs ordres. Quelques jours après, il revint me dire qu'il avoit vu les Commissaires des douanes; mais qu'ils lui avoient avoué qu'ils n'étoient pas assez au fait de la chose pour pouvoir diriger sa conduite. Je ne vous rapporte ces détails, Milords; que pour vous faire voir l'embarras où se trouvent les Commissaires eux-mêmes, pour se conformer auxdites permissions. Vous voyez que la conduite du Bureau de l'Amirauté, la difficulté de se conformer à ses ordres, les doutes élevés sur cette matière & les différentes circonstances qui font exception à la clause pour permettre l'exportation des munitions & des provisions faisoient des objets de litige & de contestations. Long-tems avant qu'il en fut question dans aucune des deux Chambres du Parlement.

Le lord Lyttleton vous a engagés à vous défilier de l'enquête actuelle parce que la matière a déjà été discutée, & abandonnée dans l'autre Chambre. Selon moi, c'est une chose très-irrégulière de faire intervenir les opérations de l'autre Chambre dans les débats de celle-ci: sur-tout avec le projet de les faire influencer sur vos opinions & résolutions.

18 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

13 Mai. Mais, Milords, j'étois présent à cette séance de la Chambre des Communes ainsi que le lord Littleton ; & il me permettra de dire que l'examen en question n'a été rien moins que complet. Plusieurs des témoins étoient absens : on avoit même pris soin de les écarter. M. Anthony Merry n'a pu être trouvé. Les papiers demandés n'étoient point prêts ou ils étoient, comme les hommes, éloignés à dessein. Au surplus quelque imparfaite qu'ait été l'information, le projet d'enquête n'a point été abandonné. Les personnes qui l'avoient demandée désiroient la remettre à quelques jours, dans le dessein de se procurer des informations suffisantes pour la continuer ; mais lorsqu'il a été question d'ajournement, la pluralité a été contre l'enquête, & à la fin au moment même qu'on appelloit un témoin, le Ministre a proposé la question préliminaire où ce qui est la même chose, la dissolution du Comité, en demandant que le Directeur quittât le fauteuil. Et si le Ministre eût eu l'intention sérieuse de traiter cette affaire à fond, il auroit consenti à la motion d'ajournement, & il ne se seroit point opposé à l'enquête en première instance.

Le Marquis de Rockingham.

Je ne me permettrai, Milords, qu'une observation, c'est que milord Sandwich avoue lui-même que c'étoit une manœuvre, & j'ajouterai qu'elle a été prouvée. Vous verrez cependant que le principal intéressé dans cette affaire, le sieur Anthony Merry avoit des liaisons avec l'administration qui le soutenoit. Car il est constant, Milords, que ce même Merry avoit une lettre de crédit du montant de 3000 liv. du Chevalier Grey Cooper, Secrétaire de la Trésorerie.

Le lord TOWNSSHEND observe en peu de mots que les articles énumérés dans les connoissemens sont tous nécessaires dans les opérations de la guerre pour les Officiers, leurs femmes, les soldats ou les habitans.

La motion est admise sans aucune nouvelle opposition.

Le Chevalier BROWNLOW, Baronet, Député à la Chambre des Communes pour représenter le bourg de Grantham, ayant été appelé par un ordre du Roi à la Chambre des Pairs, on propose d'élire un autre Député pour le remplacer. Cette motion est vivement combattue par MM. *Burk*, & *Thomas Townshend*, le Chevalier *George Yonge* & l'Avocat *Adair*. Ils prétendent que c'est un exemple dangereux à plusieurs égards. Un Ministre peut au premier moment par l'influence toutz puissante de la Couronne, priver la Chambre de ses Membres les plus utiles. On peut prendre des signatures du Roi qui n'ont point de force qu'elles n'aient passé au grand sceau ou au sceau privé. Les places des personnes, appelées par ces ordres, peuvent être rendues vacantes: la nation seroit privée des services de ses membres les plus utiles par un simple ordre non encore scellé; & les personnes ainsi appelées n'auroient de place ni dans l'une ni dans l'autre Chambre.

On laisse prendre à la Couronne un pouvoir jusqu'à présent inconnu à la constitution, en donnant ou tentant de donner une validité aux actes privés du Roi, qu'il ne peut exercer que comme premier Magistrat. Jamais une telle prérogative n'a été exercée

13 Mai.

depuis la Reine Anne, lorsque cette Princesse, pour servir les desseins criminels de ses Ministres, créa douze Pairs en un jour.

M. *Burke* propose le changement suivant. » Quoiqu'il ne paroisse point à la Chambre qu'aucune autre chose qu'un ordre sous feing privé ait été donné pour ladite Pairie, & que ledit Chevalier *Brunlow* Cust ne soit Pair que par ordre privé ou simples lettres-patentes ».

Cette motion ayant été rejetée la première passe à la pluralité de soixante & une voix contre trente.

M. *Burke* propose ensuite de nommer un Comité pour considérer les exemples des cas où il a été donné des ordres pour faire procéder à l'élection aux places des Membres de cette Chambre créés Pairs par un ordre sous feing privé.

Cette nouvelle motion est rejetée à la pluralité de quarante voix contre vingt-trois.

L'ORDRE du jour ayant été lu pour prendre en considération le rapport des changemens faits au Bill des malfaiteurs, plusieurs de ces changemens ont trouvé de vives contradictions, sur-tout celui qui attribue aux Juges de paix pour le Comté de *Middlesex* à leur quartier-général de sessions de paix, la nomination des Inspecteurs qui doivent employer les personnes convaincues de crime, & condamnées au travail pénible de nettoyer la Tamise & d'en ôter le sable, la vase & la boue.

Le Chevalier George Younge.

13 Mai.

Je n'approuve ni le bill ni son principe, quelque plausible & spécieux qu'il puisse paroître au premier aspect. La clause relative aux Juges de Middlesex est une insulte directe à la corporation de Londres, & elle attribuerait un très-grand pouvoir à une Compagnie en qui on ne doit placer de confiance qu'avec beaucoup de circonspection. La partie du Bill appartenante au netoyement de la Tamise est de toute inutilité; attendu que la corporation de la Trinité a déjà déclaré qu'elle n'avoit pas besoin du service ou du travail des forçats. Mais en supposant que la Trinité désire réellement de les employer à cet ouvrage, le bill n'a point pourvu aux pouvoirs qu'il convient de donner pour l'exécution de ce plan, & ne désigne point la forme ou les moyens de discipliner ou de conduire les forçats.

M. Eden.

On ne doit regarder ce bill que comme provisoire: un an ou deux peuvent suffire pour éprouver s'il répond aux fins qu'on se propose. Si au bout de ce tems on voit qu'il n'est point avantageux, il sera facile de le révoquer.

Le chevalier WILLIAM MEREDITH parle fortement en faveur du bill & dit: dans ce moment-ci toutes les prisons du Royaume sont pleines; & je supplie la Chambre de vouloir bien réfléchir sur les suites funestes qui peuvent résulter de ce nombre considérable de prisonniers. La plus dangereuse de toutes est la maladie de prison. Il est presque impossible de l'éviter si l'on ne cherche pas les moyens de vider les prisons. Il n'y a pas long-tems qu'on a éprouvé en Irlande les terribles effets de cette épidémie. Presque tout le Conseil qui étoit alors assemblé, le Sherif de la Cité de Dublin & le Juge qui siégeoit en ont été les victimes. J'ai moi-même été témoin des ravages

22 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

13 Mai.

qu'elle fit autrefois dans la cité de Londres. Si l'on peut faire en sorte que les malfaiteurs vivent & travaillent en plein air, on en éprouvera les effets les plus salutaires; c'est là le seul moyen de les rendre sains & bien portans, & de bannir pour jamais de ce pays la maladie de prison.

M. BURKE après s'être fortement opposé au bill en général, désapprouve encore plus particulièrement la clause relative aux Juges de Middlesex. La commission, dit-il, en vertu de laquelle ces personnes agissent est devenue aussi honteuse pour ceux à qui elle est donnée que pour l'Angleterre. D'après l'usage fondé sur l'expérience le seul titre des membres de cette commission passe pour un terme de reproche. *Un Juge de Middlesex, un Marchand Juge, &c.* cette expression n'emporte-t-elle pas l'idée la plus vile & la plus méprisable. Les membres choisis pour cet honorable office sont presque tous des Marchands, pauvres & ruinés, dont la principale recommandation est d'avoir rendu service au Ministère en certaines occasions, ce qui peut être ne les rend que plus méprisables aux yeux du public. Mais ce n'est ni leur pauvreté, ni leur obscurité, ni même, si l'on veut, leur manque de principe que j'attaque, c'est leur parfaite & inconcevable ignorance des loix du pays, ignorance qui les rend les personnes de la terre les moins propres à être chargées de l'exécution du pouvoir que ce Bill paroît devoir lui donner.

M. Powis.

Je désapprouve hautement & le bill & plusieurs de ses changemens. En supposant que la Chambre des Lords voulût confirmer ce bill, (& j'assurerois presque le contraire) il tomberoit de lui-même, parce qu'on n'a fait aucun arrangement pour lui donner une exécution efficace. C'est un cadavre inanimé, sans sans vie & sans ame, & qui dans quelques mois sera en exécution à tout ce qu'il y a d'hommes sages dans ce Royaume.

Je propose de renvoyer le bill à deux mois. Je vois tout ce qui pourroit arriver de fâcheux, si ce projet de changer la loi criminelle du Royaume, étoit effectué. L'excellence des loix criminelles d'Angleterre & les grands avantages qu'elles ont sur tous les autres Codes criminels qui existent ou qui aient jamais existé, provient de cette égalité absolue & sans distinction qu'elles observent à l'égard de toute personne qui est sous leur protection, ou qui est sujette aux châtimens qu'elles imposent aux délits, depuis le Duc jusqu'au paysan, depuis le plus grand jusqu'au plus petit. Le Pair & le dernier des sujets encourent les mêmes peines pour les mêmes délits, excepté en ce qui regarde les délits susceptibles du bénéfice de clergie, pour lesquels on marque d'un fer chaud à la main ceux qui ne sont pas Pairs, ce qui encore ne se fait que par pure forme. Mais par le présent bill il y aura une loi pour le riche & une loi pour le pauvre. Le premier sera exilé en France, en Hollande ou en Amérique, peut-être pour y commettre toutes sortes d'excès & de débauche, tandis que l'autre sera destiné à travailler sur les galeres ou sera employé aux occupations les plus viles & les plus basses, sera condamné à manger du pain noir, à boire de l'eau, à être étrillé, torturé, ou peut-être écorché vif, selon le bon plaisir de son impitoyable maître. Pour ceux qui pouvoient payer leur passage, la transportation n'étoit pas un châtiment. Ce n'étoit autre chose qu'aller faire un tour en Amérique ou ailleurs pour y vivre dans l'aisance si on en avoit les moyens, ou pour retourner dans quelque partie de l'Europe, à l'exception de la Grande-Bretagne, ou de l'Irlande, & y vivre dans la dissipation & la débauche.

Plus d'une fois la populace a excité des troubles qui ont eu les suites le plus inquiétantes. Il y a apparence que ce bill, s'il étoit effectué, échaufferoit les plus basses classes du peuple & les porteroit à un

24 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

13 Mai.

désespoir qui pourroit devenir fatal à ses auteurs & à quelques-uns de ses plus zélés partisans. Les Anglois ont l'âme trop élevée pour endurer patiemment une distinction aussi partielle. Ils ne voudront jamais souffrir qu'on mette leurs compatriotes hors du giron des loix Angloises, pour être condamné à des châtimens plus cruels qu'en Russie ou en Turquie. Ils seront indignés de voir que le coquin, lorsqu'il est riche, échape au glaive de la loi, tandis que le coquin qui n'a pas le sou est obligé de ramer toute sa vie sur les galères. Ainsi c'est aux auteurs du bill à réfléchir sur les conséquences qui résulteront d'un soulèvement de la populace. Les premiers fruits de ce soulèvement seront qu'après avoir mis en liberté les forçats, le peuple se jettera sur les protecteurs du bill & leur fera subir un châtiment prompt & mérité. Je m'oppose encore à ce bill pour une raison très-essentielle; c'est qu'il donneroit à la Couronne le pouvoir de bouleverser tout notre système de loi criminelle en mitigeant ou changeant les châtimens à sa discrétion & volonté.

La motion de M. Townshend a été rejetée sans aller aux voix.

Dans le cours du rapport, il s'est élevé quelques débats pour remplir les blancs. On a proposé aussi diverses modifications qui ont été rejetées par une nombreuse pluralité. Enfin, on est venu à la clause des Juges de Middlesex, & on a proposé d'effacer les mots de *Juges de Middlesex*, & d'y substituer ceux de *Lord Maire, Recorder & Alderman de Londres*.

On a allégué qu'on ne pouvoit faire de comparaison entre un corps aussi respectable & les Juges de Middlesex, sans faire outrage

au premier : qu'il étoit notoire que ce corps étoit composé de gens de probité, de distinction & de fortune; que plusieurs d'entre eux avoient beaucoup de talens; que le Recorder de Londres étoit communément un habile Jurisconsulte, célèbre dans sa profession : que si cet horrible Bill passoit en loi, il falloit en confier l'exécution à des gens qui ne feroient point tentés d'abuser des pouvoirs délégués par ce Bill, soit à dessein, soit par ignorance.

13 Mai.

Une autre circonstance, a-t-on ajouté, démontre la nécessité du changement proposé; c'est que la corporation de Londres étant la conservatrice de la riviere de la Tamise, & les coupables étant condamnés à travailler sur cette riviere, il convient que la nomination des Inspecteurs soit réservée à la corporation. On a conjuré alors le Lord North d'oublier le ressentiment qu'il pouvoit avoir contre la cité de Londres, & de ne pas varier dans ses principes politiques, au point de donner, dans l'affaire présente, la préférence aux Juges de Middlesex.

La question ayant été agitée, le Ministre a tenu bon, & les Juges de Westminster ont été pour la premiere fois revêtus des pouvoirs de la Magistrature dans les Juridictions & libertés de la cité de Londres. Le Ministre a fait rejeter les changemens proposés, à la pluralité de plus de quatre voix contre une. La Chambre s'est séparée à dix heures, & s'est ajournée au lendemain.

14 Mai.

LE ROI rend en son Conseil une nouvelle ordonnance , qui prolonge de trois mois la défense d'exporter de ses Royaumes des armes ou des munitions , à compter du 23 de ce mois. Il est en même tems défendu à tout navire ou bâtiment de faire voile pour l'Amérique , sans un ordre de l'Amirauté.

François Godolphin Osborne , fils unique du duc de Leeds , & connu sous le nom de marquis de Caermarthen , second titre de cette maison , est créé baron Osborne de Kiveton au Comté de York , & appelé à la Chambre des Pairs par un ordre du grand Sceau.

Elizabeth Gunning , Duchesse douairiere de Hamilton depuis 1758 , & épouse de Jean Campbell , duc d'Argyle , avec qui elle s'est mariée en 1759 , obtient le titre de baronne de Hamilton de Hameldon au Comté de Leicester. Elle est mere du duc d'Hamilton.

Alexandre Hume Campbell , appelé lord Polwarth , est créé baron Hume de Berwick.

Jean Stuart , fils aîné du Comte de Bute , appelé lord Mount-Stuart , est créé baron Cardiff de Cardiff Castle , au Comté de Glamorgan.

L'amiral Edouard Hawke , chevalier de l'ordre du Bain , est décoré du titre de baron Hawke de Towton , au Comté d'York.

M. George Onslow obtient le titre de baron Cranley d'Imbercour dans le Comté de Surry.

Le général Jeffery Amhetst , chevalier de

l'ordre du bain, celui de baron Amherst de ^{14 Mai,} Holmesdale, au Comté de Kent.

Le chevalier-baronnet Brownlow Cust, celui de baron Brownlow de Belton, au Comté de Lincoln.

MM. George Pitt, Nathaniel Ryder, & Thomas Foley, sont élevés à la Pairie, le premier sous le titre de baron Rivers de Stratfieldsay, dans le Comté de Southampton, le second sous celui de baron Harrowby au Comté de Lincoln, & le troisième sous celui de baron Foley de Kidderminster dans le Comté de Worcester. Tous transmettront ces titres à leurs hoirs mâles.

Observations sur ces nouvelles créations.

On vient encore d'ajouter deux Pairs Ecoſſois à la Pairie Angloiſe & aux 8 (a) Pairs Ecoſſois qui avoient déjà des titres de Pairs d'Angleterre. Il eſt porté expreſſément dans un des articles de l'union qu'aucun Pair d'Ecoſſe ne ſeroit créé Pair d'Angleterre. Cependant, par l'uſage qui ſ'eſt introduit d'accorder la Pairie Angloiſe aux femmes & aux fils des Pairs Ecoſſois, & vû l'extinction des Pairies par mort, il eſt probable qu'il n'en reſtera pas, dans quelques années, un nombre ſuf-

(a) Savoir, les Ducs de Buccleugh, Lenox, Queensberry, Argyll, Montroſe & Roxburgh, le Comte de Kinnoul & le Vicomte Dumblain. Le Duc d'Athol ſera, du chef de ſa mere, Lord Strange de Knockin.

14 Mai.

fisant pour fournir les seize Pairs Ecoffois qui ont droit de séance à la Chambre haute. Le duc d'Hamilton étant déjà Pair d'Angleterre, (il a été créé duc de Brandon en 1711) & n'ayant jamais renoncé à ses prétentions à une place dans la Chambre, en qualité de duc Anglois, quoique la Chambre ait porté une décision qui lui est contraire : comment pourra-t-il prendre séance en qualité de baron, sans déroger à cette prétention ? Y a-t-il un exemple de quelque Pair qui ait consenti à prendre séance dans la Chambre, en vertu d'une nouvelle création & d'un titre inférieur ? Il étoit naturel de penser que la même raison qui a empêché le duc de Brandon de consentir à siéger en qualité de Pair élu d'Ecosse, auroit dû l'empêcher d'accepter une Baronnie d'Angleterre. Mais le Duc actuel est mineur & est conduit par ses parens. Sa mere & son beau-pere ont à présent des Pairies distinctes en Angleterre & en Ecosse.

Quoique le lord Polwarth ne dût point succéder, par héritage, à aucune Pairie d'Angleterre, cependant ses enfans de l'un & de l'autre sexe, s'il en a, hériteront de la Baronnie de Lucas, Baronnie dévolue à la Marquise Grey, mere de lady Bell Polwarth.

Deux autres Pairs, d'entre ceux qui viennent d'être créés, auroient succédé à des Pairies s'ils eussent attendu la mort des titulaires actuels. Ces deux Pairs sont M. George

Onflow, lord Bromley, héritier de la Baronnie de Mountstuart, conférée en 1761 à sa mère & à ses hoirs mâles.

14 Mai

Le feu chevalier J. Cust, pere du chevalier Brwnlow, ayant occupé long-tems une Place dans la maison du feu Pr. de Galles, avoit eu la promesse d'une Pairie, & cependant il est mort sans qu'on lui ait tenu parole. Ce fut une dispute sur les affaires politiques avec le Comte de Bute qui lui fit essuyer ce désagrément; & on se souvient que ce Ministre fit éclater à la fois en cette occasion son crédit & son ressentiment, en accordant ces trois Pairies, qui l'une ou l'autre devoient être recherchées par le chevalier Jean Cust, à raison de situation ou de parenté, à trois personnes, deux desquelles n'avoient nul rapport à ces Pairies, & une beaucoup moins que lui. Le chevalier Jean Cust avoit une prétention naturelle au titre de Tyrconnel, étant neveu du Lord de ce nom. Cependant ce titre fut donné en 1761 au lord Carpenter. Il auroit également désiré la Baronnie de Boston, la plus grande partie de son bien se trouvant près de cette Ville; mais on accorda cette Baronnie, en 1761, au chevalier William Trby. Le Bourg qu'il a représenté au Parlement & près duquel étoit la Terre qu'il habite, lui auroit également convenu; mais le chevalier Thomas Robinson fut créé lord Grantham. La Terre du chevalier Brownlow, & son nom de baptême

14 Mai.

n'ayant été pris par personne, il paroît que le chevalier Cust en a pris son titre.

M. Ryer, aujourd'hui Lord Harrowby, fils du feu Lord, Chef de Justice, étoit très-près de la Pairie il y a quelques années; car si le Chevalier Dubley eût vécu quelques jours de plus, on auroit scellé sa patente du grand sceau. La même chose est arrivée au feu Chancelier Yorke.

Enfin, par la création de ces douze Pairs, l'augmentation de la Pairie, sous le présent regne, se monte à trente-quatre, sans y comprendre les Pairies qui sont éteintes par mort, ou qui sont rentrées dans d'autres, ainsi que le fait voir la liste ci-dessous, ce qui n'est pas peu relativement au nombre de 198, qui est celui des Pairies d'Angleterre, les Pairessees y comprises.

Le nombre complet de ceux qui composent la Chambre des Pairs est donc ainsi qu'il suit.

Pairs de la Famille royale...	3.
Ducs.....	23.
Marquis.....	1.
Comtes.....	77.
Vicomtes.....	13.
Barons.....	72.
Evêques.....	26.
Pairs d'Ecosse.....	16.

Paireffes.....9.	14 Mai.
------------------	---------

TOTAL.....240.

Pairs créés par Georges III.

- 2 Ducs, Gloucester & Cumberland, le Prince de Galles non compris,
- 2 Comtes, Spencer & Chatham.
- 2 Vicomtes, Courtney & Maynard.
- 16 Barons, Mountstuart, Grantham, Grosvenor, Scarsdale, Boston, Pelham, Holland, Lovel, Milton, Beaulieu, Vernon, Ducie, Camden, Digby, Sundridge & Greenwich.
- 12 Pairs nouvellement créés.

34.

Les Baronies d'Apsley, Bingley, Melicombe & Montagu, sont ou éteintes ou fondues dans d'autres titres. Le Marquis de Carmarthen ayant obtenu la Baronnie de son pere, par un ordre du Roi, en date du 15 Août 1673; (ce qui n'est pas une nouvelle création); comme il n'y est parvenu qu'après la mort de son pere, il n'en a point résulté d'augmentation dans la Pairie. Mais il faut se rappeler que tout ordre semblable constitue une Baronnie en fief qui descend aux héritiers en général, des deux sexes, & qui par conséquent peut passer par mariage dans d'autres

14 Mai.

familles, & se séparer du titre primitif. C'est ainsi que la Baronnie de Ferrers est à présent distincte du titre de Comte de Ferrers, & que celle de Strange l'est du titre de Comté de Derby.

NOMBREUSE ASSEMBLÉE des Actionnaires de la Compagnie des Indes, à la requête de neuf Propriétaires pour délibérer sur des affaires particulières.

M. Becher demande la lecture des résolutions de la Cour des Directeurs, relativement au rappel du gouverneur Hastings & de M. Barwell. En conséquence le Greffier lit l'arrêté suivant qui n'avoit passé qu'à la pluralité d'une voix dans l'assemblée de la Cour des Directeurs, tenue le 8 de ce mois.

» La Cour des Directeurs ayant pris en considération les affaires & la situation actuelle du Bengale a résolu de rappeler Warren Hastings, Gouverneur, & François Barvell, un des Membres du Conseil de ladite Province, & de présenter au plutôt une requête au Roi à ce sujet «.

M. Becher prend la défense du gouverneur Hastings & il fait un tableau très-exact de l'état des affaires de la Compagnie dans le Bengale, tant avant qu'après la nomination de cet Officier. » A son arrivée dans le Bengale, dit M. Becher, ce pays étoit dévoré par la vénalité & le pécumat, & M. Hastings par sa bonne conduite, ses soins & sa modération, a en grande partie rétabli par tout le bon ordre & l'avantage de la Compagnie. Il a, en particulier, réglé les affermage qui étoient auparavant la source d'une oppression cruelle pour les sous-fermiers. C'est ce qu'il a effectué en retirant ces sou-locations aux principaux Fermiers, & en spécifiant les rentes particulières que chacun d'eux devoit payer. Au moyen de ces reglemens, & de plusieurs autres qui prouvent également ses grands talens & son intégrité, il a augmenté
les

les revenus de la Compagnie. Tous ces faits sont consignés dans les registres de l'Assemblée ainsi que les remerciemens non seulement de la Compagnie, mais de la nation en général, qui a montré suffisamment qu'elle le regardoit comme un digne citoyen & comme un fidele serviteur, en le nommant Gouverneur de Bengale. A tous ces titres on ne peut opposer aucunes charges contre lui, excepté celle du *Rajah Nuncomar*, dont il a été prouvé depuis que l'accusation étoit calomnieuse. Je compare cette attaque faite au gouverneur Hastings, à ce qui est arrivé à Metellus qui eut le courage de corriger beaucoup d'abus introduits parmi les troupes & dont les sages reglemens en prévinrent un plus grand nombre. Ce Romain fut cependant persécuté par la jalousie de ses concurrens, mais heureusement leur méchanceté ne tourna qu'à sa gloire, & ils ne purent l'empêcher d'obtenir le triomphe. J'espère que M. Hastings après avoir rempli de toutes les manieres la destinée de ce grand homme, se verra couronné du même succès. » M. Becher termine son discours par la proposition suivante « :

14 Mai.

Qu'il soit recommandé à la Cour des Directeurs de prendre de nouveau en considération son arrêté du 8 de ce mois, relativement au rappel du gouverneur Hastings & de M. Barvell, & de renvoyer cette affaire à une assemblée générale des actionnaires convoquée à ce sujet.

M. Fitzgéralde appuie la motion, & il observe que les Directeurs n'avoit aucun droit pour prendre un tel arrêté sans le consentement de l'Assemblée générale : qu'ils ne sont que les organes de la Compagnie & que c'est au corps des actionnaires à diriger leurs résolutions.

Cette opinion est combatue par MM. Ongley, Morre & Holdforth. Loin de convenir que les Actionnaires aient le droit de décider sur les arrêtés des Directeurs, ils soutiennent que les Directeurs ont par la nature de leurs places un droit exclusif, & ils rappor-

34 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

14 Mai. tent à ce sujet quelques clauses du dernier acte du Parlement, pour mieux regler les affaires de la Compagnie des Indes Orientales.

On procede à la lecture des papiers, mais elle est bientôt interrompue par les débats qui recommencent avec une nouvelle chaleur. Les partisans du gouverneur Hastings & de M. Barvell insistent sur l'avantage qu'ils ont de connoître particulièrement le pays, sur la réputation dont ils ont joui jusqu'à présent, & sur l'insuffisance des charges. En conséquence ils concluent à ce qu'il ne soit point pris un arrêté d'une telle importance avant l'arrivée des prochaines dépêches du Bengale ou du moins jusqu'à ce qu'on ait eu occasion de faire un examen plus approfondi des charges, attendu qu'il ne peut rien arriver de plus désagréable pour un homme d'honneur tel que M. Hastings, que d'être rappelé de cette maniere, sans qu'une seule accusation ait été prouvée contre lui & même sans qu'on ait entendu ses défences.

Le parti contraire convient que M. Hastings n'est pas entierement convaincu du délit qui lui a été reproché; mais que cependant les soupçons étoient suffisans pour justifier & motiver son rappel dans l'état où se trouvoit l'affaire. Ce parti allegue que les Directeurs ont reçu différentes lettres, tant du gouverneur Hastings que de ses accusateurs. Qu'il est impossible que les affaires de la Compagnie continuent d'aller sans le rappel des uns ou des autres: que dans cette alternative les Directeurs se sont déterminés à rappeler la partie qui étoit la plus suspecte, c'est-à-dire le Gouverneur Hastings, & M. Barvell, qui ont engagé la Compagnie dans la guerre de Rohilla: qui ont retenu les Baniens & fait d'autres opérations qui ne sont point approuvées par les Directeurs: que tels sont les faits allégués à sa charge & que comme il est indispensablement nécessaire pour le bien des Affaires de la Compagnie que l'on rappelle M. Hastings ou ses accusateurs, & que les vaisseaux sont prêts à

mettre à la voile, il n'y a point de tems à perdre «.

On reprend la lecture des papiers où il ne se trouve aucune charge de conséquence contre M. Hastings, excepté l'accusation d'avoir reçu quinze mille roupies. Mais on voit par un passage des registres, qui n'avoit point été lu la première fois que ces quinze mille roupies ont été reçues par le Banian de M. Hastings & par un autre, & que ceux même qui ont donné la somme nient que M. Hastings en ait reçu aucune partie. Les amis de M. Hastings profitent de cette circonstance pour s'élever contre une accusation de cette espece. Ils prétendent qu'il est trop tard pour continuer les délibérations sur un objet aussi intéressant & qui demande l'examen le plus mur & le plus réfléchi. En conséquence le gouverneur Johnstone propose de s'ajourner pour demain 15. Le plus grand nombre insiste pour la prolongation de la séance, & en conséquence on reprend encore la lecture des papiers.

Cette lecture continuée jusqu'à minuit n'offre qu'un amas confus de faits & de noms très-difficiles à lire, & le tout ne produit aucune charge criminelle contre le gouverneur Hastings. Cependant beaucoup d'entre les assistans restent dans la persuasion qu'il est nécessaire de rappeler ce Gouverneur & M. Barvell.

La motion proposée par M. Becher au commencement des débats, est remise sur le tapis; mais comme il est trop tard pour discuter une matiere aussi importante, cet examen est renvoyé à un autre jour.

Jamais peut-être il n'y a eu d'Assemblée aussi intéressante par la nature & l'objet des débats. On y a vu le Lord Sandwich, M. Robinson, Secrétaire de la trésorerie & différens membres du Parlemens, qui suivant l'expression du Gouverneur Johnstone, ne paroissent guere à l'Hôtel de la Compagnie que dans des jours de combats. Le Lord

36 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

14 Mai. Sandwich n'a pas dit un mot, mais en brave militaire il a fermé l'arrière-garde de sa troupe en opinant contre la proposition d'ajournement.

15 Mai. *Avis de la part des Directeurs de la Compagnie des Indes.*

LA COUR des Directeurs de la Compagnie unie des Marchands Anglois, faisant le commerce des Indes Orientales, fait savoir qu'il se tiendra le 17 une Assemblée générale de ladite compagnie, dans son Hôtel, depuis onze heures jusqu'à six heures du soir, pour y décider par la voie du scrutin la question agitée le 14, &c.

Adresse des Freeman de Worcester au Chevalier Watkin Lewes, au sujet des manœuvres pratiquées à la dernière élection des Députés de cette Ville.

MONSIEUR.

» Votre attachement courageux & désintéressé pour la prospérité de cette Ville, & la lettre que vous avez écrite, & qui étoit remplie de si héroïques sentimens, exigent de notre part les témoignages les plus signalés de notre reconnaissance «.

» Permettez-nous aussi de vous exprimer combien nous sentons le prix des talens & du courage que vous avez déployés pour soutenir nos droits & nos privilèges contre des mercénaires de toute espèce «.

» Si des mains impures n'eussent pas corrompu la source de la législation ; si les Délégués de la Chambre avoient rendu le jugement désiré , & attendu par tout le Royaume , soyéz bien assuré , Monsieur , que vos affectionnés constituans , auroient toujours mis la plus parfaite confiance en vous , comme le gardien de nos libertés «.

15 Mai.

On a procédé à l'audition des témoins d'une manière inouïe dans toutes les Cours de justice ; mais ce ne seront point ces formes nouvelles , ce ne sera point la décision de treize personnes qui s'obligent à garder le secret sur les motifs de leurs délibérations : ce ne sera point un jugement contraire aux dépositions qui pourra nous engager à reconnoître pour nos représentans au Parlement , des enfans de rapine & des créatures du Ministère , que la plus révoltante corruption nous force d'accepter pour nos députés «.

» Lorsque les gardiens du peuple deviennent les protecteurs de l'oppression : lorsque ceux qui sont destinés à découvrir les manœuvres & la corruption , sont les premiers à les protéger ; nous avons droit , en notre qualité d'Anglois , de marquer hautement notre aversion pour de telles gens & de tels procédés «.

» Nous voyons avec le plus douloureux déplaisir l'oreille de la justice fermée à la loi & à la vérité , & notre étonnement égale notre indignation «.

» Nous vous supplions d'agréer nos

15 Mai.

remercimens les plus sinceres, sur le courage avec lequel vous avez défendu les droits & les privileges du peuple, dans l'élection de ses représentans, contre les usurpations du pouvoir aristocratique ; la conduite d'un Membre de la Chambre des Lords, ayant été l'objet de nos plaintes, parce qu'il a fait agir son crédit dans la dernière élection pour notre ville, & que son intervention devoit annuler l'élection. Mais nous nous plaignons en vain, on ne nous écoute point. Puisqu'il n'y a plus de justice pour la raison & pour l'équité, nous ne devons plus espérer de voir le vice puni, mais nous n'oublierons jamais un *Juré de Worcester*, un *Comité de Worcester* α.

» Nous sommes très fâchés que le poids de la chaleur tombe sur une personne qui a fait des dépenses considérables pour rendre à sa patrie des services reels & importants ».

» Nous gémissons de ce que dans un débat aussi essentiel pour la constitution, vous êtes resté sans aucun appui contre les efforts réunis de la séduction, du parjure & du pouvoir ».

» Vous avez fait voir qu'aucune association, aucun intérêt particulier ne pouvoit changer la ferme résolution que vous aviez prise de nous délivrer du joug de la tyrannie & de l'oppression ».

» Il convient que vous instruisiez le public des dépositions reçues par le Comité, pour

prouver la séduction & la corruption; que vous fassiez publier en même-tems la liste des suffrages qui vous donnoient la pluralité de voix sur les membres qui ont été mis en possession de la place à laquelle vous aviez été élu. Quoique de tels détails soient bien humilians pour la nation; nous vous supplions de vouloir bien enrichir le tout de vos remarques & de vos observations: ce sera une production qui excitera la curiosité de tout le Royaume ».

» Quoique privés d'un digne Représentant, quoiqu'on ait rejeté nos suffrages les plus libres, & qu'on n'ait eû aucun égard à nos loyales dépositions; daignez agréer ce témoignage public de notre gratitude & de notre estime. Le suffrage de votre propre cœur, & celui de tous les honnêtes gens sont un triomphe qu'aucun Comité secret ne pourra vous enlever ».

Signé par ordre de l'assemblée publiques des Citoyens de Worcester.

Theophile Swift, Président.

Worcester le 14 Mai 1776.

Les Pairs nouvellement créés ont l'honneur de faire leurs révérences au Roi, qui leur donne sa main à baiser.

Le Marquis de Caermarthen est introduit dans la Chambre des Pairs, par deux Lords, sous le titre de Baron Osborne de Kiverton.

Un vaisseau de Sa Majesté a intercepté la

Civ

15 Mai

16 Mai

16 Mai.

lettre suivante d'un Ministre de l'Eglise, prêcheur ambulant de rébellion en Amérique.

A Charles Town, le 13 Février 1776.

» Cher & Réverend Confrere. Je suis arrivé ici le 4 de ce mois après un voyage aussi triste que long, mais assez heureux. Dans la Caroline méridionale les Torys ont été très-incommodes, ils menacent de se soulever dans la province de Guildford de la Caroline Septentrionale. Il se trouve beaucoup de gens mal intentionnés dans la province de Kowan; mais j'espère qu'on les empêchera tous de mal faire. Le Cap. Smith est un très-grand partisan de la liberté, je ne fais si cela est dû en partie ou tout-à-fait aux bons soins que vous avez pris de lui, lorsque vous étiez ici en dernier lieu. Je suis fâché de voir que plusieurs de nos freres *Anabatistes* appelés *Séparatistes* soient du côté des Torys avec quelques-uns de nos Ecclésiastiques. M. Mattheus est aussi du parti des Torys. Les tems sont si mauvais ici qu'on n'a tenu dans cette province aucune assemblée depuis le printems dernier, pour terminer les affaires. Les principaux habitans sont presque tous à la campagne. J'ai prêché six fois dans cette ville. J'ai fortement insisté sur l'obligation où chacun est de défendre la liberté. J'ai saisi le moment, où une allarme avoit appelé dans la ville beaucoup de gens de la campagne. On croyoit que les vaisseaux de

guerre tireroient sur la ville. Ils sont repar-
tis. Dieu veuille qu'ils ne reviennent pas.
S'ils reparoissent, on est bien disposé pour les
recevoir; & les défenses qui ont été élevées
me paroissent très-bonnes ».

 16 Mai.

Le Roi signe un état, où les nouveaux
Pairs sont portés, suivant le rang qu'ils au-
ront entr'eux. Le Marquis de Carmarthen est
en tête. La Duchesse d'Argyle le suit. Le
Lord Polwarth est le troisieme, & le Lord
Mountsteward le quatrieme.

 17 Mai.

Le Roi, dans son Conseil, rend une Or-
donnance qui prolonge de nouveau pour trois
mois, à compter du 23 Mai, la défense d'ex-
porter des armes & munitions de guerre hors
des Royaumes.

La Gazette de la Cour annonce que le Par-
lement d'Irlande, qui devoit s'assembler le
11 Juin, est prorogé par une proclamation
du Lord Lieutenant, au 18 du même mois.

On apprend que le Marquis de Noailles est
nommé Ambassadeur de France auprès de
cette Cour.

L'Avocat général rend plainte au Banc
du Roi contre le Général Smith, convaincu
d'avoir corrompu les Electeurs du Bourg de
Hindon. Le juge Willes ayant établi la con-
viction & pris ses conclusions, les Avocats
David & Mansfield représentent à la Cour
que ce Général a déjà été assez puni de sa
faute, par les dépenses considérables qu'elle
lui a occasionnées, & par l'argent qu'il lui

17 Mai. en coutera encore. L'Avocat général soutient que ces raisons même dont on se sert pour le disculper, ne font qu'aggraver ses torts. Le Lord Mansfield, après avoir d'abord témoigné ses regrets de ce que le défendant s'étoit mis dans une situation si facheuse, a appuyé le sentiment de l'Avocat général, en disant, que quant aux dépenses, M. Smith se les étoit occasionnées lui-même, en achetant les suffrages : que l'avidité des Electeurs à recevoir des présents ne pouvoit point servir de justification à celui qui les donnoit : qu'il falloit le punir de maniere à empêcher désormais les candidats d'user de moyens deshonnêtes : que la partie publique avoit rendu plainte contre un homme dont le dessein étoit d'entrer dans le senat par la voie de la corruption : que ce crime méritoit d'être puni séverement pour statuer un exemple : que c'étoit la première fois qu'une affaire de cette nature se discutoit en justice ; & qu'il étoit essentiel de l'examiner mûrement, attendu qu'il seroit impossible de préserver la constitution de sa ruine, si les Tribunaux ne montroient point de la vigueur lorsque de pareilles matieres seroient portées devant eux. Le Lord Mansfield a ordonné ensuite de conduire le Général en prison, pour être ramené au premier jour du prochain terme & entendre la sentence que la Cour jugera à propos de prononcer contre lui. Un autre candidat, accusé & convaincu du même délit,

a reçu le même jugement. En conséquence l'un & l'autre ont été envoyés à la prison du banc du Roi. 17 Mai.

Dans le cours de son plaidoyer, le Sergent Davy a informé la Cour que le Général Smith venoit d'être élu de nouveau, pour le Bourg de Hindon. Cette circonstance n'a pas fait grand bien à son client, qui avoit avoué que le Bourg s'étoit laissé gagner par de l'argent.

*Assemblée générale des Actionnaires de la
Compagnie des Indes Orientales.*

La discussion concernant MM. Hastings & Barwell est ouverte par un très-beau discours de M. Péchel, dont voici la motion : « il sera recommandé à l'Assemblée des Directeurs d'examiner de nouveau l'arrêté qu'ils ont pris le 6 de ce mois, à la pluralité de onze voix, contre dix, pour exclure MM. Hastings & Barwell du Conseil de Bengale ». M. Elliot appuie cette motion, en disant que peut-être n'y eut-il jamais d'affaire plus intéressante pour la Compagnie, si la propriété ou l'indépendance ont quelque prix aux yeux des Actionnaires.

La motion est admise par 377, contre 271 : pluralité 106.

Dans le cours des débats qui ont duré treize heures, il a été prouvé clairement « que pendant les longs services de M. Hastings, il avoit montré en toute occasion toute l'in-

17 Mai.

tégrité & tous les talens possibles, & en particulier dans son administration du Bengale. » Qu'il avoit entièrement rétabli les affaires de ce pays & les avoit portées à un point de prospérité inoui jusqu'alors : que ses accusateurs n'avoient d'autre motif que leur ambition & le desir de le supplanter ; & que leurs accusations n'étoient appuyées d'aucunes preuves. En effet, les Directeurs qui avoient présidé aux deux assemblées particulières, ont avoué qu'on s'étoit décidé contre lui sur des motifs de convenance & non d'après les délits à sa charge. On leur a répondu que rien ne pouvoit être convenable qui ne fût juste : que si les Membres du Conseil suprême étoient coupables il falloit les révoquer ; mais que cela devoit se faire avec impartialité & après une mûre délibération. Qu'il n'étoit pas honnête de peser des hommes en bloc, trois contre deux : qu'il falloit examiner le mérite de chacun & ne les juger que d'après cet examen, A cet effet on a demandé la libre communication de tous les papiers, & que la Cour générale s'assemblât *de die en diem* afin que chacun pût les lire & examiner. Le parti contraire a opposé que la saison étoit trop avancée & qu'elle n'admettoit point de délai : qu'il suffisoit d'entendre la lecture des papiers sur lesquels la Cour des Directeurs avoit procédé ; & qu'il restoit assez de tems pour terminer l'affaire pendant cette séance. Sur cela on a agité long-tems la compétence

de la Cour générale pour prendre connoissance de ce qui avoit été arrêté par les Directeurs. Les Actionnaires soutenant fortement leurs droits, la victoire a été pour eux. 17 Mai.

On a procédé à la lecture des papiers qui avoient été mis sous les yeux des Directeurs. Mais le premier se trouvant incomplet & partial (par l'omission d'une circonstance très-interessante pour la justification de M. Hastings) il s'est élevé un nouveau débat sur la futilité de ces papiers & sur la nécessité d'avoir recours aux registres en général. En conséquence on a proposé de s'ajourner à demain dix heures du matin.

La question a été agitée à onze heures & l'ajournement a été rejeté à la pluralité de 111 voix, contre 97.

Un scrutin a été demandé sur la question préalable. Il s'est élevé un nouveau débat & on a proposé d'abandonner la motion pour la question préalable, sur une proposition d'ajournement *sine die*.

Enfin toutes les parties étant fatiguées, l'opposition au scrutin a été abandonnée à minuit & demi sans aller aux voix.

Cette décision a tellement blessé certains d'entre les Directeurs, qu'ils ont déclaré qu'il ne leur arriveroit plus de rechercher une place dans la direction.

On a vu se réaliser dans ces débats ce que les Actionnaires avoient long-tems apprehendé. Les partisans de la Cour ont déclaré

17 Mai.

aussi clairement qu'il fut possible, qu'à l'avenir les affaires de la Compagnie seroient dirigées par les Ministres.

Lorsque la Cour envoya au Bengale trois Gouverneurs, les Actionnaires imaginerent bien qu'elle se proposoit d'avoir la majorité dans le Conseil, mais personne ne crut que son intention pût être d'anéantir le pouvoir de la Compagnie. Les trois Gouverneurs à peine arrivés, ils ont cherché querelle aux deux anciens employés; & ils ont fait tous leurs efforts pour les forcer à donner leur démission. Mais ceux-ci étoient trop attachés à leurs supérieurs pour abandonner l'administration du commerce à deux vieux soldats (le Général *Clavering* & le Colonel *Mousson*) & à un jeune Commis du Bureau du Trésorier des troupes. (M. *Françis*.)

On a attaqué alors la réputation de ces deux Employés : on a envoyé des représentations en Angleterre pour les faire chasser ignominieusement, afin de leur substituer les créatures du Ministre. Mais on s'est trompé & les deux Marchands ont triomphé de la méchanceté de leurs ennemis. Leur bonne conduite a été prouvée en dépit de la calomnie & du parjure.

La justice exigeroit une réparation des injures que MM. *Hastings* & *Barwell* ont essuyées. Mais ce n'est pas le compte des Ministres, qui veulent au contraire qu'ils soient chassés. On nommera donc deux autres

Marchands, afin que deux au moins, sur le nombre de cinq, puissent entendre quelque chose aux affaires ? C'est ce que nous ne voulons pas, disent les Ministres ; vous enverrez deux sujets d'ici pour qu'il n'y ait plus de contestations à l'avenir. Il faut qu'ils soient tous également ignorans. Le commerce ira bien tout seul. Il suffit que les Gouverneurs apprennent à suivre les ordres qui leur seront envoyés par la Trésorerie.

17 Mai.

Voilà le vrai & triste état des choses, tel a été le langage des Ministres dans les débats, & quoiqu'après de longues contestations les amis des Ministres aient consenti que la question d'où dépend la force de la Compagnie, fût décidée par le scrutin, ils ont laissé éclater leur mépris & leur indignation contre ceux qui se sont flattés que la victoire couronneroit le zèle des amis de Hastings & de Barwell.

Si le Ministère eut réussi à les faire rappeler, le traitement du Général Clavering auroit augmenté de dix mille livres sterl. celui du Colonel Mouson de six, & celui de M. Francis à proportion. Toute l'Inde auroit été convaincue du grand pouvoir des Gouverneurs nommés par la Cour mais ; les affaires de la Compagnie en iroient-elles mieux ?

JOURNAL DE L'AMÉRIQUE.

18 Mai.

Adresse du louable Conseil & de la Chambre des Représentans de Boston, à son Excellence George Washington, Ecuyer, Général & Commandant en Chef de l'armée des Colonies unies.

Lorsque les libertés de l'Amérique sont attaquées par une main violente & oppressive : lorsque des troupes fondent sur notre Colonie, contre le droit des gens : qu'elles s'emparent de notre Capitale, la désolent par le pillage & le dégât : lorsque nos enfans vertueux sont massacrés, & nos maisons détruites par les troupes Britanniques : lorsque les habitans de cette Colonie & d'autres en Amérique sont contraints d'abandonner leurs affaires domestiques pour leur intérêt & par amour pour la liberté ; il est tems qu'ils s'opposent unanimement & courageusement à la tyrannie ».

» Convaincus de l'importance dont il est que les troupes des Colonies soient dressées à l'exercice des armes, conduites & gouvernées par un homme de grande capacité dans l'art militaire, nous apprenons avec une satisfaction particulière que l'estimable Congrès des Colonies liguées, a fait choix d'un Officier doué de ces qualités, qui, en se sevrant de tous les plaisirs de sa maison & de la campagne, a bien voulu se charger d'une tâche si pénible. Votre magnanime refus de toute récompense pécuniaire, attachée à cette important emploi, nous prouve bien qu'un zele sincere pour les droits sacrés de l'humanité & un vrai amour pour votre Patrie, sont les seuls motifs qui vous ont engagé à soutenir un si lourd fardeau ».

» Nous nous promettons toute sorte de biens de vos talens & de votre capacité comme guerrier, ainsi que de vos vertus dans votre genre de vie particulier & public, mais le courage & l'équité qui brillent dans toute votre conduire, la sagesse qui accompagne

vos

Vos conseils : votre douceur jointe à la sévérité avec laquelle vous commandez l'armée ; votre attention à maintenir la constitution civile de cette Colonie : le soin que vous avez marqué en toutes occasions pour la conservation de la vie & de la santé de ceux qui sont sous vos ordres : les fatigues que vous avez soutenues si volontairement : la précaution avec laquelle vous avez pourvu à la sûreté de notre Capitale , & votre prudence à régler nos opérations militaires ont surpassé de beaucoup notre attente & exigent de nous la reconnaissance la plus vive «.

« Le Souverain arbitre de toutes choses a favorisé nos armes & couronné vos travaux d'un succès remarquable , puisque sans effusion de sang , malheur auquel nous souhitions si ardemment d'échapper , nous sommes rentrés dans la paisible possession de notre capitale. La sage & prudente manœuvre qui a obligé l'ennemi de l'abandonner , est un bienfait , dont les Habitans de cette Colonie ne perdront jamais le souvenir «.

» Continuez d'agir sous les auspices du Ciel , honoré de tous les honnêtes gens & redouté par des tyrans , qui s'arrogent le pouvoir de traiter leurs Concitoyens comme des esclaves. Puissent les Colonies unies être affranchies de la servitude par vos glorieuses armes ; & lorsque ce pays sera délivré de ses ennemis , les voir s'enfuir devant vous , tandis que vous aurez l'esprit tranquille & satisfait : avantage dont jouissent tous ceux qui ont la grandeur & la bonté en partage. Enfin que la postérité , rétablie dans la paisible possession de la liberté , qui sera affirmée par votre épée triomphante , dresse au nom de Washington le monument le plus précieux & le plus durable !

Extrait de la réponse de M. Washington.

» Lorsque les Conseils de la nation Britannique ont formé le projet d'affervir l'Amérique , & de dépouiller ses enfans de ses privilèges les plus sacrés & les plus précieux , malgré les remontrances les plus

50 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

18 Mai. fortes sur les droits de la constitution, de la justice & de la vérité, & que pour l'exécution de ces infâmes projets, elle a eu recours à la violence, j'ai cru qu'il étoit de mon devoir de prendre part à la querelle, sur-tout y ayant été appelé par les suffrages non sollicités des Représentans d'un peuple libre. Toute la récompense que je desire, c'est que mes services puissent contribuer à l'établissement de la liberté & de la paix sur une base permanente, & de mériter l'ap-
plaudissement de mes compatriotes & de tous les vertueux citoyens.

Je vous dois aussi mes remerciemens sur la justice que vous rendez à l'attention que je donne à la constitution civile de cette Colonie, sans m'écarter du cercle de mon département. Je regarde comme un principe de devoir & de constitution de ne négliger aucune institution provinciale, lorsqu'elle n'est point incompatible avec l'intérêt général; & je réglerai toujours ma conduite en conséquence «.

Extrait d'une lettre datée de la Caroline Septentrionale, le 20 Mars.

» C'est avec beaucoup de plaisir que je vous accuse la réception de votre obligeante lettre. J'ai de plus la satisfaction de vous apprendre la défaite toute fraîche des perturbateurs du Gouvernement, connus sous le nom de *Montagnards* & de *Régulateurs* qui formoient un corps considérable, & qui se trouvoient à 20 milles de Wilmington. On ne sauroit imaginer l'extrême joie que cet événement a causé dans la Province; sur-tout depuis la nouvelle que Clinton & le Lord William Campbell sont actuellement au cap Fear dans l'attente que ces montagnards, qui ont été battus, se joindront à eux, & qu'ils ont pris la résolution d'attaquer la partie la plus foible de l'Amérique, qui est, selon eux, la Caroline. Mais combien ne doivent-ils pas être mortifiés en voyant qu'en moins de quinze jours la Caroline, cette province si foible, si

misérable, si peu importante, a pû chasser dix mille volontaires indépendans, & les poursuivre jusqu'au lieu même de l'action ? De ma vie, je n'ai entendu parler d'une ardeur pour combattre aussi générale & d'une union aussi parfaite entre des hommes de divers états. Le Général Clinton pourra donner à son Maître & au Ministère des détails précis sur la foiblesse des Colonies méridionales, sur la facilité avec laquelle on peut les subjuguier, & sur le petit nombre de troupes qu'il faut pour en venir à bout. Il est aussi fort à souhaiter que le Lord *Campbell* ainsi que *Clinton & Martin* se croient assez forts pour descendre au cap *Fear* avant la dispersion de leurs troupes, & l'on ne doute pas qu'alors toute l'affaire ne se termine par la défaite de ce formidable Trium-virat ».

Une personne arrivée de la Caroline Septentrionale à la Nouvelle-York, a donné un détail particulier de ce qui est arrivé au Général Donald-Mac-Donald, & aux Tories & Régulateurs qui sont sous ses ordres, dont voici la substance. Les Colons qui habitent les parties les plus reculées de la Caroline, ayant promis des secours considérables au Gouverneur Martin, il leur fit demander des armes pour deux mille hommes, qui lui furent envoyées, & Mac-Donald fut nommé Brigadier général de l'expédition. Il partit avec les Capitaines Mac Cleod & John Campbell, sans aucunes troupes, & ils s'avancèrent dans le pays. Il est vrai qu'on les arrêta souvent sur la route ; mais ils dirent qu'ils étoient des Officiers blessés à l'affaire de Bunkershill : qu'ayant quitté le service du Roi, ils alloient habiter les provinces reculées avec leurs compatriotes ; & qu'ils renonçoient à la guerre. On leur fit donc prêter serment de ne point prendre les armes contre le Congrès. Ils restèrent dans le pays plus de deux mois, pendant lesquels ils trouvèrent le moyen de tirer des armes du Gouverneur Martin, & ils préparèrent leurs partisans à la révolte. Lorsque tout fut prêt leur complot éclata. Il y eut aussitôt une action entre eux & le Colonel Haswell, dans laquelle le Général

18 Mai. Mac Donald fut fait prisonnier, & les Capitaines Campbell & Mac Cleod furent tués. La plus grande partie de leurs soldats (au nombre de 800) jeta ses armes, & prit la fuite; de sorte que les Provinciaux ont toujours beaucoup profité à l'événement, puisqu'ils y ont gagné des armes, dont ils avoient un grand besoin.

*Extrait d'une Lettre d'un Particulier de Philadelphie,
à un de ses amis à Londres, en date du 2
Mars.*

« Je pense que dans la perplexité où vous devez être, vous serez bien aise d'apprendre le vrai état des choses en Amérique. Je commencerai par vous entretenir de la partie Septentrionale. Toute la Province du Canada, excepté Québec, s'étoit soumise avant le premier Décembre 1775, aux troupes Continentales, commandées par le brave Général Montgomery, qui malgré la rigueur du climat, s'est mis en marche avec le corps à ses ordres pour aller joindre le Colonel Arnold devant Québec, où il a campé presque jusqu'à la fin de ce même mois de Décembre. Le tems de l'engagement d'un grand nombre de ses soldats étant prêt d'expirer, il se décida à une attaque dans laquelle il a succombé, ainsi qu'on l'a vu dans les papiers publics. Depuis ce tems là nous avons continué le blocus de la Ville avec environ cinq cents hommes. Les fatigues que ce petit corps a essuyées sont presque incroyables. La nouvelle de la mort de Montgomery & de la défaite de ses troupes, loin d'abattre les esprits dans les autres Colonies, n'a fait qu'enflammer davantage leur ardeur. Le Congrès a voté de nouveaux régimens qui ont été levés sur le champ. A peine deux mois s'étoient écoulés depuis cette défaite que deux mille hommes de recrues ont été joindre le Général Arnold devant Québec. Vers le milieu ou la fin du mois cette armée se montera à cinq ou six mille hommes, & alors Québec sera attaqué de nouveau. »

Les menaces fréquentes du Parti Ministeriel & l'arrivée de Clinton à New-York ont déterminé cette Province à se mettre en état de défense. Les habitants de la Ville ont fait passer leurs femmes, leurs enfans & leurs effets les plus précieux dans l'intérieur de la Province. On fortifie la Ville par des batteries & divers ouvrages auxquels cinq mille hommes travaillent sans relâche, de sorte qu'en très-peu de tems elle pourra opposer une vigoureuse résistance à l'ennemi. Dans les environs, on compte quinze à vingt mille hommes bien armés, qui sont toujours prêts à aller au secours de cette ville, à la première alarme «.

18 Mai.

» Rhode-Island est infesté par *Wallace* & ses vaisseaux. Rarement ce Capitaine débarque sans perdre plus ou moins de monde : Il fait la guerre exactement en pirate. Toutes les fois qu'il met pied à terre c'est pour enlever des moutons, &c. & jamais dans ces occasions il ne manque de mettre le feu, lorsqu'il le peut, à quelques maisons, & de massacrer ceux qu'il trouve sans défense. Voit-il venir de nos gens armés, il prend la fuite dans l'instant «.

La Pensylvanie n'a pas encore été attaquée, mais comme elle s'attend à l'être, elle fait ses dispositions en conséquence. Notre rivière (le Delaware) est défendue par des chevaux de frise, qui ont déjà fait périr trois vaisseaux : par une chaîne fort longue & d'une force extraordinaire : par une batterie, un vaisseau de vingt canons, une grande batterie flottante capable de porter vingt pièces de canons de dix-huit livres de balle, & dix-huit galeres à rames avec un canon de dix-huit sur l'avant & cinquante hommes à leur bord, pourvus de tout le nécessaire. Nous avons en outre trois bataillons de troupes réglées & trente à quarante mille hommes de milice «.

» Il ne s'est rien passé de nouveau dans la Virginie depuis l'entière destruction de Norfolk, mais on s'y prépare, aussi bien que dans les deux Carolines, à la plus vigoureuse défense ; & au mois d'Avril on y

54 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

18 Mai. aura trente à quarante mille hommes en état de faire campagne, & qui agiront tous ensemble ou séparément, selon que les circonstances le demanderont. Parmi eux se trouve un grand nombre de chasseurs. Mais, direz-vous, où sont vos ressourccs? L'argent ne nous manque pas. Par notre adresse, nous sommes parvenus, malgré les basses manœuvres du Ministère, & malgré tous ses vaisseaux de guerre, à nous procurer du dehors plus de cent tonneaux de poudre, cent cinquante tonneaux de salpêtre, & une grande quantité de fusils & autres menues armes qui ont été débarquées heureusement dans diverses parties du Continent, & qui nous suffiront pour le début de la campagne. C'est tout ce qu'il faut, car par la suite nous serons en état de trouver chez nous-mêmes les munitions, &c. dont nous aurons besoin.

A New-York nous avons une fonderie qui a déjà jetté quatorze ou quinze excellentes pièces de campagne. Il y a aussi une fonderie pour du canon de fer de tout calibre, jusqu'à vingt-quatre livres de balle. Quant aux boulets nous en avons en si grande abondance, qu'en cas de nécessité nous pourrions en approvisionner l'univers entier. Les petites armes à feu ne nous manquent pas non plus: tout ce qui nous manque ce sont les batteries; & certainement nous ne tarderons point à avoir un nombre d'ouvriers suffisant pour en construire. Les moyens imaginés pour introduire la manufacture de salpêtre ont eu un succès complet, de sorte que dans beaucoup d'endroits on en fait faire par des femmes. Nous comptons que vers le 25 Juin nous en aurons au moins trente ou quarante tonneaux de notre fabrique. Il y en a une où il s'en fait cinquante quintaux par semaine. A Newbury dans la Nouvelle Angleterre on en fabrique au moins cent livres par jour. En un mot nous faisons aujourd'hui du salpêtre avec autant de facilité que ci-devant du savon liquide. Quant au soufre & au plomb, nos mines nous en produiront plus qu'il n'en faudroit pour une guerre de mille ans.

Nous aurons sous peu de tems au moins trente vaisseaux de guerre de trente-huit canons & au-dessous, indépendamment d'un grand nombre de Corsaires, supposé que le Ministère Anglois continue sa guerre de pirates. Quand vous reviendrez, vous serez surpris de voir ce que la mere de l'invention a fait pour nous. Je suis dans la ferme persuasion que si la guerre dure encore un an, nous n'aurons plus besoin d'aucun article d'Europe ».

» Les Ministres nous ont souvent accusés injustement de viser à l'indépendance ; mais ce qu'ils prétendent avoir à craindre est précisément ce que produira dans peu le plan qu'ils ont adopté. *Le Sens commun*, que je vous envoie, est ici entre les mains de tout le monde ; tous ceux qui le lisent sont convertis sur le champ, eussent-ils été même, l'instant d'avant, les antagonistes les plus violens de toute idée d'indépendance. Je ne doute nullement que la campagne des cet été ne nous voie quitter la lisière, & alors le Roi de la Grande-Bretagne, après avoir été l'idole des Américains, ne servira plus que d'épouvantail aux petits enfans ».

A Philadelphie, en Congrès général, le 21 Mars.

Arrêté qu'il sera recommandé aux assemblées, Conventions, Conseils & Comités de sûreté de s'occuper à l'avenir des moyens d'introduire les Manufactures de cuir de Russie, toile à voile, & d'acier, dans les Colonies où elles ne sont pas encore établies, & de les perfectionner dans les Colonies où elles le sont.

Si l'exécution de la résolution du Congrès, du 14 Mars, en conséquence de laquelle on doit désarmer les personnes suspectes, faisoit trouver des armes à feu hors d'état de servir aux troupes mentionnées dans cet arrêté, on ne payera aucunes de ces armes à feu qu'autant qu'elles seront propres à l'usage des dites troupes, ou qu'on pourra les mettre en état de servir. Les autres armes seront remises par les pro-

18 Mai.

56 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE.

priétaires, sous la garde des Assemblées, Conventions, Conseils ou Comités de sûreté pour leur être rendues, lorsque le Congrès l'ordonnera.

A Philadelphie, en Congrès général, le 23 Mars 1776.

D'autant que les pétitions des Colonies unies au Roi, pour obtenir le redressement de leurs griefs, non seulement ont été rejetées, mais traitées avec mépris & dédain, & qu'on qualifie de rébellion leur opposition à des desseins évidemment conçus pour les réduire à un état de soumission servile, & leur défense nécessaire contre des forces hostiles actuellement employées pour les subjuguier;

Et d'autant qu'on a commencé contre elles une guerre injuste, que les Commandans des flottes & des armées Britanniques ont conduite & continuent de conduire avec la plus grande rigueur, portant partout le ravage, la rapine & la destruction, brûlant les maisons & les Villes sans défense, & exposant leurs habitans infortunés à tous les fleaux de l'hyver le plus rigoureux, & que non contents d'engager les Sauvages à envahir leur pays, ils excitent même les Negres à égorger leurs maîtres;

D'autant aussi que le Parlement de la Grande-Bretagne a récemment passé un Acte par lequel il affirme que ces Colonies sont dans un état de rébellion ouverte, & défend tout commerce & toute communication avec ses Habitans jusqu'à ce qu'ils acceptent les pardons & qu'ils se soumettent à des décisions despotiques: déclarant leurs propriétés, par tout où on pourra les trouver sur l'eau, sujettes à confiscation, & portant que toutes saisies semblables, en vertu de l'autorité Royale, sont des actes justes & légitimes, & seront regardés comme tels;

D'après toutes ces considérations, comme il est évident qu'on suivra avec opiniâtreté l'unique projet formé pour dépouiller les Américains de la liberté à laquelle ils ont droit de prétendre par les loix de la nature & de la constitution Britannique;

En conséquence, comme il est nécessaire de pourvoir à leur défense & à leur sûreté, & que le droit des gens permet d'user de représaille envers ses ennemis, & même de leur faire d'autres maux, le Congrès persuadé que ceux de leurs amis dans la Grande-Bretagne (dont il est certain que plusieurs ont des droits sur la gratitude des Américains, par leur patriotisme & par leur bienveillance) n'imputeront ces résolutions qu'à l'auteur de nos calamités communes, après l'arrêté dont voici la substance :

Il sera permis à tous les habitans des Colonies d'équiper des vaisseaux pour aller attaquer leurs ennemis. Lorsqu'un navire armé par des particuliers qui en auront obtenu la permission, se sera emparé d'un vaisseau appartenant à quelque habitant que ce soit de la Grande-Bretagne, ce vaisseau, ses agrès & la marchandise de son chargement seront adjugés à ceux qui auront fait la capture. On en excepte cependant les bâtimens chargés de provisions de guerre pour le service des Colonies.

Si c'est un vaisseau de guerre appartenant aux Colonies unies qui se soit emparé de quelque bâtiment Anglois, un tiers de la valeur de la prise sera adjugé aux Officiers & aux gens de l'équipage : les deux autres tiers seront réservés pour l'usage des Colonies.

Si un bâtiment Anglois est pris par un vaisseau de guerre appartenant à quelqu'une desdites Colonies, la valeur en sera répartie dans la proportion qu'il plaira à cette Colonie de régler.

S'il arrive qu'un bâtiment de la Grande-Bretagne, chargé de différentes marchandises ou de provisions de guerre pour l'armée Ministérielle, soit pris près des côtes de l'Amérique, par quelques habitans ou par des détachemens de troupes de ces Colonies, la valeur en sera partagée entre ceux qui auront contribué à la prise.

58 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

*Délibération & déclaration de la province de la
Nouvelle Ecosse ; du 28 Mars.*

18 Mai

Artendu que cette Province , appartenante à Sa Majesté , a été , & se trouve encore menacée d'une invasion de la part des Colonies voisines par certains gens qui ont pris les armes contre le Gouvernement actuel de Sa Majesté , étant animés contre cette Province , parce qu'elle a refusé de se joindre à eux dans leur désobéissance aux loix de la Grande-Bretagne ; & parce que , conformément à notre devoir , nous avons fourni des provisions & des rafraichissemens à la garnison de Sa Majesté , à Boston ; nous désirons faire savoir que qu'elle que soit notre répugnance à verser le sang de nos compatriotes Américains ; cependant , conformément à ce que nous devons à Dieu , au Roi & à la protection des loix fondamentales de notre pays , nous ne pouvons nous dispenser de leur fermer l'entrée de cette province , & de nous opposer à tout ce qu'ils voudroient y entreprendre , précaution sans laquelle nos propriétés seroient infailliblement ruinées , & nous nous trouverions exposés à toutes les horreurs de la guerre civile. Nous promettons donc solennellement en présence du Tout-Puissant , de persister dans notre fidélité & loyauté envers Sa Majesté sacrée George III ; & de défendre & protéger de toute notre capacité & de toutes nos forces l'honneur de sa couronne , envers toutes trahisons & conspirations : en conséquence , nous , habitans de la ville de Windsor , nous nous formons en un Corps militaire , sous la conduite de l'honorable Michel Franklin , Gouverneur , Lieutenant de cette province ; à condition cependant que nous ne servirons nulle part ailleurs que dans cette Colonie , & dans le cas seulement d'une invasion formée par des forces assez considérables pour exiger que nous joignons nos armes à celles des troupes réglées que le Roi entretient dans cette Colonie.

Signé le 28 Mars 1776.

CAPITAINES. VOLONTAIRES. 18 Mai.

		hommes.
<i>Windsor.</i>	{ G. Deschamps..... J. Kelly.....	109.
<i>Falmouth.</i>	{ J. Northeip..... W. Bishop.....	52.
<i>Norton.</i>	{ J. Crane.....	92.
<i>Cornwalis.</i>	{ J. Burbridge..... J. Wells..... A. Beckwith.....	110.
<i>Neupors.</i>	{ J. M. Nutt.....	22.

Total du Régiment 385.

Traduction d'une Lettre du Général Howe à
George Daubeng, à Bristol.

D'Halifax le 29 Mai 1776.

J'ai eu l'honneur, Monsieur, de recevoir votre lettre du 17 Février, & je vous fais part de l'arrivée du vaisseau *Renown*, fretté par la Société de Marine de Londres, dans des vues qui font autant d'honneur à la fidélité des souscripteurs, en leur qualité de sujets, qu'à leur bienfaisance comme hommes. J'espère que la répartition de ce bienfait, par les Officiers généraux qui en sont chargés, remplira les intentions de nos bons amis de Bristol : le secours généreux qu'ils apportent à la partie souffrante des troupes qui sont sous mes ordres, doit pénétrer l'armée d'un sentiment si vif de ce qu'elle doit à son honneur & à sa pa-

60 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

18 Mai.

trie, que j'espère de ses efforts que la rébellion sera bientôt supprimée.

Je ne puis terminer ma lettre sans vous remercier des expressions honnêtes & flatueuses, dont vous avez bien voulu vous servir au nom du Comité, & sans vous assurer que je suis avec le respect le plus sincère, Monsieur, Votre, &c.

William Howe.

19 Mai.

AUJOURD'HUI jour anniversaire de la naissance de la Reine, qui entre dans la trente-troisième année de son âge, Sa Majesté reçoit à cette occasion, à Saint James, les complimens de félicitation des Grands, des Ministres étrangers & de la principale Noblesse.

La cérémonie du baptême de la Princesse, dont la Reine est accouchée le 25 Avril, se fait dans la grande Chambre du Conseil à Saint James, par l'Archevêque de Cantorbéry : elle est nommée Marie, & elle a pour parrein & marreines le Prince Frederic de Hesse-Cassel, la Duchesse de Saxe-Gotha, & la Princesse de Mecklembourg-Strelitz, représentés par le Comte de Hertford, la Duchesse d'Argyle, & la Comtesse Douairière d'Effingham.

20 Mai.

LE ROI passe en revue, dans la Commune de Wimbledon, le septième & le dixième régiment de Dragons, commandés par le Chevalier George Howard & le Chevalier John Mordaunt.

M. Thomas Daw, remplace M. Jean Por-

ynall, en qualité de Secrétaire du Lord Germaine.

20 Mai.

L'once de l'argent sterling monte à cinq shel. sept deniers.

Le Journal d'Aberdeen vient de donner l'avis suivant à ceux qui font le commerce en Dannemarck & en Norwége.

« Le Roi de Dannemark a établi sur les côtes de ces deux Royaumes un certain nombre de vaisseaux croiseurs. Tous les Capitaines seront obligés de déclarer à ces croiseurs tout ce que contient leur cargaison & si à leur arrivée dans les ports ils se trouvoient avoir quelque partie de leur cargaison qui n'ait pas été déclarée, elle sera confiscable au profit de Sa Majesté Danoise ».

CHAMBRE DES PAIRS.

Les Lords approuvent les modifications faites par la Chambre des Communes aux Bills suivans.

Pour prescrire aux Inspecteurs des pauvres en Angleterre & dans le Pays de Galles, de présenter avant le 22 Octobre prochain, à la Chambre, la déclaration qu'ils devront faire sous serment du montant de la taxe des pauvres pour l'année finissant à la Saint Michel 1775.

Pour corriger & expliquer un Acte de la treizième année du règne de Sa Majesté, à l'effet de faire vendre quelques unes des terres du Duc de Saint Alban & d'acquitter ses dettes.

20 Mai. Pour convertir la peine de transportation en travail de force, suivant les conditions spécifiées dans le Bill.

Le Lord Suffolk propose de lire pour la troisième fois le Bill pour convertir la peine de transportation en travail de force. Le Lord Radnor s'oppose vivement à ce Bill, le Lord Townshend le défend avec la même chaleur. La motion passe à l'affirmative, sans division, & les Lords font dire à la Chambre des Communes qu'ils ont approuvé le Bill après y avoir fait quelques changemens.

La Chambre se forme en Comité pour examiner le Bill par lequel il est enjoint aux Inspecteurs des pauvres dans les diverses paroisses & districts, de mettre sous les yeux du Parlement, le compte de la taxe des pauvres pour l'année 1775, pour que l'on puisse préparer le Bill des pauvres pour la prochaine session.

On propose plusieurs corrections, & l'Evêque de Rochester demande que le terme soit prolongé du 22 Septembre au 22 Octobre.

21 Mai. LE RÉGIMENT de Westminster de la milice de Middlesex, commandé par le Capitaine Chauvel, se rend sur la bruyère d'Hounslow pour y être exercé aux manœuvres militaires pendant vingt-huit jours, conformément à l'acte du Parlement. On a admiré la beauté de ce corps dont les Officiers & les soldats étoient habillés de neuf. Le régiment étant assemblé, l'Adjudant a lû aux troupes les

Ordonnances militaires. Ensuite M. Ward, un des Officiers, leur a adressé le discours suivant :

Compatriotes & Camarades.

Dans un tems où la situation des affaires publiques, met tout sincere ami de son Souverain & de son pays dans la nécessité indispensable de se vouer au soutien des justes loix & de la suprématie de l'Angleterre. trouvez bon qu'en ma qualité de fidelle sujet & d'un de vos Officiers, je laisse éclater les transports de ma joie à l'aspect imposant d'un aussi superbe corps. Vous savez qu'il s'est répandu un bruit que le nouvel Acte du Parlement, concernant la milice, avoit pour objet d'en faire passer une partie hors du Royaume. Quoique je ne doute point de votre zele pour le service de votre Roi & de votre patrie dans tous les lieux où l'intérêt public pourra requérir votre présence; cependant comme cette nouvelle, toute fausse qu'elle est, auroit pu laisser quelqu'impression fâcheuse dans l'esprit de certains d'entre vous, je saisis cette occasion pour détruire ces bruits absurdes & vous assurer que la milice de ce Royaume n'a jamais été & ne peut être destinée pour d'autre service que la défense intérieure de la nation. Si quelque puissance, jalouse de la gloire & de la prospérité de la Grande-Bretagne, étoit assez lâche pour vouloir profiter des malheureux troubles qui

21 Mai. ont fait passer en Amérique l'élite de nos troupes réglées, on verroit alors, que la milice nationale animée par les sentimens d'une juste ambition & d'une inébranlable fidélité, (avec le concours des forces qui lui donnent l'empire de la mer) sera toujours suffisante pour maintenir & défendre la constitution de l'Eglise & de l'Etat à laquelle nous sommes depuis si long-tems redevables de tout les avantages qui rendent ce Pays si florissant α.

Messieurs.

Si notre Souverain jugeoit à propos de nous mettre en activité, n'oublions jamais que nous sommes sujets d'un Prince doué de toutes les vertus faites pour orner l'humanité & qui dans son dernier discours émané du trône, nous a appris une vérité dont nous ne pouvons pas douter. C'est que l'objet continuel de ses pensées, & le vœu de son cœur, tendent uniquement à la sûreté & au bonheur de ses peuples α.

La suite au N.º XI.

N. B. Pour ne point retarder le débit du N.º X, qui termine le second Volume, on est obligé de renvoyer la Table raisonnée & l'Index au N.º XI.

LETTRE

*Lettre d'un Banquier de Londres
à M. ***, à Anvers.*

De Londres le 8 Octobre 1776.

Quoiqu'il puisse en coûter, Monsieur, moins pourtant à mon amour-propre, qu'à mon amour de l'humanité : je le vois ; il faut renoncer à une trop douce erreur : il faut s'abandonner à l'opinion générale, qui veut absolument que cette malheureuse affaire de l'Amérique, au lieu de finir bientôt par une heureuse réconciliation, se prolonge encore, pour bien des années peut-être, par la plus horrible des catastrophes, & le coup est sans doute déjà porté : déjà le carnage, l'embrasement.... Mais quelles horreurs ! Souffrez que j'en détourne les yeux. Je ne vois que trop cet épouvantable spectacle dans les regards de tout ce qui m'environne, dans l'abattement & la stupeur où paroissent être ici tous les esprits, présage trop sûr des affreuses nouvelles qui vont arriver. Oh, combien je les redoute ! Combien je voudrois me persuader & faire entendre aux autres qu'il est possible, qu'il est même conséquent que la paix ait été conclue : que les discours des Ministres au Parlement conduisent à le croire : qu'ils ont protesté qu'on éviteroit sur-tout l'effusion du sang : qu'on vouloit uniquement connoître, mais bien connoître les griefs & les prétentions de l'Amérique, pour que le Parlement

pût porter une décision certaine relativement à la dignité & aux intérêts de la Grand Bretagne ! Je me suis hasardé à dire en pleine Bourse que les Ministres ayant l'expérience de l'affaire de Bunkershill, n'auront sûrement pas voulu qu'on multipliât d'aussi funestes & inutiles victoires ; qu'ils doivent bien savoir que l'Amérique ne sera point conquise par le massacre de quelques milliers d'Américains : que l'Angleterre sera couverte d'un opprobre éternel, même par les plus brillans succès de ses armes : que ceux de la négociation sont sans contredit les seuls qu'elle doive ambitionner, & qui convienne à la sagesse de ses conseils. Mes raisonnemens ne font impression sur personne. Un Anglois qui s'est retiré depuis peu du parti des Ministres, s'écrioit hier, après m'avoir entendu patiemment : » vous connoissez bien peu ces gens-ci : *ils se guident par sort, non par conseil* », & puis de me citer, l'une après l'autre, toutes les relations & lettres que nous avons vues dans la Gazette de la Cour, seulement depuis l'évacuation de Boston. » Vous parlez de leurs discours, a-t-il poursuivi, les voici. Ce papier est l'organe par lequel ils communiquent avec les peuples. Trouvez-y de la suite & un système. N'est-ce pas plutôt un cahos de bévues & d'inconséquences ? Voyez celle-ci : c'est la dernière : elle est du premier Octobre, Vous aviez lu dès, le 25 Septembre, dans tous les papiers publics, la déclaration & la lettre du

Lord Vicomte Amiral Howe. Eh bien, c'est quatre jours après qu'une Gazette de la Cour apprend les mêmes choses; mot pour mot, à la nation, pour qui elles étoient déjà un objet de pitié & de ridicule. Encore si c'eût été pour y faire remarquer quelque legere différence. Mais non, c'est le même calice d'amertume qu'on nous fait boire de nouveau jusqu'à la lie, & tout y est lié ».

» Le Lord Howe mande au Lord Germaine *qu'il a envoyé une déclaration aux Gouverneurs*, qui par parenthese ne sont plus Gouverneurs & n'ont pas plus d'accès que lui sur le Continent : puis il ajoute *qu'en écrivant à ces Gouverneurs il n'espere guere que ses lettres leur parviennent*. Où à-t-on vu écrire à des gens de qui on ne compte point être lû ? Son intention étoit que ces lettres circulassent dans les provinces autant qu'il seroit possible. Mais étoit-il nécessaire pour cela d'y mettre de fausses adresses ; & cette mal adroite précaution ne devoit-elle pas plutôt les fourvoyer ? Au reste c'étoit bien plus réellement son intention, car il continue ainsi : *je m'étois flatté de trouver une occasion de faire parvenir cette déclaration & ces lettres peu après leur date, (du 20 Juin) par le moyen de quelque vaisseau que j'aurois rencontré sur les côtes*. Comme les Corsaires Américains se seroient laissé approcher de l'Aigle de soixante canons ! Comme un navire chargé pour Embden, pour la Baltique ou pour Livourne, auroit retourné au

port d'où il étoit parti pour y porter la déclaration de Milord ! Il y avoit au moins de sa part bien de la bonne foi à s'y attendre, *Aucune occasion ne s'étant offerte jusqu'à son arrivée devant New-York le 12 Juillet*, il dépêcha le premier Lieutenant de l'Aigle au port d'Amboy, avec les expéditions de ladite déclaration destinées pour les Colonies situées au Sud de la Nouvelle York, où le Lieutenant avoit ordre de les remettre à la première personne qui lui paroîtroit avoir quelque autorité, en la priant qu'on voulut bien les mettre à la poste. Après les avoir adressées à des gens pour qui elles n'étoient pas, que pouvoit-il faire de plus bizarre que de confier des papiers de cette importance aux hazards de la poste & du premier venu ? Je dis le premier venu, puisqu'il suffisoit que celui à qui elles seroient remises parut avoir quelque autorité. Or, il étoit très-possible que ce fut un Chef de Sauvages, que ce fut un vicaire puritain. Le premier auroit emporté la déclaration dans les bois : celui ci eût cru faire un acte méritoire devant Dieu de la supprimer ; & jamais l'Amérique n'eût été instruite des gracieuses intentions du Ministère Anglois. Dira-t-on que le Lieutenant du Lord Howe connoissoit bien son monde, & qu'il savoit à qui il les remettait, à qui il feroit l'humble prière de les mettre à la poste ? Cela peut être sans doute ; mais puisque les Plénipotentiaires Britanniques s'abaissoient à demander ce léger

service à un Rebelle , à lui avoir quelque obligation ; que ne s'adressoit-il tout de suite à lui , en son nom & en sa qualité ? Que ne donnoit-il à Washington son titre de Général , & pourquoi sur une misère comme une adresse de lettres , risquer le sort de deux Empires qui ne sont pas ennemis comme on l'est ordinairement , & dans une guerre qu'on ne peut point nommer guerre , & qui , si on la nomme ainsi , disoit jadis un de vos plus ingénieux Moralistes françois , *n'est qu'une guerre superficielle , & n'entre point au profond cabinet des cœurs , puisque de part & d'autre , nul n'est outragé en son honneur , & qu'il n'est question que de r'habiller quelques fautes commises des deux côtés ?* Il falloit appeller Washington , Roi , Empereur de l'Amérique , & regagner , lui & l'Amérique , mettre sur le papier une goutte d'encre de plus , pour épargner les torrens de sang Anglois qui vont couler dans une guerre civile dont le siecle ne verra point la fin ».

Le Capitaine Burnaby a été envoyé aux Colonies du Nord , & la déclaration n'y a pas fait plus de fortune. Il a rapporté pour réponse de celle de Rhode-Island qu'il en seroit envoyé copie au très-honorable Congrès général des Etats-Unis de l'Amérique , à qui toutes choses semblables doivent être envoyées & rapportées. Ainsi , la déclaration ne sera point venue en original au Congrès général , de qui il étoit sur-tout intéressant qu'elle fut bien con-

nue, puisque c'est sur lui seul aujourd'hui que roule le sort de l'Amérique. Enfin, que porte cette fameuse déclaration? Elle offre le pardon à des légions armées qu'on hésite d'attaquer. Voilà comme ce Plénipotentiaire aura fait perdre un tems précieux, & toute la campagne de 1776, en adressant des lettres à des Gouverneurs qui ne devoient pas les lire, & en accordant des pardons qui ne lui étoient pas demandés. Il avoit médité tout cela dans sa traversée depuis le 12 Mai jusqu'au 20 Juin, & il couronne une si belle œuvre par sa lettre du 11 Août à Milord Germaine, ou il déclare en termes clairs qu'il s'attend à des complimens. N'admirez vous point le merveilleux courage de ce Plénipotentiaire dans l'usage qu'il a fait des pleins pouvoirs les plus étendus qui aient jamais été scellés du grand sceau d'Angleterre? Les ressources de son génie devoient suffire à tout, & après avoir traité en affaire d'Etat une tracasserie pour une adresse, il écrit à la Cour, qui attendoit de lui les plus grandes choses, que le Congrès a publié sa déclaration sous la forme la plus ignominieuse & la plus outragante pour lui & pour son Souverain. On lui a en vérité bien des obligations!

» Le Général a écrit de son côté, mais quatre jours plus tard, c'est-à-dire le 15 Août, & aussi au Lord Germaine, une lettre très-succinte. Il se borne à lui apprendre que les diverses armées se sont jointes à la

sienne le 12 Août, qu'on lui a dit que les gardes & les Hessois étoient en parfaite santé : que les équipages de campagne sont arrivés aussi : qu'on ne perdra point de tems pour entamer les opérations : qu'il est pressé pour expédier les dépêches du jour & qu'il remet à la première occasion des détails plus étendus. Ce n'est donc que sur un simple oui-dire que le Général établit les assurances qu'il donne au Gouvernement du bon état de l'armée Hessoise & des Gardes. Une assertion aussi vague suffit-elle pour détruire les nouvelles très certaines que l'on a eues ici de cruelle navigation de cette flotte pendant les trois grands mois qu'elle a été à la mer. Elle n'a cessé d'être battue par les tempêtes, & toujours dans des brumes si épaisses, que les canons tiroient à toutes les minutes pour prévenir les abordages. Toutes les provisions se sont trouvées pourries & mangées des vers. L'eau étoit infecte : la faim & la soif ont fait le tourment continuel des malheureux soldats ; & ils ont fait un jeûne rigoureux pendant toute la traversée. Aussi se portent-ils très-bien : la diète est salubre. Mais à quoi bon se débattre aujourd'hui sur la santé des Hessois & des Gardes, tandis que peut-être n'est-il plus de Gardes ni de Hessois au monde. Oh ! loin de moi ce funeste pressentiment ! Mais non, tout espoir de réconciliation est évanoui : le Général en est si persuadé lui-même : qu'il parle d'entamer les opérations de la campagne, lui

qui dans les précédentes dépêches, avant l'arrivée de son frere, faisoit entendre aux Ministres *qu'il osoit tout esperer des bonnes dispositions où il avoit trouvé les peuples*. Ou sont-ils donc ces Royalistes qui devoient se réunir par milliers sous les drapeaux de leur Souverain ? Le Général ne dit pas un mot dans ces nouvelles dépeches des amis du Gouvernement. Il faut qu'ils soient venus en bien petit nombre depuis le 25 Juin, jour de l'arrivée du Général à l'île de Staten, jusqu'au 15 Août, ce qui fait presque une intervalle de deux mois. Mais c'est cette fermeté inébranlable, c'est cette union si parfaite du côté des Américains, que je regarde comme un des plus surs indices de la résolution que les deux freres auront prise, enfin de frapper le grand coup sur New-York, qui sans doute est aujourd'hui ou détruite par le feu, ou au pouvoir des armées Angloises. Je ne doute point que les premieres nouvelles qu'on recevra de ces armées ne nous apprennent un evenement décisif, mais je le repete, pour la ville New York seulement & non pour le reste de l'Amérique, à qui il importe fort peu que New-York soit prise ou qu'elle ne le soit pas. Il ne seroit point étonnant sans doute qu'avec une armée aussi nombreuse, le Général Howe réussit à en déloger les Américains. Encore ne fera ce point sans y faire une perte considérable; & par là finira la glorieuse campagne de 1776. Le Général Howe, de gré ou de force, peu importe,

aura échangé sa prison de Boston contre une prison tout aussi rude à New-York, avec cette différence, que le Général Gage avoit travaillé pendant deux ans & dépensé un argent immense pour rendre Boston imprenable du côté de terre, au lieu qu'à New-York il n'y a de défenses que sur la mer, & qu'il faudra élever d'immenses fortifications pour couvrir toute la partie du Nord, & mettre l'armée en sureté, si tant est qu'il soit resté pierre sur pierre de cette malheureuse ville, & que l'armée victorieuse trouve à se loger dans ses ruines fumantes. Toutes les lettres de l'île de Staten nous apprennent que le réduit où les Américains porteroient toutes leurs forces est à *King'sbridge*, à trois lieues environ au Nord de New-York; que ce poste a été fortifié avec tout l'art imaginable: qu'il est dans la situation la plus avantageuse, & que toutes les hauteurs des environs sont garnies de redoutes jusqu'à New-York où les Anglois seront bien plus exposés qu'ils ne l'étoient à Boston. L'isthme de Boston & Bunker'shill faisoient un rempart assez sur pour l'armée; mais à New-York il faudra construire une chaîne de forts, depuis la rivière d'Hudson jusqu'à celle de l'Est, sur toute la largeur de l'isthme dans une espace de plusieurs milles. c'est ce que M. Howe trouvera impraticable, & il se verra réduit encore une fois à la facheuse alternative de faire changer de position à son armée harassée & deshonorée, & d'aller achever son hivernage à Halifax avec

74 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

le Lord son frere. Et voilà ce que nous rapporterons de tant de millions prodigués & de tant de sang versé pour une mauvaise cause &c.

Après cette tirade, Monsieur, dont je ne crois pas avoir omis une syllabe, mon Anglois qui paroissoit avoir fini ou reprendre haleine, s'écria, comme par inspiration, *Ah! plutôt que de se casser le bras, que ne se cassoit-il le cou!* Tout ce que nous étions là d'auditeurs, nous nous regardâmes en souriant, voyant bien que cette saillie d'humeur étoit pour Mylord North. Mais quoiqu'il soit affreux de rire en si grave sujet, il fallut laisser partir les éclats, quand on entendit s'élever du milieu de l'assemblée cette plaisante réflexion d'un optimiste: *Tout est pour le mieux; s'il s'étoit cassé le cou, on ne pourroit pas le lui couper.* Comme ces sarcasmes ne nuisent en rien à la santé de Mylord North, & qu'il a de bons Chirurgiens, & le corps sain, il se rétablit très-heureusement, & avec la consolation de voir ses augustes Maîtres prendre le plus vif intérêt à son état. Le Roi & la Reine ont daigné lui faire deux visites à sa maison de campagne de Bushy-Parck. Dans la dernière, Leurs Majestés ont resté avec lui plus de deux heures. On compte que ce Lord sera parfaitement guéri avant la fin du mois, & que son bras droit lui servira, comme auparavant, pour aider du geste dans le Parlement, les excellentes raisons par lesquelles il doit prouver l'insuffisance des subsides & du vote de crédit, & en demander le double pour l'année prochaine.

Il circule une liste des forces de terre que le Conseil a, dit-on, résolu d'employer l'année prochaine à consommer le grand ouvrage de la conquête de l'Amérique.

	hom.
Les troupes Allemandes recrutées...	17,000
Les troupes Angloises	18,000
Des Russes, en vertu d'un traité que l'on dit conclu.....	20,000
Des Hannovriens.....	5,000
Des Mecklenbourgeois.....	4,000
Quarante nouveaux Régimens qui se- ront levés en Angleterre, chacun de cinq cents hommes.....	20,000
	<hr/> 84,000

Les nouvelles de l'armée du Canada, quoiqu'il soit venu successivement plusieurs vaisseaux de Quebec, sont toujours à peu près les mêmes. La division du général Burgoyne avoit entrepris de traîner des bateaux par terre, pour les amener sur les lacs, mais il a fallu y renoncer. On assure que ceux qui se construisoient sur les lacs mêmes, ont dû être prêts vers le commencement de Septembre : mais c'est ce qui paroît inquiéter fort peu l'armée de Washington dans la Nouvelle-Yorck.

Les nouvelles des îles deviennent de plus en plus inquiétantes. Sans parler des prises que ne cessent de faire les Corsaires Américains, elles souffrent si cruellement de la disette, que leurs Habitans prennent le parti de se disperser chez les voisins des différentes nations. Les

émigrations se multiplient , sur-tout depuis que la dissenterie désole les ateliers de Nègres , & qu'ils meurent par centaines des provisions gâtées qu'on est obligé de leur donner.

En Angleterre , malgré tous les artifices dont usent les Ministres , pour soutenir le débit & le prix des manufactures , & l'affectation avec laquelle ils font publier que les débouchés de la Baltique & de la Russie dédommagent la Nation avec surabondance de ce qu'elle perd du côté de l'Amérique , il est visible que le commerce décline de tous les côtés. Les affaires des meilleures maisons se trouvent dérangées dans les trois Royaumes. Un Alderman de Londres qui étoit élu shériff pour l'année , vient de supplier la Ville de lui faire rendre sa soumission , & il s'est vu obligé d'avouer publiquement , devant le Corps de Ville assemblé , l'impossibilité où il se trouvoit de satisfaire aux dépenses que cette place occasionne. Il lui reste dû en Amérique soixante & dix mille livres sterling. S'il s'opere une heureuse réconciliation avec les Colonies ; il se verra en possession de cinquante mille sterling , ses dettes payées. Si la séparation a lieu , il est ruiné. Au nombre des pertes qu'il a essuyées , il en a déclaré une qui a été regardée comme un acte des plus révoltants. Un vaisseau lui étoit adressé d'Amérique avec un chargement de huit mille livres sterling. Ses expéditions attestoient qu'il étoit parti avant que l'acte prohibitif eût eu lieu. Ce vaisseau étant arrêté par des Croiseurs du Lord

Dunmore, il a été conduit à Norfolk dans la Virginie. Le Lord fit nommer des Commissaires pour juger la prise ; & quoique ceux-ci trouvassent qu'elle n'étoit point faite régulièrement , & que leur avis fût qu'on devoit rendre le vaisseau , Mylord Dunmore a jugé à propos de le retenir , & de se l'adjuger. Tous ces détails ont été affirmés par M. Woolbridge, sur son honneur ; & la Cour du Conseil commun en ayant marqué hautement son étonnement & son indignation , d'une voix unanime , M. Woolbridge a été dispensé de remplir l'office auquel un choix volontaire l'avoit nommé : le Chambellan de Londres a eu ordre de lui rendre sa soumission de mille livres sterling ; & sur le même exposé , l'Alderman a obtenu du Corps entier de la Bourgeoisie , la confirmation de cette grâce.

Hier , les bâtimens de transport qui chargent des provisions pour l'Amérique aux Dunes & à Gravesend , ont reçu ordre de remettre à terre tout leur chargement. La raison qu'on en donne , c'est que ces vaisseaux arriveroient en Amérique dans la saison des ouragans , & que les troupes sont abondamment pourvues de tout pour quatre mois. Mais ignoroit-on tout cela , quand on a fretté ces bâtimens ?

Les fonds publics viennent de baisser tout-à-coup : il est à croire que c'est l'effet des mesures que l'on prend déjà sur le prochain emprunt.

L'emprunt sera , dit-on , de douze millions

sterling ; & il y a déjà une Compagnie de cinq Négocians de Londres , qui offre de faire la somme pour un modique intérêt,

Quoique , suivant les apparences, on n'ait point reçue des freres Howe , d'autres lettres que celles dont je viens de vous entretenir , l'attention générale paroît se fixer sur l'île de Long-Island , & toutes les gazettes qu'on vient de m'apporter en donnent une description , qui en effet seroit intéressante si cette Isle avoit été le théâtre de quelque action. Peut-être me saurai-je bon gré de l'avoir transcrite ici.

» Long-Island est une île de cent six milles de longueur , sur environ vingt-six de largeur , à trois milles pour lieues de France. A seize milles de son extrémité Occidentale , commence une plaine très-étendue , dont la longueur est de ving-huit milles , & la largeur de quatre ou cinq. Dans toute cette partie de l'île il ne croît pas un seul arbre , & l'on ne se souvient pas d'y en avoir jamais vû. Les Américains ont élevé plusieurs retranchemens & redoutes. Près des différens points de la côte où on pourroit craindre un débarquement , & il y en a très peu , la côte étant presque partout très-élevée & hérissée de rochers. Cette île passe pour assez fertile , à l'exception de la plaine qui est un vrai désert. Il y a plusieurs maisons de plaisance qui appartiennent aux habitans de la Nouvelle-York. Si l'armée du Roi s'en emparoit , elle y trouveroit plus de ressources & y seroit moins resserrée que dans la petite île de Staten , où elle a dû

cruellement souffrir pendant les chaleurs. Mais il ne faudroit pas non plus qu'elle fût réduite à passer un rigoureux & long hyver dans l'île de Long-Island «.

J'ai l'honneur d'être, &c.

P. S. du 10 Octobre. Enfin, Monsieur, la grande nouvelle est arrivée. La paix n'est point faite, & l'armée Angloise n'a point pris New-York. Une Gazette extraordinaire de la Cour, d'une prodigieuse longueur, donne tous les détails d'un embarquement, d'une traversée & d'un débarquement d'environ quinze mille hommes de l'armée du Roi, exécuté sans aucune opposition à l'île de *Long-Island*. On a poursuivi l'ennemi de poste en poste : on lui a enlevé des patrouilles : on l'a tourné : on lui a tué, blessé ou pris 3,300 hommes : on s'est emparé de l'artillerie de fonte & de fer qui garnissoit ses redoutes : on a fait trois de ses Généraux prisonniers, le Lord Sterling, M. Sullivan & M. Hadel; & vous remarquerez que le Général Howe, qui a refusé à M. Washington ses qualités, en lui adressant ses patentes de pardons, les a données tout au long, à ses trois prisonniers sur la liste qu'il envoie à la Cour. Du côté de l'armée du Roi il n'y a eu de tués que soixante & un hommes, dont un Lieutenant-Colonel & trois Capitaines; 257 blessés, dont un Lieutenant-Colonel & trois Capitaines, & de plus trente & un manquans. La principale affaire est du

80 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

27 Août. L'armée rebelle n'a cependant évacué l'île que le 30, & elle l'a fait bien tranquillement, & même, dit le Général Howe, dans le plus profond silence. Elle s'est réunie sous la conduite du Général Putnam au reste des troupes Américaines dans la ville de New-York. Le Général Howe le mande à Milord Germaine en ces termes. » L'ennemi est toujours en possession de la ville & de l'île de New-York, où il est en forces : on juge par ses mouvemens qu'il se prépare à faire une vigoureuse résistance dans ses ouvrages des deux côtés de Kingsbridge ». Voilà en substance tout ce que la Lettre du Général Howe, datée du 3 Septembre, contient d'intéressant. Le Général Clinton & le Chevalier Parkers figurent dans sa relation, d'une manière qui leur fera oublier le déplaisir de la journée du 28 Juin. Mais les troupes du Roi n'ont point encore le pied sur le Continent de l'ancienne Amérique Angloise. Elles se sont mises en possession de l'île de Long - Island devant New-York, après avoir été chassées de l'île Sullivan devant Charles - Towe : jusqu'ici voilà tout, & le Général ne regarde pas une tentative sur New-York comme chose bien facile. La guerre est donc plus engagée que jamais. Je ne suis plus surpris que les fonds soient baissés depuis deux jours. La vraie raison étoit que la nouvelle de ce sinistre avantage avoit percé. *O Cives, Cives!*

TABLE RAISONNÉE

Des Cahiers VI, VII, VIII, IX, X, formant le
Tome II des Affaires de l'Angleterre & de l'Amérique.

A

AFFAIRES ETRANGERES. Le Chevalier Keith, Ambassadeur à Vienne, prend congé ; 7 Mai, p. 7. — Ordonnance rendue à Bruxelles pour défendre d'assister les Américains ; 8 Mai, p. 10.

AGRICULTURE. Arrêté des Communes pour l'encouragement de la culture du lin en Irlande ; 1 Mai, p. 42.

AMERIQUE. Un vaisseau fretté pour Nantes, par ordre du Congrès, est conduit par trahison en Angleterre ; 8 Avril, p. 15. — Instructions que le Congrès avoit fait donner au Capitaine Meston ; Avril, p. 17. — Inductions que l'on tire contre le parti Américain des papiers trouvés sur le vaisseau qui étoit destiné pour Nantes ; 10 Avril, p. 25. — Discours prononcé par le Docteur Franklin en l'honneur du Général Warren ; 11 Avril, p. 26. — Lettre par laquelle le Pilote qui a amené en Angleterre le Dickenson, se justifie du reproche qu'on lui a fait d'avoir trahi ses armateurs ; 22 Avr. p. 56. — Lettre du Brigadier Arnold sur l'échec des Américains devant Quebec ; 24 Avril, p. 63. — Etat des affaires dans la Virginie ; 24 Avril, p. 1. — La plupart des Bâtimens envoyés à Boston relâchent aux îles ; 27 Avril, p. 30. — On assure que le Lord Howe n'accepte le commandement général que sous la condition des pouvoirs les plus étendus pour terminer la querelle ; 30 Avril, p. 37. — Commissions qui partagent le commandement général en Amérique entre le Général Howe & le Général Carleton, & qui ordonnent la condamnation des prises ; premier Mai,

p. 45. — Lettre du Lord Dunmore du 27 Janvier, pour les peuples de la Virginie; 2 Mai, p. 4. — Réponse du Comité; 2 Mai, p. 6. — Lettre du Gouverneur de la Georgie, du 13 Février pour les peuples de cette Colonie; 2 Mai, p. 7. — Réponse du Congrès, 2 Mai, p. 10. — Prix que le Gouvernement donne des chevelures des Américains; 2 Mai, p. 14. — Arrêté du mois de Mars pris par la convention de la Virginie contre le Lord Dunmore; 2 Mai, p. 16. — Avantage considérable remporté par les Américains le 27 Février sur les Torys dans la Caroline méridionale; 2 Mai, p. 18. — Affaire entre les habitans de Savanah, le 2 Mars, & les vaisseaux du Roi; 2 Mai, p. 21. — Le Congrès leve la prohibition contre les vaisseaux chargés dans la Grande-Bretagne, 2 Mai, p. 23. — Arrêté du Congrès, du 6 Mars, qui permet le commerce avec toute la terre, excepté la Grande-Bretagne, 2 Mai, p. 25. — Le Congrès ordonne en Mars, la saisie de tous biens & dettes appartenans aux sujets de la G. B., 2 Mai, p. 26. — Le Congrès ordonne le 16 Mars, pour le 17 Mai, Un jour de jeûne & de prières dans toute l'Amérique, 2 Mai, p. 28. — Lettre du Gouverneur Tryon aux habitans de New-York, 2 Mai, p. 30. — Arrêté du Congrès de la Caroline méridionale au sujet des armes, 2 Mai, p. 32. — Autre sur l'union qui doit regner dans la Colonie, 2 Mai, p. 33. — Autre sur les monopoles de subsistances, *ibid.* — Arrêté du grand Congrès pour l'encouragement de l'agriculture, 2 Mai, p. 34. — Pétition des habitans de deux Comtés de la Virginie au Congrès de cette Colonie, sur le danger où les mettent le grand nombre de Torys qui vivent parmi eux, 3 Mai, p. 45. — Arrêté du Congrès de la Virginie pour la police des recrues, 3 Mai, p. 46. — Evacuation de Boston par le Général Howe, & extrait de sa lettre au Ministre, 3 Mai, p. 47. — Détails de cette évacuation,

3 Mai, p. 48. — Conjectures sur les opérations futures des Américains dans le Canada, 3 Mai, p. 53. — Lettre du Général Washington au Brigadier général Stirling, 4 Mai, p. 58. — Proclamation de ce Général pour maintenir le bon ordre dans Boston, 4 Mai, p. 58. — Commission qui constitue les freres Howe Plénipotentiaires pour pardonner aux Rebelles, 5 Mai, p. 62. — Expédition d'Hopkins aux îles Bahama ou Lucayes, 7 Mai, p. 7. — La Géorgie se déclare pour le Congrès & fait brûler trois vaisseaux chargés de provisions pour les troupes du Roi, 7 Mai, p. 8. — Portrait d'un Sauvage Mohock du parti de la Cour, 12 Mai, p. 2. Lettre d'un Ministre Prêcheur ambulant de sédition, 16 Mai, p. 40. — Adresse du Conseil de Boston au Général Washington, 18 Mai, p. 48. — Réponse de M. Washington, 18 Mai, p. 49. — Nouveaux détails sur la défaite des Régulateurs, 18 Mai, p. 50. — Etat des affaires des Américains dans les diverses Colonies au 12 Mars, 18 Mai, p. 52. — Arrêté du Congrès général du 21 Mars concernant les manufactures & les armes, 18 Mai, p. 55. — Autre arrêté du même Congrès du 23 Mars concernant la distribution des prises, 18 Mai, p. 56. — Déclaration de la Nouvelle Ecosse du 28 Mars contre les autres Colonies, 18 Mai, p. 58.

B

BANQUE. Ce qui doit affermir son crédit, 24 Avril, p. 14.

C

COMMERCE. Débats à la Chambre des Communes sur le Bill concernant les vaisseaux naufragés, 2 Mai, p. 34. — Divers arrêtés des Communes pour l'encouragement du commerce, 2 Mai, p. 42. — Détails sur la loi qui défend d'exporter les matieres & monoyes du Royaume, 11 Mai, p. 61.

TABLE RAISONNÉE

COUR. Naissance d'une Princesse, 25 Avril, p. 226.
COUR DES PAIRS. Jugement de la Duchesse de Kingston, première séance, 15 Avril, p. 40. — Deuxième séance, 16 Avril, p. 43. — Troisième séance, 18 Avril, p. 48. — Quatrième séance & clôture, 22 Avril, p. 53.

E

ECOSSE. Bill sur l'hérédité, 2 Avril, p. 3. — Adresse au Roi par le synode de Glasgow pour marquer son indignation contre les Américains, 23 Avril, p. 59.

ELECTIONS. Bill proposé contre ceux qui exercent la corruption, 26 Avril, p. 29. — Motion pour incapaciter cent soixante-trois Electeurs de Shaftsbury, 28 Avril, p. 32. — Conduite que tient la Chambre des Communes relativement aux élections de Shaftsbury & d'Hindon, 8 Mai, p. 12.

F

FINANCES. Produit du droit sur le houblon en 1774, 9 Avril, p. 20. — Proclamation du Roi concernant la monnoye d'or, 12 Avril, p. 29. — Hausse du prix des matieres d'or, & baisse des fonds, 17 Avril, p. 46. — Ouverture du Budget par Milord North, 24 Avril, p. 2. — Bon état du fonds d'amortissement, & ses vraies causes, qui sont l'opulence propre de la nation, 24 Avril, p. 3. — Produit moyen du fonds d'amortissement, 24 Avril, p. 4. — Explication de l'opération relative aux billets de l'Echiquier, 24 Avril, p. 5. — Explication de l'emprunt sous hypothèque, *ibid.* — Principes de Milord North sur l'impôt, 24 Avril, p. 6. — Divers détails sur le produit des droits sur les voitures, les cartes, les dez, les Gazettes & les actes, 24 Avril, p. 7. — Bon état du crédit

DES MATIERES. 5

public ; moyens de le soutenir , 24 Avril , p. 9. — L'aifance regne en Angleterre , même chez le payfan , *ibid.* — Nouveaux détails sur le fonds d'amortissement , 24 Avril , p. 10. — Vraie quantité des espèces en circulation , *ibid.* — Ce qu'il faut penser du papier monnoye & du crédit de la Banque , *ibid.* — Ce que coute son administration , & montant de son dividende , *ibid.* — Quels secours le Gouvernement reçoit de la Banque , 24 Avril , p. 12. — La crainte d'une banqueroute est chimérique , 24 Avril , p. 13. — Fausses allarmes sur le papier monnoye , 24 Avril p. 15. — On ne doit craindre aucun mauvais effet de la refonte des espèces , 24 Avril , p. 16. — Explication & tableau de l'emprunt , 24 Avril , p. 17. — Plan de la loterie , 24 Avril , p. 18. — Calcul des taxes que payent le grain & la biere , 24 Avril , p. 20. — Observations relatives à l'impôt sur les voitures , 24 Avril , p. 21. — Et sur la vaisselle d'argent , 24 Avril , p. 22. — Résolutions de la Chambre des Communes sur le subside , 25 Avril , p. 24. — Arrêtés des Communes sur le subside , 26 Avril , p. 28. — Message du Roi pour un vote de crédit , 2 Mai , p. 2. — Vote de crédit d'un million , tant pour les dépenses extraordinaires de la guerre , que pour la monnoye , 6 Mai , p. 6. — La Chambre des Pairs prend des moyens pour améliorer la perception de l'impôt sur l'argenterie , 13 Mai , p. 9.

G

GRAINS. Police des grains , 2 Avril , p. 3. — Droits qui se payent à Londres pour l'importation du bled , 25 Avril , p. 23. — Arrêté pour l'importation franche à Preston , 26 Avril , p. 28. — Arrêté pour exporter du froment aux Colonies à sucre & à l'île Sainte Helene , 28 Avril , p. 31 & 32. — Exportation pour Terre-neuve , 29 Avril , p. 35. — Premier Mai , N.^o VIII , p. 1. — Ex-

portation permise pour la Nouvelle Ecosse & les pêcheries Angloises, 4 Mai, p. 60.

I

- I**NDE. Le Raja Nuncomar est condamné pour accusations calomnieuses contre le sieur Hastings, Gouverneur général du Bengale, 5 Avril, p. 8. — Dissensions dans le Conseil de Bengale, 10 Avril, p. 26. — Dissensions entre les Administrateurs en Bengale, 21 Avril, p. 51. — Sentence de mort prononcée contre le Raja Nuncomar, *ibid.* — On croit avoir apperçu l'équipage de la frégate l'Aurore dans une île déserte près de Madagascar, 24 Avril, p. 63. — Acquiescement de la Compagnie envers le Gouvernement, 24 Avril, p. 5. — Pirate pris par la frégate le Seahorse, 4 Mai, p. 55. — Observations sur la navigation de la Mer Rouge, & le commerce qu'on pourroit y faire, 4 Mai, p. 56. — Arrêté de la Cour des Directeurs pour révoquer M. Hastings, Gouverneur du Bengale, & M. Barwell, Conseiller, 8 Mai, p. 11. — Détails des troubles actuels du Bengale, 11 Mai p. 62. — Affaire du Général Clavering avec M. Barwell, 11 Mai, p. 63. — Avis aux Actionnaires en faveur de M. Hastings, 13 Mai, p. 3. — Autre avis contraire à cet Employé de la Compagnie, 13 Mai, p. 4. — Débats sur le rappel de MM. Hastings & Barwell, 14 Mai, p. 32. — Nouveaux débats sur MM. Hastings & Barwell. 17 Mai, p. 43. — Le parti des Ministres avoue sa partialité contre ces employés de la Compagnie, 17 Mai, p. 44. — Ils font clairement entendre que la Trésorerie conduira les affaires de l'Inde, 17 Mai, p. 46.
- I**RLANDE. Acte contre les séditieux, 6 Avril, p. 8. — Etat des troupes dans ce Royaume, 8 Avril, p. 13. — Adresse de remerciemens des Pairs au Vice-Roi, 13 Avril, p. 31. — Réponse du Vice Roi, *ibid.* — Débats des Communes, 13 Avril, p. 32. —

Discours de clôture de la session , 13 Avril , p. 35. — Prorogation & dissolution du Parlement , 13 Avril , p. 37. — La Gazette de Dublin est mise sur le pied de celle de la Cour de Londres , 19 Avril , p. 50. — Prorogation du Parlement , 9 Mai , p. 23. — Pétition au nom de cinq cents habitans de Corke , 9 Mai , p. 24. — Prorogation du Parlement , 17 Mai , p. 41.

ILES. La Barbade éprouve une disette ; elle supplie son Gouverneur de ne plus accorder de permissions pour exporter des provisions à Boston. — Remontrances de la Barbade au Roi. On y voit que cette Isle nourrit journellement 80,000 noirs & 20,000 blancs , 3 Mai , p. 54. — Disette que les Isles éprouvent , 7 Mai , p. 7.

L

LONDRES. Assemblée du Conseil commun : motion que le Lord-Maire est chargé de faire au Parlement en faveur de l'Amérique , 29 Avril , p. 33. Débats sur les émolumens de la charge de Lord-Maire , 29 Avril , p. 34. — Compliment de la Ville au Roi sur la naissance d'une Princesse , 3 Mai , p. 43.

M

MARINE. Substance du Bill pour procurer plus aisément des matelots à la Marine du Roi & au Commerce , 2 Avril , p. 2. — Départ de l'Amiral Montagu pour Terre neuve , sur le Romney , 4 Avril p. 6. — Observations critiques sur les assertions du Lord Sandwich touchant le bon état de la Marine , 7 Avril , p. 10. — On reproche à la marine d'avoir adopté un système vicieux pour les constructions , 8 Avril , p. 14. — Les pensions des veuves sont mal payées. Altercations à Portsmouth entre les Maîtres des bâtimens de transport & les Officiers , 18 Avril , p. 47. — Embarras où l'on a été pour

fournir des matelots au vaisseau l'Eagle, *ibid.* — Les frégates le Pearl & le Carisfort, avec sept régimens, partent de Corke le 8 Avril pour le Canada, 20 Avril, p. 50. — Départ de la Flora & des Montagnards pour l'Amérique, 28 Avril p. 31. — Règlement sur l'allouance d'une place de matelot relativement au nombre des matelots votés. Continuation de l'encouragement pour l'enrollement des matelots, 30 Avril p. 44. — Il ne peut y avoir que seize Midshipmen sur un vaisseau de 64 canons, 5 Mai, p. 61. — Départ de la flotte du Commodore Hotham & des Hessois, *ibid.* — Départ du Lord Howe, 12 Mai, p. 64.

MILICE D'ANGLETERRE. Discours d'un Officier du régiment de Westminster à ce corps assemblé pour le détromper sur le bruit qui avoit couru que la milice seroit employée au-dehors, 21 Mai, p. 62.

MINISTERE. Adresse de la ville de Corke au Roi, 17 Avril, p. 44. — Opérations du Comité pour le soulagement des soldats & de leurs veuves & orphelins en Amérique. M. Dundas soutient que la Couronne a eu de tout tems le pouvoir indéfini d'appeller des troupes étrangères, 25 Avril, p. 26. Commissions de Plénipotentiaires pour la paix expédiées au Lord Howe & au Général Howe, 3 Mai, p. 47. — Le Lord North répond à la motion du Colonel Barré, pour avoir communication des papiers sur l'évacuation de Boston, qu'elle s'est faite très-librement & très-sûrement, & que la publicité qu'on demande nuirait aux opérations, 6 Mai, p. 64. — Le Ministère soutient que l'évacuation de Boston n'est qu'une partie du plan des opérations de la campagne, 6 Mai p. 4. — Pluralité de 171 voix contre 54, pour ne point produire la lettre du Général Howe, 6 Mai, p. 6. — Le Ministère fait abandonner dans la Chambre des Communes l'examen des permissions accordées nonobstant l'acte prohibitif, 8 Mai, p. 15. — Milord North fait dissoudre le Comité d'enquête sur les permissions,

8 Mai, p. 19. — Milord Suffolk soutient qu'on ne peut point communiquer les dépêches sur l'évacuation de Boston; qu'elle s'est faite sans aucun désavantage, 10 Mai, p. 42. — Qu'elle est conséquente au plan de guerre; que ce n'est qu'un changement de position ordonné dès le mois d'Octobre, 10 Mai, p. 43. — Que c'est pour protéger Halifax & pénétrer par cette voie dans le continent, 10 Mai, p. 43. — Le Lord Sandwich déclare qu'il n'attend pas grand chose de l'expédition du Chevalier Parker, 10 Mai, p. 60. — Portrait d'un Sauvage Mohock du parti de la Cour, 12 Mai, *N. X.*, p. 1. — Les permissions accordées sont défendues par le Lord Denbigh, 13 Mai, p. 10. — Et par le Lord Sandwich, *ibid* Les permissions ont été révoquées aussitôt qu'on en a vu l'abus, 13 Mai, p. 11. — Le sens de la loi est vague & indéfini, 13 Mai, p. 12.

O

OPPOSITION. Mémoire de J. Wilson au Roi pour donner sa démission de son emploi militaire, 14 Avril, p. 38. — Appréciation de l'adresse de la ville de Corke au Roi, 17 Avril, p. 44. — Résolution où est cette ville d'en présenter une bien différente, 17 Avril, p. 45. — Affaire des exportations illicites pour l'Amérique, 24 Avril, p. 2. — Observations sur le projet de finances de Milord North, 24 Avril, p. 16. — Motion du Chevalier Lowter contre l'admission des troupes étrangères, 25 Avril, p. 25. — Débats à la Chambre des Communes touchant les permissions données par le Ministère pour porter des marchandises en Amérique, 2 Mai, p. 40. — On reproche aux Ministres, à l'occasion de l'évacuation de Boston, qu'ils trompent la nation en lui cachant le vrai état de ses affaires, 6 Mai, p. 63. — Motion du Colonel Barré pour avoir la communication des dépêches, 6 Mai, p. 64. — Les flottes de transport n'ont pas eu les escortes nécessaires. Les forces navales n'ont point été pro-

10 TABLE RAISONNÉE

portionnées à la nature du service, 6 Mai, p. 5. — On voit que le Général Howe ne sait pas encore que le Lord Germaine est dans le Ministère, 6 Mai, p. 6. — L'opposition insiste inutilement sur l'examen de l'affaire des permissions contraires à l'acte prohibitif, 8 Mai, p. 15. — Le Lord-Maire propose de mettre l'Amérique sur le même pied que l'Irlande, 9 Mai, p. 27. — Sa proposition est rejetée à la pluralité de 115 contre 33. — Motion du Duc de Manchester pour avoir communication des lettres de Boston, 10 Mai, p. 30. — Montgomery & Arnold sont des Officiers de fortune, 10 Mai, p. 33. — La conduite du Lord Dunmore est blâmée, & celle du Général Clinton est louée dans les débats des Pairs, 10 Mai, p. 39. — Le grand sceau ne confère point une autorité qui n'appartient qu'au Parlement, ainsi la commission des Plénipotentiaires est illusoire, 10 Mai, p. 40. Une preuve que le Général Howe a été forcé d'évacuer Boston, c'est qu'il ne l'a point brûlé suivant ses ordres, 10 Mai, p. 45. — Le tems pour le changement de position a été bien mal pris dans l'équinoxe, saison du vent Nord-Ouest, 10 Mai, p. 46. — Il s'est écoulé sept mois depuis le discours du Roi, avant qu'on songeât sérieusement à la paix, 10 Mai, p. 47. — Le choix des Plénipotentiaires est mauvais, 10 Mai, p. 48. — On démontre que le Général Howe devoit brûler Boston en l'évacuant, 10 Mai, p. 50. — Les anciens Ministères ne déguisoient point à la nation les événemens fâcheux, 10 Mai, p. 52. — Milord Shelburne augure de la paisible évacuation de Boston que le plan des Américains est une guerre défensive, *ibid.* — Variation du Gouvernement relativement à l'expédition du Chevalier Parker, 10 Mai, p. 53. — Milord Shelburne augure très-mal du produit des nouvelles taxes, 10 Mai, p. 54. — Modification proposée à la motion du Duc de Manchester pour ne demander que les seuls papiers relatifs à l'éva-

DES MATIERES. II

cuatin, 10 Mai, *p.* 57. — Le Duc de Bolton censure le Lord Townshend pour n'avoir point écouté les observations du Capitaine qui transportoit le mortier que les Américains ont enlevé, & qui a servi contre Boston, 10 Mai, *p.* 59. — La motion du Duc de Manchester avec la modification est rejetée à la pluralité de 64, contre 27, 10 Mai, *p.* 61. — Motion du Lord Effingham chez les Pairs pour l'enquête au sujet des envois prohibés pour l'Amérique, 13 Mai, *p.* 7. — Ce commerce de contrebande alloit tourner en monopole sous les auspices de la Cour, & auroit ruiné tous les anciens commerçans, 13 Mai, *p.* 8. — Détail des articles prohibés, *ibid.* — Le Gouvernement procuroit du crédit à ceux qui n'avoient pas de fonds, 13 Mai, *p.* 9. — Le Lord Effingham reproche aux Ministres qu'ils ont fait la loi louche & équivoque à dessein, pour pouvoir la violer, malgré les observations qu'on leur a faites, 13 Mai, *p.* 14. — La motion du Lord Effingham est admise, 13 Mai, *p.* 18.

P

PAIRIE D'ANGLETERRE. Création de onze Pairs, 14 Mai, *p.* 26. — Observations sur ces nouvelles créations, 14 Mai, *p.* 27.

PARLEMENT. Le Roi donne son consentement à divers Bills, 2 Avril, *p.* 1. — Ouverture du Budget, 24 Avril, *p.* 2. — Débats sur les privilèges de la Chambre des Communes, 30 Avril, *p.* 39. — Débats sur les privilèges de la Chambre des Communes, 30 Avril, *p.* 40. — Débats sur la représentation & les élections : Discours de M. Wilkes pour demander qu'on biffe de dessus les registres du précédent Parlement son incapacitation, 30 Avril, *p.* 41. — Consentement du Roi donné à plusieurs Bills, 13 Mai, *p.* 5. — L'opposition fait voir que des lettres du Roi non scellées ne suffisent point pour tirer un député de la Chambre des Communes.

12 TABLE RAISONNÉE, &c.

& lui donner place parmi les Pairs, 13 Mai, p. 19.
Adresse des Freeman de Worcester à M. Lewes sur son élection manquée, 15 Mai, p. 36. — Condamnation rendue par le Banc du Roi contre le Général Smith pour avoir séduit les Electeurs de Hindon, 17 Mai, p. 41.

PAUVRES. Admission d'un Bill pour connoître leur état, 28 Avril, p. 32.

PECHERIES. Armemens pour le Groenland, 12 Avril, p. 30. — Premier Mai, p. 1. — Arrêté des Communes pour encourager la pêche de la baleine, 2 Mai, p. 41.

POLICE. Réponse du Chevalier Cooper à l'appui du Bill pour punir les Malfaiteurs par des travaux publics, 3 Mai, p. 54. — Débats sur le Bill concernant les criminels, 8 Mai, p. 20. — Il passe à la pluralité de 67 voix, contre 18, 8 Mai, p. 22. — Débats sur le Bill des malfaiteurs, 13 Mai, p. 20. — M. Burke fait voir qu'il est dangereux de donner cette administration aux Juges de Middlesex. Portrait de ces Juges, 13 Mai, p. 22. — Inconséquence de cette loi, 13 Mai, p. 23.

T

TRAITÉS. Avec le Prince de Waldeck, du 20 Avril, premier Mai, p. 46. — Avec le Duc de Brunswick, du 9 Janvier, *ibid.* — Avec le Landgrave de Hesse, du 15 Janvier, premier Mai, p. 56. — Avec le Comte de Hanau, du 5 Février, premier Mai, p. 63.



I N D E X.

A

ADAIR (M.) 2 Mai, p. 36, 13 Mai, p. 19.

AMESLEY (M.) 9 Mai, p. 30.

ARNOLD, 24 Avril, p. 63.

B

BARRINGTON (le Lord). 30 Avril, p. 40

BARKLAI (le Capitaine) 2 Mai, p. 9.

BARRÉ (le Colonel) 24 Avril, p. 16, 6 Mai p. 5.

6 Mai, p. 63.

BARRY, 13 Avril, p. 33.

BARWELL (M.) 21 Avril, p. 51.

BATES (M.) 8 Mai, p. 16.

BAYARD, 8 Avril, p. 19.

BLAQUIERE (le Chevalier Jean) 13 Avril, p. 34.

BOLTON (le Duc de) 10 Mai, p. 58, *ibid.* p. 60.

BROWN, 13 Avril, p. 33.

BROWNLOW (le Chevalier) 13 Mai, p. 19.

BURKE (M.) 2 Mai p. 39, 6 Mai, p. 3, 8 Mai,
p. 13, *ibid.* p. 14, 9 Mai, p. 29, 13 Mai, p. 19.

BUSHE, 13 Avril, p. 34.

BYNG (M.) 6 Mai, p. 2.

C

CARLETON (le Général) premier Mai, p. 45.

CASWELL (le Colonel Richard) 2 Mai, p. 17.

CAVENDISH (le Lord George) 6 Mai, p. 1, 8 Mai, p. 21.

CLAVERING, (le Général) 21 Avril, p. 51, 17 Mai, p. 46.

CLIFFORD (le Lord) 26 Avril, p. 27.

CONWAY (le Général) 6 Mai, p. 4.

COOPER (le Chevalier Grey) 3 Mai, p. 54, 8 Mai, p. 19.

CORBIN (M. Richard) 2 Mai, p. 6.

D

DAUBENG (George) 18 Mai, p. 59.

DENBIGH (le Lord) 13 Mai, p. 10.

DUNDAS (M. Henri) 25 Avril p. 26. 2 Mai, p. 38.

DUNMORE (le Comte de) 2 Mai, p. 4, 2 Mai, p. 16.

DUNING (M.) 8 Mai, p. 16, *ibid*, p. 17.

E

EDEN (M.) 13 Mai, p. 21.

EFFINGHAM (le Lord) 10 Mai, p. 48, 13 Mai, p. 7, *ibid*. p. 13.

ELLIOT (le Chevalier Gilbert) 30 Avril, p. 39, 17 Mai, p. 43.

ELLIS, (M.) 6 Mai, p. 4.

F

Fox (M. Charles) 24 Avril, p. 16.

INDEX.

15

- FRANCIS (M.) 17 Mai, p. 46.
FRANKLIN, 11 Avril, p. 26, 2 Mai, p. 23.
FRENCH, 13 Avril, p. 32.

G

- GARRIS (M.) 2 Mai, p. 36.
GERMAINE (le Lord) 6 Mai, p. 5.
GORDON (M. Cosme) 25 Avril, p. 25.
GRATTAN, 13 Avril, p. 33.
GRENVILLE (M.) 26 Avril, p. 29.

H

- HAMMER (M. Walden) 2 Avril, p. 2.
HARTLEY (M.) 6 Mai, p. 37.
HENNECHER (M.) 2 Mai, p. 37.
HINCHINBROKE (le Lord) 27 Avril, p. 30.
HOPKINS (M.) 6 Mai, p. 6.
HORTON (M.) 29 Avril, p. 34.
HOTTAM (le Commodore) 6 Mai, p. 61.
HOWE (le Lord) 30 Avril, p. 37, premier Mai, p. 45, 5 Mai, p. 61, 18 Mai, p. 59.
HUDSON (le Marchand) 8 Mai, p. 16.
HURFORD (M.) 29 Avril, p. 33, *ibid.* p. 35.

J

- JEMPEY (le Chevalier Elijah) 21 Avril, p. 51.
JACKSON, 8 Avril, p. 19.
JOHNSON (le Colonel Guy) premier Mai, p. 45.
JOHNSTONE (le Gouverneur) 8 Mai, p. 17, 24 Avril, p. 16, 25 Avril, p. 25.

JONES (M.) 29 Avril, p. 33, *ibid.* p. 35.

K

KEITH (le Chevalier Robert Murray) 7 Mai, p. 7.

L

LÉE (l'Alderman) 29 Avril, p. 33.

LOWTER (le Chevalier) 25 Avril, p. 25.

LITTLETON (M.) 6 Mai, p. 4.

LUTTRELL (M. Thomas) 8 Mai, p. 15.

LITTLETON (le Lord) 13 Mai, p. 16.

M

MACKAY (M. James) 2 Mai, p. 7.

MACKWORTH, 2 Avril, p. 3, 2 Mai, p. 36.

MANCHESTER (le Duc de) 10 Mai, p. 30, 13 Mai, p. 16.

MANSFIELD (le Lord) 2 Avril, p. 1.

MEDLEY (M.) 2 Mai, p. 39.

MEREDITH (le Chevalier William) 13 Mai, p. 21.

MERRY (le Marchand) 8 Mai, p. 16.

MIDDLETON (le Lord) 9 Mai, p. 21.

MOUSSON (le Colonel) 17 Mai, p. 46.

MULGRAVE (le Lord) 25 Avril, p. 26, 2 Mai, p. 35.

N

NEWENHAM, 13 Avril, p. 34.

NORTH (le Lord) 24 Avril, p. 2, 2 Mai, p. 41, 6 Mai, p. 64, 8 Mai, p. 15, *ibid.* p. 16, *ibid.* p. 17, *ibid.* p. 19.

O

OGLE, 13 Avril, p. 34.

OLIVER (l'Alderman) 29 Avril, p. 33.

P

PAYNE (M.) 8 Mai, p. 18.

PÉCHEL (M.) 17 Mai, p. 43.

PERCY (le Lord) 30 Avril, p. 37.

POWIS (M.) 13 Mai, p. 22.

POWNAL (le Gouverneur) 2 Mai, p. 39.

PRICE (le Docteur) 29 Avril, p. 33.

Provost, 13 Avril, p. 33.

R

RAVENSWORTH (le Lord) 10 Mai, p. 57.

RICE (M.) 2 Mai, p. 35.

RIGBY (M.) 8 Mai, p. 14, *ibid.* p. 15.

ROCKINGHAM (le Marquis) 10 Mai, p. 44, 13 Mars,
p. 18.

ROSE (le Mercier) 8 Mai, p. 16.

S

SAINT PAUL (le Col.) 15 Avril, p. 42.

SANDWICH (le Lord) 10 Mai, p. 60, 13 Mai, p. 10.

SAXBY (M.) 29 Avril, p. 33.

SAVILLE (le Chevalier George) 2 Mai, p. 37.

SAWBRIDGE (le Lord-Maire) 2 Mai, p. 38, *ibid.*
p. 40, 6 Mai, p. 5, 9 Mai, p. 27.

SEYMOUR (M.) 30 Avril, p. 40.

SHELburne (le Lord) 10 Mai, p. 51.

STANLAI (M.) 8 Mai, p. 16.

SUFFOLK (le Lord) premier Mai, p. 45, 7 Mai, p. 9, 10 Mai, p. 41, *ibid.* p. 55, *ibid.* p. 58.

T

TRYON (M.) 2 Mai, p. 29.

TOWNSHEND (M. Thomas) 25 Avril, p. 26, 30 Avril, p. 40, 13 Mai, p. 19, *ibid.* p. 23.

V

VAN (M.) 2 Mai, p. 39.

VYNER (M.) 30 Avril, p. 39.

W

WALLACE, 22 Avril, p. 53, 2 Mai, p. 23.

WALLIS (M.) 2 Mai, p. 37.

WARREN, 11 Avril, p. 26.

WASHINGTON (M.) 18 Mai, p. 49.

WATKIN (le Chevalier) 15 Mai, p. 36.

WEYMOUTH (le Lord) 10 Mai p. 56.

WHITWORTH (M.) 2 Mai, p. 37.

WILKES (M.) 26 Avril, p. 29, 30 Avril, p. 41.

WILL-MESTON, 8 Avril, p. 17.

WILSON, 14 Avril, p. 38.

WOODBIDGE (M.) 8 Mai, p. 18.

WRIGHT (M. James) 2 Mai, p. 7.

Y

YELVERTON, 13 Avril, p. 33.

YOUNG (le Chevalier George) 28 Avril, p. 32;
6 Mai, p. 2, 13 Mai, p. 19, *ibid.* p. 21.

E R R A T A.

Il y a une faute très-essentielle à corriger au N°. X., p. 79., lig. 22, au lieu de ces mots *le Général Howe qui a refusé*; lisez *le Général Howe dont le frere a refusé*, &c. Et aussi à la p. 67, lig. 9. *Et tout y lié*, lisez *Et tout y est lié*.



